



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

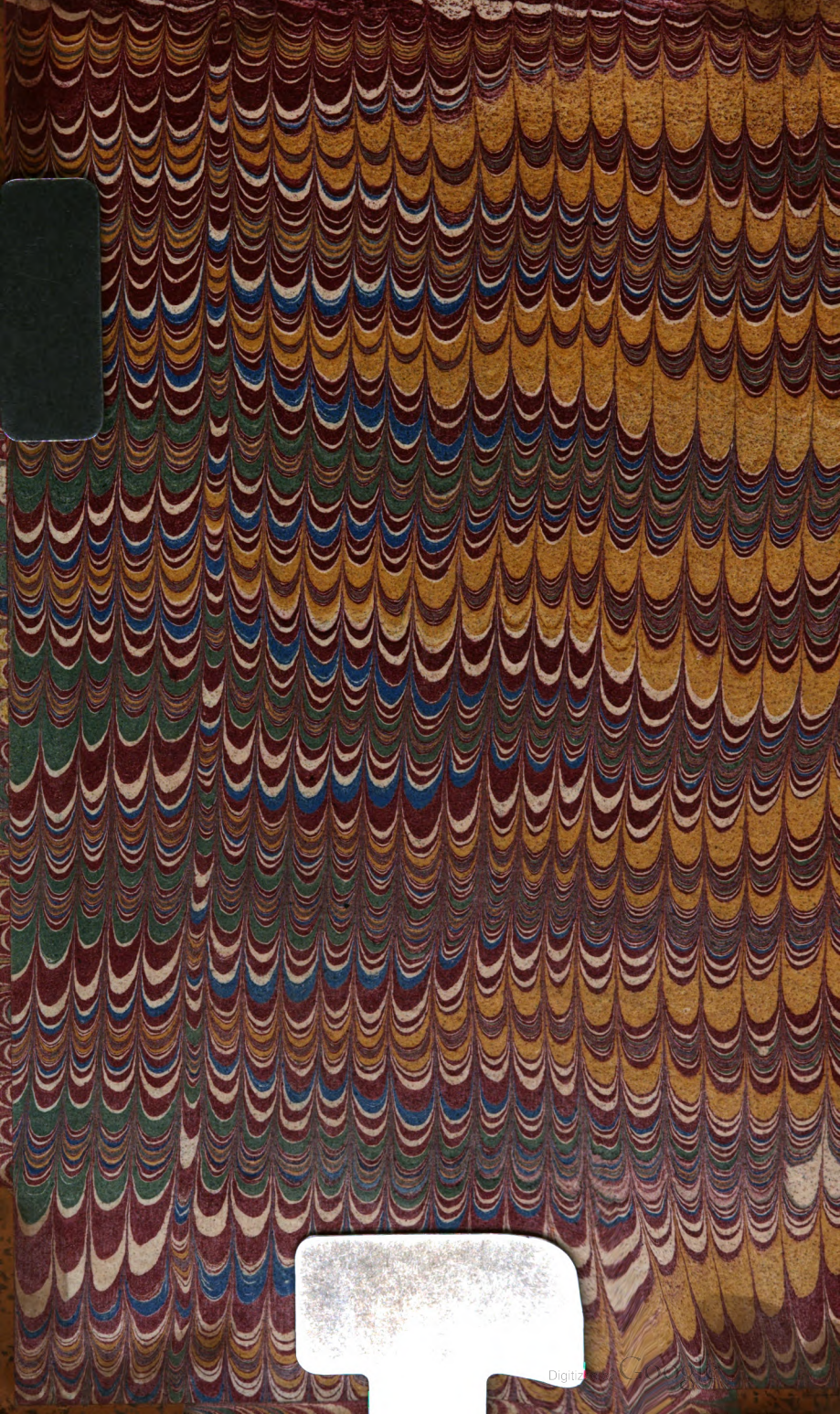
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



*Histoire de François
premier, roi de France*

Gabriel Henri Gaillard





Mason
B. 57.







Gravé d'après le Titien par Leveau.

FRANÇOIS I^{ER}

A Paris, chez J. L. F. Foucault.

HISTOIRE
DE
FRANÇOIS PREMIER,
ROI DE FRANCE,
DIT LE GRAND ROI ET LE PÈRE DES LETTRES,
PAR GAILLARD,
DE L'ACADÉMIE FRANÇOISE ET DE CELLE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.
NOUVELLE ÉDITION,
AVEC PORTRAIT.
TOME PREMIER.



A PARIS,
CHEZ J. L. F. FOUCAULT, LIBRAIRE,
RUE DES NOYERS, N° 37.

1819.



AVERTISSEMENT.

Si je n'avois entrepris qu'une vie particulière de François I, j'aurois trop à m'excuser auprès de mes lecteurs sur la longueur de cet ouvrage, ou plutôt cette longueur seroit inexcusable; mais c'est l'Histoire du règne de François I que j'ai prétendu faire, et le nom imposant de ce grand Roi ne me sert, pour ainsi dire, que d'occasion et de prétexte pour décrire les grandes révolutions en tout genre, dont son règne est l'époque; je remonte à la source de ces révolutions dans les temps antérieurs, je descends même quelquefois, dans les temps postérieurs, jusqu'à certaines suites éloignées mais remarquables de ces mêmes révolutions; enfin je m'attache à rendre chaque tableau entier et complet autant que je le peux, sans trop m'écarter de mon objet principal.

Ainsi, en traitant du Concordat, je montre quelle a été dans les divers temps la discipline, soit de l'Eglise en général, soit de l'église de France en particulier, sur la dispensation des

a

bénéfices ; je détaille un peu plus l'Histoire de la Pragmatique , si intimement unie à celle du Concordat , mais cette dernière est la seule que je développe avec une certaine étendue.

Je commence l'Histoire de la Réforme par un chapitre particulier où je prends le Luthéranisme dans son berceau ; je le suis dans tous ses progrès , je peins le caractère des premiers réformateurs , j'expose leurs vues ou leur défaut de vues. Tout cela , si l'on veut , appartient plus à l'Allemagne qu'à la France , mais tout cela certainement appartient au règne de François I , et même à son histoire particulière ; la réforme , dès sa naissance , bouleversé l'Europe , change les points de vue politiques , produit de nouveaux intérêts où la France a la meilleure part après l'Allemagne. Ainsi , ce chapitre , qui n'est pas un simple préliminaire ; envisage la réforme dans ses rapports avec la politique extérieure et générale ; les chapitres suivans la considèrent dans ses rapports avec la politique intérieure et particulière.

Après avoir prévenu les lecteurs sur la longueur et l'importance de ce chapitre , je dois les prévenir encore sur la brièveté sèche d'un autre chapitre dont le titre pourroit les trom-

per, en paroissant promettre beaucoup. Les gens sages sentiront pourquoi je l'ai presque réduit à une notice et à des dates. Ce chapitre, du moins, n'ennuiera guère; et, s'il ne satisfait pas tout le monde, il ne blessera personne; c'est tout ce qu'on peut raisonnablement exiger sur un pareil article. Ce chapitre termine l'Histoire Ecclésiastique, objet du septième livre, qui est le premier livre de cette seconde et dernière partie de l'ouvrage entier.

Le huitième livre est consacré à l'Histoire Littéraire. Pour rendre complet le tableau du renouvellement des sciences et des arts sous François I, je l'ai fait précéder d'un chapitre où j'expose succinctement l'état des sciences en France dans les divers siècles de la monarchie; j'ai caractérisé, autant que je l'ai pu, l'esprit de chaque siècle, j'ai marqué le progrès ou la décadence des lumières de siècle en siècle; enfin j'ai montré dans quel état François I avoit reçu les lettres, et dans quel état il avoit remis ce dépôt à ses successeurs.

Le neuvième et dernier livre contient la vie privée de François I, et quelques détails sur les mœurs, coutumes et usages; ces détails sont liés et forment un ensemble sous les titres

a.

particuliers auxquels ils se rapportent; mais, comme dans un si grand ouvrage il échappe toujours quelques traits, quelques anecdotes qu'on n'a pu ranger à leur place, ou qui même n'ont point de place marquée dans l'arrangement général, et dont cependant le lecteur ne doit pas être privé, je les ai rassemblés à la fin sous le titre d'*Anecdotes détachées*, sans prétendre mettre une liaison inutile et impossible entre ces traits que leur brièveté et leur singularité invite toujours assez à lire, tout isolés qu'ils sont.

PRÉFACE.

On a reproché à quelques écrivains modernes d'avoir mis à la tête de leurs ouvrages une espèce de poétique particulière, dont le résultat étoit toujours qu'eux seuls avoient saisi les vrais principes du genre dans lequel ils s'exerçoient : on pourroit étendre beaucoup ce reproche. La plupart des Préfaces, Discours préliminaires, etc. ne signifient pas autre chose ; parmi les nombreux ridicules dont les hommes savent si bien flétrir les professions qu'ils exercent, et dont la profession des Lettres ne pouvoit pas plus se garantir que les autres, puisqu'elle tient de plus près à l'orgueil, source de tout ridicule, celui-là n'est pas un des moins frappans.

Si pourtant, par une modestie sincère et qui ne fût point le masque de l'orgueil, on pouvoit parvenir à effacer jusqu'aux moindres traces de ce ridicule, où seroit l'inconvénient d'exposer au Public avec simplicité, avec une juste défiance de soi-même, les vues particulières qu'on peut avoir sur le genre qu'on a voulu traiter ? Ce seroit lui dire : *Voilà les devoirs que j'ai cru m'imposer, voyez si je les ai bien conçus, et voyez si je les ai remplis.*

Je crois donc qu'un discours sur le genre qu'on traite pourroit être bien placé à la tête

d'un grand ouvrage ; je crois qu'un discours sur la manière d'écrire l'Histoire seroit bien placé à la tête de cet ouvrage-ci , mais je ne l'entreprendrai point.

La matière semble épuisée et ne l'est pas ; elle a été traitée par une multitude d'auteurs , tant anciens que modernes , parmi lesquels on en compte plusieurs d'illustres. Denys d'Halicarnasse , dans le parallèle qu'il a fait de Thucydide avec Hérodote , de Philiste et de Théopompe avec Xénophon , a présenté des vues générales , propres à perfectionner l'Histoire. Lucien , en reprenant , avec cette liberté ingénieuse et hardie qui fait son caractère , les défauts qu'il apercevoit dans les Historiens de son temps , a donné d'excellentes leçons sur les devoirs de l'Historien , et a mis dans tout son jour la difficulté de les remplir. Cicéron et Quintilien , quoiqu'ils n'aient pas traité directement de l'Histoire , sont pleins d'excellentes maximes sur ce genre. Chez les modernes , Vossius l'a traité avec l'érudition qui lui est propre. Parmi nous Gomberville , la Mothe le Vayer , le Père le Moine , M. de Cordemoy , le Père Rapin , M. de Fénelon , l'Abbé de Saint-Réal , etc. , ont , ou donné des préceptes , ou exposé des vues sur le genre Historique. Tous méritent d'être lus et médités ; je n'en excepte pas même le Père le Moine , quoique son Traité de l'Histoire soit rempli d'idées singulières et

hasardées , qu'on ne peut adopter sans restriction. Le Père Rapin a fondu dans ses Réflexions sur l'Histoire , celles qu'il a trouvées répandues dans divers auteurs modernes , tant Italiens qu'Espagnols , tels que les Patrici , les Marucci , les Mascardi , les Beni , les Cabrera , etc. En refondant encore tous ces auteurs , en modifiant les anciens par les modernes , les nationaux par les étrangers , en faisant passer toutes leurs idées par le creuset de la philosophie , en y joignant des idées nouvelles , en les produisant toutes dans un ordre convenable , on pourroit parvenir à faire un traité lumineux , méthodique , peut-être nécessaire , qui manque encore , et qui seroit la véritable *poétique* de l'Histoire. Cette entreprise passe mes forces ; d'ailleurs ce seroit encore un ouvrage , et le public en a bien assez de celui que je lui présente.

Je me bornerai donc à lui rendre compte de la forme que j'ai cru devoir donner à cette Histoire.

1^o. Je n'ai point mêlé ensemble les évènements d'un ordre différent ; l'Histoire Ecclésiastique avec l'Histoire Civile , l'Histoire Littéraire avec l'Histoire Politique - Militaire ; j'ai traité toutes ces parties séparément , sans pourtant négliger de montrer leur connexité et leur influence réciproque dans de certains cas.

C'est la partie civile , politique et militaire qui paroît aujourd'hui ; elle forme elle seule la portion la plus considérable de l'ouvrage entier. L'Histoire Ecclesiastique , l'Histoire des Lettres et des Arts , les Anecdotes , c'est - à - dire , l'Histoire des Femmes , des Maîtresses , et de la Vie privée de François I , formeront aussi trois morceaux séparés , mais qui paroîtront ensemble , et qui seront comme la seconde moitié de l'ouvrage ; mais cette seconde portion aura moins d'étendue que la première.

2°. Dans cette première partie , les grands évènements qui comprennent plusieurs années , comme l'affaire de Semblançai , la défection et le procès du Connétable , etc. , forment des tableaux entiers et suivis , sans interruption , sans mélange d'autres faits , quoiqu'à suivre l'ordre chronologique , à la rigueur , ces divers faits eussent dû être entrelacés.

Par une conséquence naturelle de cette méthode , les expéditions militaires qui se font en divers pays dans le même temps , ne sont point mêlées ensemble , mais traitées séparément dans des chapitres particuliers.

Pour justifier cette méthode , qu'il me soit permis de rassembler ici des réflexions que j'ai eu occasion de disperser ailleurs (1) , à propos

(1) *Journal des Savans* , juillet 1755 , octobre 1759.

de quelques Histoires formées sur le plan chronologique.

La forme des annales ou la forme chronologique est la première qui a dû se présenter aux Historiens, c'est la plus simple, les esprits ordinaires la saisissent d'abord, elle dispense de toute invention, elle a même sur les autres méthodes une sorte d'avantage, celui de montrer les évènements dans l'ordre où ils se sont passés, et d'être par conséquent un tableau plus fidèle de la réalité dans toutes ses circonstances.

Mais, d'un autre côté, rien de plus fatigant dans une Histoire d'une certaine étendue que cet asservissement scrupuleux à l'ordre chronologique. Ce plan ne présente jamais un fait, un tableau entier, toujours des portions de faits, des morceaux de tableaux, qui, faute de suite et de texture, ne peuvent se graver dans la tête. C'est la liaison des faits, c'est l'unité, c'est *l'intégrité* du tableau qui peut s'emparer de l'imagination du lecteur, et y faire une impression durable, *tantùm series juncturaque pollent!* Dans les annales, l'intérêt n'a jamais le temps de se former; et s'il se formoit, ce ne seroit que pour impatienter le lecteur, qui se verroit à tout moment enlever à tous les objets de sa curiosité, et transporter avec une rapidité gênante à des évènements toujours différens, toujours coupés, jamais liés, jamais finis. L'attention ainsi égarée, entraînée malgré

elle vers des objets étrangers les uns aux autres, est obligée de se ranimer d'elle-même avec effort, de revenir sur ses pas, de se demander ce qu'est devenu l'objet dont elle s'occupoit d'abord, et qu'elle ne reverra pas de longtemps, ce que deviendra celui dont elle s'occupe à présent, et s'il ne disparaîtra pas de même pour ne reparoître que lorsqu'il lui sera devenu indifférent.

L'ordre chronologique laisse au lecteur la peine de décomposer l'Histoire pour retrouver le fil des mêmes faits; il faut qu'il rapproche laborieusement les traits épars, les portions de faits répandues çà et là dans un grand ouvrage et séparées par de longs intervalles. Mais ces rapprochemens, ces combinaisons, tout cet embarras enfin, n'étoit-ce pas à l'auteur à s'en charger? N'est-ce pas lui que regarde le soin d'arracher toutes les épines, de lever tous les obstacles qui peuvent dégoûter de l'instruction en la rendant plus difficile? Qu'elle obligation avez-vous à un maître qui ne veut vous instruire que selon la méthode qui lui coûte le moins et qui vous coûte le plus? Le lecteur s'instruiroit sans doute avec plus d'agrément et d'utilité dans une Histoire où tous les faits d'un ordre différent seroient traités à part, et où les évènements d'un même ordre, liés avec art et conduits sans interruption depuis leur origine jusqu'à leur terme, formeroient un tissu

entier que l'esprit pût embrasser d'un coup-d'œil. La chronologie seroit satisfaite, car cette méthode redoubleroit en quelque sorte l'obligation de marquer exactement l'époque de toutes les portions de faits réunies, comme on marquoit dans l'ordre chronologique l'époque de toutes les portions de faits dispersées. Or, la chronologie n'a rien de plus à prétendre; et, ce tribut une fois payé, on a droit de renverser l'ordre chronologique pour l'intérêt de la narration.

Il est possible que ces raisons ne soient pas aussi décisives qu'elles me l'ont paru; en ce cas, je n'ai plus rien à dire; il faut reprendre la méthode chronologique.

3°. Le fond de cet ouvrage étant l'Histoire du règne de François I, j'ai placé dans l'introduction tout ce qui précède son règne. Cette introduction est divisée en quatre chapitres. On trouve dans le premier tout ce qui concerne la généalogie, la naissance, l'éducation, le mariage, les premières campagnes de François I; tout enfin jusqu'à la mort de Louis XII. François I parvient au trône, de quoi s'occupe-t-il d'abord? du Milanès et du royaume de Naples. De quoi s'occupe-t-il pendant tout son règne? du Milanès et du royaume de Naples. Il falloit donc exposer ses droits et les prétentions des puissances rivales sur ces deux états. C'est l'objet du second chapitre. Le

troisième présente le tableau de l'Europe, et montre les dispositions des différentes puissances relativement aux projets de François I. Le quatrième expose les ressources intérieures de la France pour l'exécution de ces mêmes projets.

4°. Dans le cours de l'Histoire, il se rencontre plusieurs points qui exigent une discussion particulière. Quand cette discussion m'a paru pouvoir se fondre avec le récit, sans le charger ni le ralentir trop, je l'y ai fait entrer. Quand, au contraire, elle m'a paru d'une couleur trop étrangère à la narration, je l'en ai détachée, c'est ce qui compose les dissertations, qui, dans la première édition, avoient été toutes rassemblées à la fin du quatrième volume, et qui, dans celle-ci, se trouveront à la fin de chacun des volumes auxquels elles se rapportent.

Voilà tout ce que j'avois à dire sur le matériel de l'ouvrage. Quant au fond, j'aurois voulu pouvoir l'animer de ce feu divin, que les grands Historiens de la Grèce et de Rome ont répandu dans leurs ouvrages, j'aurois voulu pouvoir peindre comme eux.

L'Histoire a deux parties essentielles, la critique ou l'art de vérifier les faits, l'éloquence ou l'art de les peindre. Dans la comparaison des anciens et des modernes, je donnerois aux modernes la préférence pour la critique, mais

la palme de l'éloquence est due aux anciens. Une âme intelligente et sensible préside à leurs ouvrages, en embrasse toutes les parties, les lie par des nœuds intimes, y porte la lumière, le mouvement, la vie.

*Spiritus intus alit; totamque, infusa per artus,
Mens agitat molem, et magno se corpore miscet.*

Quel spectacle que la guerre du Péloponnèse dans Thucydide, que l'expédition de Cyrus le jeune dans Xénophon! Vous ne lisez pas, vous voyez. Les évènements se passent sous vos yeux; vous suivez les dix mille Grecs dans leur fameuse retraite, nulle évolution ne vous échappe. Vous devenez guerrier et général avec Xénophon, c'est la lecture de ses ouvrages qui a fait de Lucullus un grand capitaine.

Quel ensemble et quels détails dans Tite-Live! L'enlèvement des Sabines, leur médiation entre leurs maris et leurs pères, le combat des Horaces et des Curiaces, la mort de Lucrece, l'Histoire de Coriolan, celle de Virginie, le passage des Alpes, la consternation de Rome après la bataille de Cannes, quels morceaux!

Tacite fait, s'il se peut, des impressions encore plus profondes. Quel tableau révoltant de tyrannie et d'esclavage sous Tibère! Quel intérêt auguste et tendre l'auteur répand sur Germanicus! Quelle indignation il excite contre Pison et Plancine! Quelle fermentation lorsque les

vaisseaux qui ramenoient en Italie la veuve et les cendres de Germanicus rencontrent les vaisseaux de Pison ! Quelle triste et consolante affluence d'amis éperdus sur le rivage d'Italie où aborde Agrippine ! Quel éloquent silence, quelle douleur profonde et muette à l'aspect de la veuve, des enfans et de l'urne de Germanicus !

Que peut vous importer Messaline, après avoir épuisé toutes les horreurs du vice et toutes les fureurs du crime ? Eh bien ! le pinceau magique de Tacite va vous forcer de la plaindre. Ce n'est plus cette impératrice toute-puissante, terrible et criminelle, l'orage s'est élevé du côté d'Ostie, c'est une infortunée, sans appui, sans défense, que l'inflexible Narcisse repousse loin du char de l'Empereur, elle lui présente en vain ses enfans, en criant : *Ne condamnez point sans l'entendre la mère de Britannicus et d'Octavie !* Sa voix est étouffée par les cris barbares de Narcisse, qui commande à l'Empereur le meurtre et la vengeance ; cependant l'imbécile Claude s'attendrit et le lecteur avec lui, Claude veut entendre sa femme, il va lui pardonner, Narcisse la fait égorger au nom de Claude même ; on la trouve dans les jardins de Lucullus, renversée par terre, abîmée dans le désespoir et dans la terreur, mourante sur le sein de sa mère, qui, longtemps éloignée d'elle par l'éclat de sa fortune,

mais ramenée auprès d'elle par son malheur, la consolait, l'encourageoit, pleuroit avec elle. Le tribun présente le fer à Messaline, elle veut se percer, mais son âme affoiblie par le long usage des voluptés est incapable de ce dernier trait de courage, elle pleure, elle hésite, le tribun aide sa main tremblante, elle expire dans les bras de sa mère. Quand ce tableau tracé par Tacite est sous vos yeux, vous avez oublié tous les crimes de cette femme, vous ne voyez que ses malheurs.

La mort d'Agrippine, mère de Néron, seroit, d'après le même Tacite, un beau sujet de tragédie, s'il n'étoit trop horrible. Racine n'a osé le montrer qu'en passant et dans le lointain.

Je prévois que tes coups iront jusqu'à ta mère.

Je ne sais s'il y a, dans aucune tragédie, un trait comparable à ce cri terrible et déchirant d'Agrippine au centurion qui alloit la percer : *Ventrem feri.*

Qui ne sait par cœur les harangues de Caton et de César, celle de Micipsa, les portraits de Catilina, de Sempronia, de Jugurtha dans Salluste ?

Avec quel éclat varié Quinte-Curce peint tous les évènements ! Quel intérêt dans le récit de la mort de Darius, de celle de Clitus, de celle de Philotas ! Quel fracas dans les batailles d'Issus

b.

et d'Arbelles ! Quel agrément dans l'épisode d'Abdolonyme ! etc.

Ce seroit un objet curieux de recherches que d'examiner, dans les faits célèbres et bien peints, les circonstances dont le talent de l'Historien a su tirer parti, sans altérer la vérité, et dans les faits secs, nuds, par conséquent obscurs, les circonstances qu'ils renferment, et que le talent pourroit développer ; par-là on calculeroit, en quelque sorte, l'influence qu'a pu avoir sur la réputation des événemens et des hommes ce talent de peindre, selon qu'il a été accordé ou refusé aux Historiens.

L'élégant Paterculus a beaucoup loué Séjan, mais le temps a dévoré ces éloges fleuris (1), et Tacite, par les traits sombres dont il a peint ce ministre, l'a dévoué à l'exécration éternelle des hommes.

L'Histoire d'Alexandre le Grand est beaucoup plus connue par Quinte-Curce que par Arrien, parce que Quinte-Curce a plus d'agrément qu'Arrien.

Corneille a célébré le trait fameux de la clémence d'Auguste, et n'a pas connu peut-être le trait beaucoup plus beau de la clémence de

(1) Nous ne parlons que du fond de ses jugemens sur Séjan et sur Tibère ; car, d'ailleurs, les grâces du style soutiendront toujours Paterculus, et nous pensons à son égard comme son nouveau traducteur (M. l'Abbé Paul) et comme M. le président Ménéault.

Titus ; c'est que le premier est décrit par Sénèque, le second n'est rapporté que par Suétone, Aurélius-Victor et Eutrope.

Personne ne connoît un trait du même genre et plus héroïque encore de notre roi Robert ; c'est qu'il est rapporté par le moine Helgaud.

Les écrivains de l'Histoire auguste et nos plats chroniqueurs dessèchent et flétrissent tout ; chez eux les évènements décharnés n'ont , pour ainsi dire , ni physionomie ni couleur ; les grands écrivains animent et vivifient tout.

C'est ce grand talent de peindre si familier aux bons Historiens de la Grèce et de Rome , qui fait que la peinture, la gravure, la sculpture, la poésie, tous les arts vont s'enrichir chez eux de sujets qu'on croit plus beaux que ceux de l'Histoire moderne, parce que les tableaux en sont plus vifs et ont plus d'expression.

Parmi nous un philosophe éloquent et sublime, qui a tant débité de paradoxes, parce qu'il a tant pensé , prétend que cette différence n'est pas la seule, et que l'Histoire moderne n'offre point en effet d'hommes ni d'évènements comparables à ceux de l'antiquité. J'ose croire qu'il se trompe , et qu'on n'auroit plus ce reproche à faire à l'Histoire moderne, s'il l'avoit écrite.

La France a eu son de Thou, l'Italie son Guichardin, la Flandre son Strada (1), l'Espagne

(1) Strada étoit romain ; mais il a écrit les guerres de Flandre.

son Mariana ; ces écrivains ont suivi les grands modèles de l'antiquité , mais ils leur sont inférieurs. On trouve pourtant chez eux des évènements et des hommes.

L'Angleterre surtout a son David Hume , qui ressemble d'autant plus aux grands Historiens de l'antiquité , qu'il ne les imite pas. Il sait peindre et les faits et les hommes , juger les rois et les nations , il met de grands tableaux dans la tête , il laisse dans l'ame des impressions durables.

Nous avons dans notre langue quelques morceaux d'Histoire particulière dignes des plus beaux jours de la Grèce et de Rome. Tels sont divers ouvrages de l'abbé de Saint-Réal et de l'abbé de Vertot : telle est même cette précieuse ébauche de la conjuration de Valstein par Sarasin , où l'on découvre une grande manière et de grands traits ; tels sont sur-tout les mémoires du cardinal de Rets , peut-être (à la forme près) le plus brillant modèle du genre Historique dans notre langue ; telles sont encore , la vie de Julien par M l'Abbé de la Bletterie , si sagement faite et si élégamment écrite , la vie de Louis XI par M. Duclos , et le morceau de M. d'Alembert sur Christine , qui montrent si sensiblement l'influence et l'empire naturel de la philosophie sur l'Histoire ; cette influence n'est pas moins sensible dans ce précis célèbre de notre His-

toire, qui en contient toute la substance, et où tant de portraits vifs et vrais, d'anecdotes piquantes, de rapprochemens heureux, de vues fines, de réflexions profondes font paroître par-tout la sécheresse chronologique; cet ouvrage, devenu un modèle dans son genre, compte déjà quelques imitateurs habiles.

L'Histoire pourroit revendiquer un autre ouvrage (1) du même auteur, où la forme dramatique ne fait qu'ajouter à l'agrément et à l'intérêt, sans rien ôter à la vérité.

Nous sommes bien éloignés de vouloir exclure ceux que nous ne nommons pas, mais comment ne pas distinguer ici cet homme, ce seul homme auquel il a été donné d'écrire en prose et en vers, dans tous les genres, avec ce charme inexprimable qui fait que tout le monde sait par cœur tous ses ouvrages?

On a quelquefois reproché aux Historiens agréables de n'avoir pas fait assez d'efforts pour s'assurer de la vérité des faits, vice d'autant plus considérable qu'il corrompt le genre Historique dans sa source. Rien ne peut dispenser l'Historien d'être comme Cicéron l'a dit de Thucydide: *rerum gestarum pronunciator sincerus*.

L'infidélité historique naît ordinairement de deux causes principales. La première est

(1) Le François II de M. le président Hénault.

l'ignorance des faits, qu'on n'a pas assez approfondis. A cet égard, je voudrais être sûr d'avoir toujours trouvé la vérité, je puis du moins me rendre le témoignage que je l'ai cherchée avec beaucoup de soin, je me flatte même qu'on trouvera dans cet ouvrage des traces assez marquées de mon respect, de mon amour pour le vrai, et des efforts que j'ai faits pour le découvrir.

Indépendamment des livres imprimés dont j'ai toujours pesé l'autorité en l'employant, j'ai fait un assez grand usage des manuscrits de diverses bibliothèques, sur-tout de celle du Roi. La collection que feu M. de Fontanieu avoit pris la peine de faire et avoit eu la bonté de me communiquer, m'a beaucoup servi.

La seconde source d'infidélité est la fureur des *Allégories*, fureur qui elle-même a deux sources bien impures, l'esprit de flatterie et l'esprit de satire. J'ose encore ici me rendre un témoignage qu'aucun lecteur ne pourra me refuser, c'est que, dans le règne de François I, je ne vois que le règne de François I, dans ses ministres que ses ministres, dans ses généraux que ses généraux. Eh! quel particulier vivant loin des affaires et de ceux qui ont le malheur honorable de les gouverner, quel particulier peut s'assurer de connoître assez le gouvernement sous lequel il vit, pour oser

le juger par comparaison et par allégorie? Souvenons-nous que le temps seul peut dévoiler la vérité.

Il y a des mots (on l'a observé avant moi) qui, à force de passer par des bouches peu faites pour les prononcer, finissent par n'avoir plus de signification précise; il pourroit en être ainsi de ce mot: *Le style de l'Histoire; il a le style de l'Histoire; il n'a pas le style de l'Histoire.* Le peuple des lecteurs répète ces jugemens, et vraisemblablement il ne les entend guère. Est-il même bien sûr qu'il y ait un style affecté à l'Histoire, comme il y en a un affecté à la Tragédie, à la Comédie, au genre oratoire sacré ou profane, enfin à tous les genres incontestablement fixés? S'il y a un pareil style pour l'Histoire, il doit être à peu-près au style oratoire, ce que le style oratoire est à la Poésie, mais qu'il me soit permis de proposer sur cela quelques doutes.

Avant que la réflexion et l'esprit de méthode eussent fixé les genres, les raisons qui devoient un jour les faire fixer existoient. La nature avoit mis de la proportion entre les discours et les choses; elle enseignoit à dire tristement les choses tristes, plaisamment les choses plaisantes, noblement les choses nobles; mais dans un ouvrage elle mêloit, confondoit ou du moins rapprochoit trop ces couleurs et ces nuances; elle plaçoit le rire trop près des

larmes, le noble à côté du familier. L'art a séparé tout cela, il a rassemblé les choses de même nature, les a rapportées à un genre fixe et lui en a formé un domaine exclusif, en lui interdisant tout le reste. Mais qu'a-t-il assigné à l'Histoire? Tout. Que lui a-t-il interdit? Rien. C'est une erreur de croire qu'il n'y ait que les choses graves et jugées sérieuses qui appartiennent à l'Histoire, et il ne faut pas abuser de cette fière maxime d'Ammien Marcellin, vraie pourtant jusqu'à un certain point : *Historia assueta discurrere per negotiorum celsitudines, non humilium minutias indagare causarum*. Faudra-t-il donc dissimuler les petites causes qui ont produit de grands événemens, ou faudra-t-il les exprimer avec majesté? Ce ne seroit que les travestir. On ne doit certainement rien négliger de ce qui caractérise les siècles, les nations, les princes. Or, les siècles, les nations, les princes ont des erreurs; de ces erreurs, les unes produisent des crimes, il faut les détester, les autres ne produisent que des ridicules, il faut oser en rire. Je crois en effet, d'après des exemples heureux et d'après la nature des choses, que l'Histoire peut quelquefois descendre avec décence jusqu'au sourire philosophique, je ne puis penser qu'elle se dégrade en ne faisant que ce que fait la philosophie.

Quel seroit donc le principe général sur le

style de l'Histoire? Le voici, c'est Salluste qui le fournit : *Facta dictis sunt exæquanda* (1). Varier le style selon les choses, prendre toujours le ton propre aux évènements qu'on raconte et aux personnages qu'on produit sur la scène; ne pas retracer du même pinceau les violences de la guerre et les subtilités de la négociation; conserver aux caractères toute leur énergie, aux crimes toute leur horreur, aux vertus toute leur noblesse, aux grandes actions tout leur éclat; ne point dégrader l'héroïsme par un style foible, ne point glacer les passions par un style froid, ne point donner aussi par un style élevé une fausse importance aux petits ressorts, aux intrigues frauduleuses, aux jeux souvent puériles de la politique. Le style de l'Histoire doit réunir et appliquer à propos tous les caractères que Quintilien donne à l'Eloquence: *Magna non nimia, sublimis non abrupta, fortis non temeraria, severa non tristis, gravis non tarda, LÆTA non luxuriosa, plena non turgida..... Dicet idem graviter, severè, acriter, vehementer, concitatè, copiosè, amarè, comiter, remissè, subtiliter, blandè, leniter, dulciter, breviter, urbanè, non ubique similis, sed ubique par sibi.* Je parle beaucoup ici pour la

(1) Ce principe, malgré son extrême généralité, paroît plus clair que ce que dit Cicéron, que le style de l'Histoire doit être *clarum atque incitatum*.

variété dans le style Historique, le lecteur trouvera peut-être que j'en ai parlé sans intérêt.

Il me reste à parler d'un article auquel j'ai certainement intérêt, c'est celui des harangues directes, j'en ai mis plusieurs dans cette Histoire, non parce que les grands Historiens de l'antiquité en mettoient dans les leurs (cet exemple peut autoriser et ne doit point déterminer), mais parce qu'elles me paroissent un ornement naturel de l'Histoire. Le Père Rapin, qui les condamne, avoue cependant qu'elles sont inspirées par la nature, et qu'on ne fait guère de récit, sans s'interrompre soi-même naturellement pour faire parler les acteurs. Les modernes n'ont point aussi universellement abandonné l'usage de ces harangues qu'on paroît le croire; M. de Thou, Guichardin, Strada, Mariana en sont pleins; Mézerai même en a beaucoup dans sa Grande Histoire. Nous n'examinons pas si toutes ces harangues sont bien faites et bien placées, si elles produisent tout leur effet, si elles ne produisent pas même quelquefois un effet ridicule, ce seroit la faute des Historiens, et cela ne prouveroit rien contre l'usage des harangues.

Cette question n'est pas nouvelle; elle a été tant agitée que le parti qu'on prend à cet égard n'est plus qu'une affaire de goût et d'opinion; ceux qui voudront peser les raisons favorables aux harangues, les trouveront

bien exposées dans la préface latine de Tite-Live, donnée en 1735; et dans la préface de la traduction françoise de Guichardin.

J'ajouterai ici peu de choses. L'objection la plus forte contre les harangues, se tire de la petite infidélité qui se trouve à mettre dans la bouche d'un des personnages un discours qu'il n'a certainement pas fait, du moins tel qu'on le rapporte.

Je réponds: que je ne puis voir une infidélité réelle, où d'un côté personne ne veut tromper, et où d'un autre côté personne ne peut être trompé. Certainement nul n'attribue ces harangues au personnage, le lecteur ne s'y méprend point, et l'Historien seroit fâché qu'on s'y méprît; il y a sur cela entre l'Historien et le lecteur une convention tacite qui dissipe jusqu'à l'ombre de l'infidélité.

Si pourtant quelque Historien a jamais pu laisser la moindre équivoque à cet égard, du moins il n'en restera point ici, car je déclare, s'il le faut, que toutes les harangues qu'on trouvera dans cette Histoire, bonnes ou mauvaises, sont de moi, quant à la forme; mais je déclare aussi avec la même vérité que j'en ai toujours pris fidèlement le fond dans des mémoires authentiques, et j'ai eu soin d'indiquer mes sources.

Parmi les détracteurs des harangues, les uns les proscrivent toutes indistinctement, les

autres permettent les haranges indirectes, et ne condamnent que les directes.

On peut répondre aux premiers qu'ils réduisent l'histoire à la sécheresse d'une chronique, en interdisant à l'Historien un moyen naturel de développer les causes des actions et les motifs des agens ; de montrer l'origine, la marche, le terme des évènements dans les passions, dans les foiblesses, dans les erreurs, dans les lumières, dans les vertus des hommes, comme Cicéron (1), Tacite (2), et sur-tout la raison l'exigent. Qu'on presse bien le motif scrupuleux qui fait proscrire jusqu'aux harangues indirectes, on verra qu'il n'a point de bornes, et qu'il va jusqu'à n'admettre que le matériel des faits, sans plan, sans système, sans rapport des uns aux autres.

*Ut nec pes, nec caput uni
Reddatur formæ.*

Pour ceux qui, en retenant les harangues indirectes, ne rejettent que les directes, ils ne peuvent pas alléguer le motif de l'infidélité, elle

(1) *Rerum ratio vult, ut quoniam in rebus magnis consilia primum, deinde acta, postea eventus expectantur, in rebus gestis declarari non solum quid actum aut dictum sit, sed quomodo, et cum de eventu dicatur, ut causæ explicentur omnes.* Cic. Lib. 2. de Oratore.

(2) *Ut non modò casus eventusque rerum sed ratio etiam causæque noscantur,* Tacit. *Annal. Lib. 14.*

n'est pas plus grande d'un côté que de l'autre; car certainement si César n'a pas dit dans le sénat: *Omnés homines P. C. qui de rebus dubiis consultant, ab odio, amicitia, ira, atque misericordia vacuos esse decet*, il n'a pas dit davantage: *Omnés homines, etc. vacuos esse decere*. S'il n'a pas dit: (formule directe) *il faut prendre un tel parti*, il n'a pas dit non plus: (formule indirecte) *qu'il falloit prendre un tel parti*.

La question devient donc purement grammaticale, elle ne roule plus que sur l'avantage comparé de l'une et de l'autre formule. Eh! qui peut douter que la formule directe ne l'emporte infiniment pour l'éclat, la chaleur et la netteté? Que cette répétition perpétuelle du *que* dans notre langue, ou de l'infinitif dans d'autres, ne soit très-fatigante et ne répande beaucoup d'embarras dans le style? C'est bien la peine d'être fatigant et ennuyeux pour n'être pas plus fidèle.

Les changemens qu'on a cru devoir faire dans cette seconde édition, soit pour corriger quelques fautes, soit pour ajouter beaucoup d'anecdotes, se trouveront dans la première à la fin du dernier volume.

P. S. On m'a communiqué sur Semblançai un mémoire manuscrit qui a été lu à la société littéraire d'Orléans. J'avois tâché de débrouiller une

partie du cahos, où l'histoire de ce ministre étoit restée ensevelie, l'auteur du mémoire dont je parle, a été plus loin, il a dissipé quelques erreurs que je partageois encore avec la foule des Historiens. J'embrasse avec plaisir et avec reconnoissance la vérité qu'il m'a montrée. J'ai fait en conséquence, soit au texte du chapitre de Semblançai, soit à la dissertation sur le même Semblançai, placée à la fin du second tome, des changemens nécessaires, et qui n'en sont pas moins importans, quoiqu'ils ne touchent point au résultat général, et qu'ils ne concernent que l'ordre des faits. Si l'on juge que cette histoire, mal sue jusqu'à présent, est enfin entièrement éclaircie, je le devrai à ce savant obligeant et modeste, qui me permettra de le nommer. C'est M. Massuau, Maire actuel de la ville d'Orléans.

HISTOIRE

D E

FRANÇOIS PREMIER,

ROI DE FRANCE.

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DU RÈGNE DE FRANÇOIS PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Généalogie, Naissance, Éducation, Mariage, premières Campagnes de François Ier, etc., jusqu'à son avènement au trône.

FRANÇOIS, comte d'Angoulême, naquit loin du trône où il devoit monter un jour. Charles VIII occupoit alors ce trône; il avoit un fils qui en écartoit encore la branche d'Orléans, dont la branche d'Angoulême n'étoit que cadette.

Mém. de
Philipp. de
Comin. édit.
de Godef. l.
8, c. 13.

GÉNÉALOGIE.

L'une et l'autre descendoit de Charles le Sage, par Louis I, duc d'Orléans, qui avoit épousé Valentine de Milan, fille de Jean Visconti, seigneur de Milan.

Tige commune.

Loys Gol-
lut, Mém.
des Bourgui-
gnons, liv.
10, ch. 3.

Jean Juvé-
nal des Ur-
sins, hist. de
Charles VI,
année 1507,
édit. de Dé-
nys Gode-
froy.

Monstrelet,
Chroniques,
tom. 1, c. 36.

Jean Juvé-
nal des Ur-
sins, année
1508.

Monstrelet,
Chron. ch.
49.

Charles,
duc d'Or-
léans, tige
particulière
de la bran-
che d'Or-
léans.

La nuit du 23 au 24 novembre 1407, le duc d'Orléans, sortant de chez la Reine, fut assassiné dans la rue Barbette, par ordre du cruel Jean, duc de Bourgogne, son cousin-germain. Ce fut à la fois le crime de la jalousie et de l'ambition. Le duc d'Orléans, galant et indiscret, comptoit publiquement la duchesse de Bourgogne au nombre de ses conquêtes, mais sur-tout il disputoit au duc de Bourgogne les rênes du Gouvernement pendant la démence de Charles VI; ces deux princes abusoient à l'envi du pouvoir précaire et borné qu'ils s'arrachioient l'un à l'autre. Le peuple, qu'ils opprimoient tour-à-tour presque également, mettoit pourtant entr'eux une juste différence: en effet, le duc de Bourgogne étoit plein de vices et de fureurs; le duc d'Orléans n'avoit que des passions et des foiblesses.

La veuve du duc d'Orléans, moins tendre que fière, souffrit patiemment sa mort, et mourut de douleur de n'avoir pu la venger.

Le duc d'Orléans laissa trois fils; Charles, duc d'Orléans, père de Louis XII; Philippe, comte de Vertus, qui ne laissa point de postérité légitime; et Jean, comte d'Angoulême, aïeul de François I.

Il eut aussi de Mariette d'Enghien, femme d'Aubert de Cany, gentilhomme de Picardie, ce comte de Dunois, qui s'honoroit du nom de *Bâtard d'Orléans*, parce qu'il l'avoit lui-même honoré par ses exploits. Il fut la tige de la maison de Longueville.

BRANCHE D'ORLÉANS.

Charles, fils aîné du duc d'Orléans, vécut malheureux et mourut de douleur comme sa mère. A peine

sorti de l'enfance, il se trouva chargé du devoir pénible de venger son père sur un criminel puissant et armé de l'autorité. Il implora la justice du Roi; la justice tremblante se taisoit devant l'assassin; Charles eut recours aux armes, il appela les Anglois; mais bientôt il sentit qu'il est toujours plus grand de servir l'État, quelque injuste qu'il puisse être, que de le troubler pour l'intérêt le plus sacré; il céda au temps, et tourna sa valeur contre ces mêmes Anglois qu'il avoit introduits en France; il tomba dans leurs fers à la bataille d'Azincourt, et consuma ses plus belles années dans l'ennui de la captivité: il n'en sortit qu'après vingt-cinq ans, par les soins généreux du fils du meurtrier de son père. C'étoit Philippe le Bon, duc de Bourgogne. Ce prince s'étoit trouvé dans les mêmes conjonctures que le duc d'Orléans; il avoit eu comme lui un père à venger (1); il avoit comme lui ouvert les portes du royaume aux Anglois, et comme lui s'en étoit repenti; rendu à la bonté naturelle de son cœur, il avoit, on peut le dire, pardonné en maître à son roi (2), en père à l'État, en héros au duc d'Orléans, dont il paya en partie la rançon. Alors toute discorde fut étouffée, l'assassinat du duc de Bourgogne avoit expié l'assassinat du duc d'Orléans; on détesta ces crimes et on les oublia. Une paix sincère réunit les maisons d'Orléans et de Bourgogne; le mariage de Charles avec Marie de Clèves,

Jean Juvenal des Ursins, années 1411, 1412, 1415. Monstrelet, Chron., ch. 69, 71, 72, 87, 147, 148, 215, 219, 220, et suivans, vol. 1.

Monstrelet, Chron., an. 1455, vol. 2.

(1) Le duc de Bourgogne Jean, assassiné par la faction Orléanoise, sur le pont de Montereau, dans son entrevue avec le Dauphin (depuis Charles VII).

(2) Charles VII, par la paix d'Arras conclue en 1436.

nièce de Philippe le Bon, mit le sceau à la réconciliation.

Claude de Seyssel, hist. de Louis XII.

Matthieu, hist. de Louis XI, liv. 2. Mezerai, M. Duclos, hist. de Louis XI, liv. 3.

Le 4 janvier 1464.

Charles s'occupa toujours tendrement des intérêts de sa patrie; il vit avec douleur la conduite altière et violente de Louis XI ramener, dès le commencement de son règne, les troubles que la prudence de Charles VII avoit pacifiés. Dans une assemblée des États tenue à Tours, il parla contre ces nouveaux désordres avec la liberté que son rang, son expérience et ses vertus, sembloient autoriser; le Roi, dont l'oreille superbe s'offensoit de la vérité, lui répondit avec une aigreur outrageante qui précipita en deux jours ce prince sensible au tombeau.

Louis II, duc d'Orléans, depuis Louis XII, roi de France.

Claude de Seyssel, hist. de Louis XII.

Louis II (1), son fils, exerça long-temps dans l'adversité les vertus qui firent dans la suite le bonheur de la France. Louis XI persécuta en lui et le nom d'Orléans qu'il haïssoit, et le mérite personnel, toujours suspect aux tyrans. Il imagina un genre de persécution assorti à son caractère artificieux; il prit soin de marier honorablement ce jeune prince pour le priver (2) de postérité; il le força d'épouser Jeanne de France, sa fille, princesse vertueuse, mais difforme, contrefaite, incapable d'avoir des enfans: il fallut subir ce joug, une vengeance terrible eût suivi de près le refus.

(1) Du nom d'Orléans, connu parmi les Rois de France, sous le nom de Louis XII.

(2) Tel est du moins le motif que les historiens attribuent à Louis XI; et son caractère rend leur conjecture vraisemblable, quoiqu'il fût assez naturel de penser que Louis XI voulait procurer à sa fille un établissement avantageux, en la mariant au premier prince du sang.

Sous le règne suivant, la foiblesse de Charles VIII, le pouvoir excessif de la dame de Beaujeu, la nécessité de soutenir les droits de premier prince du sang, l'ardeur de la jeunesse, la fougue des passions, la fatalité des conjonctures emportèrent le duc d'Orléans au delà des bornes légitimes, et il n'en fut que plus malheureux. Ses intentions étoient pures, mais sa conduite fut quelquefois irrégulière; il se révoltoit, il se soumettoit; il se révoltoit encore, il bravoit la dame de Beaujeu, qui le haïssoit d'autant plus qu'elle l'avoit peut-être aimé; il regrettoit cette célèbre Anne de Bretagne qu'il avoit eu le courage de céder au Roi; il souffroit, il faisoit des fautes, c'étoit apprendre à régner et à pardonner.

BRANCHE D'ANGOULÊME.

Lorsque Charles, duc d'Orléans, touché du repentir d'avoir attiré les Anglois en France, fut contraint, en les renvoyant, de leur payer les services qu'ils ne lui avoient pas rendus, il ne put fournir qu'une partie de la somme qu'ils exigèrent, et leur donna pour ôtage du reste, son jeune frère Jean (tige de la branche d'Angoulême) qui, plus malheureux que lui, resta trente-deux ans entre les mains des ennemis. Charles, prisonnier lui-même, ne pouvoit le délivrer; mais il fut libre le premier par la générosité de Philippe le Bon, et il semble qu'alors le comte d'Angoulême eût dû trouver dans un frère qui l'avoit livré à la captivité, les mêmes secours que ce frère avoit trouvés dans un ennemi qui n'avoit pas contribué à son malheur. Quoi qu'il en soit, il fallut que le comte d'Angoulême

Jean, comte d'Angoulême, tige particulière de cette branche.

Jean Juvénal des Ursins, hist. de Charles VI, année 1412.

vendit le comté de Périgord, et qu'il engageât une partie de ses biens pour recouvrer la liberté, le plus précieux de tous. On ne l'entendit se plaindre ni de la rigueur du sort, ni de l'oubli de sa famille, ni de l'indifférence de la cour; il dédaigna de s'illustrer dans les agitations brillantes de l'intrigue et de l'ambition, il chercha une gloire plus solide dans la retraite, dans la pratique des vertus, dans l'amour de ses sujets. Sa mémoire est encore chère et vénérable aux habitans de l'Angoumois : ils le bénissent comme le bienfaiteur de leurs pères, ils le révèrent comme un saint; on a même imprimé un livre de ses vertus et de ses miracles; mais s'il n'a pas fait précisément de ces miracles trop multipliés par la superstition, trop légèrement niés par l'incrédulité, il en a fait un toujours trop rare, celui de rendre ses peuples heureux. Son goût pour la retraite ne nuisit point à sa valeur; il se signala dans l'expédition qui enleva aux Anglois la Guyenne, en 1451 et 1452.

Papvre
Masson, vie
de Jean le
Bon, comte
d'Angoulême.

Vie de Jean,
comte d'Angoulême, par
Jean Duport.

Charles,
comte d'Angoulême.

Philippe de
Comines, l.
6, c. 3.

Il eut de Marguerite de Rohan, sa femme, Charles, comte d'Angoulême, qui ne dégénéra point de la vertu de ses ancêtres; il parut avec éclat à la cour, il obtint le gouvernement de Guyenne. La politique jalouse de Louis XI lui enleva l'occasion d'une brillante fortune. Marie de Bourgogne, la plus riche héritière de l'Europe, recherchée par tous les princes ambitieux, offrit sa main au Dauphin, ou au comte d'Angoulême. Louis XI rejeta ces deux propositions si avantageuses à la France. Le comte d'Angoulême épousa Louise, fille de Philippe, duc de Savoie. On verra dans la suite le bien et le mal que cette femme célèbre fit au royaume.

NAISSANCE DE FRANÇOIS.

Le comte d'Angoulême, simple et modeste comme son père, avoit puisé à la cour le goût de la retraite; on eût dit que ce goût étoit naturel à la jeune Louise de Savoie, tant il parut lui en coûter peu pour s'y conformer. Elle vivoit avec son mari, à Coignac, dans la plus étroite union. C'est là qu'elle mit au monde, le 12 septembre 1494, ce prince dont le règne est une des plus glorieuses époques de la monarchie française.

ÉDUCATION DE FRANÇOIS.

La comtesse d'Angoulême, qui, comme femme et comme mère, devoit être frappée des moindres détails qui intéressoient celui qu'elle appeloit *son Roi, son Seigneur, son César, et son Fils*, tient dans son journal un registre fidèle de tous les petits dangers auxquels l'enfance de François a échappé, de tous les accès de fièvre qu'il a eus, etc. Elle nous apprend que le petit chien Hapeguay, *qui étoit de bon amour et loyal à son maître*, mourut le 24 octobre 1502; mais elle ne nous dit pas un mot des progrès de l'éducation de François, du développement de ses bonnes qualités, des mesures prises pour étouffer les mauvaises. Ces objets ne lui ont point paru assez importants.

Journal de
Louise de
Savoie.

Au reste, il faut convenir qu'à travers les périls dont toute enfance est assiégée, et dont François ne pouvoit être exempt, elle en remarque deux qui durent faire frémir une mère, et que l'histoire peut ne pas dédaigner.

Ibidem. Ce prince n'avoit encore que six ans, lorsqu'une haquenée que le maréchal de Gyé, son premier gouverneur, lui avoit donnée, l'emporta près d'Amboise à travers la campagne, avec une fougue que rien ne put retenir. On crioit, on se désespéroit, tout le monde croyoit le prince perdu : *mais Dieu, dit la comtesse d'Angoulême, ne me voulut abandonner, connaissant que si cas fortuit m'eût si soudainement privée de mon amour, j'eusse été trop infortunée.*

Ibid. Sept ans après, François se promenant dans un jardin, à Fontevraud, une pierre lancée, apparemment avec une fronde par dessus les murs, lui porta au front un coup dont la violence fit craindre pour ses jours.

Le comte d'Angoulême, son père, étoit mort dès 1496. Louis XII, son cousin, étoit parvenu à la couronne en 1498. Si nous en croyons Machiavel, à la mort de Charles VIII, on soutint que Louis XII étoit déchu du droit de succession à la couronne, parce qu'il avoit porté les armes contre la France. Machiavel ajoute que deux circonstances furent favorables à ce prince ; l'une étoit sa richesse qui lui assura un grand parti ; l'autre, l'enfance de François, qui n'avoit alors que quatre ans. On ne sait où Machiavel a pris ce fait, qui n'est rapporté par aucun autre auteur, mais qui présente- roit une question bien importante dans le droit public. On conçoit que les ennemis de Louis XII ont pu vouloir l'élever. Le même principe eût encore exclu du trône un bien mauvais et un bien bon roi, Louis XI et Henri IV.

Louis XII, si semblable au dernier, si différent du premier, père du peuple, ne fut pas moins le père

des princes orphelins, il se croyoit responsable des vertus et des lumières que l'éducation pouvoit leur procurer. L'archiduc Philippe, fils et gendre de ses ennemis⁽¹⁾, qui avoit peut-être concouru quelquefois avec eux à le tromper, mais qui respectoit sa vertu et qui aimoit son caractère, lui déféra, en mourant ⁽²⁾; la tutelle de son fils aîné, Charles d'Autriche ⁽³⁾. Louis répondit généreusement à cette confiance, en donnant pour gouverneur à son pupille, Guillaume de Crouy-Chièvres ⁽⁴⁾, l'homme le plus capable de former un monarque. Il ne cultiva que trop bien, dans son élève, des talens qui devoient être si funestes à la France : ce fut en politique, en homme d'État, qu'il lui fit étudier l'histoire; il l'accoutuma de bonne heure à tout voir par ses yeux, à tout régler par lui-même; il lui faisoit

Mémoires
de Martin Du
Bellay, l. 1.

(1) Maximilien I, empereur, et Ferdinand le Catholique, roi d'Espagne.

(2) Nous rapportons ce fait d'après Du Bellay, et plusieurs autres auteurs : nous ne le discutons point, parce qu'il est étranger à l'histoire de François I; mais nous exhortons nos lecteurs à voir ce que le père Daniel en dit (à l'année 1507); peut-être préféreront-ils le témoignage de Godefroy à celui de Du Bellay; nous continuerons cependant de suivre l'opinion la plus ancienne et la plus établie.

(3) On le nommoit alors duc de Luxembourg, on le nomma depuis prince d'Espagne. C'est le fameux empereur Charles V.

(4) D'une des plus illustres maisons de Flandre, attachée depuis long-temps aux ducs de Bourgogne, et après eux à la maison d'Autriche, depuis le mariage de Maximilien avec Marie de Bourgogne. Chièvres lui-même avoit été employé par l'archiduc Philippe en diverses négociations importantes, et il y a grande apparence que Louis XII fit pour Charles le choix que Philippe lui-même auroit fait.

ouvrir, lire, discuter, rapporter au conseil toutes les dépêches; il l'exerçoit à délibérer, à prendre les voix, à les compter, à les peser.

L'éducation de François fut aussi confiée par Louis XII, à un sage, c'étoit Artus de Gouffier-Boisy (1), gentilhomme qui osoit être éclairé dans un siècle où la noblesse mettoit encore l'ignorance au nombre des titres dont elle étoit jalouse. Cet excellent instituteur trouva dans son élève un tempérament plein de feu, capable de toutes les vertus et de toutes les passions. Il falloit diriger ce feu utile et dangereux, tantôt l'animer, tantôt l'amortir; c'est, dit-on, ce que Boisy voulut signifier par la devise qu'il fit prendre à François; c'étoit une salamandre dans le feu, avec ces mots assez peu intelligibles :

Nutrisco et extinguo.

On se réserve d'examiner, à la fin de ce volume, dans une dissertation particulière, ce qui concerne cette devise.

L'éducation de François ne fut pas tournée du côté des affaires comme celle de l'archiduc Charles, soit parce que Louis XII ayant ou pouvant avoir des fils, le comte d'Angoulême paroissoit moins destiné à porter la couronne; soit parce que ce même Louis XII, et sur-tout Anne de Bretagne, étant trop jaloux du gouvernement pour en communiquer les mystères, les occa-

(1) D'une des plus anciennes maisons du Poitou.

sions manquoient à Boisy pour instruire son élève dans ce genre. Il fit prendre une autre route à sa pénétration, à sa vivacité, à cet instinct curieux, avide, qui voloît au devant de l'instruction, qui dévorait tous les objets. Il tourna ces dispositions du côté de l'amour de la gloire; il cultiva en lui cette vérité, cette valeur, cette générosité, caractères héroïques de la chevalerie françoise; il lui apprit à répandre sur toutes ses actions, sur toutes ses manières, le vernis de l'affabilité; il lui fit sentir, sur-tout, que la barbarie seule avoit pu attacher de l'honneur à l'ignorance et de l'avilissement aux talens; il lui fit aimer tous les arts, il le disposa de bonne heure à cette protection éclatante qu'il leur accorda dans la suite, et en faveur de laquelle les arts reconnoissans lui procurèrent l'immortalité.

Les exercices de l'esprit ne nuisoient point aux exercices du corps toujours si utiles, alors, absolument nécessaires. Le jeune prince, adroit, léger, d'une taille élégante, d'une physionomie haute et majestueuse, d'un tempérament robuste, brilloit dans les tournois, excelloit à la course, à la joute, au maniement des armes, etc., personne ne conduisoit un cheval avec tant de grâce.

L'élite de la noblesse françoise, élevée avec lui, le prenoit pour modèle, s'empressoit à le suivre, à lui plaire; s'attachoit à lui par les douces chaînes de l'égalité; il distinguoit, dès-lors, Montmorenci, Brion (1), et Monchenu. Brantôme rapporte que ces trois jeunes

Homm. Illustr., Vie de l'amiral de Brioa.

(1) De la maison de Chabot.

seigneurs, s'entretenant avec lui sur leurs destinées futures, lui demandèrent ce qu'il feroit pour eux lorsqu'il seroit monté sur le trône (alors les deux fils de Louis XII, morts au berceau, relevoient les espérances du comte d'Angoulême) : *désirez seulement*, leur dit François, *et soyez surs de tout obtenir*. Montmorenci désira d'être connétable, Brion d'être amiral, Montchenu borna son ambition à être premier maître-d'hôtel; leurs vœux furent remplis dans la suite, et le conte fut aisé à imaginer.

NÉGOCIATIONS POUR LE MARIAGE DE FRANÇOIS.

1498. La comtesse d'Angoulême avoit perdu avec son mari le goût de la retraite, elle développoit à la cour un caractère souple et altier, fait pour l'intrigue et la domination. Louis XII, si long-temps traversé dans son ambition et dans sa tendresse, venoit de répudier Jeanne de France, et de replacer la veuve de Charles VIII sur le trône. Son goût pour elle, irrité d'abord par les obstacles et par la privation, redoublé depuis par la possession, étoit plus fort que jamais; il réunissoit la vivacité de la tendresse et la douceur solide de l'amitié. Anne de Bretagne méritoit ces sentimens, non seulement par les siens, mais encore par toutes les vertus d'une ame forte, élevée, bienfaisante, dont le caractère exprimé sur sa physionomie, faisoit dire : *qu'en la voyant on croyoit voir la reine du monde* (1).

(1) *Qui voudroit*, dit l'auteur de l'histoire du Chevalier Bayard, *ses vertus* (d'Anne de Bretagne) *et sa vie descrire, comme elle a mé-*

Cette princesse distinguoit toujours dans son cœur les droits de son pays et ceux de son époux. Pressée par les armes de Charles VIII, fatiguée par les intrigues de sa propre cour, effrayée de la consternation de ses sujets, déterminée enfin par les remontrances généreuses de ce duc d'Orléans qu'elle aimoit, qui l'aimoit et qui avoit tant souffert pour elle, elle s'étoit sacrifiée, en gémissant, pour le salut de la Bretagne; elle avoit voulu du moins lui rendre ce sacrifice utile : en épousant Charles VIII, elle avoit fait conserver aux Bretons leurs privilèges; mais, sans la consulter, on avoit stipulé dans le contrat de mariage, 1°. que, si le roi mouroit sans enfans, Anne seroit obligée d'épouser son successeur; 2°. que, si elle mouroit avant lui, soit qu'elle eût des enfans ou qu'elle n'en eût pas, la Bretagne resteroit réunie à la France. De ces deux articles, le premier ne put lui déplaire, il lui laissoit l'espérance, quoiqu'éloignée et incertaine, d'épouser le duc d'Orléans; le second la révoltoit; son zèle pour les intérêts bien ou mal entendus de la Bretagne, lui faisoit voir avec indignation ce duché réduit en province ordinaire de l'Empire françois; elle vouloit lui assurer un duc particulier; ce désir étoit dominant dans son âme; aussi, en épousant Louis XII, se servit-elle de tout son pouvoir sur lui pour le faire souscrire aux deux conditions suivantes; 1°. que, si elle mouroit sans enfans, le duché retourneroit aux héritiers de sa maison; 2°. que, si elle avoit plusieurs enfans, le puîné

D'Argentré,
Hist. de Bre-
tagne, l. 12.

D. Lobineau, Hist.
de Bretagne,
l. 21 et 22.

Preuves de
cette hist.

rité; il faudroit que Dieu fît ressusciter Cicéron pour le latin, et maître Jean de Meung pour le françois; car les modernes n'y sauroient atteindre.

auroit le duché de Bretagne. C'étoit faire perdre à la France tout le fruit de ses travaux; c'étoit lui préparer, pour l'avenir, les mêmes embarras, les mêmes troubles dont on avoit voulu couper la racine; c'étoit enfin procurer à la Bretagne une indépendance orageuse, qui l'eût toujours privée de la paix, le plus grand des biens politiques.

Tels étoient les vues, les sentimens, le caractère de la reine. Son empire étoit absolu et universel; elle gouvernoit le roi, qui lui accordoit tout, en disant : *il faut souffrir beaucoup d'une femme, quand elle aime son honneur et son mari*; elle enchaînoit la cour, elle étoit respectée du peuple : on aimoit en elle jusqu'à la fierté qui s'embloit ennohler toutes ses vertus.

Hilarion de
Coste, Vie
des Dames
Illustres, t.
1, p. 6.
A. Ferron,
et autres.

La comtesse d'Angoulême paroît à la cour et la partage. Peu soigneuse de plaire à la Reine, aussi fière, moins vertueuse, plus adroite; jeune, belle, elle lui déplut bientôt, leur inimitié fut éclatante. En vain le Roi étoit sans cesse occupé à les réconcilier; leur antipathie, supérieure à ses efforts, rompoit toujours les nœuds trop foibles dont il les unissoit; le rang de la comtesse d'Angoulême, veuve du cousin-germain du roi, mère de l'héritier présomptif de la couronne, lui donnoit un crédit redoutable à sa rivale. Tous ceux qui étoient moins frappés du présent qu'inquiets sur l'avenir, tous les mécontents, qui sont toujours en grand nombre sous le règne le plus heureux, grossissoient et fortifioient son parti; la reine chercha des prétextes pour la renvoyer en Savoie, mais le Roi n'y voulut jamais consentir.

On traitoit depuis long-temps à la cour des plus grands intérêts; Louis XII et Anne de Bretagne n'a-

voient plus d'enfans mâles, mais il leur restoit deux filles, Claude et Renée. La Reine prétendoit disposer de leur établissement, sur-tout de celui de l'aînée, parce qu'elle avoit une (1) *souveraineté* importante à lui donner. Tous les vœux des François étoient pour la réunion de la Bretagne à la couronne, et pour le mariage de madame Claude avec le jeune comte d'Angoulême; mais sa mère étoit trop odieuse à la Reine, et la Reine étoit trop fidèle au projet de donner un duc particulier à la Bretagne. D'un autre côté, la comtesse d'Angoulême, qui sentoit de quelle importance étoit ce mariage pour son fils, en faisoit l'objet de toutes ses négociations; mais incapable d'abaisser son orgueil aux pieds de son ennemie, elle mettoit sa gloire à obtenir la princesse directement du Roi et de l'État, et à l'arracher, pour ainsi dire, des bras de la Reine; c'étoit à la fois satisfaire sa haine et son ambition, s'élever avec son fils et humilier sa rivale.

Varillas prétend que, pour rompre ces mesures, Anne de Bretagne traita secrètement en Flandre et en Allemagne du mariage de sa fille avec le prince d'Espagne Charles, et qu'elle prétendoit conclure ce mariage sans la participation du Roi. L'autorité seule de Varillas ne suffit pas pour persuader un fait si

(1) Ces titres de *souverain* et de *souveraineté* échappent quelquefois quand on parle des grands vassaux de la couronne. Nous demandons qu'on les entende toujours, dans le sens où les emploie Beaumanoir. Cet auteur dit que *chacun des barons, si est souverain en sa baronie, mais que le roi est souverain par-dessus tous, et si n'en y a nul, si grand dessous ly qui ne puist être trais en sa cour pour défaut de droit ou de faux jugement, et pour tous les cas qui touquent au roi.*

incroyable et si mal expliqué; mais il est certain que la Reine eut toujours en vue l'alliance du prince d'Espagne, et qu'elle contribua beaucoup à tant de traités (1), où Claude fut promise à ce prince.

Pendant cette fermentation, le Roi eut une maladie qui sembla lui ouvrir le tombeau; les médecins désespérèrent de sa vie; la douleur de la Reine ne l'empêcha pas de prendre des mesures pour se retirer en Bretagne avec ses filles. Déjà quelques bateaux, chargés de ses meubles les plus précieux, descendoient vers Nantes par la Loire; le maréchal de Gyé, gouverneur de l'Anjou, osa penser qu'il étoit de son devoir de faire arrêter ces bateaux. La Reine, dont il étoit né sujet, sentit cette injure jusqu'au fond du cœur; ses grandes vertus lui avoient laissé le grand défaut d'être implacable. En vain le Roi parut applaudir à la fidélité hardie du maréchal de Gyé, il ne put, éternellement résister aux plaintes d'une femme adorée, il fallut livrer le maréchal à son ressentiment, elle fit rechercher avec rigueur toute sa vie; on vouloit des crimes, on ne manqua pas d'en trouver. Le conseil du Roi nomma pour faire le procès au maréchal, le parlement de Toulouse, parce qu'il avoit la réputation d'être le plus sévère du royaume; mais ce parlement si sévère ne fit que manifester l'innocence du maréchal de Gyé, par la douceur des peines qu'il lui infligea; il se contenta de le suspendre pendant cinq ans des fonctions de maréchal de France, et de le bannir à dix lieues

(1) Traité de Trente en 1501, de Blois aussi en 1501, de Lyon en 1503.

de la cour : le public trouva encore ce jugement trop rigoureux ; on en rit au lieu de s'en indigner, c'est le génie françois : on joua, dans un collège de Paris, une farce dans laquelle on disoit, suivant le goût de plaisanterie du temps : *Qu'un maréchal ayant voulu ferrer un âne, en avoit reçu un si grand coup de pied, qu'il avoit été jeté par dessus les murailles de la Cour jusques dans le Verger.* La fin de cette grossière allégorie (1) s'explique par la retraite du maréchal de Gyé dans son château du *Verger*, en Anjou.

Brantôme,
Homme illustre.

Mezerai,
grand. hist.

Nous apprenons, par son arrêt et par l'extrait de son procès, qu'il avoit été gouverneur du jeune comte d'Angoulême ; que, dans l'exercice de ses fonctions, il avoit déplu à la comtesse, qui s'unit avec Anne de Bretagne pour le perdre ; qu'il refusa même expressément la comtesse, lorsqu'elle voulut déposer dans son procès, tant il la jugeoit mal disposée à son égard. Comment eût-il pu résister au crédit de ces deux femmes, redoutables même l'une pour l'autre, et qui ne s'étoient jamais réunies que contre lui ?

Du 9 fév.
1506, preuves de l'hist. de Bret., de D. Lobinau, par D. Morice.

L'arrêt du maréchal de Gyé le dépouille nommément de la dignité de gouverneur du comte d'Angoulême, et ce fut apparemment alors qu'elle fut donnée à Gouffier-Boisy. Varillas, qui aime mieux deviner les faits que de les examiner, suppose que le maréchal de Gyé, étant persécuté par la Reine, devoit être dé-

(1) Du même goût est le prétendu songe de Marguerite d'Autriche, qui, étant venue en France pour épouser Charles VIII, et ne l'ayant point épousé, parce qu'il préféra l'alliance d'Anne de Bretagne, rêva, dit-on, *qu'elle étoit dans une prairie où un âne lui coupoit l'herbe sous le pied.*

fendu par la comtesse d'Angoulême; et en effet, cela étoit naturel; il pousse plus loin cette supposition : il veut que le maréchal de Gyé n'ait arrêté les bateaux d'Anne de Bretagne, sur la Loire, qu'à l'instigation de la comtesse d'Angoulême; il raconte que cette princesse, enveloppée dans la disgrâce de son ami le maréchal de Gyé, fut obligée de se retirer à Coignac, *pour éviter*, ajoute-t-il, *un traitement plus rude*; il ne sait trop ensuite comment la faire revenir à la cour, où on la voit paroître vers ce temps avec le plus grand éclat, accompagnée de ses deux enfans, dont l'esprit et les grâces séduisent tous les cœurs, excepté celui de l'implacable Reine.

Louis XII conçut beaucoup de tendresse pour le jeune comte d'Angoulême; il lui donna le duché de Valois (1), ce jeune prince, et Gaston de Foix, duc

(1) Mezerai, en rapportant cette donation, ajoute : *voilà pourquoi (ce que peu de gens remarquent) ce jeune prince porta le nom de Valois qu'il a laissé aux siens*. Mezerai a raison, mais son idée a besoin d'être un peu développée. Philippe de Valois est la tige commune de tous les rois qui ont occupé le trône depuis la mort de Charles le Bel jusqu'à l'avènement de Henry IV; il semble donc que tous ces rois pourroient être indistinctement appelés du nom générique de Valois, à cause de Philippe. Cependant, si Louis XII eût eu des fils qui lui eussent succédé, sa branche seroit désignée par le nom d'Orléans, qu'il portoit avant de parvenir à la couronne. La branche dont François I a été la tige, eût pareillement porté le nom d'Angoulême, sans le changement de nom qu'opéra la donation du duché de Valois : c'est donc de François I, et non de Philippe de Valois, que les descendans de François I ont pris le nom de Valois qu'ils ont porté. On voit donc pourquoi dans la race Capétienne, quoique le sceptre ait passé six fois en collatérale, on ne distingue du tronc principal par des noms particuliers, que les deux branches de Valois et

de Nemours, tinrent lieu, à ce bon roi, des deux fils qu'il avoit perdus.

Cependant, un nouveau traité conclu à Blois, avoit confirmé le traité de Lyon, renouvelé la promesse faite au prince d'Espagne, de lui donner madame Claude en mariage, et sembloit achever d'ôter toute espérance à la comtesse d'Angoulême et à son fils; car, pour donner plus de poids à ce traité, on le faisoit signer aux grands du royaume, aux princes du sang et au duc de Valois lui-même. La comtesse d'Angoulême ne fut point découragée. Elle vit d'abord quel remède il falloit appliquer à un tel mal; elle devina que le Roi n'avoit pas souscrit bien volontairement ce traité; que sa complaisance pour la Reine et les conjonctures avoient tout fait, et que le Roi sauroit gré à qui le mettroit dans l'heureuse impuissance d'exécuter une convention si désavantageuse à l'État. En effet, par ce mariage, Claude alloit transporter à la maison d'Autriche, non seulement la Bretagne, du chef de sa mère, mais encore le Milanès, du chef de son père, ce duché, comme on le verra dans la suite, étant le patrimoine de la maison d'Orléans; c'étoit renouveler la faute énorme qu'avoit faite Louis XI, de laisser passer la succession de Bourgogne à la maison d'Autriche. On vit donc tout-à-coup les grands du royaume et les députés des villes s'assembler à Tours de leur propre mouvement, disoient-ils, faire au Roi les remon-

En 1504.
De 1503.

S. Gelais
de Montlieu,
Vie de Louis
XII.

de Bourbon; c'est que Philippe le Long, Charles le Bel, et Louis XII n'ont point fait de branche, étant morts chacun sans enfans mâles, et que la branche de Philippe de Valois et celle de François I, issues l'une de l'autre, ont porté le même nom de Valois.

Claude de
Seyssel, hist.
de Louis XII,
année 1506.

Jean d'An-
ton, ch. 1.

Mezerai,
Abr. Chron.
1506.

trances les plus fortes, sur les suites de l'alliance proposée, et demander que madame Claude fût donnée au duc de Valois. Le Roi fut très-content de leur accorder leur demande; on fiança les deux parties, le 22 mai 1506; la Reine en fut malade de douleur; mais bientôt elle imagina un moyen d'anéantir le triomphe de la comtesse d'Angoulême.

On a déjà dit qu'il avoit été stipulé dans le contrat de mariage d'Anne de Bretagne avec Louis XII, que si l'aîné des enfans parvenoit à la couronne, le puîné auroit le duché; la Reine affecta d'étendre cette clause aux filles, et elle avoit en effet pour elle les termes du contrat. « L'aînée, disoit-elle, va parvenir à la couronne, puisqu'elle épouse l'héritier présomptif; le duché doit donc appartenir à la puînée, et la puînée épousera le prince d'Espagne; par-là on remplira tout à la fois, et les vœux de la nation qui demande le mariage de Claude avec François, et les engagements pris avec le prince d'Espagne. L'inconvénient de transporter à la maison d'Autriche le patrimoine du père et celui de la mère, sera diminué de moitié; les droits sur le Milanès appartiendront à Claude; Renée n'aura que la Bretagne, et les Bretons auront le duc particulier qu'ils souhaitent. »

Anne de Bretagne ne vouloit point voir, tant sa haine pour la comtesse d'Angoulême l'aveugloit, combien ce plan étoit contraire à ses propres vues pour la liberté de son pays; que si les Bretons désiroient un duc particulier, c'étoit un duc résidant parmi eux et qui les gouvernât par lui-même, non par un viceroi ou un gouverneur étranger, comme eût fait le prince d'Espagne; et qu'enfin s'il falloit que la Bre-

tagne fit partie d'une plus grande souveraineté, il valoit mieux qu'elle devînt province françoise, puisque tant de nœuds l'unissoient d'ailleurs à la France, que province espagnole ou autrichienne. Le Roi sentit bien que sa femme, en voulant transporter la Bretagne à une monarchie rivale, n'étoit en effet ni bretonne ni françoise; qu'elle n'étoit qu'ennemie de la comtesse d'Angoulême : il ne souffrit point qu'une passion aveugle décidât ainsi du destin de sa fille et de celui de l'Etat; il sut trouver de la fermeté contre sa femme, dans cette occasion, et le mariage de Renée avec le prince d'Espagne ne se fit point, mais celui de Claude avec le duc de Valois ne se fit point non plus pendant la vie d'Anne de Bretagne; elle sut y mettre des obstacles, que ni le mérite du duc de Valois, ni la sensibilité qu'il avoit inspirée à la princesse, ni les vœux de la nation entière, ni les instances de Louis XII, ne purent jamais vaincre.

La mort de la Reine (1) fut le moyen violent dont la fortune se servit pour terminer les divisions de la cour. C'est aux âmes sensibles à juger de la douleur de Louis XII. Il s'enferma pour s'y livrer, pour en jouir, pour en dérober les excès à l'indifférence ou à la fausse sensibilité des courtisans. Rendu par le temps à ses devoirs, il bannit de sa cour tous les plaisirs et tous les spectacles, dissipations peut-être nécessaires, mais toujours odieuses à une âme profondément blessée. L'image de la douleur plaît seule à la douleur. Louis signala son deuil par une étiquette extraordinaire; il

Le 9 janv.
1506.

Journal de
Louise de
Savoie.
Martin du
Bellay, l. 1.

(1) Elle mourut à trente-sept ans.

le porta en noir, contre l'usage, peut-être parce qu'Anne de Bretagne l'avoit porté ainsi de Charles VII, qu'elle avoit très-sincèrement regretté, malgré son goût pour Louis XII; car une âme tendre s'attache par l'habitude aux objets même qu'elle n'aime pas.

Tout sembloit concourir alors à désespérer Louis XII. Les plus rudes épreuves exerçoient sa vertu; l'injustice de ses ennemis étoit partout triomphante; les objets de son attachement, les appuis de son trône lui étoient ravés. Ce Gaston de Foix (1), le *Foudre de l'Italie*, dont l'activité incroyable avoit puni l'audace des Suisses, confondu l'orgueil de Jules II, déconcerté tous les efforts de la ligue papale, écrasé les forces réunies des Vénitiens, des Romains et des Espagnols, Gaston s'étoit enseveli à vingt-quatre ans, au milieu de ses triomphes, par le seul trait d'imprudence qu'on ait pu lui reprocher. Cette mort avoit été le terme des succès de la France et le signal de ses infortunes; les Suisses avoient de nouveau inondé le Milanès; ils en avoient disposé à leur gré: les François étoient chassés d'Italie; leur infidèle allié, l'empereur Maximilien, s'étoit tourné contre eux; le fourbe Ferdinand, roi d'Espagne, après avoir englouti la Navarre, menaçoit la Guyenne; le jeune roi d'Angleterre, Henri VIII, entraîné par une inquiétude qu'il prenoit pour l'amour de la gloire, descendoit en Picardie (2); une nouvelle

Bataille de
Ravenne, 11
Avril 1512.

Favin, Hist.
de Navarre.
Guicciard.
Mariana,
1512.
Hist. du
ch. Bayard.

(1) Son neveu, fils de Marie-Madeleine d'Orléans, sa sœur.

(2) Erasme, de *Lingua*, et après lui Henri Etienne, Apologie pour Hérodoté, rapportent qu'un ambassadeur de Jules II étant venu en Angleterre, demander du secours contre Louis XII, Henri VIII répondit qu'il lui seroit difficile de rassembler promp-

entreprise des François sur le Milanès, plus malheureuse que les précédentes, n'avoit fait que fournir aux Suisses l'occasion de vaincre la Tremouille, à Novarre, et de pénétrer jusqu'au milieu de la Bourgogne. Le duc de Longueville, envoyé contre le roi d'Angleterre, avoit achevé de flétrir la réputation des armes françaises, à la bataille de Guinegaste; le roi d'Ecosse, Jacques IV, foible et généreux allié d'une puissance accablée, ayant voulu faire une diversion en faveur des François, en Angleterre, y avoit été tué, et son armée taillée en pièces. Que ne peut une femme aimée! Louis XII dévorait ces affronts et ces désastres; Anne de Bretagne le consolait par son amitié, le fortifioit par son courage; cette ressource si nécessaire lui est encore enlevée, et ce qui mettoit le comble à la douleur du Roi, son peuple alloit souffrir.

Malgré son accablement, il jugea que ce qu'il devoit à la mémoire d'Anne de Bretagne, étoit subordonné à ce que l'État et sa famille exigeoient de lui. Le temps étoit venu de lever l'injuste opposition que cette reine avoit eu la foiblesse de mettre à l'union de la princesse Claude avec le duc de Valois; le mariage s'accomplit le 18 mai 1514, à Saint-Germain-en-Laye.

La princesse, outre la Bretagne, dont Louis XII la

Petrus de Angleriâ.

Mém. de Fleuranges.

Journal de Louise de Savoie, 1513.

Brantôme.

Le Feron.

Du Bellay.

Alii passim.

6 juin 1513.

18 août

1513.

17 sept.

1513.

Mém. de Du Bellay, liv. 1.

tement des forces suffisantes pour combattre une puissance, telle que celle du roi de France; *c'est aussi ce que j'ai dit au Pape*, répliqua très-imprudemment l'ambassadeur. Ce mot qui annonçoit peu de zèle pour le succès de sa négociation, donna quelque défiance: on l'épia, et l'on découvrit qu'il avoit souvent des entretiens nocturnes avec l'ambassadeur de France; il fut arrêté comme traître, et dépouillé de tous ses biens.

mit dès-lors en possession, outre les droits sur le Milanès, portoit en dot, à son mari, les comtés d'Ast, de Blois, d'Étampes, de Vertus, Coucy et Montfort-l'Amaury ; elle lui portoit une dot plus précieuse encore ; un fonds énépuisable d'humanité, de douceur, de sagesse, de piété, enfin toutes les vertus de son père : les auteurs de son temps ne balancent point à l'honorer comme sainte ; il y en a même qui descendent dans le secret de sa conscience, et qui assurent qu'elle ne pécha jamais mortellement.

Journal de
Louise de Sa-
voie.

La comtesse d'Angoulême, dans son journal, prend l'univers à témoin qu'elle a toujours *honorablement et amialement conduit la reine, sa bru* ; « *chacun le sait,* » dit-elle, *vérité le cognoist, expérience le démontre,* » *aussi fait publique renommée.* » De pareilles protestations sont superflues quand elles sont vraies ; ce témoignage, que la comtesse a si grand soin de se rendre, n'est pas confirmé par les historiens ; ils prétendent que ses hauteurs exercèrent tristement la patience de cette vertueuse reine. Les infidélités de François l'exercèrent aussi, mais en secret ; elle l'aima toujours tendrement, et parut se contenter du froid retour de l'estime qu'on ne pouvoit lui refuser. Elle étoit boiteuse comme sa mère, et d'une figure aussi commune que celle de sa mère étoit noble : elle n'avoit que les grâces peu piquantes de la bonté ; François sentit du moins le prix de son âme, et la respecta jusqu'à déferer souvent à ses conseils dans les matières les plus importantes. Ces détails ne peuvent être indifférens dans l'histoire de François I, dont le règne fut celui de la galanterie, autant que de la bravoure et des talens.

Premières Campagnes de François, etc., jusqu'à la mort de Louis XII.

Depuis la mort de Gaston de Foix, la tendresse de Louis XII s'étoit rassemblée toute entière sur le duc de Valois, et le duc de Valois brûloit de rendre Gaston à Louis XII; la gloire de ce jeune héros l'enflammoit d'une généreuse émulation. Il fit ses premières armes dans cette guerre malheureuse, où la France, entamée de tous côtés, luttoit difficilement avec des forces inégales contre l'Europe entière : elle osoit pourtant encore fournir des secours à ses alliés opprimés. Une armée commandée par le duc de Longueville, et par ce Charles de Bourbon si fameux dans la suite, marchoit vers la Navarre pour rétablir Jean d'Albret dans le royaume dont il avoit été injustement dépouillé; mais une mésintelligence funeste, divisant les deux généraux, arrêtoit les progrès de cette armée. Le Roi qui s'étoit si bien trouvé d'avoir confié au jeune Gaston le soin de l'Italie, envoya le jeune Valois prendre le commandement de l'armée de Navarre. Toute discorde finit à son arrivée. Le respect dû à son rang, sa politesse, ses égards pour les deux généraux qu'on lui subordonnoit, sur-tout cette ardeur pour la gloire, ce germe d'héroïsme impatient d'éclore, qui brilloit dans ses yeux, qui animoit toutes ses démarches, réunirent tous les cœurs sous ses lois : on courut aux Espagnols, qui, campés alors à saint Jean-Pied-de-Port, défendoient l'entrée des Pyrénées; on présenta la bataille à

1512.

Martin Du
Bellay, l. 1.Petrus de
Angleriâ.

Epist. 501 et
seq.

Marianna.
Favin, hist.
de Navarre.

Martin du
Bellay, l. 1.

ce duc d'Albe (1), qui venoit de s'illustrer par la conquête rapide, mais facile de la Navarre. Le duc de Valois se proposoit d'égaliser la gloire que Gaston de Foix avoit acquise à Ravenne, dût-il périr comme lui dans le sein de la victoire ; mais le duc d'Albe répondit prudemment que le roi son maître lui avoit défendu d'exposer sa nouvelle conquête au hasard d'une bataille ; on le força cependant d'abandonner le passage des montagnes et de reculer au-delà de Roncevaux. Le désir de l'amener à la bataille qu'il évitoit, engagea les François au siège de Pampelune, ils espéroient même qu'à leur arrivée les habitans pourroient se déclarer pour leur roi ; alors l'armée Espagnole, privée des ressources qu'elle tiroit de cette place, et enfermée dans les montagnes par les François et les Navarrois réunis, eût infailliblement péri de misère. Mais l'activité du duc d'Albe prévint les François et contint les Navarrois. Ce général avoit pénétré le dessein de ses ennemis, et s'étoit jeté dans Pampelune ; cependant, ni ce nouvel inconvénient, ni la rigueur de la saison, déjà fort avancée, ni la disette des vivres, dans un pays montagneux, aride et couvert de neige, n'eussent peut-être empêché le succès de ce siège important, si l'irruption de l'Empereur et du roi d'Angleterre, en Picardie, n'avoit précipité, par ordre de la cour, le retour de l'armée de Navarre en France. Le froid, la faim, les maladies, les fatigues, les marches forcées, plus à craindre que les Espagnols, poursuivirent cette armée dans sa retraite, et le duc de Longueville, l'un de ses généraux, mourut au milieu de la route.

(1) Frédéric de Tolède.

L'année suivante, le marquis de Rothelin, son frère (1), devenu duc de Longueville après lui, perdit la liberté à la journée de Guinegaste ou des Éperons; c'étoit la destinée de Maximilien de battre les François en cet endroit : trente-quatre ans auparavant, le même lieu l'avoit vu vainqueur du fameux Descordes ou Desquerdes, l'élève de Charles-le-Téméraire, et le meilleur général de Louis XI; mais il eut peu de part au succès de la journée des Éperons, tout l'honneur de cette victoire appartenoit aux Anglois. Plusieurs historiens, du nombre desquels est Guichardin, disent même que l'Empereur arriva au camp plusieurs jours après après la bataille.

Louis XII, qui avoit éprouvé, dans la précédente campagne, les talens militaires du duc de Valois, le choisit pour réparer cet échec, pour rassurer les troupes alarmées, pour soustraire la Picardie au joug qui la menaçoit; mais comme il s'agissoit de faire une guerre purement défensive, d'observer seulement les ennemis et de retarder leurs progrès, sans rien entreprendre contre eux, le Roi craignit que le courage impétueux du jeune François ne dédaignât des opérations dont la gloire devoit être peu éclatante; il lui défendit de risquer aucun combat avec les forces inférieures qu'il alloit commander, il l'exhorta de suivre en tout les avis des capitaines les plus expérimentés et les plus prudents.

François saisit le véritable esprit de cette campagne. Ses premiers mouvemens font avouer à tous ces vieux

1513.

Martin du
Bellay, l. 1.

Guicciard,
liv. 12.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.
Hist. du
ch. Bayard.

Journal de
Louise de
Savoie.
Mém. de Du
Bellay, l. 1.

(1) Brantôme confond mal à propos ces deux ducs de Longueville.

Martin du
Bellay, l. 1.

chefs qu'on lui donnoit pour guides, qu'il étoit digne de les conduire. Il trouve l'armée campée dans un poste indifférent, il l'en tire, et va se placer à Encre, au-delà de la Somme, poste avantageux d'où il couvrait toute la frontière. Il laisse les Impériaux et les Anglois prendre Théroüenne, s'en disputer la possession et le brûler par l'impossibilité de s'accorder : il attend paisiblement qu'ils osent entamer la Picardie, et se tient prêt à se porter par-tout où sa présence seroit nécessaire : mais toute la prudence humaine ne pouvoit deviner l'entreprise où le roi d'Angleterre alla s'engager. Il possédoit plusieurs places dans la Picardie maritime; il n'avoit d'autre intérêt que de s'agrandir de ce côté-là; il ne devoit rien à l'Empereur, qui avoit trop peu contribué aux dépenses et aux travaux de cette campagne, quoiqu'il eût pris à cet égard les engagements les plus étendus. L'Empereur, loin d'aider les Anglois, leur étoit fort à charge, son armée étoit à leur solde, l'entretien même de sa Maison retomboit sur eux et leur coûtoit cent écus par jour; cependant quelque dégoûtés qu'ils fussent de cet allié inutile, infidèle et onéreux, leur jeune roi sans expérience et sans vues, faisant la guerre pour le plaisir de la faire, se laissa engager par l'adroit Maximilien à faire le siège de Tournay, place enclavée dans les Bays-Bas, éloignée de la mer, inutile par conséquent aux Anglois; mais elle incommodoit la Flandre, devenue le patrimoine de la maison d'Autriche, et cette raison décisive pour l'Empereur seul, déterminâ le roi d'Angleterre.

Le duc de Valois hésita s'il iroit se jeter dans Tournay, il en étoit éloigné de près de vingt lieues; il en étoit séparé par plusieurs rivières, entre autres par la

Scarpe et par l'Escaut; ce projet demandoit toute la rapidité de Gaston de Foix. C'étoit ainsi qu'on avoit vu ce jeune héros traverser plusieurs grandes rivières et voler de Bologne à Bresse à travers mille obstacles; mais le duc de Valois considéra que cette entreprise, si peu vraisemblable de la part des Anglois, pouvoit n'être qu'un stratagème pour le tirer du poste qu'il occupoit et pour dévaster ensuite à loisir la Picardie; d'ailleurs, Tournay étoit une ville attachée à la France, mais libre, et qui n'eût peut-être point voulu recevoir de garnison françoise : de plus, les efforts qu'auroit fait le duc de Valois pour secourir Tournay, auroient pu l'engager malgré lui dans une bataille, et c'étoit ce qu'on lui avoit ordonné d'éviter. Par toutes ces raisons, le duc de Valois prit le parti de rester dans son poste, d'où, en sauvant la Picardie, il remplissoit pleinement le seul objet dont il étoit chargé. Tournay fut pris et soumis par une citadelle.

Mém. de Du
Bellay, l. 1.

Cependant le duc de Longueville, prisonnier à Londres, voulut rendre sa captivité plus utile à son roi que ne l'avoient été ses armes. Il lut dans le cœur des Anglois leur mécontentement secret, leur sourde indignation contre l'Empereur qui les avoit si mal servis, et contre le roi d'Espagne qui les avoit plusieurs fois trompés; car il falloit qu'il trompât, la fraude étoit son élément; mais les Anglois se lassoient d'être dupes, ils ne vouloient plus être seuls chargés d'une guerre plus coûteuse qu'utile. Leur roi, qui avoit pris les armes par caprice, ne demandoit qu'à les quitter par un caprice nouveau. La volupté lui offroit des plaisirs plus séduisants que la gloire, ses maîtresses l'enchaînoient dans son île. Le duc de Longueville profita

Mém. de
Fleurang.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

de ces dispositions ; il parla de paix , on l'écouta favorablement ; Henri VIII avoit une sœur dont la beauté faisoit l'ornement de la cour d'Angleterre et l'embarras du roi son frère. Il la voyoit ardemment recherchée par tous les seigneurs Anglois dignes d'aspirer à sa main ; mais il ne vouloit point la marier dans le royaume, de peur d'exciter un jour des guerres civiles, suite alors trop ordinaire des mariages des princesses du sang royal en Angleterre. La place étoit prise en Écosse par une sœur aînée. Ce n'étoit point alors l'usage de marier les filles des rois hors de l'île, et sur ce fondement, Marie avoit été refusée à plusieurs princes étrangers ; mais l'usage à cet égard pouvoit être réformé. Henri VIII, qui aimoit les choses extraordinaires, fut flatté de l'honneur de placer, pour la première fois (1), une princesse angloise sur le trône de France. On proposa donc de cimenter l'union des

(1) Marie d'Angleterre est le seul exemple d'une princesse Angloise devenue reine de France sous la troisième Race. Bathilde, qui sous la première, avoit épousé Clovis II, et en avoit eu trois fils, étoit Angloise, c'est tout ce qu'on en sait. On avoit vu sur la fin de la seconde, Ogine, fille d'Edouard I, régner avec Charles le Simple. C'est cette Ogine, qui, pendant la détention de son mari au château de Péronne, se retira en Angleterre auprès d'Aldestan son frère, et y emmena son fils Louis, qui en eut le surnom de *d'Outremer*, lorsqu'il revint régner sur les François. Marie eut avec Ogine une conformité singulière. Toutes deux avoient été d'abord mariées par raison d'état ; toutes deux devenues maîtresses de leur sort, se remarièrent par inclination. Ogine épousa Herbert, comte de Troyes ; Marie épousa le duc de Suffolk. Au reste, comme nos rois ne descendent ni de Bathilde ni d'Ogine, et comme Marie n'eut point d'enfans de Louis XII, on peut dire que la Maison de France n'a pas une goutte de sang Anglois directement reçue.

deux peuples par le mariage de cette princesse avec Louis XII. Ce projet pouvoit encore souffrir quelque difficulté. Louis XII avoit résolu de pleurer toujours Anne de Bretagne et de ne la remplacer jamais : il avoit cinquante-deux ans, son tempérament étoit affoibli ; et les infirmités, fruit des erreurs de sa jeunesse, l'accabloient avant le temps. Ses médecins, soit à l'instigation de la comtesse d'Angoulême, soit par le devoir de leur charge, s'étoient déclarés contre un nouveau mariage ; mais il étoit bien difficile de refuser une paix nécessaire, lorsqu'il n'en coûtoit que d'épouser une femme aimable. Louis même redevint sensible à l'espoir de donner un héritier au trône ; le duc de Valois, qui, comme dit Mézeray, avoit déjà le pied sur les marches du trône, vit ses espérances s'affaiblir, et la comtesse d'Angoulême put alors regretter Anne de Bretagne : le Roi se refroidit insensiblement pour son gendre, il se repentit de l'avoir mis en possession du duché de Bretagne ; le premier président, Duprat, auteur de ce conseil, fut disgracié. François l'en dédommagea bien dans la suite.

Abr. Chronologique.

Marie d'Angleterre partit pour la France, et son amant fut chargé de la mener à son mari. Cet amant étoit Charles Brandon, duc de Suffolk, heureux favori de Henri VIII et de Marie. Il étoit fils de la nourrice du roi d'Angleterre ; ce premier titre avoit commencé sa fortune ; sa figure et son adresse dans toute sorte d'exercices avoient fait le reste. Les femmes l'avoient protégé ; son maître l'avoit goûté ; les faveurs de la cour répandues sur lui, avoient fait oublier l'obscurité de son origine. Henri VIII lui avoit donné le titre de

Mém. de Fleurang.

duc (1) de Suffolk, en haine du véritable duc de Suffolk, alors réfugié en France, et dont on aura occasion de parler dans la suite. Brandon avoit osé porter ses vœux jusqu'à la princesse, et sa témérité n'avoit point été malheureuse; le Roi en avoit ri, sa sœur l'avoit soufferte; on avoit même trouvé bon qu'il accompagnât la nouvelle reine en France. Sa conduite y fut si discrète que Louis XII ne soupçonna rien; mais des yeux plus perçans découvrirent le mystère.

La Reine arrive en France, elle y est reçue comme un ange de paix, comme une consolatrice nécessaire d'un roi dont la douleur affligeoit tout le royaume. Ce duc de Valois qu'elle alloit peut-être éloigner du trône, s'avance jusqu'à Boulogne pour la recevoir avec les autres princes du sang et l'élite de la noblesse; elle est conduite en triomphe jusqu'à Abbeville, où le Roi la reçut lui-même et l'épousa. Les fêtes les plus superbes embellirent la cérémonie de ce mariage. On peut en voir la description dans les *Mémoires du maréchal de Fleuranges*.

Mém. de
Du Bellay,
liv. I.

Varillas.

Le duc de Valois avoit porté à Boulogne un cœur aigri contre le duc de Longueville, il lui pardonna quand il eut vu la Reine; ce cœur vif et sensible ne manqua pas de s'enflammer pour elle. Tandis qu'aux pieds de cette enchanteresse, Brandon oublioit sa naissance, et Louis XII son âge, François oublioit plus, il oublioit son ambition. Il se la rappela pourtant, ou on l'en fit ressouvenir. Grignau, ou Duprat, ou Boisj

(1) Les ducs, les comtes, etc. en Angleterre, ne sont que titulaires, et ne possèdent rien en vertu de ces titres.

l'avertit, dit-on, de ne se point donner un maître. Il semble que chaque historien revendique pour celui qu'il favorise, l'honneur de ce conseil sage sans doute, mais qui se présentait si naturellement à tous les esprits, et que François s'étoit sûrement donné plus d'une fois à lui-même. Il étoit aisé de voir, qu'indépendamment des motifs communs à toutes les femmes, l'intérêt le plus pressant de la Reine étoit d'avoir un fils qui lui conservât son rang en France, et qui la dispensât de retourner en Angleterre sous l'autorité fâcheuse d'un frère. Les médecins avoient assuré le duc de Valois que le Roi ne devoit plus avoir d'enfans : il falloit pourvoir au reste. Éclairé par l'amour et par l'intérêt, François s'aperçut bientôt que l'ambassadeur d'Angleterre, comme dit Fleuranges, *ne vouloit point de mal à la sœur de son maître* ; il sentit donc qu'il devoit veiller à la fois sur la Reine, sur le duc de Suffolk et sur lui-même. La duchesse de Valois et la comtesse d'Angoulême trouvèrent des prétextes pour ne jamais perdre la Reine de vue ; on lui persuada qu'elle n'osoit coucher seule ; et la baronne d'Aumont, sa dame d'honneur, réclama comme un droit de sa place, celui de coucher dans sa chambre en l'absence du Roi. La Reine prit ou feignit de prendre toute cette contrainte pour une étiquette dont son rang la rendoit esclave. Varillas prétend que le duc de Valois, non content de toutes ces précautions, prit encore celle de parler à Suffolk en particulier ; que, dans cet entretien, joignant les menaces aux promesses et aux prières, il l'avertit de modérer ses desirs pendant la vie du Roi ; l'assura qu'on lui permettroit d'épouser sa veuve ; qu'on se chargeroit de faire sa paix avec le roi d'Angleterre,

Mém. du
maréchal de
Fleuranges.

Mém. de
Fleuranges.

ou qu'on le dédommageroit en France de ce qu'il pourroit perdre en renonçant à sa patrie. Varillas ajoute, qu'après la mort de Louis XII, François tint exactement parole à Suffolk, contre l'avis de tout son conseil, qui craignoit le mécontentement du roi d'Angleterre, et les troubles que sa vengeance eût pu exciter dans le royaume au commencement d'un nouveau règne. Varillas admire la franchise de ce procédé, qu'il pourroit bien avoir imaginé pour le plaisir de l'admirer; il est peu vraisemblable que le duc de Valois ait hasardé une démarche si indécente, si peu utile à ses projets, si injurieuse à la Reine, si délicate même à l'égard du Roi. Varillas eût mieux fait de s'en tenir au récit du maréchal de Fleuranges, qui dit qu'après la mort de Louis XII, seulement, François I^{er}. dit à Suffolk : « Je connois vos sentimens pour la Reine, et
« ceux de la Reine pour vous ; si le roi d'Angleterre,
« mon frère, avec qui je veux entretenir alliance et
« amitié, les approuve, faites qu'il m'en écrive. Jus-
« ques-là, promettez-moi de ne rien entreprendre dont
« lui et moi ayons lieu d'être mécontents. Je vous le
« promets, dit Suffolk, et je consens que ma tête vous
« réponde de ma conduite. » A peine la crainte avoit-elle fait ce serment, que l'amour l'avoit violé. Trois jours après cette conversation, le duc de Suffolk épousa secrètement la Reine ; le Roi l'apprend, il mande Suffolk : « Vous savez, lui dit-il, à quoi vous vous êtes engagé,
« et vous savez à quoi la justice m'engage. » « Je le sais,
« répond Suffolk en tremblant ; mais si vous con-
« noissez l'amour, vous devez pardonner les fautes
« qu'il fait faire. Je ne vous pardonne ni ne vous con-
« damne, reprit François, je vais écrire au roi d'An-

» gleterre, mon frère ; votre sort dépend de lui. » Lorsque Henri VIII vit qu'il falloit faire trancher la tête à son favori, ou le reconnoître pour son beau-frère, il prit le parti de la clémence. Marie écrivit elle-même à son frère, qu'elle avoit forcé le duc de Suffolk à recevoir sa main. « Vous m'auriez refusé votre consentement, lui dit-elle, vous m'accorderez mon pardon. » Polydore Virgile va jusqu'à dire que Henri VIII destinoit sa sœur à Suffolk avant que des intérêts politiques l'obligeassent de la donner à Louis XII, et qu'il n'avoit fait son favori duc, que dans l'intention d'en faire son beau-frère.

Petr. de
Angl. épist.

Lettre de
la duchesse
de Suffolk à
Henri VIII,
du mois de
mars 1515.

Marie retourna auprès de Henri VIII ; et l'Angleterre qui l'avoit vue partir reine de France, la vit revenir duchesse de Suffolk, plus contente de l'heureuse médiocrité de ce second état, que de la splendeur gênante du premier. Il lui resta de sa couronne un douaire de soixante mille livres de rente, bien payé quand la France et l'Angleterre étoient amies. Marie d'Angleterre mourut à trente-sept ans comme Anne de Bretagne.

Tous les historiens conviennent, que si les charmes de cette nouvelle épouse contribuèrent à consoler Louis XII de la perte qu'il avoit faite, ils contribuèrent aussi à rejoindre plus promptement ses cendres aux cendres de sa première femme ; il ne vécut (1) que deux mois et demi avec Marie, parce qu'il employa

(1) Brantôme prétend qu'après la mort de Louis XII, elle feignit une grossesse, et voulut supposer un enfant, pour rester reine et régente ; le maréchal de Fleuranges, plus croyable, dit tout le contraire : « monsieur d'Angoulesme demanda à ladite Roynie, s'il

trop ce temps à lui plaire. Outre qu'il avoit changé pour elle toute sa manière de vivre, *il avoit voulu*, dit Mém. de Fleuranges, *faire du gentil compaignon avecq sa* Du Bellay. *femme ; mais il n'étoit plus homme pour ce faire , car de long-temps il étoit fort malade.* On a dit que, comme Mém. de Fleuranges. le pélican , il s'étoit sacrifié pour le salut des siens , Mezerai, Grande hist. parce qu'il n'avoit consenti à ce mariage , qui devoit lui être si fatal , que pour procurer la paix à ses peuples. Cette comparaison, juste ou non , peint bien du moins D'Auton. la tendresse paternelle de Louis XII, pour ses sujets ; ce St. Gelais. Titus de la France perdit à peine un jour. Parvenu au Seyssel. trône par le chemin utile de l'adversité, il y fit monter Passim. avec lui toutes les vertus , surtout la clémence et l'oubli généreux des injures ; les amis de la dame de Beaujeu , qui avoient servi le ressentiment de cette princesse contre le duc d'Orléans , se rappeloient en tremblant avec quelle ardeur Louis XI, dès les premiers jours de son règne , avoit couru à la vengeance contre les ministres de son père ; mais le caractère de ces deux princes étoit bien différent , les mêmes leçons avoient agi diversement sur leurs âmes. L'adversité avoit aigri Louis XI, elle avoit adouci Louis XII. Tout le monde sait la réponse qu'il fit à ceux qui osèrent lui conseiller la vengeance. Sensible au mérite , insensible aux injures , il employa dans les guerres d'Italie ce Louis de la Tremoille , par qui , sous le règne précédent , il

» se pouvoit nommer roi , à cause qu'il ne savoit si elle estoit en-
 » ceinte ou non ; sur quoi ladicte Dame lui fit réponse qu'oui , et
 » qu'elle ne savoit aultre roi que lui : car elle ne pensoit avoir
 » fruct au ventre , qui l'en peust empêcher.

28 Juillet
1488.

avoit été fait prisonnier à la bataille de Saint-Aubin du Cormier, en Bretagne. A son avènement, son premier soin fut de diminuer les tailles, de supprimer une multitude d'impôts qu'il ne rétablit jamais, de soulager le peuple en toutes manières. Sa passion dominante étoit de le rendre heureux ; delà ces réglemens si sages pour l'exécution des lois, pour l'administration de la justice, pour en abrégér les longueurs, pour diminuer les frais ; delà l'échiquier rendu sédentaire à Rouen : delà l'érection du parlement de Provence, et de quelques autres tribunaux qui lui parurent nécessaires au bien public ; delà cette indifférence plus qu'héroïque pour les conquêtes d'Italie, quand il crut ne pouvoir les faire ou les conserver qu'en chargeant trop son peuple. Libéral sans prodigalité, économe sans avarice, bon sans trop de foiblesse, pieux sans superstition, affable, accessible, ami de la justice et de la vérité, il fut l'amour des François et l'exemple des rois. On ne peut lire sans attendrissement et sans volupté les témoignages d'amour que les peuples, toujours bons quand ils sont bien traités, lui prodiguoient. Ses voyages étoient des triomphes ; on voloit en foule au-devant de lui, on jonchoit son chemin de feuillages et de fleurs ; les gens de la campagne, au bruit de sa marche, abandonnoient leurs travaux ; ils accouroient de dix, de vingt, de trente lieues pour le voir ; ils l'entouroient, ils le pressoient, ils pleuroient de joie et de tendresse ; ils faisoient toucher des linges à sa personne, à ses habits, à son cheval, et les gardoient comme les plus précieuses reliques ; on n'entendoit que murmures flatteurs, que voix passionnées, que transports d'allégresse, que cris du cœur pour la conservation de ce

Mém. du
Maréchal de
Fleuranges.

1515.

Mém. du
Maréchal de
Fleuranges.

père, de cet ami, de ce bienfaiteur de la patrie. Maximilien eut besoin de toute sa prudence pour empêcher les Flamands, jaloux du bonheur des François, de se donner à Louis XII. A sa mort, les crieurs des corps disoient d'un ton lamentable : *le bon roi Louis, le père du peuple est mort*; tous les François croyoient entendre leur arrêt fatal; le ciel sembla aussi annoncer cette horrible nouvelle par des tempêtes; un vent impétueux renversa dans Paris plusieurs maisons. Ce jour mémorable, par l'effroi et par la douleur, fut le 1^{er}. janvier 1515. Le Roi, se sentant affoibli par la fièvre et la dyssenterie, mande le duc de Valois, il lui tend ses bras exténués et languissans : *Je me meurs*, lui dit-il, *je vous recommande nos sujets*. Cet ami de l'humanité que de si douces chaînes attachoient au monde, qui ne pouvoit ouvrir les yeux sans qu'ils rencontrassent un ami, qui ne voyoit enfin que des raisons d'aimer la vie, témoigna, dit-on, quelque foiblesse, quelque regret d'être enlevé sitôt (1) à tant d'objets si chers et tendres. Le duc de Valois, fondant en larmes, le consolait, l'encourageoit dans ces momens où la malheureuse humanité a tant besoin d'encouragement et de consolation : il le conjuroit d'espérer; personne en effet ne le croyoit encore en danger; il expira au bout de quelques heures entre les bras du duc de Valois.

Quel Roi la calomnie respectera-t-elle, puisqu'elle n'a pas épargné Louis XII? Les courtisans qu'il n'engraissoit pas du sang de la patrie, ont osé l'accuser d'avarice, quelques-uns d'entre eux, mécontents de

(1) Il n'avoit que cinquante-trois ans.

n'avoir pu obtenir des grâces qu'ils croyoient dues à leurs services, s'en vengèrent d'une manière insolente; ils enhardirent les comédiens qui pousoient alors jusqu'à un excès scandaleux la licence des emblèmes, à représenter, dans je ne sais quelle grossière farce, le Roi avec un visage pâle et des yeux avides, fixés sur un vase rempli d'or. Le Roi se reconnut, et se contenta de dire : *Jaime mieux voir les courtisans rire de mon avarice, que de voir mon peuple pleurer de mes dépenses.*

Mezerai,
Grande hist.

Ce reproche injuste d'avarice n'a été que trop répété, soit par la calomnie, soit par l'erreur son écho. « Car
« telle est, dit sensément Guichardin, la corruption
« des hommes, que la prodigalité dans les Rois,
« quoiqu'inséparable de la vexation, est plus admirée
« qu'une sage économie qui craint de fouler les peuples. »

Guicciard,
liv. 12.

Louis voyoit avec inquiétude dans le duc de Valois le germe de cette prodigalité, mère de la vexation. *Ah!* disoit-il quelquefois en soupirant, *nous travaillons en vain, ce gros garçon gâtera tout.*

Louis XII, dit-on, n'étoit pas habile; ses alliés, ses ennemis le trompèrent toujours impunément; il s'enchaînoit par des traités que lui seul exécutoit; il se ruinoit par des guerres dont le profit n'étoit jamais pour lui. Il est vrai que Louis XII eut trop d'honneur pour le siècle où il vivoit. Louis XI avoit introduit dans l'Europe une politique pleine d'artifice, c'étoit la fraude érigée en système: Maximilien, autrefois son ennemi, se piquoit de l'imiter, Ferdinand de le surpasser. Louis XII ne crut point devoir séparer la politique de la plus exacte probité. Peut-on lui faire un crime d'avoir eu plus de justice que Maximilien, plus de bonne foi que Ferdinand?

Dubos, li-
gue de Cam-
bray.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Il faut avouer pourtant que ce Roi si prompt à oublier ses injures personnelles, sentit quelquefois trop vivement celles de l'État ; il se laissa égarer par un ressentiment aveugle contre les Suisses et surtout contre les Vénitiens, ses alliés nécessaires, qui avoient eu à l'égard de la France des torts que la politique devoit dissimuler.

Mezerai,
Grande hist.

Arnold.
Ferron.

L'esprit de Louis XII n'étoit pas indigne de son cœur ; on en peut juger par le recueil que nous avons de ses lettres. Ferron rapporte plusieurs de ses bons mots, car il avoit le talent d'en dire, et peut-être le foible d'aimer à en dire. Plusieurs de ces mots sont aujourd'hui oubliés ou méprisés, et ne sont plus guères que dans la bouche du peuple, parce que la langue a changé, et que les idées ont vieilli. Quelques-uns pourtant conservent encore tout leur sel, et ont à la fois de l'image et de la pensée.

C'est lui qui a dit le premier (et il en étoit la preuve) que *l'amour est le tyran des vieillards et le roi des jeunes gens.*

La plupart des gentilshommes de mon royaume, disoit-il encore, sont comme Actéon et Diomède, mangés par leurs chevaux et par leurs chiens.

Dans un temps où il étoit mécontent des Vénitiens, il donnoit une audience à leurs ambassadeurs. Ceux-ci ayant beaucoup vanté la sagesse de leur république, le Roi répondit : *j'opposerai un si grand nombre de foux à vos sages, que toute leur sagesse en sera déconcertée.*

Mais le meilleur mot qu'un Roi pût dire, c'est celui que disoit souvent Louis XII : *qu'un bon pasteur ne sauroit trop engraisser son troupeau.* C'est le vœu que Henri IV exprimoit en termes encore plus populaires.

Louis XII aimoit l'ordre et la décence autant que la justice et l'humanité. Ayant su qu'on avoit trouvé deux magistrats jouant à la paume dans un jeu public, il leur reprocha vivement cet oubli des graves pién-séances de leur état, et les menaça, s'ils y retournoient jamais, de les mettre au rang de ses palfreniers.

Tel fut ce monarque dont les François ne prononcent encore le nom qu'avec des regrets et des soupirs; d'autres règnes ont rendu la France plus brillante par les Arts, ou plus redoutable par la guerre; aucun ne l'a rendue plus heureuse par la douceur du gouvernement, par les mœurs et par les vertus; tout le monde s'empressoit d'imiter un maître adoré; il avoit mis les vertus à la mode; mode heureuse, mais par malheur aussi changeante que les autres, et qui revient moins souvent. *Il ne courut onques du regne de nul des autres si bon temps qu'il a fait durant le sien*, dit saint Gelais de Montlieu.

Hist. de
Louis XII.

François I réunit Louis XII à sa chère Anne de Bretagne dans un tombeau de marbre blanc qu'il leur fit ériger à Saint-Denis.

Tous les cœurs se tournèrent bientôt vers ce jeune Roi, en qui tout annonçoit un héros. Il fut sacré à Reims le 25 janvier par l'Archevêque Robert de Lenoncourt. Jamais Roi ne monta sur le trône avec des applaudissemens si universels, et ne fit naître de si flatteuses espérances. On aimoit en lui le gendre et l'ami de Louis XII; on l'aimoit pour lui-même indépendamment de ces titres; on s'attendoit à voir revivre les vertus de son prédécesseur, embellies d'un éclat qui avoit manqué au règne heureux de Louis XII. Tout promettoit cet éclat si désiré, qui fait la gloire des nations et qu'on prend souvent pour le bonheur.

1515.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Francisc. Bel-
car. Peguil.
Commentar.
rer. Gallicar.
liv. 15, an.
1515.

François avoit fait ses preuves ; on l'avoit vu aimable dans la paix , ardent et habile à la guerre , orner la cour , servir l'état , repousser l'ennemi. La noblesse , qui ne respiroit que la guerre , attendoit tout de cet amour pour la gloire dont elle le voyoit enflammé ; les femmes comptoient sur sa jeunesse et sur sa sensibilité ; les courtisans sur cette libéralité magnifique , qui ne savoit rien refuser ; le peuple étoit enchanté de sa franchise , de son affabilité ; il ne démentit dans la suite aucun de ces présages ; l'amour de la gloire éclata le premier , et bientôt on vit éclore des projets dignes de son courage.

CHAPITRE II.

Objets de guerre. Droits sur Naples. Droits sur le Milanès et sur Gènes.

L'ITALIE étoit alors le principal théâtre des expéditions militaires des François ; deux grands objets , Naples et Milan , tournoient leur valeur de ce côté. Il est nécessaire d'exposer les droits qu'ils réclamoient sur ces deux États , de remonter à l'origine de ces droits , de d'en exposer même l'histoire avec quelque étendue.

1°. NAPLES. -

Giannoné,
Hist. civ. du
royaume de
Naples, liv.
9, chap. 3.

Pendant les querelles du sacerdoce et de l'Empire vers le milieu du treizième siècle , Naples et la Sicile , qui ne formoient alors qu'un seul royaume sous le nom de royaume de Sicile , étoient possédés par les Empereurs

de la Maison de Suabe, irréconciliable ennemie des papes, et les papes prétendoient sur ce royaume le droit de suzeraineté qu'ils prétendent encore aujourd'hui.

MAISON DE
SUABE.
Frédéric II.

L'empereur Frédéric II, qui avoit tant signalé sa haine contre les papes, et qui en avoit reçu tant d'outrages, eut pour successeur l'empereur Conrad, son fils.

Conrad.
Ughell. Ital.
sacr. anon.
de reb. Feder. Conrad.
et Manfr.
Odoric. Raynaldi, Annal.
Ecclesiast. ad annum 1254
et seq.

Celui-ci fut, dit-on, empoisonné par Mainfroy, bâtard de Frédéric II. Mainfroy avoit aussi été soupçonné d'avoir accéléré la mort de son père; et il sembla autoriser ces soupçons, en usurpant la Sicile sur Conradin, son neveu, fils de Conrad, et petit-fils de Frédéric II.

Conradin.

Le pape Alexandre IV, dont Mainfroy ravageoit les terres, voyant qu'il n'avoit à combattre qu'un usurpateur décrié par ses crimes, entreprit de le détrôner; il proposa la couronne de Sicile à un prince d'Angleterre qui ne put profiter de cette offre.

Usurpateur,
Mainfroy,
bâtard de
Frédéric.

Urbain IV, son successeur, l'offrit à Charles, comte d'Anjou, frère de Saint Louis.

Anonyme.
Giannoné,
l. 18, c. 4.
Raynaldi,
année 1564
et suiv.
Giannoné,
l. 19, c. 1,
3, 4.
I^{re}. MAISON
D'ANJOU.

La femme du Comte d'Anjou, ne voulant pas être la seule des quatre filles (1) du comte de Provence, qui n'eût point le titre de Reine, obligea son mari d'accepter la couronne de Sicile; elle vendit ses pierreries pour lever des troupes; Charles passa en Italie, vainquit et tua Mainfroy à la bataille de Bénévent, mais il souilla sa victoire, en laissant mourir la femme et les enfans de son ennemi en prison, et surtout en faisant couler à Naples, sur un échafaud, le sang

(1) L'ainée avoit épousé St. Louis, roi de France; la seconde Henri III, roi d'Angleterre; la troisième Richard, frère du roi d'Angleterre, élu roi des Romains.

du jeune Conradin, légitime héritier du royaume de Sicile, héros naissant, qu'un courage digne de son nom avoit engagé à défendre ses droits, et que le malheur attaché aux restes de la maison de Suabe, fit tomber entre les mains du vainqueur. Conradin, étant sur l'échafaud, jetta son gand dans la place, gage d'investiture pour qui oseroit le venger. Ce gand fut relevé et porté à Jacques, Roi d'Arragon, gendre de Mainfroy, qui crut par ce moyen avoir réuni les droits de Conradin à ceux de Mainfroy, son beau père.

MAISON
D'ARRAGON.

*Rivalité de
la 1^{ère}. Mai-
son d'Anjou
et de la Mai-
son d'Arra-
gon.*

ANJOU.
Charles I,
Charles le
Boiteux.

ARRAGON.
Jacques-
Pierre
Raynaldi,

année 1282.
Giannoné,
l. 20, ch. 5.
1284.

1285.

La maison de Suabe fut cruellement vengée sous Pierre, Roi d'Arragon, fils de Jacques, par ce massacre général des François, connu sous le nom de *Vépres Siciliennes* (1).

Charles d'Anjou ne voulut pas laisser cette atrocité impunie; les plus grands armemens annoncèrent de sa part la plus terrible vengeance; mais le roi d'Arragon, joignant avec succès l'artifice à la force, sut se maintenir du moins dans l'île de Sicile.

Charles le Boiteux, fils de Charles d'Anjou, pris devant Naples par un amiral Arragonois, transporté à Palerme et condamné à mort, pensa servir de représailles à Conradin; son danger fit mourir son père de crainte et de douleur. Charles le Boiteux, devenu héritier des droits de la maison d'Anjou au trône de Sicile, les sacrifia par un traité pour sortir de prison; et, devenu libre, il désavoua le traité comme l'ouvrage de la violence; la guerre continua entre lui et Jac-

(1) M. de Burigny a prouvé, dans son histoire de Sicile, tit. 2, part. 2, liv. 8, n. 4, que ce massacre ne fut point prémédité.

ques II, fils de Pierre, roi d'Arragon; elle finit par des traités qui bornèrent les droits respectifs pour les mieux assurer; on démembra le royaume de Sicile; l'île demeura aux Arragonnois, le royaume de Naples à la maison d'Anjou, et le Fare de Messine servit de séparation naturelle aux deux royaumes.

Giannoné,
l. 21, ch. 4.
*Paix entre
les deux
Maisons, et
partage du
royaume.*

La maison d'Anjou s'étendit; ses branches multipliées donnèrent des rois à la Hongrie et à la Pologne. Robert, successeur de Charles le Boiteux, rendit le royaume de Naples florissant; Charles, duc de Calabre, son fils, mourut avant lui, et Robert eut pour héritière sa petite-fille Jeanne, fille du duc de Calabre, princesse fameuse par son crime, ses foiblesses et ses malheurs. Elle avoit épousé André, son cousin, frère de Louis, roi de Hongrie, descendu comme elle de mâle en mâle de Charles le Boiteux. Ce malheureux prince fut étranglé la nuit par une troupe de conjurés. On crut que Jeanne avoit consenti à ce meurtre, on prétend même qu'elle avoit tissu de sa main le cordon de soie qui servit à cette funeste exécution, et que son mari, qui la voyoit travailler à cet ouvrage, lui ayant demandé à quoi elle le destinoit, elle avoit répondu en riant : *à vous étrangler*. Si à vingt ans elle fut capable de cette dissimulation perfide et de cette plaisanterie barbare, elle mérita tous ses malheurs; mais son gouvernement fut doux : elle montra de la bonté, de la grandeur même, elle aima ses maris et ses peuples; a-t-on tant de vertus après un crime si horrible? Quoi qu'il en soit, Louis, roi de Hongrie, la crut coupable; et, vengeur généreux de son frère, il chassa Jeanne de ses Etats, sans vouloir les prendre pour lui; elle y fut rétablie dans la suite; mais trente-quatre

Giannoné,
liv. 22.

Jeanne.

Giannoné,
liv. 23.
Le 18 septembre 1345.

ans après, Charles de Duras, son parent (1), son héritier présomptif, dont elle avoit élevé l'enfance avec beaucoup de tendresse, et qu'elle avoit comblé de bienfaits, arma pour lui arracher la couronne qu'il devoit porter après elle. Son ingratitude ne fut que trop heureuse. Cependant la reine opprimée appelle à son secours et nomme son héritier Louis, duc d'Anjou, frère de Charles V, roi de France; il fut la tige de la seconde maison d'Anjou. Ce prince, après bien des irrésolutions et des lenteurs, porta enfin dans le royaume de Naples les trésors de la France. Il arriva trop tard pour la Reine et pour lui-même; déjà l'usurpateur, avec le secours du roi de Hongrie, avoit presque achevé sa conquête; déjà la Reine, assiégée dans le Château de l'Oëuf, s'étoit rendue et avoit été transférée au Château d'Averse; Duras, n'osant souiller ses mains du sang de sa bienfaitrice, crut éviter la honte d'un tel crime, en abandonnant cette malheureuse princesse à la vengeance de Louis, roi de Hongrie, frère implacable du malheureux André. Louis la fit étrangler dans le château où Duras la retenoit prisonnière, et où, prenant des sentimens conformes à sa situation, elle passoit les jours dans la prière et dans les larmes.

Giannoué,
1. 23, ch. 5.

Ire. ANJOU,
Charles de
Duras.

II. MAISON
D'ANJOU.
Rivalité des
deux Mai-
sons d'An-
jou.

II. ANJOU.
Louis I.

Le duc d'Anjou ne put ni la défendre, ni la venger, ni recueillir sa succession : la faim et les maladies détruisirent son armée; ses trésors immenses, dépouilles de sa patrie, étant épuisés, il envoya Craon, son confident et son ami, chercher de nouveaux secours en France. Craon obtint tout ce qu'il demanda, il reve-

(1) De la maison d'Anjou comme elle.

noit chargé de sommes d'argent qui auroient pu rétablir le parti du duc d'Anjou, si elles n'eussent été indignement dissipées par Craon lui-même. Ce ministre infidèle, oubliant sa mission parmi les plaisirs de Venise, s'y livroit à de ruineuses voluptés, tandis que son maître, abandonné, découragé, expiroit de faim, de maladie, de douleur et de ses blessures au château de Biseglia, près de Bari. Les François, touchés de ses malheurs, lui avoient pardonné ses anciennes extorsions, ils donnèrent des larmes à sa mort, ils s'attendrirent en voyant le convoi de ce prince, jeune encore, plein de courage, avide de gloire et digne d'un meilleur sort, traverser le royaume pour se rendre à Angers.

Giannone,
l. 14, ch. 1.

La France reconnut pour roi de Naples Louis II, son fils aîné. Ainsi les deux branches d'Anjou furent ennemies et rivales.

II. ANJOU,
Louis II.

Cependant Charles de Duras s'affermissoit par l'injustice et par l'audace sur le trône usurpé. Déjà il se disposoit à en usurper un nouveau, à dépouiller la famille d'un autre bienfaiteur. Il court enlever la Hongrie à la reine Marie, fille de ce Louis, qui l'avoit aidé à faire la conquête du royaume de Naples. La fortune seconde encore cette nouvelle injustice, deux reines tombent entre ses mains. C'étoient la veuve et la fille du roi Louis. Tant d'attentats furent enfin punis. Un palatin attaché au parti des reines, leur procure la liberté par la mort du tyran.

Giannone,
l. 24, ch. 2.

A cette nouvelle, les espérances de la seconde Maison d'Anjou renaissent. Louis II, avec le secours des S. Severins, grande maison napolitaine, soumet presque tout le royaume de Naples. La veuve de Duras se retire à Gaëte avec Ladislas son fils, elle

Ch. 3.

Giannoné,
l. 24, ch. 4.

étendit ses troupes autour de cette ville, et on n'osa entreprendre de l'y forcer. Cette femme courageuse mérita par sa sagesse et sa persévérance, un retour de fortune qu'elle avoit d'ailleurs lieu d'attendre de la légèreté des Napolitains. Les S. Severins, mécontents de Louis II, se déterminèrent à détruire leur ouvrage; ils rappelèrent Ladislas, ils chassèrent Louis, qui, après avoir lutté un an contre la fortune, revint en France chercher du secours.

Ch. 5 et suiv.
Ire. ANJOU.
Ladislas.

Jeanne se-
conde.
1414.

Ladislas, resté possesseur assez paisible de la couronne de Naples, malgré quelques autres tentatives de Louis II, régna et mourut dans le sein des voluptés.

Giannoné,
l. 25, ch. 3,
4, 5, 6, etc.

Jeanne, sa sœur, lui succéda. Cette seconde Jeanne eut avec la première une conformité bizarre de caractère et d'aventures. Plus décriée encore pour les mœurs, elle fut trahie de même, par un ingrat comblé de ses bienfaits. Alphonse (1), roi d'Arragon, qu'elle avoit institué son héritier, voulut la dépouiller de son vivant; il porta la guerre dans ses états, il l'assiégea dans un des châteaux de Naples. Sforce, dont nous parlerons à l'article de Milan, la délivra. Le premier usage qu'elle fit de sa liberté, fut d'annuller l'adoption dont Alphonse s'étoit rendu indigne, et d'appeler à sa place Louis III, duc d'Anjou, fils de Louis II.

1434.

Cette Jeanne fut le dernier rejeton de la première branche d'Anjou, qui avoit duré près de deux cents ans.

Rivalité de
la seconde
Maison

Ainsi la Maison d'Arragon, qui, pendant les divisions des deux branches d'Anjou, avoit paru se contenter du royaume de Sicile, renouvela ses préten-

(1) Dit *le Vieux*, ou plus communément encore *le Magnanime*.

tions sur le royaume de Naples, et les deux branches d'Anjou se réunirent contre elle.

Louis III étoit mort avant sa bienfaitrice. René, frère de Louis III, hérita de ses droits ; mais ce René ayant disputé la Lorraine à la branche de Vaudemont, avoit été fait prisonnier dans une bataille qu'il avoit perdue ; il fut aisé au roi d'Arragon d'envahir le royaume de Naples pendant sa captivité. Quand René fut libre, il passa en Italie, où il eut, comme ses prédécesseurs, quelques succès suivis des plus grandes disgraces.

Le roi d'Arragon, Alphonse, laissa en mourant le royaume de Naples à Ferdinand, son bâtard (1) : on ne pouvoit braver plus pleinement les droits de la Maison d'Anjou. René, indigné ne laissa point à Ferdinand le temps de s'affermir ; le duc de Calabre, son fils, qu'il envoya en Italie, parut d'abord devoir conquérir tout le royaume de Naples : il gagna la bataille de Sarno, il écrasa le parti, de Ferdinand ; tout retentissoit de sa gloire ; le pape, qui protégeoit Ferdinand appelle en Italie Scanderberg, ce roi d'Albanie si célèbre par sa valeur, sa force et ses conquêtes ; la fortune change encore. L'invincible Scanderberg arrête les

d'Anjou et de la Maison d'Arragon.

II. ANJOU, Louis III. René.

ARRAGON, Alphonse. Giannoné, l. 26.

1458.

BRANCHE BATAARDE DE LA MAISON D'ARRAGON. Ferdinand f.

Giannoné, liv. 27.

Giannoné, l. 27, c. 1.

(1) Qui même ne l'étoit pas, suivant Giannoné et suivant un manuscrit de la Bibliothèque du roi, intitulé : *La prophétie du roi Charles huitième de ce nom, ensemble l'exercice d'icelle*, dont M. de Foncemagne rend compte dans les Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, vol. 16, pages 249 et suiv. et vol. 17, pag. 344 et suiv.

Mais quelle foi mérite cette anecdote ? Au reste les royaumes d'Arragon et de Sicile passèrent au Roi Jean, frère d'Alphonse le magnanime.

progrès du duc de Calabre et replace Ferdinand sur le trône. Le duc de Calabre, repoussé, affaibli, abandonné des seigneurs napolitains, se défendit long-temps dans l'île d'Ischia, contre ses ennemis et contre la faim ; il fallut succomber, il revint en France implorer la protection stérile et peu sincère de Louis XI. L'union du duc de Calabre avec les chefs de la ligue, dite du bien public, acheva de rendre Louis XI très-indifférent sur les affaires de Naples, et plutôt contraire que favorable à la Maison d'Anjou.

L'expédition du duc de Calabre fut la dernière tentative de cette maison sur le royaume de Naples. Le duc de Calabre et Nicolas d'Anjou, son fils, moururent avant le roi René, qui, par son testament, transmitt ses droits à Charles d'Anjou, comte du Maine, son neveu, au préjudice de René de Lorraine, son petit-fils, par Ioland d'Anjou, sa mère.

II. ANJOU.
*Charles
d'Anjou,
comte du
Maine.*

COURONNE
DE FRANCE,
HÉRITIÈRE
D'ANJOU.
Louis XI.

Le comte du Maine institua Louis XI son héritier ; mais Louis XI, alors voisin du tombeau, affaibli par diverses attaques d'apoplexie, accablé sous le poids des affaires étrangères et domestiques, tournoit toutes ses pensées vers la paix, et n'étoit plus sensible à la gloire des conquêtes.

*Charles
VIII.*

Charles VIII exécuta sans peine ce que Louis XI n'avoit pu entreprendre, il n'eut besoin pour tout soumettre, que de se montrer en Italie avec une puissante armée. Il entra en maître dans Florence et dans Rome ; il passa au royaume de Naples avec aussi peu d'obstacles que s'il eût traversé une province de France. Ferdinand, devenu odieux à ses peuples, étoit mort (de frayeur, dit-on), au bruit de son arrivée.

Philippe de
Comines, l. 7,
presque tout
entier.

Guicciard,
liv. 1.
1494.
ARRAGON

Alphonse second, son fils, plus odieux encore, s'étoit

enfui lâchement et étoit allé se faire moine à Messine.

BATARDE ,
Alphonse
II.
Ferdinand
II.

En vain le jeune Ferdinand II, fils d'Alphonse, assembloit à Naples la noblesse et le peuple, détestoit humblement en leur présence les vexations de son père et de son aïeul, et promettoit de se gouverner par d'autres maximes. On le plaignit et on l'abandonna; il se retira dans l'île d'Ischia, ordinaire asyle des rois de Naples détrônés; et Charles VIII, plus heureux que César, avoit vaincu avant que d'avoir vu.

L'Europe entière s'alarma d'un succès si rapide, toute l'Italie osa enfin s'armer contre le vainqueur, elle appela même des secours étrangers, une ligue formidable fut formée à Venise contre les François. A cette nouvelle, Charles VIII, aussi léger que vaillant, sembla se dégoûter d'une conquête, qui alloit lui coûter plus à conserver qu'elle n'avoit coûté à faire; il quitta le royaume de Naples et reprit précipitamment la route de France; mais il falloit parcourir de nouveau l'Italie entière : son retour fut plus traversé que ne l'avoit été son arrivée; les confédérés tentèrent de lui fermer le passage, la victoire de Fornou le lui ouvrit. Les généraux qu'il laissa dans le royaume de Naples furent braves, imprudens et malheureux. D'Aubigny gagna la première bataille de Seminare; Percy, son lieutenant, tailla en pièces quatre mille Napolitains, près d'Eboly; mais la maladie du premier, la présomption indocile du second, firent plus de mal que leur valeur n'avoit fait de bien. Gilbert de Montpensier, qui, en qualité de gouverneur du royaume de Naples, les commandoit tous deux, fut contraint, pour sauver l'armée françoise, qui s'étoit laissée enfermer dans Atelle, de rendre le royaume entier par une capitulation.

Philippe de
Comin., l. 3.

Guicciard,
liv. 2.

Philip. de
Comines, l.
3, ch. 14.

Guicciard, lation honteuse, que Philippe de Comines compare à celle où le bonheur des Samnites força l'orgueil romain près les Fourches Caudines. D'Aubigny refusa de s'y soumettre. Montpensier n'eut pas la douleur d'y survivre long-temps, il mourut de la peste à Pouzzols (1).

Ferdinand II, toujours cher aux Napolitains, qui ne l'avoient abandonné que par inconstance et par crainte, fut reçu dans toutes ses places aux acclamations d'un peuple enivré de joie ; et il ne resta aux François, de cette expédition si brillante, qu'une raison éternelle d'en détester le souvenir (2).

Alphonse, voyant ce retour de fortune, voulut quitter son cloître et reprendre le Sceptre ; il en fit parler à son fils. Ferdinand, sûr que l'affection des peuples se bornoit à sa personne et ne remontoit pas jusqu'à son père, répondit qu'il falloit attendre que les affaires fussent assez solidement rétablies, pour qu'Alphonse ne fût pas obligé d'abandonner le royaume une seconde fois. Il eût pu épargner à son père cette dure ironie.

Au reste il jouit peu de son rétablissement, il mourut sans enfans l'année suivante ; Frédéric son oncle lui succéda ; et Naples, dans l'espace de trois années, avoit vu

ARRAGON
BATAARDE.
Frédéric.
1496.

(1) Louis de Montpensier, son fils aîné, ayant suivi quelques années après Louis XII dans l'expédition de Naples, alla prier sur la tombe de Gilbert ; la solitude, le silence, la tristesse du lieu, cette espèce de présence de son père, qui lui en traçoit tous les malheurs, firent son sur âme une impression si profonde de tendresse et de douleur, que la fièvre le saisit, et qu'il mourut à Naples où on le transporta.

(2) On verra cette raison au commencement du premier chap. liv. 5. de cette histoire.

cinq Rois différens : Ferdinand I, Alphonse II, Ferdinand II, Charles VIII et Frédéric.

Louis XII, en exerçant ses droits sur le royaume de Naples, crut devoir partager sa conquête, pour l'assurer davantage; il s'associa le Roi d'Arragon, Ferdinand le catholique (1). Il lui céda la Pouille et la Calabre, se réservant Naples, la terre de Labour et l'Abruzze: ce traité fut secret, et Frédéric l'ignora. Le Roi d'Arragon affectoit de paroître le protecteur de ce Prince, son proche parent, qu'il alloit opprimer. Sous prétexte de le secourir contre les François, il envoya Consalve de Cordoue, dit le grand capitaine, avec des troupes pour lesquelles il lui demanda quelques places dans la Calabre. Frédéric ouvrit sans défiance ses ports et ses places à Consalve. Le repentir suivit de près son erreur. Louis XII fit attaquer le royaume de Naples par deux armées, l'une de terre, l'autre de mer; en même-temps les Espagnols levèrent le masque, et rendant public leur traité avec la France, commencèrent les hostilités : le succès des alliés fut rapide; Frédéric, enveloppé de tous côtés, ne pouvoit que s'indigner de la perfidie de Ferdinand; mais connoissant la franchise et la bonté de Louis XII, il lui remit ses places, il se remit lui-même entre ses mains, il passa en France, où on lui donna une pension de trente mille écus, qui fut exactement payée, même après que les François eurent été chassés du royaume de Naples. Frédéric parut goûter les douceurs d'une condition privée;

COURONNE
DE FRANCE.
Louis XII.
1500.

ARRAGON
LÉGITIME,
*Ferdinand
le Catholique.*

1501.

Gnecciard,
liv. 5 et l. 6.

(1) Ferdinand le Catholique étoit fils de Jean, roi d'Arragon, frère d'Alphonse le Magnanime et son successeur au royaume d'Arragon et de Sicile, mais non au royaume de Naples, qu'Alphonse avait laissé à Ferdinand son bâtard.

il regretta peu ses grandeurs passées; et, s'il se livra quelquefois à l'espérance d'être rétabli, ce fut toujours avec une modération plus digne d'un philosophe que d'un prince accoutumé à l'ivresse du pouvoir absolu. Il mourut en 1504.

Ferdinand n'avoit consenti au traité qui lui assuroit une moitié du royaume de Naples, que dans l'espérance et dans le dessein d'envahir l'autre moitié. Il supposa que les limites du partage n'avoient pas été clairement fixées; il prétendit que la Capitanate, pays plus important qu'étendu, faisoit partie de la Pouille; les François la revendiquoient comme appartenant à l'Abruzze. De-là quelques hostilités suspendues par des trêves perfides que les Espagnols rompoient toujours. Consalve digne instrument des fourberies du Roi d'Arragon, violant sans pudeur les engagements les plus sacrés, pour servir son maître et pour l'imiter, réparant les échecs à force de dextérité, dérobant les faveurs de la fortune à force de vigilance et d'adresse, profitant de toutes les conjonctures, et les faisant naître, attaquant à propos les François endormis et désarmés par des propositions de paix toujours frauduleuses, gagna en personne ou par ses lieutenans les batailles de Seminare dans la Calabre, de Cérignoles dans la Pouille (1), conquit tout le royaume de

François
Guicciard,
liv. 6.

(1) La bataille de Seminare est du vendredi 21 avril 1503. et la bataille de Cérignoles du vendredi 28 avril suivant. On prétend que ce sont ces deux échecs, si voisins l'un de l'autre, et reçus tous deux le vendredi, qui ont fait regarder chez les François le vendredi comme un jour malheureux.

de Naples, et se combla de gloire en se perdant d'honneur (1).

Ferdinand, devenu maître du royaume de Naples, ne parla plus du traité de partage ; il revendiqua contre la branche bâtarde les droits de la maison d'Arragon, qu'il prétendoit n'appartenir qu'à lui : il est à remarquer pourtant qu'il n'alléguoit point la raison de la bâtardise, parce que, comme on l'expliquera dans la suite, il ne possédoit rien lui-même qu'à titre de successeur de bâtards. L'objection de la bâtardise si spécieuse en France, avoit bien moins de force, (peut-être même n'en avoit-elle point du tout) en Espagne et en Italie. Mais Ferdinand prétendoit qu'Alphonse, son oncle, ayant été élevé sur le trône de Naples par les forces et l'argent du royaume d'Arragon (ce qui n'étoit pas exactement vrai), le premier de ces royaumes étoit dépendant du second, et qu'Alphonse n'avoit pu l'en détacher pour le transporter à son bâtard.

Louis XII fit encore une tentative malheureuse sur le royaume de Naples. Son armée, après bien des revers, fut forcée d'évacuer ce pays fatal aux François. Ferdinand goûta encore le plaisir flatteur de le vaincre, et le plaisir honteux de le tromper.

Cependant Isabelle, femme de Ferdinand, mourut, et l'Europe prit une nouvelle face par le changement

(1) On pouvoit appliquer à ce Général les traits dont Tite-Live peint le cœur d'Annibal, après avoir fait l'éloge de ses vertus militaires : *Has tantas viri virtutes ingentia vitia æquabant, inhumana crudelitas, perfidia plusquam Punica, nihil veri, nihil sancti, nullis Deum metus, nullum jusjurandum, nulla religio.*

d'intérêts : l'archiduc Philippe, leur gendre, devint l'héritier des états d'Isabelle, et l'ennemi de Ferdinand ; celui-ci, forcé par ces conjonctures, se détermina enfin à faire une paix sincère avec la France ; il épousa même Germaine de Foix, sœur du célèbre Gaston et nièce de Louis XII. Louis lui donna en dot la part du royaume de Naples qu'il n'avoit plus, à condition qu'elle appartiendrait à Ferdinand, si Germaine mourait la première, et que, si Germaine survivoit sans enfans, le Roi rentrerait dans la portion qu'il céderait à sa nièce. Le second cas arriva dans la suite, mais il n'étoit point encore arrivé, lorsque François I monta sur le trône.

DROITS DE LA MAISON D'ARRAGON.

Maintenant, s'il s'agissoit de peser les droits des divers prétendans au royaume de Naples, on douterait d'abord si le dernier rejeton de la maison de Suabe, si le légitime héritier du trône, traîné indignement sur un échafaud, prêt à périr d'une main et d'une mort infâmes, appelant un vengeur dans ces horribles momens, et lui transportant tous ses droits, n'a pas armé la maison d'Arragon d'un titre plus saint et plus auguste que cette investiture témérement donnée par un pontife ambitieux au gré de l'intérêt et de la politique.

On douterait encore si Charles le Boîteux, prisonnier à Palerme, n'a pas pu, pour recouvrer sa liberté, renoncer à cette investiture en faveur de la maison d'Arragon, et si le prétexte de la violence a dû suffire pour annuler cette renonciation.

DROITS DE LA COURONNE DE FRANCE.

Mais on ne peut douter que les conventions libres, confirmées par la possession et par le temps, ne soient des chaînes sacrées qui doivent lier les souverains; ainsi les conjonctures ayant changé, les convenances générales de l'Europe ayant exigé le démembrement du royaume de Sicile, les droits de la première maison d'Anjou sur le royaume de Naples sont devenus inviolables en vertu des traités: ces droits ont été transmis à la seconde maison d'Anjou, par l'adoption que fit la première Jeanne de Louis I, et par celle que fit la seconde Jeanne de Louis III.

Ce sont ces droits qui ont passé à la couronne de France.

DROITS DE LA MAISON DE LORRAINE.

Le testament du Roi René appela le comte du Maine, son neveu, et celui du comte du Maine appela Louis XI, au préjudice de René de Lorraine, petit-fils du Roi René par Ioland sa mère. Les droits de la maison de Lorraine restèrent accablés sous la multitude des événemens et des traités postérieurs. La seconde maison d'Anjou vivoit en France où les principes de la loi Salique étoient plus développés, et ses avantages mieux connus depuis l'ordonnance de Philippe le Bel en 1314, et celle de Charles V en 1374; et, quoique les loix de l'Empire François fussent étrangères au royaume de Naples, il n'étoit pas étonnant que des François cherchassent à y étendre leurs usages et leurs maximes.

C'est par un effet de l'influence de la même loi Salique qu'après la mort de Charles VIII, les droits sur Naples, qui sembloient devoir appartenir à la dame de Beaujeu sa sœur, puisque les deux Jeannes avoient régné sans contestation à Naples, devinrent des droits de la couronne et passèrent à Louis XII, sans qu'on daignât même faire attention aux droits qu'acqueroit la maison de Bourbon par la comtesse de Beaujeu, et sans que cette maison osât les réclamer. Il est vrai qu'elle étoit écartée par le testament même du comte du Maine, qui substituoit à Louis XI et à Charles VIII, tous les rois leurs successeurs. Nouvel effet bien sensible de l'influence de la loi salique.

DROITS DE LA MAISON DE LA TREMOILLE.

Les droits de la maison de la Tremoille, comparés aux droits de la maison de France, semblent ne pas mériter plus de considération ; ils naissent du mariage d'Anne de Laval, petite fille de ce Frédéric (détrôné par Louis XII et Ferdinand) avec François de la Tremoille, prince de Talmond.

Mais 1.^o les droits de la maison d'Arragon étoient-ils légitimes ?

2.^o Avoient-ils pu être transportés par Alphonse I au bâtard Ferdinand, père de Frédéric ?

Ce ne sont en effet que des questions que nous proposons, et nullement des décisions que nous prétendions hasarder. Quels que soient ces droits de la maison de la Tremoille, il est beau de les avoir, il est juste de les faire valoir par des protestations, comme la maison de la Tremoille l'a toujours fait aux congrès de Munster, de Nimegue, de Riswick, d'Utrecht, de

Bade, et en dernier lieu à la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748. Mais, sur la comparaison des droits respectifs, nous nous en tenons à la lettre de Louis XIV, aux comtes d'Avaux et de Servien, et à la réponse de ces Plénipotentiaires : *Le véritable droit sur le royaume de Naples appartient aux Rois de France ; à la vérité si les princes de la maison d'Arragon y avoient quelque droit légitime , il appartiendrait aujourd'hui à M. le duc de la Tremoille* (1).

Dans le fait il n'y a eu de droits vraiment litigieux au royaume de Naples, que ceux de la branche légitime d'Arragon, et ceux de la maison de France ; nous entendons ici par droits litigieux entre souverains, ceux qu'ils soutiennent les armes à la main.

La discussion des droits de ces deux maisons est aujourd'hui très-indifférente ; car si la branche légitime d'Arragon a eu des droits, ils appartiennent à présent par succession, ainsi que par les traités, à la maison de France, héritière de la branche aînée d'Autriche, qui l'étoit de la branche légitime d'Arragon.

Tel est l'état actuel de ces affaires ; mais François I. à son avènement, avoit à exercer sur Naples les droits de la maison de France, droits sur lesquels l'heureuse usurpation de la maison d'Arragon avoit prévalu.

II°. MILAN ET GÈNES.

Les droits sur le Milanès étoient propres à la Maison d'Orléans. Les Visconti, famille puissante de Milan, avoient su profiter des troubles que les factions

Sleidan.
Commentar.
liv. 10.

(1) Lettre de messieurs d'Avaux et de Servien du 26 janvier 1644, en réponse à la lettre de Louis XIV du 26 octobre 1643.

des Guelphes (1) et des Gibelins excitoient au quatorzième siècle dans toute l'Italie. Chefs du parti Gibelin, ils avoient chassé les Guelphes de Milan, et s'étoient insensiblement élevés à la souveraineté sous les titres de Vicaires de l'empire, de fils de l'empire, etc.

MAISON DE
VISCONTI,
Léandre
Alberti.
Corio.

Sabellicus.
Merula.
Raphaël
Volaterran.

Le Roi de France, Jean, pour payer aux anglois sa rançon, fut forcé de vendre Isabelle sa fille à Jean Galéas Visconti, qui dans la suite maria Valentine, sa fille, à Louis duc d'Orléans, frère unique de Charles VI, tige commune des deux branches d'Orléans et d'Angoulême.

L'éclat et le crédit que ces deux alliances avec la maison de France donnèrent aux Visconti, leur firent obtenir de l'empereur Venceslas, les titres de ducs de Milan et de ducs de Lombardie : car tous ces petits souverains qui s'élevoient alors en Italie, lorsqu'ils vouloient joindre les titres à l'autorité, s'adressoient toujours ou au pape ou à l'empereur, suivant qu'ils étoient ou Guelphes ou Gibelins.

Pauli Jovii,
vitæ duode-
cim vice co-
mitum Me-
diolani prin-
cipum.

Argumen-
tum devolu-
tæ hæredi-
tatis Medio-
lan. ad Au-
relianorum
principum
domum.
Græv. anti-
quit. Ital.,
t. 5, p. 1.

On avoit stipulé dans le contrat de mariage de Valentine de Milan, qu'au défaut d'enfans mâles issus de Jean Galéas, père de Valentine, le duché de Milan appartiendrait à Valentine et à sa postérité.

Jean Galéas eut deux fils qui se succédèrent l'un à l'autre, et moururent sans enfans.

Alors on vit paroître une foule de prétendans.

L'empereur Frédéric réclamoit sur Milan les droits surannés de l'empire.

Le duc de Savoye, les Vénitiens dévorioient dans

(1) Dans les querelles du sacerdoce et de l'Empire, les Guelphes étoient les partisans du Pape, et les Gibelins ceux de l'Empereur.

leur cœur cet État sans alléguer d'autres droits que celui de voisinage et de bienséance.

Alphonse, Roi d'Arragon, ravisseur heureux du royaume de Naples, espéra aussi de s'emparer du duché de Milan, à la faveur d'un testament par lequel le dernier (1) Visconti, frère de la duchesse d'Orléans, l'avoit institué son héritier.

Charles, duc d'Orléans, fils de Valentine, passa en Italie, pour faire valoir les droits qu'il tenoit de sa mère; mais il ne put obtenir que le comté d'Ast. Les Milanois, amoureux de la liberté, ne vouloient plus de maîtres, il leur en vint cependant du côté qu'ils en attendoient le moins.

Un homme (2) dont la fortune n'avoit fait, dit-on, qu'un paysan, et dont elle prit plaisir dans la suite à faire un héros, labouroit en paix les champs de Cotignole. Des soldats passant sous ses yeux, cet aspect lui fit éprouver ce que la fable raconte d'Achille, qui, à la vue des armes qu'Ulysse lui présenta, démentit son déguisement, par un instinct plus prompt que la réflexion. Attendulo sentit de même qu'il étoit né pour les armes et pour la gloire. Il crut cependant devoir consulter le sort; il jeta le couître de sa charrue

*Léandre
Alberti.*

*Descript.
Ital.
Romanula.*

Sforce.

(1) Il restoit encore des Visconti, mais qui n'étoient point de la branche ducale, et qui n'avoient ni droits ni prétentions au duché. On verra quelques-uns de leurs descendans, figurer en subalternes dans les troubles du Milanès sous François I.

(2) Il se nommoit Attendulo ou Jacomuzzo. Les uns le font fils d'un cordier, les autres d'un cordonnier, mais Sansovin et Leodrius Cribelli lui donnent une origine noble, et Paul Jove dit qu'il étoit d'une honnête famille. C'est peut-être l'amour du merveilleux qui a fait prévaloir l'opinion qu'il étoit d'une basse origine.

sur un arbre, résolu de s'enrôler si le côûtre y restoit, et de s'en tenir à son état de laboureur, s'il retomboit. Le côûtre resta sur l'arbre : Attendulo partit ; il ne servit pas long-temps sans qu'on s'aperçût qu'il étoit né pour commander ; il passa rapidement par tous les degrés militaires, et, devenu bientôt le plus fameux capitaine de l'Italie, il vit jusqu'à sept mille volontaires rassemblés sous ses enseignes ; il vendit ses secours à ces souverains d'Italie qui faisoient toujours la guerre qu'ils ne savoient point faire. Ce fut lui qui eut la gloire de délivrer Jeanne seconde, Reine de Naples, assiégée dans un des châteaux de sa capitale par Alphonse, Roi d'Arragon. Attendulo portoit alors le nom de Sforce, nom de guerre qu'il rendit le plus illustre de son temps. Une mort malheureuse termina cette honorable carrière ; son cheval le précipita dans une fondrière où il fut noyé.

Leodis. Cri-
belli de vitâ
rebusque
gestis Sfor-
tiz, etc.

Il laissa des fils légitimes que leur médiocrité a replongés dans le néant.

François
Sforce.

Mais François Sforce, son bâtard, marcha sur ses traces, égala sa gloire et surpassa son bonheur. Protecteur et conquérant du Milanès, il le défendit contre tous les voisins avides qui cherchoient à l'envahir, et le prit pour lui-même. Il n'alla point demander une vaine investiture au pape ni à l'empereur ; il n'étoit ni Guelphe ni Gibelin, il n'étoit que vaillant. L'avare Frédéric lui offrit, dit-on, son investiture pour quelque argent, et il n'en voulut pas (1). Il avoit épousé la bâtarde du dernier

(1) Des auteurs disent qu'il la demanda, mais que Frédéric la refusa, parce que Sforce ne voulut s'engager ni à payer tous les ans un cens considérable, ni à rendre la ville de Parme à l'empire.

duc de Milan du nom de Visconti; ce titre appuyé de son épée, lui paroissoit suffisant; il n'en avoit pas eu d'autre pour succéder aux biens de son père, qui consistoit dans l'armée qu'il commandoit.

Les talens politiques de Sforce égaloient ses vertus guerrières. Louis XI qui se connoissoit en hommes habiles, le consultoit comme un sage; ce fut François Sforce qui lui traça le plan qu'il suivit pour dissiper la ligue du bien public; aussi Louis XI ne souffrit-il jamais que la Maison d'Orléans qu'il haïssoit, troublât Sforce dans la possession du Milanès. Ce tyran, si digne d'être un prince légitime, fit pardonner son usurpation par la douceur et la justice de son gouvernement. Il fortifia et embellit son État; ce fut lui qui fit construire le château de Milan, regardé long-temps comme une forteresse imprenable.

Joannis Simonetæ rerum gestarum Francisci Sfortis Mediolan. Ducis histor.

Le mauvais exemple qu'il avoit donné de ne point prendre d'investiture, fut suivi par Galéas Marie Sforce son fils, et Jean Galéas Marie Sforce son petit-fils.

Galeas Marie Sforce. Jean Galéas Marie Sforce.

Ce dernier fut empoisonné par Ludovic Marie Sforce son grand oncle, qui régnoit déjà depuis long-temps à Milan sous le nom de Jean Galéas Marie, et qui voulut enfin régner sous le sien propre.

Ludovic, artificieux, perfide, sanguinaire, n'avoit ni le courage, ni la politique des aventuriers célèbres dont il étoit né: il irritoit par ses crimes et par ses violences des peuples qui s'étoient donnés à la valeur et à la sagesse de son père; il oublioit qu'un pouvoir encore si récent avoit besoin d'être affermi par les mêmes qualités qui lui avoient donné naissance; il crût avoir pourvu à tout en prenant l'investiture de l'empereur

Ludovic Sforce. Ludov. Cavitellii Cremonenses annales.

Maximilien ; il désavoua bassement les titres de souveraineté de son père, de son frère et de son neveu ; il affecta de les retrancher du nombre des ducs de Milan, de faire commencer à lui sa dynastie et de s'intituler *quatrième* au lieu de *septième* duc, en comptant seulement avant lui les trois ducs du nom de Visconti. Cependant malgré les crimes qui le rendoient odieux à sa nation, et la bassesse qui le rendoit méprisable à toute l'Europe, il se glorifioit avec quelque raison d'avoir fait le destin de l'Italie, parce que Charles VIII qu'il y avoit appelé, fut heureux tant que Ludovic le seconda, et tomba dans le malheur lorsque Ludovic entra dans la ligue ennemie. Il se piquoit de prudence, et fut surnommé le More, non comme l'ont dit tant d'Historiens, à cause de la couleur de son visage, symbole de la noirceur de son ame, mais parce qu'il avoit pris pour emblème le mûrier (1) qui s'appelle en Italien *Moro*, et qu'il regardoit cet arbre comme le symbole de la prudence.

Les liaisons de Louis XI avec François Sforce, et celles de Charles VIII avec Ludovic, n'avoient pas permis à la maison d'Orléans de s'armer contre ces usurpateurs ; mais lorsque Ludovic, dans l'expédition de Charles VIII en Italie, eut trahi les intérêts de la France, Louis XII, alors duc d'Orléans, saisit peut-être avec un peu trop d'ardeur l'occasion de faire ses propres affaires en vengeance son maître ; il surprit Novare, bientôt il y fut surpris à son tour par Ludovic, et se trouva trop heureux d'en pouvoir sortir avec

(1) Mém. de l'Acad. des Belles-Lettres, tom. 16. p. 258.

les restes languissans d'une garnison demi-morte de faim. Mais lorsque, parvenu à la couronne, il put disposer pleinement des forces de la France, il prit toutes les mesures capables de faciliter l'expédition qu'il ne manqua pas de tenter dans le Milanès; il contint par des traités les puissances jalouses ou intéressées; il s'unit d'une alliance étroite avec les Florentins et les Vénitiens, ennemis déclarés de Sforce; il partagea même d'avance avec ces derniers le pays qu'il alloit conquérir, comme dans la suite il partagea le royaume de Naples avec Ferdinand le catholique; il paroissoit persuadé que, pour assurer une conquête, il falloit la partager et par conséquent la borner.

Guicciard,
liv. 1.

L'événement ne justifia point cette politique, puisque dans la suite il eut toujours à combattre les associés qu'il s'étoit donnés.

Sforce voyoit l'orage se former, il l'entendoit gronder sur sa tête et ne songeoit point à le détourner; où étoit donc alors sa prudence? on l'attaque, et bientôt il se voit abandonné de tout le monde. Il comptoit sur l'empereur qu'il croyoit intéressé à défendre l'honneur de son investiture; l'empereur fut désarmé par une trêve et cessa de vendre à Sforce ses foibles secours. Quinze jours suffirent aux François et aux Vénitiens pour envahir tout le Milanès. Sforce se retira auprès de Maximilien avec ses enfans et ses trésors, après avoir muni le château de Milan, dont il confia la défense à Bernardin de Corté, qu'il croyoit son plus fidèle sujet, et qui rendit lâchement aux François cette Forteresse.

*Première
conquête du
Milanès
sous Louis
XII.*

Guicciard,
liv. 4.

Le Roi fit son entrée à Milan en habit ducal; il signala sa bonté envers ses nouveaux sujets par la

suppression d'une partie des impôts et par la concession de divers privilèges; il donna le gouvernement du Duché à Trivulce (1), gentilhomme Milanois, qui, mécontent de Sforce, avoit trouvé un asyle en France, et avoit été un des généraux de l'armée victorieuse; le Roi crut que les Milanois seroient touchés d'une si noble récompense accordée à un de leurs compatriotes, et que cet exemple attacheroit la noblesse du pays à son service; mais le caractère dur et fier de Trivulce, la supériorité choquante qu'il affecta sur ses égaux, la protection imprudente qu'il accorda aux Guelphes, et qu'il poussa jusqu'à persécuter les Gibelins; d'un autre côté la liberté excessive des François auprès des femmes Italiennes, liberté si contraire aux mœurs du pays, tout concourut à ébranler la nouvelle domination et à favoriser le rappel de Ludovic: il revint à la tête d'une armée de Suisses, et ses peuples qui le haïssoient moins que Trivulce, le reçurent avec joie; la ville de Côme chassa les François; Trivulce sortit de Milan, furieux et humilié; il se retira dans Mortarè avec sa cavalerie. Ludovic rentra dans presque toutes ses places.

*Seconde
conquête du
Milanès
sous Louis
XII.*

*Guicciard,
liv. 4.*

Mais un général plus prudent et plus habile que Trivulce, la Tremoille, arrêta bientôt les progrès de Ludovic; il le joignit près de Novare, les Suisses qui servoient dans son armée gagnèrent ceux de Ludovic; ceux-ci se mutinent, refusent de combattre, veulent reprendre la route de leur pays. Ludovic se jette à leurs pieds, leur rappelle leur devoir, les conjure avec larmes de ne point l'abandonner; ils ne lui ré-

(1) Jean-Jacques Trivulce, depuis Maréchal de France.

pondent que par de nouveaux outrages, ils y mettent le comble en livrant Ludovic; il s'étoit déguisé pour échapper aux François; les Suisses le leur désignèrent. Ludovic, enfermé à Loches, sans avoir pu obtenir la permission de voir le Roi, passa le reste de ses jours dans la captivité, il y languit encore dix ans; le cardinal Ascagne Marie, son frère, tomba entre les mains des Vénitiens, qui le livrèrent aux François; il fut enfermé dans la tour de Bourges, où Louis XII avoit été enfermé lui-même sous le règne précédent. Quelques châtimens, tempérés par la clémence, punirent la révolte des Milanois, et tout rentra dans l'obéissance.

On vit avec étonnement Maximilien Sforce rétabli douze ans après dans le Milanès par ces mêmes Suisses qui avoient livré son père. L'Histoire du Milanès, sous Louis XII et sous François I, ressemble à une longue suite de parties de jeu, toujours alternativement gagnées et perdues. Louis XII renvoie en Italie la Tremoille; et, pour la troisième fois, le Milanès est reconquis par les François. Sforce s'enferme dans Novare, la Tremoille mande au Roi qu'il va lui envoyer le fils prisonnier comme il lui avoit envoyé le père, et que le même lieu aura été funeste à tous les deux; mais les Suisses se piquèrent d'expiar leur infidélité dans le même lieu où ils l'avoient commise, ils remportèrent une victoire complète sur la Tremoille, qui, forcé d'évacuer le Milanès, fut encore repoussé jusqu'au milieu de la Bourgogne. Les Suisses demeurèrent les véritables maîtres du duché de Milan, et permirent à Maximilien Sforce d'y régner sous leur protection. Louis XII laissa cet affront à venger à François I.

*Maximilien
Sforce.*

*Troisième
conquête du
Milanès
sous Louis
XII.*

Il résulte de ces évènements trois différentes prétentions, celles des Sforces, celles de la Maison d'Arragon, et celles de la maison d'Orléans.

PRÉTENTIONS DES SFORCES.

Celles des Sforces n'étoient fondées que sur un mariage avec une bâtarde, et sur une investiture donnée au hasard comme tant d'autres.

PRÉTENTIONS DE LA MAISON D'ARRAGON.

Celles de la maison d'Arragon se tiroient d'un testament de Philippe-Marie, dernier duc de Milan du nom de Visconti, par lequel Alphonse, Roi d'Arragon et de Naples, étoit institué héritier du duché de Milan.

Mais la substitution faite dans le contrat de mariage de Valentine de Milan, par Jean Galéas, père de Valentine et de Philippe-Marie, ne privoit-elle pas ce dernier du droit de disposer de ces états? De plus Philippe-Marie pouvoit-il les transporter à un étranger, au préjudice de ses héritiers légitimes, issus de sa sœur?

Au reste, la maison d'Arragon elle-même paroît n'avoir pas assez estimé ses droits pour les faire valoir.

PRÉTENTIONS DE LA MAISON D'ORLÉANS.

Les prétentions de la maison d'Orléans étoient les seules qui fussent fondées à la fois sur les droits de la nature et sur la foi des traités.

On objectoit cependant que les fiefs de l'empire n'étoient point héréditaires; que, quand les héritiers n'étoient pas nommément compris dans l'investiture, il falloit une investiture nouvelle à chaque mutation;

que, par conséquent, le contrat de mariage de Valentine de Milan, n'ayant point été confirmé par l'empereur, la substitution qu'il contenoit ne pouvoit avoir lieu.

Deux raisons détruisoient cette objection. 1^o. Le contrat de mariage de Valentine de Milan avoit été confirmé par le pape, l'empire vacant (1), parce que l'imbécile Venceslas, abruti par la débauche, et réduit à une espèce de démence, étoit alors retenu en prison par les barons de Bohême.

2^o. Ce droit d'investiture prétendu par l'empire sur divers états d'Italie, sembloit ne mériter qu'une faible considération; il avoit dégénéré en une affaire de Fisc. La chancellerie impériale vendoit à tous requérans des investitures que ceux-ci faisoient valoir, s'ils pouvoient, à peu près comme on expédie dans nos chancelleries toutes sortes de lettres que l'entérinement seul rend utiles aux impétrans. Quelquefois même les empereurs, lorsque leurs intérêts politiques l'exigeoient, combattoient les droits résultans de leurs investitures. L'empereur Maximilien fournit des exemples de tous ces procédés : il avoit donné à Ludovic Sforce une investiture du duché de Milan qui s'étendoit à ses héritiers légitimes; plusieurs années après, mais pendant la vie de ce même Ludovic et de ses deux fils, il

(1) Il paroît qu'on avoit choisi avec un peu d'affectation le temps de la prison de Venceslas pour obtenir la confirmation du Pape, et pour profiter du prétexte de la vacance de l'Empire; car le contrat de mariage est de 1386, le mariage de 1389, et la prison de Venceslas de 1393 seulement. On peut penser, d'après ces dates, que, sans l'emprisonnement de Venceslas, on n'eût fait confirmer le contrat de mariage par personne, et vraisemblablement les droits qu'il donnoit n'en eussent pas été moins bons.

donna une autre investiture du même duché à Louis XII, non-seulement pour lui et ses héritiers mâles, mais encore pour madame Claude sa fille aînée, et pour les enfans qui naîtroient d'elle; cependant il traversa constamment les expéditions que Louis XII et François I firent dans le Milanès en vertu de cette investiture. Il fit lui-même, comme on le verra dans la suite, une irruption dans ce duché; il méconnut alors les droits de tous ceux qu'il avoit investis, et somma les habitans de ne se soumettre qu'à lui. Quelle étoit donc aux yeux de cet empereur la valeur des investitures ainsi prostituées, combattues et décréditées par lui-même? on le voit bien. C'étoit un objet de trafic, et rien de plus. •

Brantôme, ignorant agréable, bon conteur d'anecdotes souvent suspectes, mais mauvais écrivain de droit public, prétend détruire d'un seul trait et les droits des Visconti, et ceux des Sforce et ceux des d'Orléans, en disant que c'étoient autant de tyrans qui avoient usurpé le Milanès sur l'Empire. C'est comme si on disoit que la Gaule n'appartient point aux descendans des Francs, parce que les Francs en ont chassé les Romains. De plus, la raison dont se sert Brantôme prouveroit que tous ces prétendans avoient des droits légitimes, puisque tous avoient obtenu l'investiture de l'empereur.

A travers la foule des droits politiques, droits réels ou chimériques au gré de la force et des conjonctures, il y en a deux qu'on distingue toujours à un caractère plus puissant et plus universel que tous les autres; ce sont les droits du sang, et ceux des traités; c'est qu'ils appartiennent au droit naturel. La maison d'Orléans les réunissoit; aussi François I, à son avènement au

trône, ne balançait-il point à prendre avec le titre de Roi de France celui de duc de Milan.

GÈNES.

François I avoit aussi sur l'état de Gènes des droits qu'il ne prétendoit point négliger. Les Génois étoient depuis long-temps le peuple de l'Europe le plus malheureux par son inconstance et par ses divisions; les nobles étoient tyrans, les Bourgeois séditieux; les principales familles se disputoient le gouvernement, et déchiroient à l'envi le sein de la république sous prétexte d'assurer sa liberté: d'un côté les Spinola et les Doria; de l'autre les Fiesque et les Grimaldi, toujours rivaux, toujours armés, étoient tour à tour persécutés, opprimés, chassés les uns par les autres; le parti vaincu appelloit des vengeurs et des tyrans étrangers; l'autorité toujours usurpée passoit au plus puissant, au plus heureux: toutes les factions politiques et religieuses se nourrissoient de ces haines intestines; toutes les formes de gouvernement étoient essayées: on en compte près de douze différentes, successivement établies dans un espace d'environ trente ans. Quelquefois le peuple reprenoit par des coups violens une partie de sa liberté pour la reperdre avec plus d'horreur; il contenoit un moment les nobles, il se faisoit gouverner par des magistrats Plébéiens, que bientôt leur foiblesse ou leurs dissensions replongeant dans l'esclavage des nobles. Les Boccanègres, les Adornes, et les Frégoses, ne furent pas plus unis entre eux que les Spinola et les Doria ne l'avoient été avec les Fiesque et les Grimaldi. Une alternative funeste d'aristocratie et de démocratie, une impuissance malheu-

Ubert. Fo-
lietta histor.
Genuens.

Ubert. Fo-
lietta histor.
Genuens.

reuse de souffrir et le joug et la liberté, accumuloient sur les Génois tous les maux de la tyrannie et de l'anarchie ; enfin, après avoir pris pour maîtres tous leurs principaux citoyens, et plusieurs souverains de l'Europe, ils s'étoient donnés à Charles VI. Le premier traité des Génois avec la France est de 1392 ; il n'étoit que l'ouvrage des nobles qui cherchoient de l'appui contre le peuple, et le peuple s'en vengea par des ravages ; mais en 1396, tous les ordres de l'Etat réunis conférèrent à Charles VI et à ses successeurs, l'autorité souveraine, et lui prêtèrent serment de fidélité. Antoine Adorne, alors duc ou Doge populaire de Gênes, en fut fait gouverneur pour le Roi. On y envoya quelque temps après le maréchal de Boucicaut. Celui-ci, en arrivant à Gênes, y trouva partout des traces effrayantes de l'anarchie qui l'avoit désolée. Tout y présentait l'image de la destruction ; des nobles humiliés et bannis, une populace insolente, livrée aux plus grands excès ; des voleurs et des assassins impunis qui remplissoient la ville de meurtres et d'incendies ; des marchands effrayés qui se resserroient dans l'intérieur de leurs maisons ; le commerce anéanti ; toutes les boutiques, toutes les banques, tous les bureaux fermés ; des bourgeois puissans qui se faisoient la guerre de rue en rue ; des tours élevées dans tous les palais ; des citoyens assiégés par d'autres citoyens ; des factions mal étouffées, et toujours prêtes à se ranimer. La vigilance et la fermeté du maréchal arrêtaient tous ces désordres ; il se fit apporter les armes, il défendit les assemblées, il fit trancher la tête aux plus factieux, il punit avec plus de rigueur ceux qui avoient commis de plus grands crimes ; des compagnies exac-

tement entretenues firent la garde dans toutes les places; deux châteaux élevés, l'un à l'entrée du port, l'autre dans la ville, continrent les habitans; les Gênois se firent pendant douze ans l'effort d'être heureux et tranquilles; mais, en 1409, ils se jettent sur les François et les massacrent; le maréchal de Boucicaut échappe à peine à leur fureur. Ils appellent le marquis de Montferrat et le chassent peu de temps après. Ils se jettent entre les bras du duc de Milan, qu'une sédition chasse à son tour en 1436. Les Gênois se replongèrent dans l'anarchie. En 1444 ils parurent vouloir revenir à la France, mais ce n'étoit qu'un artifice de Jean Frégose, qui, voulant enlever la seigneurie à Barnabé Adorne, se servit de l'argent et des armes des François et leur manqua de parole. La discorde continue ses désordres dans Gênes. Enfin en 1458, ces peuples éclairés par leurs malheurs, tombent sincèrement aux pieds de Charles VII, lui demandent pardon de l'infraction des traités précédens, le conjurent d'être leur maître, et de leur ramener les jours heureux dont ils avoient joui sous le gouvernement du maréchal de Boucicaut; le Roi leur pardonne, et nomme pour leur gouverneur Jean d'Anjou, duc de Calabre et de Lorraine. C'étoit le temps des plus brillans succès de ce jeune héros en Italie; mais, lorsqu'il eut succombé sous les armes de Scanderberg (1), sa disgrâce fournit à ce peuple infidèle l'occasion d'un soulèvement général, et d'un nouveau massacre des François: ces furieux crurent se remettre en liberté; mais, ne pouvant fixer leur inconstance, ils revinrent quelques années après de-

Uberti Fo-
lietta histor.
Genuens.

(1) Voir dans ce même chap. l'art. de Naples.

mander des fers à Louis XI. De pareils sujets méritoient peu qu'on voulût être leur maître ; Louis XI leur fit cette dure et indécente réponse qu'ils ne s'étoient que trop attirée : *Vous vous donnez donc à moi, moi je vous donne à tous les diables*. Il se réserva cependant les droits qu'il avoit sur eux , mais il se déchargea du fardeau de les gouverner sur François Sforce, duc de Milan ; auquel il donna en fief les villes de Gênes, de Savone, et leurs dépendances. Cette inféodation fut renouvellée en faveur de tous les Sforce successivement, et tous prêtèrent serment de fidélité, soit à Louis XI soit à Charles VIII.

Guicciard,
liv. 4.

En 1502.

En 1507.

Lorsque Louis XII eut conquis le Milanès, pris Ludovic Sforce, et absorbé tous ses droits, il fut reçu dans Gênes en souverain et reçut le serment de fidélité des habitans. Mais le trouble étoit l'élément des Génois ; ils se révoltèrent, ils se soumirent, on leur pardonna ; ils se révoltèrent encore, élurent un teinturier, nommé Paul de Nove, pour leur Doge, exercèrent mille insolences et mille cruautés. Louis XII fut contraint de faire violence à son caractère indulgent, il passa en Italie avec une armée formidable, les Génois lui opposèrent une résistance opiniâtre, mais inutile ; ils furent forcés de se rendre à discrétion ; ils perdirent leurs immunités, payèrent de fortes amendes, virent punir du dernier supplice leurs principaux chefs, et bénirent encore la clémence du vainqueur, qui vouloit bien s'appaiser à ce prix. Depuis ce temps ils écrivoient au Roi : *Regi Christianissimo Domino nostro*, et souscrivoient *Fidelissimi subjecti*. tout cela n'empêcha pas que ce peuple, toujours entraîné à la révolte par un penchant malheureux et invincible, ne secondât quel-

ques années. après les vues turbulentes de Jules II contre la France, ne changeât encore plusieurs fois la forme de son Gouvernement, et ne détruisît presque entièrement la domination Française à Gênes.

La mort de Louis XII laissa tous ces affronts impunis ; on verra quelle fut la conduite de François I à l'égard de cette nation indocile.

Pour ce qui concerne les prétentions, on sent bien que les Génois s'étant donnés à tout le monde, tout le monde croyoit avoir des droits sur eux ; mais la multitude même de ces prétentions en montrait la faiblesse. L'empereur réclamoit très-mollement de vieux droits acquis par Charlemagne, conservés quelque temps par ses premiers successeurs, abandonnés et perdus par les autres. Les François étoient les seuls qui produisissent une multitude de traités tous authentiques, tous modernes, tous exécutés, confirmés par des actes de juridiction suivis et multipliés. Les rois de France joignoient à ces titres le droit de conquête, et un autre droit encore dont il appartient plus à l'humanité qu'à la politique de fixer la valeur, c'est que les Génois n'avoient jamais été heureux que sous la domination française.

CHAPITRE III.

Intérêts, vues, dispositions des diverses Puissances de l'Europe. Caractère des principaux Souverains.

IL faut maintenant examiner quels étoient les intérêts des diverses puissances de l'Europe, dans quelles

dispositions elles étoient à l'égard de la France , quels étoient le caractère , les talens , les ressources des principaux souverains que François alloit combattre , ou avec lesquels il alloit traiter.

ITALIE.

L'Italie, où la guerre alloit d'abord être portée, étoit partagée en cinq grands états; le duché de Milan, l'état de Florence, l'état de l'Église, le royaume de Naples, et la seigneurie de Venise.

Les petits états qui subsistoient à l'ombre de ceux-ci, étoient ou des villes occupées à défendre leur liberté contre des citoyens tyrans, comme autrefois la plupart des villes de la Grèce, ou des territoires particuliers que gouvernoient de petits souverains, feudataires du S. Siège, et pour la plupart issus du Népôtisme. C'est ainsi que le duché d'Urbin appartenoit aux La Rovère; les diverses contrées de la Romagne, à différens vicaires de l'Église. L'illustre Maison d'Est, qu'il ne faut pas confondre parmi les maisons issues du Népôtisme, possédoit le duché de Ferrare. La Maison de Gonzague, non moins illustre, possédoit le Mantouan.

Les révolutions de ces petits états n'avoient qu'une très-légère influence sur le système général de l'Italie; tout dépendoit du sort des cinq grands états. Leur intérêt commun étoit d'écarter les étrangers et d'entretenir, dans le sein de l'Italie, une balance exacte, qui contint les grandes puissances dans leurs limites, et qui procurât la sûreté des petites; déjà cependant le royaume de Naples étoit entre les mains des Arra-

gonnois, et il sembloit n'en pouvoir sortir que pour tomber dans celles des François ; le sort des armes alloit peut-être encore mettre ceux-ci en possession du Milanès ; alors, pressant l'Italie par les deux bouts, ils la menaceroient d'une servitude prochaine. Mais quand les Arragonnois sauroient se maintenir dans le royaume de Naples et en défendre l'entrée aux François, l'Italie en seroit-elle plus heureuse, si les François s'établissoient dans Milan ? Ceux-ci ne respireroient-ils pas toujours la conquête de ce royaume de Naples auquel ils avoient tant de droits ? Cesseroient-ils d'employer l'intrigue et les armes pour le recouvrer ? L'Italie ne seroit-elle pas toujours déchirée par les querelles de ces deux puissances rivales, ne seroit-elle pas forcée d'épouser leurs haines et de se diviser au gré de leurs intérêts ? Les états situés au centre de l'Italie, incessamment traversés par des armées ennemies, exposés aux dévastations inséparables de ces passages, n'eussent-ils pas même été trop souvent le théâtre de la guerre ? La neutralité étoit impossible, le repos et la liberté alloient fuir pour jamais de l'Italie ; l'établissement des François dans le duché de Milan étoit le signal d'une discorde éternelle. Il falloit donc se réunir avec Maximilien Sforce contre cette puissance étrangère.

Mais cet intérêt général se modifioit suivant les vues particulières de chaque état.

Les dangers qu'on vient de décrire, sembloient menacer principalement le Pape et les Florentins, dont les états étoient situés entre le duché de Milan et le royaume de Naples ; mais ces dangers étoient éloignés, incertains, partagés avec d'autres puissances. Des in-

térêts particuliers les occupoient, intérêts présents et trop forts pour leur laisser beaucoup d'attention sur le reste; il s'agissoit des deux plus grands objets politiques, la liberté et l'autorité.

FLORENCE ET ROME.

La puissance des Médicis, née du commerce et de l'opulence, s'accroissoit par la sagesse, par la prudence, par l'amour des arts, par toutes les ressources d'un luxe éclairé; bienfaisant, digne des plus grands rois; ils ne donnoient à leur patrie que des fers dorés qu'elle n'apercevoit pas, et qu'elle forgeoit quelquefois elle-même par l'hommage qu'elle rendoit aux vertus des Médicis. L'illustre Côme fut honoré du titre de *Père de la patrie*. Laurent et Julien, ses petits-fils, gouvernèrent leur république en citoyens, mais en maîtres. La conjuration des Pazzi, qui fit périr Julien, rendit Laurent (1), son frère, plus cher aux Florentins par le danger qu'il avoit couru; ses ennemis, en voulant le perdre, ne firent qu'augmenter son pouvoir, il marcha sur les traces de Côme, son aïeul, et fit comme lui les délices de sa république. Pierre, son fils, moins habile et moins heureux, fit trop sentir le joug aux Florentins, qui le secouèrent avec indignation; les pas téméraires qu'il fit vers la souveraineté, le rendirent odieux. Florence s'aperçut qu'elle n'étoit plus libre et voulut le redevenir, elle se souleva et chassa Médicis qui ne put se rétablir.

Guicciardi
et autres au-
teurs.

(2) Ce Laurent de Médicis fut surnommé le *Père des Muses*.

Le cardinal Jean de Médicis (1), à force d'adresse et de courage, ramena sa Maison triomphante dans Florence, elle reparut à la tête du gouvernement avec une autorité accrue par la persécution. Le cardinal parvint au pontificat à l'âge de trente-six ans ; il prit le nom de Léon X. C'est ce pape, à jamais célèbre par la protection magnifique qu'il accorda aux arts, par les talens de toute espèce qu'il fit éclore en Italie. Une heureuse émulation les porta bientôt dans les états voisins, et Léon X fut le bienfaiteur de l'Europe. C'étoit ce grand prince qui occupoit le S. Siège lorsque François I parvint à la couronne. Le jeune Laurent de Médicis, son neveu, étoit sous sa direction, véritable souverain de la Toscane, sans en avoir le titre. Les Florentins n'osant plus songer à détruire cette autorité, s'occupaient à la borner, les Médicis travailloient à l'étendre, et il étoit naturel de penser que ceux-ci seroient portés à embrasser les intérêts du prince qui secondoit le plus utilement leurs vues.

Jules II avoit tiré parti de ses guerres contre la France ; il avoit détaché du Milanès Parme et Plaisance qu'il s'étoit appropriés ; il avoit humilié ou dépouillé la plupart des feudataires du S. Siège ; il avoit chassé de Bologne les Bentivoglio, qui, depuis plus d'un siècle, s'en étoient rendus les maîtres ; il avoit enlevé au duc de Ferrare, Modène et Reggio, etc. Tous ces petits souverains étoient sous la protection de la France. On juge bien que Léon X ne leur avoit point rendu ce que Jules II leur avoit enlevé. Fran-

(1) Oncle de Pierre.

çois I, voulant faire la conquête du Milanès, avoit à choisir entre deux partis ; l'un, peut-être plus utile, étoit de s'assurer l'amitié du Pape, en lui laissant Parme et Plaisance, et en abandonnant les feudataires ; l'autre, certainement plus honnête, étoit d'avoir le Pape pour ennemi, en revendiquant ces deux places et en soutenant contre lui les princes d'Italie.

VENISE.

Les Vénitiens avoient trois grands objets qu'ils ne perdoient jamais de vue : l'agrandissement de leurs Etats de terre-ferme, l'intérêt de leur commerce, et la balance de l'Italie. Un même principe réunissoit ces trois objets et les faisoit marcher de front. Ces peuples, enrichis par un commerce qui, embrassant l'Océan et la Méditerranée, s'étendoit depuis les Ports de l'Angleterre jusqu'à ceux de la Mer Noire et de l'Egypte, sentoient que, pour n'en être jamais privés, il falloit qu'ils dominassent seuls sur la Mer Adriatique ; il falloit donc empêcher les diverses Puissances d'Italie, celles sur-tout qui avoient des ports sur cette mer, de s'accroître et de devenir formidables ; il falloit donc les tenir dans un juste équilibre, les opposer les unes aux autres, les affoiblir toutes, sur-tout profiter de leurs dépouilles et agrandir même les Etats de terre-ferme de la République, pour affermir son Empire Maritime. C'est en suivant ce système que les Vénitiens avoient pris sur l'Eglise les Places maritimes de la Romagne ; sur les Rois d'Arragon, les Ports les plus considérables du Royaume de Naples ; sur la Maison d'Autriche, le Frioul et l'Istrie ; sur l'Empire ou sur ses Feudataires, le Trevisan, le Padouan, le

Vicentin, et jusqu'au Véronèse. Ils concouroient avec les Papes à chasser entièrement l'Empereur de l'Italie, où le moindre établissement lui eût fourni le prétexte, et peut-être les moyens de faire revivre toutes les vieilles prétentions de l'Empire. Le Milanès même n'avoit point été à l'abri des invasions des Vénitiens; Philippe-Marie Visconti en 1430 avoit été forcé de leur céder le Bergamasque et le Bressan; François Sforce, en 1455, leur avoit cédé aussi Crème et ses dependances.

Paul Jove
vita duode-
cim Vice-
Comitum.

Quand Louis XII entreprit la conquête du Milanès, il crut devoir se fortifier de l'alliance des Vénitiens; ceux-ci ne la lui accordèrent qu'au prix d'un nouveau démembrement; il fallut que le Roi leur assurât le (1) Cremonois et tout le pays situé sur la rive gauche de l'Adda. Lorsque ce même Roi, ayant conquis le Milanès, voulut exercer ses droits sur le royaume de Naples, les Vénitiens, fidèles à leurs maximes, traversèrent cette expédition, fournirent secrètement des secours aux Arragonnois; et, sans paroître prendre part à cette querelle, ils la décidèrent réellement en faveur de Ferdinand le Catholique; quelques autres outrages qu'ils ajoutèrent à celui-là, irritèrent Louis XII, au point de lui faire oublier ses véritables intérêts, et de le précipiter dans cette fatale ligue de Cambray, qui sembloit devoir entraîner la ruine de Venise, et qui, par les intrigues de Jules II, pensa entraîner celle de la France. Le Pape, l'Empereur, les Rois de France et

L'Abbé Du
Bos, Hist.
de la Ligue
de Cambray.

(1) Par le traité de Blois en 1499.

d'Arragon , et quelques petits Souverains de l'Italie , malgré l'incompatibilité des caractères , malgré l'opposition des intérêts , s'étoient donc unis en 1508 , pour arracher la balance des mains de cette fière République , et pour lui redemander ce qu'elle avoit pris à chacun d'eux. Toute la sagesse des Vénitiens ne put prévenir cet orage , mais il ne leur fut pas difficile de le dissiper ; les nœuds fragiles de cette union passagère se rompirent presque d'eux-mêmes ; Louis XII et ses confédérés redevinrent ennemis ; ce Roi , trop sincère et trop généreux , s'étant sacrifié pour la cause commune , n'en recueillit que des perfidies et des humiliations ; il comprit enfin que les Vénitiens étoient les seuls alliés sûrs qu'il pût avoir en Italie , parce qu'ils étoient les seuls qui n'eussent pas d'intérêts trop directement contraires aux siens. En effet , les Vénitiens habitant le sommet de l'Italie , et la bordant le long de la mer Adriatique , le trouble ou la paix des Etats intérieurs ne les intéressoit qu'autant que l'équilibre pouvoit être détruit ; il leur importoit peu que ce fût Louis XII ou Sforce qui eût le Milanès , pourvu que le Duc de Milan , quel qu'il fût , ne possédât point d'autre Etat en Italie. D'ailleurs , les François et les Vénitiens avoient un ennemi commun , également irréconciliable pour tous deux , c'étoit l'Empereur. Les Vénitiens n'avoient presque des Etats de terre-ferme qu'à ses dépens ; car cet Empereur (Maximilien I) étoit en même-temps le chef de la maison d'Autriche. A ces deux titres il disputoit aux Vénitiens d'un côté l'Istrie et le Frioul , de l'autre , le Padouan , le Trevisan , le Vicentin et le Véronèse. Louis XII et les Vénitiens ,

qui n'auroient jamais dû se séparer, se réunirent donc en 1513. Un nouveau traité⁽¹⁾ confirma celui de 1499, excepté que le Crémonois et la Ghiara d'Adda, cédés aux Vénitiens par le premier traité, furent réunis au Milanès; les Vénitiens et les François promirent de s'entr'aider à recouvrer tous les domaines qu'ils avoient perdus : les François avoient été chassés du Milanès; les Vénitiens avoient été dépouillés de presque toutes leurs possessions de terre-ferme par les armes des François même; c'étoit Louis XII qui, pour exécuter le traité de Cambrai, s'en étoit emparé et les avoit fidèlement remises entre les mains de l'Empereur, d'où les Vénitiens n'avoient pû encore les tirer; on jura de ne poser les armes que quand le Milanès auroit été rendu à la France, et les États de terre-ferme aux Vénitiens.

Cette guerre, pendant le reste de la vie de Louis XII, ne fut heureuse ni pour les François ni pour les Vénitiens, mais leur union ne fut point affoiblie par les disgrâces; François Premier, en arrivant au trône, la trouva dans toute sa force et n'eut qu'à l'entretenir.

SAVOYE.

Il semble que l'intérêt des ducs de Savoye étoit de traverser les vues de la France sur le Milanès. En vain la nature avoit-elle confié à ces ducs la garde des barrières qui séparent la France de l'Italie, si les François, établis dans le Milanès, pressant à la fois la Savoye et le Piémont du côté de la France et du côté de l'Italie,

(1) Signé à Blois le 15 mars, et ratifié à Venise le 11 avril.

pouvoient, en cas de résistance, forcer ces barrières jusqu'alors insurmontables. D'ailleurs, les François, maîtres du Milanès, ne seroient-ils pas tentés de remplir l'espace qui séparait de cet état les provinces Françaises, et de s'emparer de la garde si précieuse des Alpes? Enfin, si les ducs de Savoye eux-mêmes vouloient s'agrandir du côté du Milanès, n'auroient-ils pas meilleur marché d'un souverain foible et isolé tel que Sforce, que d'une puissance formidable telle que les François? Malgré ces considérations, qui sembloient devoir armer les ducs de Savoye contre les François, on ne voit point que, sous Charles VIII ni sous Louis XII, le passage par le Piémont ait jamais été refusé aux troupes Françaises; et, à l'avènement de François I, les nœuds intimes qui unissoient la maison de Savoye à la branche royale d'Angoulême, rendoient le duc Charles III entièrement dévoué aux intérêts du Roi son neveu.

Les ducs de Savoye ne possédoient alors ni le marquisat de Saluces ni le Montferrat; ces pays appartenoient à des seigneurs particuliers, et leur situation malheureuse les rendoit presque toujours la proie des grandes puissances qui faisoient la guerre en Italie.

ALLEMAGNE.

L'Allemagne avoit alors pour chef Maximilien d'Autriche, que son mariage avec Marie de Bourgogne avoit rendu de bonne heure ennemi nécessaire des François, en lui imposant le devoir de défendre sa femme et les états de la succession de Bourgogne contre les armes et les intrigues de Louis XI. On avoit voulu étouffer cette haine dans son origine, en mariant le

Dauphin, depuis Charles VIII, avec Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien et de Marie de Bourgogne; mais Charles VIII, monté sur le trône, avoit renvoyé Marguerite à son père, et avoit enlevé à celui-ci la Princesse de Bretagne, que Maximilien avoit déjà épousée par ses ambassadeurs. On tenta plusieurs fois sous le règne suivant de rétablir ces nœuds, en mariant Charles d'Autriche, petit-fils de Maximilien, avec Madame Claude, fille aînée de Louis XII. Tous ces traités, toujours rompus, parurent à Maximilien autant d'outrages qu'il écrivit sur son *livre rouge*, se proposant de les venger d'une manière éclatante, quand la mesure seroit comblée; mais le trône Impérial qu'il occupoit avec peu de gloire, ne lui donnoit pas autant de puissance que de grandeur. Les États indociles se refusoient souvent à ses projets, lui fournissoient fort peu de troupes et encore moins d'argent. Les Flamands n'avoient ni plus de soumission, ni plus de libéralité à son égard; toujours prêts à se jeter entre les bras de la France, il falloit qu'il les ménageât sans cesse; il ne put même empêcher qu'ils ne se révoltassent souvent contre lui, qu'ils ne lui enlevassent la tutelle de ses enfans, qu'ils ne l'arrêtassent lui-même à Bruges, et qu'ils ne le retinssent neuf mois entiers en prison. Tout le monde le bravoit impunément. Charles d'Egmont, fils d'Adolphe duc de Gueldres, s'empara du duché de ce nom; Maximilien alléqua vainement la donation que le vieil Arnoul, père d'Adolphe, en avoit faite au duc de Bourgogne Charles le Téméraire, donation à laquelle il avoit été forcé par la barbarie dénaturée de son fils, qui l'avoit enfermé dans un cachot, et avoit même attenté à ses jours. Les États provinciaux de Gueldres

Guicciard,
liv. 13.
Rerum Ger
man. script.
ex Bibliot.
Marquardi
Freheri.
Edit. de Bur
card Gottlieb
Struve, v. 2.
Philippe de
Comines.
Gaguin, *pas
sim*.

Chronicon
Monasterii
Mellicensis.
Scriptores
rerum Aus
triacar. Edit.
du P. Pez.

jugèrent qu'il n'étoit pas juste que le jeune Charles d'Egmont, fils d'Adolphe, fût puni des crimes de son père; ils l'aiderent à se maintenir dans le Duché malgré Maximilien, gendre du duc de Bourgogne. Le duc de Gueldres trouva aussi de l'appui du côté de la France avec laquelle il fit alliance en 1498. Ce fut un nouvel article à insérer dans le *livre rouge*; mais ce livre auroit dû être brûlé, lorsqu'en 1509 Louis XII, exécutant seul les engagemens pris en commun par la ligue de Cambray, enleva aux Vénitiens toutes les terres qu'ils avoient conquises sur l'Empereur, et les lui remit avec une bonne foi alors sans exemple. C'étoit réparer avantageusement les torts que la France pouvoit avoir eus à l'égard de Maximilien; mais cet empereur en eut à son tour de plus réels et qu'il ne répara point : il abandonna la France dans les infortunes qu'elle ne s'étoit attirées que pour l'avoir servi; on le vit même se joindre aux ennemis de Louis XII pour l'accabler. Ce prince mourut ennemi de l'Empereur, et réuni contre lui aux Vénitiens.

Maximilien ne méritoit pas plus de considération qu'il n'en eut. Inconstant, incertain, irrésolu, formant mille projets, n'en exécutant aucun, d'une avidité insatiable, d'une prodigalité fastueuse, amassant d'une main, dissipant de l'autre, ne connoissant d'autre intérêt politique que l'intérêt pécuniaire, rapportant tout à l'argent qui lui manquoit toujours, changeant pour cela seul à tous momens (1) d'ennemis et

(1) « Il étoit connu sur ce pied-là, dit l'abbé Dubos dans l'Histoire de la ligue de Cambray, et personne ne lui proposoit plus de mettre son nom au bas d'aucun acte, qu'il n'énonçât que ce

d'alliés, vendant au plus offrant des secours toujours trop foibles, que souvent même il ne fournissoit pas, trompant, mais plutôt par légèreté que par fourberie; ami peu sûr, ennemi peu redoutable; il n'eut d'estimable que son amour pour les arts, et que la protection qu'il leur accorda (1).

Maximilien qui se dégoûtoit de tout, se dégoûta de la couronne impériale et désira la thiare, parce qu'il ne la portoit pas, et parce qu'il étoit réellement plus propre à la dignité de pape qu'à celle d'empereur. Jules II disoit que les électeurs et les cardinaux s'étoient également trompés; qu'on eût dû lui déferer l'empire, et à Maximilien la papauté. Il est sûr que le dernier entama une négociation relative à ce projet; il devoit se dépouiller de l'empire en faveur de l'archiduc Charles son petit-fils, si le pape Jules II vouloit le prendre pour coadjuteur, et lui faire assurer la survivance par le sacré collège. On a de lui une lettre du 18 septembre 1512, adressée à Marguerite.

« prince toucheroit une somme d'argent en quittant la plume. Sa
« pauvreté étoit passée en proverbe : on l'appeloit *Massimiliano*
« *poco denari.* » C'étoit, dit l'auteur de l'Histoire du Chevalier
« Bayard, la chose en ce monde dont ledict Empereur Maximilien
« estoit le plus souffreteux. »

(1) Ce goût pour les arts, goût si digne d'un grand Prince, pensa être étouffé par son précepteur, Pierre Angelbert, pédant grossier et brutal, qui ne le nourrissoit que de subtilités scholastiques, et qui employoit les mauvais traitemens, la violence, les coups, pour vaincre la répugnance que le jeune Maximilien opposoit à ses leçons barbares.

Maximilien fut auteur; il écrivit lui-même sa vie et celle de l'Empereur Frédéric III, qu'il appelle le *Sage Roi*.

d'Autriche sa fille, Gouvernante des Pays-Bas, dans laquelle il lui fait part de son plan.

« Et ne trouvons point, lui dit-il, pour nulle resun
« bon que nous nous devons franchement marier,
« mais avons plus avant mis notre délibération et vo-
« lonté de jamais plus hanter faem (1) nue, et en-
« voyons demain M. de Gurec, évêque, à Rome devant
« le pape, pour trouver Fachon que nous puyssun
« accorder avec ly de nous prenre pour ung coadju-
« teur, afin qu'après sa mort pourrons être assuré de
« avoer le papat, et devenir prêtre, et après être saint,
« et que yl vous sera de nécessité que après ma mort
« vous serez contraint de me adorer, dont je me trou-
« vrai bien glorifioes. »

Après cette plaisanterie, il explique plus sérieusement les mesures qu'il a prises, et avoue que deux ou trois cent mille ducats lui seroient d'une grande utilité pour acquérir les suffrages des cardinaux. Il signe,
Votre bon père Maximilianus futur pape.

Cependant, soit faute de constance ou d'adresse, soit peut-être faute des deux ou trois cent mille ducats, Maximilien ne fut ni coadjuteur ni successeur de Jules II; et, lorsque François I parvint à la couronne, on n'avoit plus ce moyen facile d'amuser Maximilien en flattant ses espérances et ses désirs; le siège pontifical étoit alors occupé par Léon X, plus jeune de vingt ans que Maximilien.

(1) Il est aisé de voir que cette lettre est d'un étranger, et que le style en est trop incorrect pour le temps même où elle a été écrite. Cette in correction ajoute au ton de plaisanterie qui règne dans la lettre.

CORPS HELVÉTIQUE.

Les Suisses sembloient devoir être plutôt ennemis de l'Empereur que des François. Maximilien étoit le chef de cette maison d'Autriche, dont la tyrannie, en les poussant au désespoir, leur avoit procuré la liberté; il étoit le gendre de Charles le Téméraire, qui avoit voulu leur enlever cette liberté si chère, pour laquelle ils avoient tant combattu. Mais les intérêts changent avec les conjonctures : ils étoient alors protecteurs des Sforce, défenseurs du Milanès, alliés de l'Empereur, ennemis ardens des François.

Les différens Rois de France n'avoient pas tous tenu à leur égard la même conduite. Charles VII avoit cru devoir se joindre contre eux à Sigismond, duc d'Autriche. Le Dauphin Louis eut l'honneur de les vaincre près de Bâle en 1444; mais, malgré leur défaite, ils lui inspirèrent tant d'estime pour leur courage, qu'il se hâta de conclure la paix avec eux, et qu'il se promit bien de ne se commettre jamais avec des ennemis si redoutables. Son père pensa comme lui, et, en 1451, fit un traité avec eux : c'est le premier que la France ait fait avec les Suisses, celui de 1444 n'ayant été fait qu'au nom du Dauphin. Louis XI vouloit en vain éviter de les combattre. La première fois qu'ils parurent en France (ce fut en 1464), ils y vinrent contre lui; c'étoit le duc de Calabre, Jean d'Anjou, qui les amenoit à l'armée de la ligue du bien public; ils étoient au nombre de cinq cents. Louis XI les renvoya bientôt dans leur pays, en dissipant la ligue par des moyens adroits et heureux. Il sut ensuite se les attacher à force d'égards et de bienfaits. Ils étoient pauvres, il leur

Hist. Milit. des Suisses, par M. le Baron de Zurlauben, t. 1, c. 2, et suiv.

Simler Respubl. Helvetica.

Phil. de Comines, *passim*.

Abrégé de l'Hist. Suisse, par Plantin, l. 4 et 5.

Mezeray,
Abr. Chron.

prodigua l'argent ; ils étoient vains, il flatta leur orgueil par toutes sortes de bassesses politiques ; il ne les appelait jamais que *messeigneurs des ligues*. Il voulut être bourgeois de Berne. Il fallut que le duc de Savoie lui cédât le titre de premier allié des Suisses. Ils aimoient la liberté, Louis XI en parut le défenseur. Il s'unit avec eux contre Charles le Téméraire, leur ennemi commun, dont la puissance alla se briser contre ce corps Helvétique, *qui est tout de fer*. Les Suisses commencèrent alors à servir dans les armées Françaises. Ils continuèrent sous Charles VIII, qui, en 1496, établit la compagnie des Cent-Suisses. Les Suisses servirent très-bien Louis XII dans les deux premières expéditions du Milanès. La captivité de Ludovic Sforce fut leur ouvrage ; mais, pour prix de leurs services, ils crurent pouvoir, en rentrant dans leurs montagnes, s'emparer de Bellinzone, qui étoit pour eux la clef du Milanès. Louis XII sentit de quelle importance étoit cette place, et le fit encore mieux sentir aux Suisses par les instances avec lesquelles il la redemanda. L'esprit de Guillaume Tell animoit toujours ces fiers républicains. L'horreur de la tyrannie étoit chez eux un sentiment invincible et souvent excessif. Ils crurent apercevoir de la hauteur et je ne sais quoi de despotique dans les plaintes légitimes du Roi ; ils s'obstinèrent à garder Bellinzone, ils affectèrent même de fatiguer le Roi par des prétentions exorbitantes ; tantôt ils demandoient la Valteline et ses dépendances, tantôt ils vouloient qu'on augmentât leurs pensions du double ; enfin ils mirent leurs services à si haut prix, qu'il fallut prendre le parti de s'en passer. Le Roi les

remplacé par les Lansquenets (1) et par les ligues grises. Cette préférence irrita les Suisses; les esprits s'aigrirent, la guerre s'alluma; les Suisses, après diverses révolutions, se rendirent maîtres du Milanès, où ils régnèrent sous le nom de Maximilien Sforce qu'ils y avoient établi. Le Roi tenta vainement d'en chasser et les protecteurs et le protégé. La Tremoille, battu à Novare, repoussé jusqu'à Dijon, ne put arrêter les progrès des Suisses, qu'en renonçant pour le Roi au Milanès, par un traité honteux et onéreux que le salut de la Bourgogne exigeoit, et que l'honneur de la France empêcha de ratifier. •

Les Suisses étoient à peu près alors ce qu'ils sont aujourd'hui. La forme et les principes de leur Gouvernement étoient les mêmes. Le canton d'Appenzel, réuni en 1513 aux douze autres cantons, donnoit à leur république la même étendue qu'on lui voit à présent. Belliqueux, intrépides, observateurs rigides de la discipline militaire, ils vendoient leur sang à l'ambition des princes étrangers. Plus jalouse de sa liberté que de son agrandissement, cette république, qu'on n'ose attaquer et qui n'attaque personne, qui n'a pour ainsi dire point d'intérêts, n'est qu'une pépinière féconde de soldats, qui portent dans toute l'Europe la réputation de ses armes. Ses diètes ne délibèrent le plus souvent que sur les propositions des puissances qui lui demandent des troupes; mais ces secours, souvent funestes aux princes qui les ont obtenus, ont appris à l'Europe qu'on n'est jamais mieux servi que par des

(1) C'étoit le nom de l'infanterie Allemande.

troupes nationales; qu'il ne faut pas du moins que des étrangers dominant dans une armée, et puissent y donner la loi.

Au reste la haine des Suisses contre Louis XII et les François, n'étoit pas universelle. Leurs diètes étoient souvent partagées sur cet article. La France avoit des partisans et des pensionnaires, qu'on nommoit les *Gal-lisens*; mais leur crédit échouoit contre celui de Matthieu Scheiner, évêque de Sion dans le Valais. Ce prélat belliqueux étoit né dans la bassesse; il avoit été régent, curé, chanoine; il étoit enfin parvenu à force de talens jusqu'à l'épiscopat (1). Elevé depuis au cardinalat par Jules II, dont il servoit les fureurs contre la France, il s'étoit acquis la plus grande considération auprès des Papes, de l'Empereur et de ses concitoyens, par son courage, par son activité, par une éloquence violente comme son caractère; il avoit voué aux François une haine pareille à celle qu'Annibal signala contre les Romains : cette haine avoit pour motif le refus que Louis XII avoit fait d'acheter trop cher ses services. Il n'avoit pas manqué d'être à la tête des Suisses lorsqu'ils avoient enlevé le Milanès à Louis XII. Il agitoit toutes les diètes par les convulsions de sa haine éloquente. On ne pouvoit l'entendre et ne pas haïr les François. L'orgueil aidait encore à fomentier cette haine parmi les Suisses. Cet orgueil, enfant de la liberté, se nourrissoit depuis long-temps de succès et de triomphes. Charles le Téméraire, ce guerrier si formidable à

(1) Varillas dit que Scheiner força, les armes à la main, le Chapitre de Sion à le nommer Coadjuteur de l'Evêque, qui étoit son oncle.

Louis XI et à l'Europe, avoit été vaincu par les Suisses dans trois grandes batailles, et avoit péri dans la dernière. Louis XII n'avoit conquis deux fois Milan que par le secours des Suisses, et les Suisses l'en avoient chassé quand ils l'avoient voulu. Ils l'avoient défait, affoibli, humilié, alarmé pour ses propres états. Enflés de tant d'avantages, ils prenoient le titre fastueux de *dompteurs des Rois*. Ils insultoient à toutes les monarchies, et sur-tout à la France.

Les Valesans et les Grisons, qui font partie du corps Helvétique, ne confondent pourtant pas tellement leurs intérêts avec ceux des Suisses, qu'ils ne les en détachent quelquefois en contractant des alliances particulières avec les diverses puissances. Ainsi en 1510 les Valesans et les Grisons avoient traité avec Louis XII, non-seulement sans les Suisses, mais encore contre eux; puisque les conditions du traité étoient de fermer aux Suisses les passages de l'Italie, de les ouvrir au Roi, et de lui fournir un nombre de troupes proportionné à leurs forces.

ESPAGNE.

L'Espagne sembloit ne s'élever au plus haut degré de gloire et de puissance, que pour y élever la maison d'Autriche. Tous ces divers royaumes étoient devenus des provinces d'un grand empire gouverné par un grand Roi. Quelques Goths chrétiens, échappés en 715 aux armes des Sarrasins, ignorés de leurs vainqueurs, errans dans les montagnes, cachés dans les cavernes de l'Asturie, y avoient conservé les restes de l'ancienne monarchie d'Espagne, et s'étendant insensiblement à travers

Mariana,
Hist. d'Es-
pagne.

Guicciard.

Mariana.
Guicciard,
passim.

Paul Jove,
de vitâ ma-
gni Consalvi
passim.

mille obstacles, ils avoient à la longue consumé cette puissance Mahométane qui les avoit subjugués près de huit siècles auparavant. Du temps de Ferdinand le Catholique, roi d'Arragon, il ne restoit aux Sarrasins que le royaume de Grenade, qu'il conquit sur eux en 1492. Il les poursuivit jusqu'en Afrique; il leur prit Oram et quelques autres places. Le mariage de Ferdinand, avec la célèbre Isabelle, héritière de la Castille, avoit déjà réuni sous ses loix presque toutes les parties de l'Espagne. Pour achever cette réunion, il usurpa la Navarre sur Jean d'Albret; il avoit même étendu ses états du côté de la France jusqu'au-delà des limites naturelles. Une intrigue de confesseur, mal débrouillée par les historiens, lui avoit fait obtenir de Charles VIII la restitution gratuite du Roussillon et de la Cerdagne, engagés pour une somme considérable à Louis XI, par le roi Jean, père de Ferdinand. A force d'infidélités envers Louis XII, il avoit joint en Italie le Royaume de Naples à la Sicile qu'il tenoit de ses aïeux. Christophe Colomb et Améric Vesputé lui avoient acquis de nouvelles terres dans un monde inconnu.

Les historiens ont remarqué que, parmi tant de couronnes accumulées sur la tête de Ferdinand, il y en avoit trois qu'il ne portoit que comme successeur de trois bâtards. Il étoit Roi d'Arragon (1) comme descendant de Ramire III, fils naturel de Sanche, roi d'Espagne. Il étoit roi de Castille par Isabelle sa femme, issue de Henri de Transtamare, bâtard d'Alphonse XI,

(1) Son aïeul avoit été solennellement élu par les États d'Arragon, mais cette descendance avoit été la base de ses droits et le motif de son élection.

qui détrôna et tua Pierre le Cruel son propre frère. Enfin il possédoit le royaume de Sicile comme descendant de Mainfroi, bâtard de l'empereur Frédéric II. On pourroit ajouter que tous les états qu'il ne possédoit point à titre de successeur de Bâtards, il les possédoit à titre d'usurpateur. Il avoit enlevé le royaume de Grenade aux Sarrasins, à qui une possession de près de huit siècles donnoit des droits. La force l'avoit rendu maître de la Navarre; la fraude, du Roussillon et de la Cerdagne; et, quoique la cession de ces deux provinces eût été volontaire de la part de Charles VIII, Ferdinand ne les a pas moins usurpées, s'il est vrai qu'un confesseur, suborné par son or, ait persuadé au foible Charles VIII que l'âme de Louis XI, tourmentée dans le purgatoire pour avoir acheté et bien payé ces deux provinces, ne pouvoit être délivrée que par leur restitution. Acquiert-on des droits bien légitimes par ces voies frauduleuses? C'étoit encore un mélange coupable de force et d'artifice, c'étoit l'infraction des traités les plus solennels qui avoit facilité à Ferdinand la conquête entière du royaume de Naples. A l'égard de l'Amérique, en même-temps qu'on doit les plus grands éloges à l'industrie, au courage, à la constance des navigateurs hardis qui la découvrirent, on est obligé de convenir que les terres de ce nouveau continent n'appartenoient ni au roi d'Espagne, qui s'en empara, ni au pape qui les lui donna (1).

(1) Il semble que ce soit de ce grand événement qu'on ait dit :

*Nequidquam Deus abscondit
 Prudens Oceano dissociabili
 Terras, si tamen impiæ
 Non tangenda rates transiliunt vada.*

D'après ces usurpations et d'après les moyens employés pour y parvenir, on peut se faire une idée du caractère de Ferdinand. Il lui avoit été donné de conquérir sans valeur personnelle, et de tromper peut-être sans vraie finesse. Promettre toujours et n'exécuter jamais étoit toute sa politique. Cette politique a pourtant été très-vantée par les auteurs Espagnols et Italiens, et il faut convenir que le succès semble l'avoir justifiée. Guichardin dit que rien n'auroit terni la gloire de ce Prince, s'il eût été moins infidèle à sa parole. Terrible tache! On auroit pu soupçonner les Historiens François d'avoir mis un peu de passion dans les reproches qu'ils lui ont faits, si, lui-même, il n'eût fait gloire de l'infidélité : il avoit toujours à la bouche cette maxime : *Le profit pour moi, le danger et les dépenses pour mes Alliés*. On lui disoit pour lui faire la Cour : le Roi de France prétend que vous l'avez trompé deux fois ; *parbleu*, répondoit-il avec la plus indécente grossièreté, *il en a bien menti l'Yvrogne, je l'ai trompé (1) plus de dix*. Jamais en effet il n'y eut de traité assez fort pour lui lier les mains, jamais il n'y en eut d'assez clair pour ôter à sa subtilité tout moyen de l'éluder par quelque réserve, par quelque distinction. Il s'étoit proposé Louis XI pour modèle ; il seroit difficile de dire s'il l'a égalé ou surpassé ; mais Louis XI a perdu par sa faute les successions de Bourgogne et de Bretagne (2), Ferdinand a fait de

Amelot, observations sur les Traités des Princes.

Voy. le portrait que M. Fléchier a fait de ce prince, dans la Vie du cardinal Ximénès.

(1) « Et ne trouve l'on guieres d'histoires qui face mention qu'on l'ait trompé (Ferdinand) en sa vie, dit un vieil historien ; il est vrai que c'étoit lui qui trompoit les autres.

(2) On ne prétend pas donner ici beaucoup de force à l'accusation

l'Espagne foible et divisée, une monarchie unique et puissante, il y a joint des possessions considérables en Europe et en Afrique, il a découvert l'Amérique, et, s'il faut juger par l'événement, il appliqua toujours ses talens à de grands objets, au lieu que Louis XI les appliqua souvent à des détails stériles, et les consuma trop en petits efforts.

C'est à Ferdinand que le surnom de *Catholique* a été donné. Il le mérita par des égards moitié politiques, moitié superstitieux pour le Saint Siège, égards qu'il signala sur-tout en demandant au pape Alexandre VI les terres découvertes et à découvrir dans le nouveau monde.

Le grand Consalve, son Général, qui, un peu moins fourbe que lui, avoit quelquefois été sa dupe, disoit : *encore si on connoissoit quelque Dieu auquel il crût, on le feroit jurer par ce Dieu là !*

Les François se vengeoient de ses fourberies et de ses succès, en lui donnant un nom ridicule (1), par lequel ils prétendoient exprimer la foiblesse extrême qu'ils lui attribuoient pour Isabelle de Castille sa femme, dont le génie mâle et ferme partageoit avec lui l'autorité, et à qui l'Espagne fut pour le moins autant redevable qu'à Ferdinand de la vaste étendue de sa monarchie et dans l'ancien et dans le nouveau

Amelot de
la Houssaye,
note sur le
chap. 18 du
prince de
Machiavel.

d'avoir manqué la succession de Bretagne; mais il semble qu'un politique, tel que Louis XI, auroit dû prendre des mesures pour faire épouser à son fils la princesse de Bretagne, au défaut de la princesse de Bourgogne. A la vérité Anne de Bretagne étoit bien jeune encore à la mort de Louis XI, mais les mesures pour de telles alliances se prennent de loin.

(1) *Jean Gizon.*

Monde. Les historiens Castellans lui attribuent une grandeur d'ame, une élévation de sentimens, une générosité qu'elle pouvoit avoir ; mais son ascendant sur l'esprit du Roi et la part qu'elle eut au gouvernement ne permettent pas de la croire absolument innocente des fourberies de Ferdinand.

L'archiduc Philippe, fils de l'empereur Maximilien et de Marie de Bourgogne, avoit épousé la princesse Jeanne, fille de Ferdinand et d'Isabelle ; cette princesse, qui avoit un frère lorsqu'elle s'étoit mariée, réunit dans la suite toute la succession d'Espagne. *L'heureuse* (1) *Autriche n'avoit qu'à se marier* pour s'agrandir. La mort d'Isabelle rendit Ferdinand ennemi de son gendre, parce que Philippe voulut gouverner la Castille, patrimoine d'Isabelle, et par conséquent de Jeanne. Ce fut alors que Ferdinand, uni avec la France, épousa Germaine de Foix, nièce de Louis VII, et sœur de l'immortel Gaston : mais Philippe ne lui fit pas long-temps ombre, ce prince aimable ne fut que montré à ses états ; il mourut en 1506 ; on ne manqua pas de soupçonner son beau-père de l'avoir fait empoisonner : sa femme, qui l'avoit aimé vivant jusqu'à devenir folle de tendresse et de jalousie, devint plus folle encore par le chagrin de l'avoir perdu ; elle erra imbécille et désolée dans toute l'Espagne, traînant à sa suite le cadavre de son mari, nourrissant sa démence et sa douleur de ce spectacle affligeant :

(1) On connoît ces vers sur le bonheur des mariages de la maison d'Autriche.

*Bella gerant fortes, tu felix Austria nubes :
Nam quæ Mars aliis, dat tibi regna Venus.*

elle s'enferma enfin, ou on l'enferma dans le château de Tordesillas : le reste de sa vie ne fut plus qu'un triste et humiliant témoignage de la misère humaine et du néant des grandeurs.

L'archiduc Philippe laissa deux fils, Charles et Ferdinand ; Charles étoit le centre où devoit se réunir la puissance Espagnole et la puissance Autrichienne. Ferdinand le Catholique rentra en possession de la Castille, qu'il gouverna au nom de son petit-fils, tandis que le jeune Charles s'élevoit par les soins du seigneur de Crouy-Chievres dans les Pays-Bas, patrimoine de Marie de Bourgogne son aïeule. L'archiduc Ferdinand, pûiné de Charles, étoit élevé en Espagne.

Mariana,
liv. 29.

On jugeoit aisément que le roi d'Espagne ne seroit point favorable à François I, dans l'expédition du Milanès, qui pouvoit faciliter aux François la conquête du royaume de Naples, en leur donnant un établissement en Italie ; il étoit d'ailleurs vraisemblable que dans un commencement de règne, il chercheroit à susciter des affaires à la France avec laquelle il n'étoit alors ni en paix ni en guerre ; n'ayant fait qu'une trêve illimitée et conditionnelle, dont le prix devoit être le mariage de la princesse Renée, seconde fille de Louis XII, avec l'archiduc Charles, et la cession des droits de la France sur le Milanès. Rien de tout cela ne s'étoit exécuté. Ainsi Ferdinand pouvoit recommencer la guerre, même sans violer aucun traité ; il étoit presque toujours uni avec l'Empereur : ces deux princes n'avoient en

effet presque aucun (1) intérêt contraire, et l'intérêt de l'archiduc Charles, leur petit-fils commun, les réunissoit.

PAYS-BAS.

Mais l'intérêt de l'Archiduc n'étoit pas toujours le même que celui de ses deux aïeux, Maximilien et Ferdinand. Ceux-ci pouvoient quelquefois gagner à faire la guerre aux François, l'Archiduc ne pouvoit qu'y perdre. Il gouvernoit dans les Pays-Bas des peuples indociles, accoutumés à la révolte, toujours prêts à se jeter entre les bras des François, avec lesquels ils ne vouloient point de guerre, parce qu'elle eût ruiné leur commerce et autorisé leur souverain à les charger d'impôts. D'ailleurs le jeune Charles voyoit, dans un avenir peu éloigné, la couronne d'Espagne prête à tomber sur sa tête par la mort de son aïeul Ferdinand; il avoit besoin de la France pour prendre possession de cette couronne, il prévoyoit des contradictions de la part des Espagnols; la France pouvoit fomentér ces troubles, armer en faveur de la maison d'Albret son alliée, pour le recouvrement de la Navarre, redemander le Roussillon et la Cerdagne, ou se jeter sur les Pays-Bas pendant l'absence du prince : il falloit donc prévenir tous ces inconvéniens par un traité,

(1) A la mort de l'archiduc Philippe, on voulut persuader à l'empereur Maximilien de demander la régence de Castille et la tutelle de ses petits-fils; ce qui eût pu exciter la guerre entre lui et Ferdinand : mais l'argent terminoit toute dispute avec Maximilien; il en prit ce que Ferdinand voulut lui en donner, et abandonna régence et tutelle.

soit de concert avec l'Empereur et le roi d'Espagne, soit même sans leur participation. C'étoit à l'archiduc à désirer ce traité, parce qu'il étoit le plus foible. La France n'avoit intérêt de le ménager que pour l'avenir.

PORTUGAL.

Les Portugais n'étoient alors importants dans l'Europe que par la découverte d'une route par mer aux Indes orientales, et par l'adresse qu'ils avoient eue d'enlever à la république de Vénise le commerce des épiceries ; toutes leurs vnes, tournées vers la mer et vers le commerce (1), les rendoient un peu étrangers aux affaires politiques de l'Europe : ils n'avoient pour voisins que les Espagnols qu'ils ne songeoient point à attaquer, contents d'être en état de se défendre, si le désir de joindre ce royaume à toutes les autres provinces d'Espagne, engageoit les Espagnols à les attaquer eux-mêmes. Au reste c'étoit un ennemi qu'on pouvoit dans l'occasion susciter à l'Espagne, et que des défiances naturelles devoient aisément jeter dans toutes les ligues contraires à cette monarchie.

ANGLETERRE.

L'Angleterre, alors étrangère à tout, prétendoit que rien ne se fit sans elle. La balance que les Vénitiens avoient tenue en Italie, les Anglois prétendoient

Larrey.
Rappin de
Thoiras.
Le P. d'Orléans, révo-

(1) Emmanuel le Grand, alors roi de Portugal, prenoit les titres de souverain de Guinée, maître de la navigation et du commerce d'Ethiopie, d'Arabie, de Perse et des Indes, titres d'autant plus glorieux qu'il ne les devoit point au hasard de la naissance, mais à l'industrie de ses sujets, encouragée par ses bienfaits.

lut. d'Angle-
terre. pas-
sim.

André Du-
chesne.

Hist. géné-
rale d'Angle-
terre, d'E-
cosse et d'Ir-
lande, pas-
sim.

la tenir dans toute l'Europe. Leur jeune roi, plein d'orgueil, de passions et de caprices, vouloit être l'arbitre de ses voisins. Il avoit pris pour devise un archer tendant son arc, avec ces mots : *Qui je défends est maître*. L'Angleterre, autrefois si redoutable, se contentoit alors d'être importante. Les divisions des François l'avoient rendue toute-puissante en France, sous le règne de Charles VI. Ses propres divisions l'avoient affoiblie à son tour. La race malheureuse d'Edouard III, armée contre elle-même, venoit de remplir toute l'Angleterre de carnage, de crimes et de supplices. Cette querelle de la Rose rouge de Lancastre et de la Rose blanche d'York, une des plus acharnées que l'ambition ait fait naître, produisit jusqu'à trente batailles rangées, coûta la vie à plus de soixante princes issus d'Edouard III. Il y en eut encore plus d'égorrés de sang-froid que de tués dans les combats. Les deux maisons, abusant tour-à-tour de leurs victoires, s'attachoient à tarir jusque dans les derniers canaux la source d'un sang ennemi.

Catherine de France, fille de notre malheureux roi Charles VI, femme du roi d'Angleterre Henri V, et mère de Henri VI, avoit épousé en secondes noces un homme obscur du pays de Galles, nommé Owen Tudor. De ce mariage étoit né Edmond, comte de Richemont, qui avoit épousé Marguerite de Sommerset de la maison de Lancastre. Le fils d'Edmond et de Marguerite fut le roi Henri VII, issu de la maison royale d'Angleterre par sa mère, et qui peut-être étoit à peine noble (1). Il épousa une princesse de la maison d'York, et

(1) Observons cependant que, depuis l'élévation de la maison de

les droits des deux Roses étoient réunis dans Henri VIII, leur fils; mais il restoit d'autres rejetons de la branche d'York, échappés au carnage des princes de leur maison; c'étoient les seigneurs de la maison de Poole. L'aîné étoit le duc de Suffolk, dont Henri VIII, comme on l'a dit, transmit le titre à Charles Brandon son favori. Le vrai duc de Suffolk, persécuté ainsi que ses frères par Henri VII et par Henri VIII, s'étoit réfugié en France; mais, dans les traités entre les deux couronnes, on stipuloit toujours que le duc de Suffolk sortiroit de son asyle, alors il se retiroit en Allemagne; il ne manquoit pas de reparoitre aussi-tôt que la guerre se rallumoit entre la France et l'Angleterre; il servoit alors dans les armées Françaises, auxquelles il amenoit toujours quelque renfort d'Allemands.

Les seigneurs de Poole n'avoient point de droit ouvert à la couronne d'Angleterre; car si Henri VIII régnoit à titre de Lancastre, ce titre leur étoit contraire, et s'il régnoit à titre d'York, du chef de sa mère elle étoit fille d'Edouard IV, et la maison de Poole ne descendoit que du duc de Clarence, frère puîné d'Edouard. Cependant le duc de Suffolk (1) étoit un instrument de trouble que François I pouvoit dans

Tudor, on lui a donné une origine ancienne et illustre.

(1) Martin du Bellay, qui parle dans ses Mémoires de ce duc de Suffolk qu'il avoit connu, avoit entièrement oublié ce qu'il étoit; il suppose que ce seigneur étoit de la maison de Lancastre, et Henri VII de la maison d'York: il confond aussi les signaux des deux maisons; il donne la rose rouge aux York et la rose blanche aux Lancastre; enfin tout son récit annonce une assez grande ignorance des affaires d'Angleterre.

l'occasion faire agir en Angleterre; c'étoit une étincelle qui pouvoit y rallumer les anciens incendies. Henri VIII en étoit d'autant plus obligé d'entretenir la paix avec les François; ceux-ci avoient encore un autre moyen de contenir ou d'inquiéter Henri VIII, et d'empêcher qu'il ne prit trop de part aux affaires de l'Italie, c'étoit leur ancienne et continuelle alliance avec l'Ecosse.

ECOSSE.

Depuis long-temps l'Angleterre s'efforçoit de réunir cet état à sa monarchie; elle n'avoit pu encore y parvenir; les Ecossois avoient toujours trouvé des ressources en France; et, par un juste retour, ils n'avoient presque jamais manqué de faire d'utiles diversions en Angleterre, quand celle-ci attaquoit la France.

La maison de Stuart, qui depuis 1371 occupoit le trône d'Ecosse, a mérité, entre toutes les autres, le titre respectable d'*Infortunée*, par une suite de disgrâces que le temps n'a point vu finir. Jacques I, après avoir été prisonnier dix-huit ans en Angleterre, avoit été massacré par ses propres sujets. Ses filles furent réduites à chercher un asyle en France, où une de leurs sœurs étoit dauphine; c'étoit la première femme de Louis XI. Victime de la calomnie, elle mourut à vingt ans, moitié de maladie, moitié de douleur, et déjà lasse de la vie (1). Jacques II fut tué à 29 ans dans une expédition malheureuse. Jacques III n'avoit pas 35 ans

Buchanan.
Rer. Scori-
car., histor.
et alii, pas-
sim.

1437.

(1) Son dernier mot fut : *Fy de la vie, qu'on ne m'en parle plus.* Elle mourut sous Charles VII, et ne fut point reine.

lorsqu'il fut tué dans une bataille par ses sujets rebelles. Jacques IV, gendre du roi d'Angleterre Henri VII, 1513. ayant fait, pour servir la France, une irruption dans les états de Henri VIII, son beau-frère, termina par une mort violente une vie toujours agitée. C'est par de telles infortunes que cette race auguste préludoit au détronement, à la proscription, à l'échafaud qui lui étoient réservés.

Le roi d'Ecosse laissa Jacques V, son fils, en très-bas âge. Le roi d'Angleterre crut avoir trouvé l'occasion de gouverner l'Ecosse; il espéroit que sa sœur, comme mère du jeune prince, en auroit la tutelle avec l'administration du royaume; mais Louis XII envoya en Ecosse Jean Stuart duc d'Albanie, cousin-germain de Jacques IV, à qui les états du royaume s'empressèrent de déférer la tutelle, par l'horreur qu'ils avoient pour la domination Anglaise : ce duc d'Albanie trouva la même protection dans François I. Au reste, lorsque François I parvint au trône, la paix étoit nouvellement conclue entre la France et l'Angleterre, elle avoit été cimentée par le mariage de Louis XII avec Marie, sœur de Henri VIII. Il ne s'agissoit que de l'entretenir; mais la guerre et la paix dépendoient alors d'un ministre avide et ambitieux, toujours prêt à vendre l'une et l'autre à celui qui lui offriroit le plus d'honneurs ou d'argent; c'étoit l'orgueilleux Volsey. Il gouvernoit despotiquement l'Angleterre, il disoit : *le Roi et moi voulons*. Cet homme, auquel beaucoup d'historiens ne donnent que des vices et refusent toute espèce de mérite (ce qui paroît un peu exagéré), étoit fils d'un boucher d'Ipswich, dans le duché de Suffolk; il avoit été professeur de grammaire dans l'Université

d'Oxford : devenu successivement chapelain , puis aumônier du Roi , archevêque d'Yorck , grand chancelier du royaume , cardinal , il ne voyoit plus au-dessus de lui que la tiare , à laquelle il aspirait , et c'étoit principalement en flattant cette espérance ambitieuse , qu'on pouvoit compter sur lui.

ÉTATS DU NORD.

Les états du Nord n'avoient presque point d'influence alors sur les affaires du reste de l'Europe ; ils avoient leurs intérêts à part ; les affaires de l'Empire leur étoient un peu moins étrangères que les autres , sur-tout au Dannemarck , mais ils ne prenoient aucune part à celles de l'Italie.

POLOGNE, BOHÈME ET HONGRIE.

La Pologne , la Bohême et la Hongrie étoient gouvernées par des rois particuliers , moitié héréditaires , moitié électifs , presque toujours occupés à repousser les irruptions des Ottomans ; c'étoit alors la maison de Jagellon qui portoit avec éclat ces trois couronnes.

TURQUIE.

La puissance Ottomane prenoit tous les jours de nouveaux accroissemens ; une suite non interrompue d'empereurs belliqueux et conquérans , avoit en peu de temps élevé les Turcs au comble de la gloire. Depuis Soliman I jusqu'à Mahomet II , ils n'avoient cessé de s'étendre dans les trois parties du monde alors connu. Mahomet II , le plus terrible de ces conquérans , fut le

Depuis environ 1324 , jusqu'en 1441 ou environ.

Paul Jov.

premier qui pénétra jusqu'en Italie; il saccagea Otrante, il fit trembler Rome, il parut prêt à engloutir l'univers chrétien; il échoua pourtant devant Belgrade et devant Rhodes, ces deux fameux boulevards de la chrétienté.

de reb. et liv.
imperator.
turcar.

Le prince
Cantim, hist.
des Turcs.

L'île de Rhodes étoit alors défendue par cette milice religieuse, née de la charité, formée dans le sein des croisades, reste noble et précieux de cet esprit de chevalerie pieuse, qui avoit produit autrefois tant de folie et tant d'héroïsme. Les chevaliers Hospitaliers de Saint-Jean, accrus des dépouilles des malheureux Templiers, avoient été transportés, par la vicissitude des événemens, de Jérusalem à Acre, d'Acre à Limisso dans l'île de Cypre, de Limisso dans l'île de Rhodes, dont ils firent la conquête le 15 août 1310. A peine en étoient-ils en possession, qu'Othman I, chef de la race des Ottomans, voulut la leur enlever; il fut repoussé avec perte; Mahomet II ne fut pas plus heureux en 1481, et mourut cette même année, lorsqu'il se dispoisoit à remettre le siège devant Rhodes, et à envoyer une nouvelle armée en Italie. Bajazet II attaqua Rhodes avec aussi peu de succès. Selim I, son fils, ayant conquis la Palestine, les Turcs devinrent encore plus ennemis des chevaliers de Rhodes, qui prétendoient n'avoir point abandonné le projet de délivrer Jérusalem et les lieux saints. L'ordre de Saint-Jean réunissant des Chrétiens de presque tous les états de l'Europe, formoit une espèce de croisade perpétuelle contre les Infidèles. Cette énorme puissance Mahométane, qui avoit englouti tant d'autres puissances, sentoit que la Chrétienté ne subiroit jamais son joug, tant que la barrière qu'opposaient les chevaliers de Rhodes ne seroit point

renversée ; Selim se disposoit donc aussi à faire le siège de Rhodes vers le temps de l'avénement de François I.

Après les chevaliers de Rhodes, l'Allemagne dans sa partie orientale, et l'Italie dans toutes ses parties, étoient les puissances de l'Europe le plus essentiellement ennemies des Turcs, et les plus exposées à leurs incursions.

La France n'avoit pour s'armer contre les Turcs, que l'intérêt commun de la Religion, qui pouvoit céder aux intérêts particuliers de la politique ; les Turcs pouvoient faire d'utiles diversions contre le roi d'Espagne, dans le royaume de Naples, et contre l'Empereur en Allemagne ; mais une telle alliance eût paru infâme et monstrueuse. On n'avoit point encore assez compris que, dans les alliances d'état à état, c'est la seule conformité d'intérêts qu'on doit consulter. Il faut avouer cependant que s'il n'y avoit qu'une indécence apparente, il y avoit un danger réel à attirer les armes des Infidèles dans des états Chrétiens.

RÉCAPITULATION.

En résumant tous ces objets politiques, et en embrassant le tableau général de l'Europe, dans l'état où il se présente à la mort de Louis XII, on trouve que le nouveau roi, dans ses projets de conquête sur l'Italie, devoit être traversé par l'Empereur, par le roi d'Espagne, par les Sforces, par les Suisses, et secondé par les Vénitiens et par le duc de Savoie.

On ne savoit encore quel parti prendroient les Génois, les Médicis, le roi d'Angleterre, l'archiduc Charles.

La France, outre ses alliés, avoit un certain nombre

de protégés foibles ou malheureux, mais qui pouvoient la servir utilement dans l'occurrence, moyennant les secours qu'elle leur fourniroit; tels étoient en Italie les Feudataires du Saint-Siége; du côté de l'Espagne, le roi de Navarre et le roi de Portugal; entre l'Allemagne et les Pays-Bas, le duc de Gueldres; dans les îles Britanniques, le régent d'Ecosse.

La France pouvoit encore être secondée par les Turcs, si elle osoit accepter leurs dangereux secours.

On n'avoit presque rien à espérer ni à craindre des autres Puissances.

CHAPITRE IV.

Constitution et ressources intérieures de la France.

APRÈS avoir vu les facilités et les obstacles que la France devoit trouver au dehors à l'exécution de ses projets, il reste à examiner ses ressources intérieures, et les moyens qu'elle tiroit de sa constitution même pour combattre ses ennemis et pour secourir ses alliés.

La France ne possédoit alors du côté du nord, ni la Flandre ni l'Artois; elle n'avoit au levant, ni la Lorraine, ni la Franche-Comté, ni l'Alsace; le Roussillon et la Cerdagne avoient été rendus à Ferdinand le Catholique, par Charles VIII. Avec des ports sur l'Océan et sur la Méditerranée, l'état n'avoit point de marine; malgré les guerres continuelles, il n'avoit point d'infanterie nationale; les arts, ornemens de la paix, ne fleurissoient point encore dans la France, le

commerce ne l'enrichissoit point, les manufactures n'y attiroient pas les Etrangers et leur argent; on croiroit d'abord qu'une telle nation ne devoit avoir d'éclat ni dans la paix, ni dans la guerre; cependant, comparée aux autres nations de l'Europe, la France en étoit le modèle; comparée à elle-même, elle voyoit luire ses plus beaux jours; elle n'étoit plus ni tyrannisée par des ennemis étrangers, comme sous les premiers Valois, ni déchirée par des ennemis domestiques, comme sous Louis XI et sous Charles VIII. La Bourgogne ni la Bretagne n'étoient plus le siège de deux puissances ennemies, elles faisoient alors partie de ce même royaume, qu'elles avoient tant troublé autrefois. Toutes les anciennes plaies étoient fermées; la douceur du gouvernement de Louis XII avoit fait de l'état un corps robuste et bien constitué; elle procuroit au royaume une population plus abondante que n'eût pû faire le commerce avec tous les arts qu'il traîne à sa suite; l'avantage d'être gouvernés par de douces et sages maximes, de vivre dans une terre heureuse, sous une administration paternelle, de ne porter que des charges légères, et toujours employées au bien public, ce bonheur goûté par les François, aperçu par leurs voisins, envié par leurs ennemis, ouvroit le sein de la France à une multitude d'habitans. Sous Louis XI, la terreur avoit été le ressort des François, elle le fut encore depuis sous Louis XIII. Le respect l'a été de nos jours sous Louis XIV. Sous François I, ce fut l'honneur; sous Louis XII, c'étoit l'amour. Le peuple même aimoit l'état et estimoit le ministère; les grands étoient soumis, sans que la main terrible d'un Richelieu eût écrasé des têtes rebelles; un attrait

doux et puissants les attachoit à la cour et à leur devoir ; ils adoroient leur prince, ils trouvoient du plaisir à lui sacrifier leur fortune , à verser leur sang pour lui. Le caractère chevaleresque de Louis XII avoit contribué , autant que ses vertus , à exciter parmi les nobles cet enthousiasme de tendresse. On l'avoit vu dans sa jeunesse, malheureux et opprimé, chercher un asyle à la cour de Bretagne, devenir l'amant et le défenseur d'une princesse malheureuse et opprimée comme lui , la disputer à ses rivaux par des services glamment héroïques, combattre pour elle, subir la captivité, pousser enfin l'héroïsme de l'amour jusqu'à déterminer lui-même cette princesse à renoncer à lui ; ce caractère de gentilhomme et de chevalier, sublime dans ses vertus, aimable dans ses fautes et ses foiblesses, ne l'avoit point quitté sur le trône, et on le voyoit renaître avec plus d'éclat encore dans son successeur. Aussi l'esprit de chevalerie n'avoit jamais tant animé la noblesse françoise, n'avoit jamais inspiré une valeur si romanesque, ni produit tant d'actions généreuses, que sous Louis XII et sous François I.

La France venoit pour la première fois de voir réunis contre elle le Pape et presque toute l'Italie, l'Empereur, les Suisses, le roi d'Espagne, le roi d'Angleterre, cependant à peine avoit-elle été entamée ; et, lorsqu'elle eut détaché le roi d'Angleterre de cette ligue, non-seulement elle s'étoit sentie assez forte pour résister à tous ses autres ennemis, mais encore elle avoit cru pouvoir reprendre ses anciens et justes projets de conquête sur l'Italie ; tant de force étoit l'effet de la réunion des grands, du zèle de la noblesse et de l'obéissance des peuples. Les ennemis de la France n'avoient eu

autrefois de grands succès contre elle que par ses divisions.

PRINCES DU SANG.

Les princes du sang, si factieux, si turbulens, si funestes à l'état, sous Charles VI, se souvenoient, sous Louis XII, qu'ils étoient les soutiens naturels du trône. Réunis sous un maître digne de leur commander, ils ne haïssoient que les ennemis de l'état, et ne connoissoient d'autre gloire que celle de le servir.

MAISON D'ALENÇON.

Le premier parmi eux étoit Charles, duc d'Alençon, qui descendoit de Philippe le Hardi, par (1) Charles, comte d'Alençon et du Perche, fils puîné de Charles de Valois. En 1414, Charles VI érigea le comté d'Alençon en duché-pairie, en faveur de Jean d'Alençon, bisaïeul de celui dont nous parlons.

Le duc d'Alençon restoit seul de sa branche. Ce

(1) Mezerai, dans sa grande Histoire, dit que la branche d'Alençon commença vers l'an 1325 par un prince de même nom, fils puîné de Philippe III, dit le Hardi. Cette expression très-impropre feroit penser que Philippe le Hardi, outre ses trois fils connus, Philippe le Bel, Charles de Valois, et le comte d'Evreux, eut encore un autre fils, tige de la branche d'Alençon, ce qui est faux. Ce prétendu fils puîné de Philippe le Hardi, du nom d'Alençon, n'est autre que Charles de Valois, qui n'a jamais porté le nom d'Alençon. Il est vrai qu'en 1294 Philippe le Bel, son frère, lui donna en augmentation d'appanage les comtés d'Alençon et du Perche; mais il conserva toujours le nom de Valois, son premier et principal appanage : ce nom passa à Philippe son fils aîné, depuis roi de France, et le nom d'Alençon à Charles, frère puîné de Philippe, et tige de la branche d'Alençon.

prince, dont la figure et le mérite répondoient assez mal à la dignité de son rang, fut pourvu par François I du gouvernement de Normandie; il épousa Marguerite d'Angoulême, princesse d'une beauté rare, d'un esprit élevé, délicat, digne sœur de François I, par son goût pour les arts, qu'elle aima toujours autant qu'elle méprisoit son mari (1).

MAISON DE BOURBON.

Les Bourbons s'approchoient alors du trône qu'ils devoient remplir un jour avec tant de gloire. On sait qu'ils descendoient de Saint-Louis, par Robert, comte de Clermont en Beauvoisis, son sixième fils, qui avoit épousé Béatrix de Bourgogne, fille de Jean de Bourgogne, et de l'héritière de Bourbon-l'Archambaud, dont les descendants de Robert prirent le nom, lorsque, sous Charles le Bel, la baronnie de Bourbon eut été érigée en duché-pairie, en faveur de Louis I, fils aîné de Robert.

La maison de Bourbon étoit alors divisée en trois branches principales, celle de Montpensier, celle de Vendôme et celle de Carencei.

BRANCHE DE MONTPENSIER.

Charles, l'aîné de la branche de Montpensier, et

(1) Elle épousa en secondes noccs Henri d'Albret roi de Navarre. C'est cette célèbre reine de Navarre Marguerite, dont on a des comédies et d'autres ouvrages sous ce titre digne du goût du temps, *Marguerite de la Marguerite des Princesses*, et des contes dans le goût de Bocace, si connus sous le titre de *Nouvelles de la Reine de Navarre*. On parlera beaucoup d'elle dans la suite.

par conséquent de toute la maison de Bourbon, étoit un héros alors bien utile, depuis bien fatal à la France. Il étoit fils de ce malheureux Gilbert de Montpensier, mort à Pouzzols, dans les guerres de Naples, sous Charles VIII; il étoit frère de ce Louis de Montpensier, à qui l'aspect du tombeau de son père avoit donné la mort. Ce n'est point ici le lieu de parler du mariage du duc de Bourbon, ni de la passion invincible qu'il eut le malheur d'inspirer à la mère du Roi. François I, à son avènement, lui donna l'épée de connétable, que personne n'avoit portée (1) depuis Jean de Bourbon, mort en 1488.

Duchesne,
Recherches
des villes.
En 1515.

Charles de Bourbon, nouveau connétable, avoit un frère nommé François, qui éprouva aussi les bontés du jeune roi; ce fut en sa faveur que le vicomté de Châtelleraud fut érigé en duché-pairie, et non en faveur du comte de Saint-Pol, comme le dit Mézeray.

BRANCHE DE VENDÔME.

L'aîné de la branche de Vendôme se nommoit Charles de Bourbon, comme le Connétable. François I érigea aussi en sa faveur le comté de Vendôme en

(1) Varillas prétend que la comtesse d'Angoulême eut à vaincre quelques répugnances de la part du Roi, mais qu'elle lui représenta : *qu'il étoit important de faire voir à ses sujets qu'il n'avoit ni la bassesse d'âme ni la timidité de ses quatre prédécesseurs, qui n'avoient osé confier leur épée à des princes de leur sang, de crainte de les redouter ensuite.* Bévue d'autant plus singulière, que Varillas lui-même, dans la vie de Charles VIII, observe, d'après tous les historiens, que ce roi avoit fait Jean de Bourbon connétable. D'ailleurs *la bassesse d'âme* de Louis XII est une expression bien étonnante.

« duché-pairie » (1), et lui donna le gouvernement de l'île de France et de la Picardie. Le duc de Vendôme fut l'aïeul de Henri IV ; il venoit d'épouser Françoise d'Alençon, veuve de François II, duc de Longueville, mort en 1513.

François de Bourbon, comte de Saint-Pol, frère du duc de Vendôme, ne dégénéroit point de la valeur de sa maison ; « *car de cette race de Bourbon, dit Brantôme, il n'y en a point de poltrons, ils sont tous braves et vaillans.* » François I l'aimait tendrement, et l'admettoit à tous ses plaisirs : le comte de Saint-Pol étoit plus soldat que général ; il eût brigué avec plus d'empressement l'honneur d'un coup de main, d'une commission périlleuse, que le commandement le plus glorieux. Il aimoit le péril pour le péril même, et le regardoit presque comme le seul moyen d'acquérir de la gloire.

La branche de Vendôme avoit formé celle des princes de la Roche-sur-Yon, depuis ducs de Montpensier, dont la tige étoit Louis de Bourbon, qui vivoit alors.

BRANCHE DE CARENCI.

Il n'y avoit alors de cette branche que Bertrand de Bourbon-Carenci, qui fut tué cette année à la bataille de Marignan, et qui ne laissa point de postérité. La branche de Carenci avoit formé celle de Bourbon-Duisant, dont étoit Philippe de Bourbon, qui mourut aussi sans postérité.

(1) Au mois de février 1515.

Il y avoit encore quelques princes de la branche de Dreux, issue du Roi Louis le Gros, mais la plupart vivoient sans éclat et loin de la cour.

En 1540, François de Dreux et ses frères furent assignés devant les élus de Lizieux, pour être imposés à la taille, leur extrême pauvreté, et l'obscurité qui en étoit la suite, les ayant fait croire roturiers. Ils prouvèrent qu'ils étoient réellement de la maison de France et de la branche de Dreux.

Les Courtenai, pareillement issus de Louis le Gros, servoient l'État avec honneur, et vivoient quelquefois à la Cour, quoique dans un éclat trop inférieur à leur naissance.

MAISON LÉGITIMÉE D'ORLÉANS DE LONGUEVILLE.

Il restoit quatre rejetons de la branche légitimée d'Orléans-Longueville, qui descendoit du frère unique de Charles VI, par le fameux bâtard de Dunois. « *Ce « brave Seigneur, dit Brantôme, sema une telle semence de générosité en toute sa race, qu'elle s'en est « toujours ressentie.* »

On ne vit plus reparoître à la tête des armées Louis I, duc de Longueville, qui avait perdu la bataille de Guinegaste, et qui, tirant un grand avantage d'un grand malheur, avoit conclu la paix avec l'Angleterre, pendant sa prison. Son mariage avec l'héritière de Neuf-Châtel, lui procura cette souveraineté.

Ses trois fils Claude, Louis II et François, ducs de Longueville, furent employés sous François I, dans les armées et dans les négociations.

Les guerres d'Italie, sous Charles VIII et sous

Louis XII, avoient formé d'excellens capitaines, tels que les Châtillon, les d'Ars, les la Tremoille, les Chabannes, les Bayard, les d'Imbercourt, les Galiot, les Trivulce, etc. sous lesquels se formoient plusieurs jeunes capitaines pleins d'ardeur et de courage, tels que Lautrec et ses deux frères (Lescun et l'Esparre de la maison de Foix, cousins de Gaston), Bonnivet frère du gouverneur du Roi, Montmorenci, Brion, Teligny, les Créqui, les Guise, les Du Bellai, les la Marck, etc., tous vrais chevaliers, passionnés pour le Roi, pour l'état, pour la guerre, pour la gloire. Ils étoient en général peu jaloux de commander, peu exercés à obéir, tous très-ardens à combattre; la plupart bornoient leur ambition à être capitaines, ou même lieutenans des compagnies de gendarmerie.

Le corps de la gendarmerie ou cavalerie française n'étoit composé que de noblesse; si quelquefois on y admettoit des gens nés dans le tiers-état, c'étoit à condition de n'exercer que la profession des armes, qui alors les ennoblissoit (1). Cette troupe avoit long-

Du Bos,
Ligue de
Cambrai,
Dissertation
prélimin.

(1) Cette proposition n'est pas sans difficultés; elle n'est pas assez essentielle à l'histoire de François I pour qu'on prenne la peine de la discuter ici. On observera seulement qu'elle a de grandes autorités en sa faveur. Coquille, qui écrivoit en 1595, dit : (Hist. de Nivern. p. 346) « en France, où d'ancienneté on estime que le métier de la guerre étoit à exercer par les seuls gentilshommes; si aucun roturier étoit employé aux armes, il acquéroit la noblesse par sa valeur, et étosoie se pratique que le roturier employé en fait des armes, peut se dire gentilhomme.

Loysel, dans ses Institutes Coutumières, s'exprime ainsi : « nobles étoient jadis non-seulement les extraits de noble race en mariage, ou qui avoient été ennoblis par les lettres du Roi, ou

Coquille,
Hist. de Ni-
vernois, p.
346.

Loysel,
Instit., Cou-
tumier., liv.
1, art. 6.

temps passé pour invincible; elle chargeoit avec une impétuosité si brusque, qu'elle ébranloit et entamait d'abord les bataillons les plus fermes; cependant les échecs de Guinegaste et de Novare avoient un peu flétri sa réputation; ses ennemis commençoient à dire qu'ils avoient eu tort de craindre ces lièvres armés, mais ces lièvres brûloient de s'élancer en lions sur ceux qui osoient les braver ainsi.

C'étoit dans ce corps de gendarmerie que consistoient les principales forces militaires de la France; elle avoit, comme on l'a dit, peu d'infanterie nationale; et cette infanterie, enrôlée pour une seule campagne, composée de laboureurs et d'artisans impatients de retourner à leur charrue ou à leurs métiers, n'avoit ni valeur ni discipline; ne savoit ni n'aimoit cet art de la guerre, auquel on n'avoit jamais le temps de la former. Cette disette de bonne infanterie nationale avoit engagé Louis XI, Charles VIII et Louis XII, à se servir d'infanterie Suisse; mais, depuis la rupture de Louis XII avec les Suisses, on avoit eu recours aux Lansquenets et aux Grisons. Il eût mieux valu, sans doute, s'attacher à discipliner l'infanterie Française, en la retenant sous le drapeau en tout temps, et en l'exerçant aux évolutions militaires.

Tel étoit l'état où François I^{er}, à son avènement, trouva l'Europe et la France.

« pourvus d'offices nobles, mais aussi ceux qui tenoient des fiefs
« et faisoient profession des armes. »

Voir dans la vie du chevalier Bayard son discours à M. de la Palice, sous Louis XII année 1509, et sur-tout le discours préliminaire de la ligue de cambrai.

HISTOIRE

DE

FRANÇOIS PREMIER,

PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE CIVILE, POLITIQUE ET MILITAIRE.

LIVRE PREMIER,

CONTENANT TOUT CE QUI S'EST PASSÉ DEPUIS L'AVÈNEMENT
DE FRANÇOIS I JUSQU'A LA CONCURRENCE A L'EMPIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Distribution de grâces et d'emplois à la cour. Négociations. Campagne de 1515. Bataille de Marignan. Conquête du Milanès.

FRANÇOIS I signala d'abord sa tendresse pour sa mère et sa reconnaissance envers son gouverneur, par les dispositions qu'il fit dans sa cour. Il mit Gouffier-Boisy à la tête des affaires, en lui associant Florimond Robertet; le même Gouffier eut l'office de grand-maître de la maison du Roi, il falloit en dépouiller la Palice qui en avoit été pourvu par Louis XII. La Palice fut noblement dédommagé par le bâton de

*Pâques le 8
Avril 1515.*

*Mém. de
Du Bellay.
Liv. 1.*

1515.

maréchal de France; cette dernière dignité étoit d'autant plus glorieuse qu'elle étoit alors plus rare. François II l'ennoblit encore en décidant qu'elle seroit désormais à vie, au lieu qu'elle n'avoit été jusque-là qu'une commission révocable. Il n'y avoit eu qu'un maréchal de France dans l'origine; le nombre ensuite en avoit été fixé à deux, puis à trois. François I l'augmenta jusqu'à quatre, et même pendant quelque temps jusqu'à cinq, les guerres qu'il eut à soutenir lui donnant plus de sujets à récompenser (1). On avoit vu aussi jusqu'à quatre maréchaux de France sous Charles VII, qui vouloit attacher les guerriers à son parti par l'attrait des récompenses. François I finit par réduire le nombre des maréchaux de France à trois. Les quatre qui l'étoient en 1515 étoient Trivulce, Lautrec, d'Aubigny, nommés par Louis XII, et la Palice ou Chabannes, nommé par François I.

Belcar, Hist.
Gallic., liv.
15, n. 1,

Le comté d'Angoulême fut érigé en (2) duché pour Louise de Savoye. Son fils l'avoit peut-être encore plus flattée en nommant le duc de Bourbon connétable; ce fut aussi à sa considération qu'il fit chancelier (3) An-

(1) Ce que dit le père Daniel dans sa milice française, liv. 9. chap. 1, sur le nombre des maréchaux de France, sous François I, n'est pas exact; nous suivons la chronologie historique militaire faite sur les originaux du dépôt de la guerre, par M. Pinard, commis au bureau de la guerre. Ce fut François I qui honora les maréchaux de France du titre de *cousins*.

(2) Le 28 Février 1516.

(3) La formule du serment, fait entre les mains du Roi par le chancelier Duprat, est remarquable en ce qu'elle semble fixer le degré de résistance que la justice peut et doit quelquefois apporter à l'autorité. « Vous jurez que..... quand on vous apportera quelque « lettre à sceller, signée par le commandement du Roi, si elle n'est

toine Duprat, premier président du parlement de Paris : Etienne Poncher, évêque de Paris, qui tenoit les sceaux, « les remit sans regret, comme il les avoit « maniés sans reproche, dit Mézerai. Le Roi donna quelque temps après à Duprat l'hôtel de Piennes, près des Augustins, que Charles VIII avoit acquis. Le génie de ce Duprat, trop décrié par la foule des Historiens, ne se renfermoit point dans les bornes de la législation et de la magistrature, il embrassoit toutes les parties de l'administration ; la guerre même étoit de son ressort ; il traça plus d'une fois avec intelligence le plan d'une campagne, et dirigea de son cabinet les opérations des Généraux. La duchesse d'Angoulême put se flatter que le coup d'essai de son crédit avoit été de procurer les deux plus grandes places de l'état aux deux hommes les plus habiles, et peut-être les plus dangereux.

Louis XII, depuis sa réconciliation avec l'Angleterre, reprenoit ses projets de conquête sur le Milanès, et travailloit à ses armemens, résolu de passer de nouveau les Alpes au printemps prochain. François I, plein du même objet, fit continuer secrètement ces préparatifs : d'un autre côté il s'occupait tout entier à renouveler les traités faits avec son prédécesseur et à tâcher d'en conclure de nouveaux.

Toutes les puissances amies ou neutres lui envoyè-

« de justice, ne la scellerez point, encore que ledit seigneur le com-
 « mandât par une ou deux fois, mais viendrez par devers icelui
 « seigneur, et lui remontrerez tous les points par lesquels ladite let-
 « tre n'est raisonnable, et, après que aura entendu lesdits points,
 « s'il vous commande la sceller, la scellerez, et lors le péché en
 « sera sur le dit seigneur, et non sur vous. »

1515-

Mém. de Du
Bellay, liv. 1.Belcarius,
Hist. Gallic.,
lib. 17, n. 12,
et alii pas-
sim.

1515.

rent des ambassadeurs pour le féliciter sur son avènement ; il profita de l'occasion pour négocier avec elles.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Le roi d'Angleterre ne pouvoit oublier qu'il avoit été trompé dans tous les traités qu'il avoit faits avec l'Empereur et avec le roi d'Espagne. Les fréquentes trêves conclues par ces deux monarques, sans sa participation, tandis qu'il faisoit, seul et à grands frais, la guerre à l'ennemi commun, l'avoient dégoûté de leur alliance ; il se hâta de renouveler avec François I le

Le 5 Avril. traité fait l'année précédente avec Louis XII.

Guicciard,
liv. 12.

L'archiduc Charles devoit au roi de France un hommage pour les comtés de Flandre, d'Artois et de Charolois.

Belcar.,
liv. 15, n. 2.

La situation de ses états, l'indocilité de ses sujets, les successions d'Espagne et d'Autriche qu'il devoit recueillir un jour, sa foiblesse présente, l'intérêt de sa grandeur future, tout le forçoit, comme on l'a dit, de ménager la France. Le traité de celle-ci avec l'Angleterre rendoit encore la paix plus nécessaire à l'Archiduc ; placé entre ces deux puissans voisins, il avoit à craindre qu'ils ne s'accordassent pour le dépouiller et partager ses états. Il se jeta donc de lui-même entre les bras de François I, qui fut charmé de pouvoir l'arracher aux conseils de Maximilien et de Ferdinand.

Mém. de
Du Bellay,
l. 1.

Belcar., liv.
15, n. 2.

Traité des

Le comte Henri de Nassau vint à Paris, en apparence pour rendre hommage au nom de l'archiduc (1) son

(1) Les plénipotentiaires de l'Archiduc, outre le comte de Nassau, étoient Michel de Croy, chevalier de la Toison d'Or, parent de Chièvres, Michel de Pavie, doyen de l'Eglise de Cambrai, Philippe Dales, maître d'hôtel de l'Archiduc, Mercurin de Gattinara, qui fut depuis son chancelier, Jean Caulier, maître des requêtes de son hôtel, Gilles Vandesdamme, son secrétaire. Ceux du Roi

maître, mais en effet pour traiter avec François I (1). Ils convinrent du mariage de l'Archiduc avec Madame Renée, belle-sœur du Roi, qui devoit avoir en dot six cent mille écus et le duché de Berry, en renonçant à toutes successions.

1515.
25 et 31
mars 1515.

Les deux articles importants du traité étoient, pour l'Archiduc, la succession future d'Espagne, pour le Roi, la restitution de la Navarre à Jean d'Albret, son allié.

Charles craignoit que Ferdinand ne voulût faire passer la Couronne d'Espagne à l'autre archiduc, son petit-fils, nommé Ferdinand comme lui, et plus cher que Charles aux Espagnols, chez lesquels il étoit élevé; mais, Charles ne voulant point trop montrer ses inquiétudes à cet égard, l'article fut tourné de la manière la plus clairement obscure, dont on put s'aviser; les deux princes promirent de s'entraider dans leurs justes projets de conquête, dont ils se feroient part l'un à l'autre.

Quant à la Navarre, ils convinrent d'envoyer une ambassade commune au roi d'Espagne, pour l'engager à rendre justice au roi de Navarre; on eut pour le roi d'Espagne le foible égard de lui donner un an pour se déterminer.

Il paroît que ce traité fut accordé de part et d'autre (2) aux conjonctures, sans aucune intention réci-

furent, non le duc de Vendôme, comme le disent plusieurs historiens, mais le chancelier Duprat, Jean d'Albret d'Orval, parent du roi de Navarre, le maréchal de Lautrec, le Bâtard de Savoie, oncle du Roi, et Imbert de Bastarnay, chevalier de l'Ordre.

(1) dans le préambule du traité, les deux princes citent Aristote pour prouver qu'ils ont raison de traiter ensemble.

(2) On prétend qu'un article secret de ce traité, fut que le comte

1515.

proque de l'exécuter; le Roi ne vouloit point donner sa belle-sœur à un prince aussi puissant que l'Archiduc devoit l'être un jour; à un prince qui, au moyen de ce mariage, pût lui disputer la Bretagne; il ne vouloit pas plus donner le Berry à la princesse Renée. L'Archiduc, de son côté, n'avoit aucune intention de restituer la Navarre, quand il seroit roi d'Espagne.

Au reste, ce traité, si peu sincère de part et d'autre, produisit aux deux souverains le fruit qu'ils en attendoient; d'un côté, les Pays-Bas furent paisibles; de l'autre, l'Archiduc ne prit aucune part à la querelle du Milanès.

Guicciard,
liv. 12.
Belcar.,
liv. 15, n. 3.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Les Vénitiens pressoient le Roi de renouveler avec eux la ligue qu'ils avoient faite avec Louis XII. Il les fit attendre quelque temps, parce qu'il traitoit d'une trêve ou d'une paix avec le roi d'Espagne et avec l'Empereur.

Le roi d'Espagne consentoit à la trêve; mais pénétrant les desseins de François, il exigeoit de sa part une renonciation à la conquête du Milanès; Ferdinand l'eût faite sans balancer, pour empêcher son ennemi d'agir, et l'eût violée au premier moment

de Nassau épouserait Claude de Châlon, sœur de Philibert, prince d'Orange, qui étoit élevée auprès de la reine de France. Ce mariage, seul article du traité qui ait eu son exécution, fit passer la principauté d'Orange et tous les biens de la maison de Châlon dans celle de Nassau, le prince Philibert étant mort en 1550 sans enfans; il seroit remarquable que l'Archiduc eût pris assez d'intérêt au mariage du comte de Nassau pour vouloir qu'on en fit un article secret du traité, comme s'il eût été poussé par une espèce de fatalité à procurer l'élévation de cette maison de Nassau, qui devoit un jour faire perdre à la sienne une partie des Pays-Bas.

favorable. François, plus fier et plus franc, ne voulut point se lier ainsi les mains; Ferdinand examina encore s'il n'accepteroit point la trêve, sans exiger cette rénonciation; mais, considérant que ses fréquentes defections avoient déjà irrité contre lui le roi d'Angleterre, et pourroient encore déterminer le Pape et les Suisses à l'abandonner au besoin, il déclara qu'il ne trahiroit point la cause du Milanès, et que, si ce pays étoit attaqué, il le défendrait.

1515.

Maximilien, que Ferdinand gouvernoit, prit aussi, par foiblesse, ce parti courageux, et les François s'unirent plus étroitement que jamais avec les Vénitiens; ils jurèrent encore de ne poser les armes qu'après qu'ils auroient recouvré de part et d'autre tout ce qu'ils avoient perdu en Italie.

Ce traité ne fut point public; et, quoique François eût refusé au roi d'Espagne de sacrifier ses droits sur le milanès, rien n'annonçoit encore qu'il dût les faire valoir si-tôt; il continuoit toujours ses armemens avec une vivacité sourde qui n'étoit presque pas aperçue de ses voisins, et qu'il tâchoit de leur dérober.

Il falloit d'abord que l'Europe, s'il étoit possible, ignorât ces préparatifs; mais, comme on devoit peu se flatter de les lui cacher long-temps, il falloit du moins qu'elle se méprît sur l'objet. Pour l'amener à cette erreur, on sut profiter habilement des conjonctures; les Suisses menaçoient la Bourgogne, parce que le traité humiliant conclu par la Trémoille, pour sauver cette province, après la défaite de Novare, n'avoit point été ratifié par Louis XII. François I, sans le ratifier davantage, affecta les vues les plus pacifiques, et nomma le seigneur de Jamets, fils de

1515.

Franc. Guicciard, l. 12.

Robert de la Mark, seigneur de Sedan, pour ambassadeur auprès des Treize Cantons; les Suisses, animés par le cardinal de Sion, refusèrent des passeports, et déclarèrent que, si le traité de Dijon n'étoit pleinement exécuté, ils alloient entrer en armes dans la Bourgogne. C'étoit précisément cette déclaration que François I demandoit; il fut le premier à la publier, il se plaignit hautement de la dureté des Suisses. il parut alarmé de leurs menaces, et il fit faire ouvertement en Bourgogne des préparatifs qu'on pouvoit croire uniquement destinés à la défense de cette province.

Le Pape et les autres princes d'Italie donnèrent dans le piège; en combinant les conjonctures, ils croyoient qu'en effet le Roi se borneroit à défendre la Bourgogne, et n'entreprendroit rien en Italie, au moins cette année. Un nouveau règne ne leur paroissoit point propre à de si grands projets; « il faut du temps, disoient-ils, pour que ce jeune roi soit affermi sur le trône où il est à peine monté; il faut qu'il prenne connoissance des différentes branches de l'administration, qu'il rétablisse les finances épuisées sous le dernier règne, qu'il répare toutes les brèches que les malheurs des dernières années de Louis XII ont faites à la France. »

Petrus de Angler. Ep. 543. Mariana.

En vain (1) Ferdinand leur crioit : « Ne vous endormez point sur une si vaine confiance; un moment suffit aux François pour s'accoutumer à leurs maîtres. N'examinez point tant ce que notre ennemi doit faire, considérez un peu plus ce qu'il fait. Est-

(1) *Sagax et est longâ rerum experientia sapiens*, dit de lui Pierre Martyr d'Anglerie, epist. 543.

« ce uniquement pour défendre la Bourgogne, qu'il
 « ajoute à sa gendarmerie quinze cens lances? aug-
 « mentation inouïe, exorbitante, qui annonce les plus
 « vastes projets? Est-ce pour défendre la Bourgogne,
 « qu'un train immense d'artillerie défile dans le
 « Lyonnais, et gagne insensiblement les montagnes?
 « Est-ce encore pour défendre la Bourgogne, que
 « l'Allemagne lui fournit jusqu'à dix mille Lansquenets,
 « que le duc de Gueldres lui rassemble dans ses états
 « six mille fantassins d'élite, que Pierre de Navarre⁽¹⁾,
 « mon sujet rebelle, vient, jusque sur les frontières
 « de mon royaume, lever dix mille Gascons ou
 « Basques? »

1515.

Belcar.,
 l. 15, n. 3.
 P. Jove,
 liv. 15.

Les princes d'Italie ne vouloient point être frappés

(1) Pierre de Navarre étoit un Espagnol, soldat de fortune, le premier ingénieur de l'Europe, et un des premiers capitaines; son mérite l'avoit élevé au commandement en Espagne. A la bataille de Ravenne, où il commandoit l'infanterie Espagnole, il avoit long-temps disputé la victoire à Gaston de Foix; il en coûta la vie à Gaston, et la liberté à Navarre. Le duc de Longueville ayant aussi été pris l'année suivante à la bataille de Guinegaste, Louis XII lui donna Navarre pour que la rançon qu'il en tireroit l'aidât à payer la sienne; mais le lâche Cardonne, vice-roi de Naples, qui avoit fui des premiers à la bataille de Ravenne, osa imputer sa défaite à Navarre, objet de sa basse envie; le roi d'Espagne, par une économie imprudente, saisit ce prétexte de refuser la rançon de Navarre, qu'il savoit n'être pas assez riche pour la payer. Louis XII et François I lui firent les offres les plus pressantes pour l'attirer à leur service, il en fit part à son maître, qui ne daigna y faire aucune attention; enfin Navarre prit le parti de s'attacher à la France, en protestant contre son ingrate patrie, qui, pour prix de ses services, le condamnoit à une captivité éternelle. C'est lui qui le premier a fait connoître en Europe l'art des mines, si redoutable dans les sièges.

1515.

de toutes ces démarches qui se faisoient loin de leurs yeux.

Franc. Guicciard, l. 12.

Cependant le roi d'Espagne, l'Empereur, les Suisses et leur duc de Milan, Maximilien Sforce, pressoient le Pape d'entrer dans une ligue qu'ils venoient de former pour la défense de l'Italie. Cette ligue étoit même offensive; les Suisses, moyennant trente mille ducats par mois, que les confédérés leurs payeroient, devoient entrer en Bourgogne où en Dauphiné; le roi d'Espagne devoit aussi entrer en Guyenne ou en Languedoc.

Le Pape vouloit être neutre, ou du moins le paroître; il alléguoit son titre de père commun des fidèles, mais le titre qu'il consultoit véritablement, étoit celui de chef de la maison de Médicis. Tout occupé de l'agrandissement de cette maison, il vouloit d'un côté faire Laurent, son neveu, souverain de Florence; de l'autre, il vouloit former en faveur de Julien, son frere, un état composé des villes de Parme et de Plaisance que Jules II, son prédécesseur, avoit prises au duc de Milan, et de Modène et Reggio, que le même Jules II avoit prises au duc de Ferrare; il cherchoit d'abord pour son frère un mariage qui lui procurât de l'appui, et qui facilitât l'exécution de ce projet; le roi d'Espagne lui offroit Isabelle de Cardonne, sa parente; le Pape préféra Marguerite de Savoye, tante de François I. Cette alliance sembloit devoir jeter les Médicis dans le parti de la France. Le Roi n'oublia rien pour leur persuader que c'étoit leur intérêt; cependant le Pape irrésolu flottoit toujours entre la France et la Ligue, négocioit avec les deux partis, n'en embrassoit aucun.

Tantôt Albert Pio prince de Carpi, ambassadeur de l'Empereur, et Jérôme de Vic, ambassadeur d'Espagne, qui l'obsédoient sans cesse, croyoient toucher au moment de l'entraîner; tantôt ils le voyoient échapper à tous les efforts de leur politique, et se jeter entre les bras de l'ambassadeur de France. Cet ambassadeur étoit Guillaume Budée (1), un de ces hommes rares, dont les lettres ont fait la fortune; le choix d'un savant, pour une négociation si délicate, attestoit l'amour des lettres, et dans le souverain qui l'envoyoit, et dans le souverain auquel il étoit envoyé; on s'étoit flatté que ses profondes connoissances dans la littérature grecque et latine lui procureroient, avec la familiarité du Pape, les moyens de pénétrer ses secrets sentimens, et de lui en inspirer de favorables à la France. Budée avoit avec lui Antoine-Marie Palavicini, seigneur Milanois, qu'on savoit être agréable au Pape, mais c'étoit sur Budée qu'on avoit compté le plus; il n'étoit pas sans talens pour la négociation; son esprit étendu trouvoit aisément des ressources, levoit aisément des difficultés, mais il portoit dans la cour la plus déliée de l'Europe, cette simplicité vertueuse que donnent le silence du cabinet et le commerce des morts. Rome, alors toute savante et toute polie, lui prodigua les égards et les honneurs dont on est aujourd'hui par-tout si avare envers les gens de lettres, devenus trop communs. Il crut d'abord qu'il alloit tout obtenir; mais le Pape, qui se détermina enfin à entrer dans la ligue à condition que cette dé-

Perr. de An-
gler. Ep. 545.

(1) Louis le Roi, qui a écrit assez au long la vie de Budée, ne parle point de cette ambassade, rapportée par Guichardin et par beaucoup d'autres auteurs.

1515.

Guicciard,
l. 12.

marche seroit secrète, le conduisit par tant de détours, de variations, de propositions captieuses, de réponses équivoques, qu'enfin Budée, s'apercevant qu'on le jouoit, sollicita son rappel : « Tirez-moi, » écrivoit-il, d'une cour pleine de mensonge, séjour « trop étranger pour moi. » On lui répondit de ne point perdre patience, et de négocier toujours, quelque dût être le succès; car la France, qui opposoit alors finesse à finesse, avoit intérêt qu'on la crût trompée, et que les yeux du Pape, détournés sur une fausse négociation qui l'amusoit, parce qu'il s'en étoit rendu le maître, n'aperçussent pas un piège qu'on tendoit alors à la Ligue et aux Médicis.

Paul Jov.,
historiar. sui
temporis,
l. 15.

Octavien Frégose étoit doge de Gênes; il devoit cette dignité au crédit des Médicis, et particulièrement à celui de Léon X : il étoit ami intime de Julien, frère du Pape. Les Médicis ne doutoient point qu'il ne les suivît dans le parti de la Ligue; mais la reconnaissance dont Frégose s'étoit long-temps piqué pour ses bienfaiteurs, devenoit trop dangereuse. La France avoit soulevé contre lui les Adornes et les Fiesques, qui attentoient tantôt secrètement, tantôt ouvertement à sa vie. Ces entreprises se renouveloient tous les jours, elles étoient même secondées par Maximilien Sforce, ennemi personnel de Frégose, et qui avoit des prétentions sur Gênes, comme duc de Milan. Les François, voyant Frégose alarmé, lui proposèrent leur alliance, comme le seul moyen d'échapper aux périls qui le menaçoient; il les crut, et commença à traiter avec le Connétable par un émissaire secret, tandis que d'un autre côté il juroit au Pape un zèle inviolable pour les intérêts de la Ligue, en faveur de

laquelle il savoit que le Pape s'étoit secrètement déclaré. Sforce, que la haine éclaircit, avertit le Pape qu'il y avoit un gentilhomme du connétable de Bourbon, caché dans le palais de Frégose, pour conférer avec lui; le Pape, qui regardoit Sforce comme un visionnaire, lui répondit qu'il écoutoit trop sa haine pour Frégose, et que le S.-Siège répondoit de sa fidélité. Dans le même temps on apprit que Frégose avoit remis la cité de Gênes entre les mains du roi de France, changé le titre de Doge en celui de gouverneur perpétuel pour le Roi, et promis de recevoir les troupes Françaises qu'on voudroit y envoyer, moyennant une compagnie de gendarmerie, l'ordre de Saint-Michel, une forte pension pour lui, beaucoup de bénéfices pour Frédéric son frère, archevêque de Salerne, et le rétablissement des privilèges des Génois, abolis par Louis XII. Frégose écrivit au Pape, comme pour concilier sa démarche avec la reconnaissance qu'il lui devoit : « Je sais, lui dit-il, qu'il me seroit « difficile de justifier ma conduite aux yeux du vul-
« gaire ignorant; mais je parle au souverain le plus
« éclairé, au plus habile politique de l'Europe, qui
« sait que la raison d'état excuse dans les princes, les
« actions qu'elle exige. »

Le Pape ne répondit rien à cette apologie, dont François I fut réputé l'auteur; on crut que ce prince, ayant rendu au Pape surprise pour artifice, avoit voulu triompher de ce succès, et se venger encore de Léon par cette ironie.

Le traité de la France avec Frégose, dévoila entièrement les projets du Roi; il ne fut plus possible de douter qu'il ne se proposât de conquérir le Milanais,

1515.

Belcar, liv.
15, n. 6.Guicciard,
liv. 12.

1515.

et qu'il n'y trouvât beaucoup de facilités. Dès-lors tous les projets de la Ligue, pour une guerre offensive, s'évanouirent; il ne fut plus question d'entrer dans la Bourgogne, dans le Dauphiné, dans le Languedoc, dans la Guyenne; on courut à la défense de l'Italie, les Suisses allèrent occuper les passages des Alpes; le Pape, qui prétendoit toujours cacher son adhésion à la Ligue, fit marcher ses troupes sous la conduite de Laurent de Médicis, son neveu; il disoit aux Confédérés qu'elles alloient joindre les Suisses, il disoit aux François, qu'elles alloient seulement garder Parme, Plaisance, Modène et Regge; et en effet elles s'arrêtèrent sous le canon de Plaisance. L'Empereur, à son ordinaire, ne fit rien pour la cause commune; il lui restoit quelques troupes confondues avec les troupes Espagnoles, que commandoit ce même Raimond de Cardonne, viceroy de Naples, qui avoit perdu contre les François la bataille de Ravenne; il avoit été plus heureux depuis contre les Vénitiens dans le Bressan, le Vicentin et le Véronèse. Il étoit alors autour de Vérone, où il avoit en tête l'armée Vénitienne, commandée par l'Alviane, général fameux par ses succès et grand dans ses disgraces, qui s'étoit illustré par la bataille même d'Aignadel, qu'il avoit perdue contre Louis XII.

Les Suisses, en s'avancant vers les Alpes, ravagèrent les états du duc de Savoye et des autres alliés que la France avoit en Italie; ils prétendoient conquérir et conserver ces états; ils les partageoient même déjà entr'eux et leurs amis. Le cardinal de Sion étoit duc de Savoye, son frère étoit marquis de Saluces, Prosper-Colonne, qui commandoit la cavalerie du Pape,

devoit être comte de Carmagnole, s'il se joignoit aux Suisses, et s'il les secondoit bien.

1515.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

François I, n'ayant plus rien à dissimuler, n'ayant point d'ailleurs de temps à perdre (on étoit déjà au mois d'août), prit la route de l'Italie avec la plus belle armée qui eût encore passé les Alpes (1). On sent que ces armemens avoient dû entraîner de grandes dépenses ; cependant, à la mort de Louis XII, le trésor étoit vide ; François I ne vouloit point rendre odieuse l'époque de son avènement, en rétablissant les impôts dont la suppression avoit fait bénir l'avènement de Louis XII. Il falloit y suppléer par des ressources extraordinaires, aussi promptes qu'efficaces. Le génie hardi et fécond de Duprat fut chargé d'en trouver ; il proposa une création de charges dans les parlemens, qui seroient vendues au profit du Roi, sous prétexte de prêt pour les besoins de l'état, car on n'osoit pas encore prononcer le nom de vénalité pour les charges de judicature. On s'attendoit à de grandes contradictions, le chancelier ne s'en effrayoit point ; persuadé que l'autorité devoit toujours porter des coups certains, il s'adressa au parlement de Paris, afin que, quand sa résistance auroit été impuissante, son exemple entraînât les autres ; il lui présenta un édit, portant création d'une chambre nouvelle composée de vingt conseillers ; le parlement résista, fit des remontrances, et n'enregistra enfin qu'avec cette clause peu favorable, *du très-exprès commandement du Roi*. Il commença dès-lors à

(1) La gendarmerie composoit un corps de quinze mille hommes, l'infanterie un de quarante mille, on menoit aussi trois mille pionniers, dont le secours devoit être fort utile, et beaucoup d'artillerie qui ne devoit pas l'être moins.

1515.

Belcar. l. 15,
n. 4.

déplaire au Roi, et le chancelier à déplaire au peuple. Cette nouveauté dangereuse, dont Duprat étoit l'auteur, scandalisa beaucoup, elle inspira les préventions les plus fortes; on ne douta point que ces nouveaux juges ne portassent dans l'exercice de leurs fonctions des âmes vénales comme leurs charges, et qu'ils ne vendissent la justice après avoir acheté le droit de la rendre; il fallut, pour attirer la confiance du public, que sur les vingt nouveaux conseillers, dix fussent répartis dans les autres chambres et remplacés dans la nouvelle par dix anciens conseillers. Les autres parlements, comme on l'avoit prévu, suivirent le torrent.

Les offices des juridictions inférieures avoient commencé à être vénaux avant Saint-Louis, et continuèrent de l'être pendant son règne (1), on trouve aussi quelques traces de vénalité sous Louis le Hutin, et encore depuis. Charles VII réforma cet abus, qui se renouvela sous Louis XI; Charles VIII et Louis XII défendirent la vénalité de tous offices indistinctement, Louis XII ne vendit que les offices de finance, encore ne fut-ce qu'à regret, et dans des besoins pressans de l'état; il révoqua même depuis cette vénalité. François I la rétablit et l'étendit aux offices de finance. Le Ferron, Beaucaire, Mézerai, Varillas, Daniel, la foule des auteurs placent cette innovation en 1515, nous nous sommes conformés sur cela au sentiment commun, cependant nous croyons, avec M. le président Hénault, que la vénalité s'introduisit alors par le seul fait, et sans aucune loi; nous trouvons du moins que l'édit de création des vingt charges de conseillers au parlement

(1) C'est sur cela que se fonda Boniface VIII, pour refuser à Philippe le Bel la canonisation de S. Louis son aïeul.

n'est que du dernier janvier 1522, et l'enregistrement du 3 mars.

1515.

Suivant les anciens réglemens, observés à la rigueur du temps des élections, les officiers du parlement ne pouvoient être reçus qu'à trente ans, qu'après un examen rigoureux qu'ils subissoient devant le parlement assemblé, et il falloit qu'ils eussent en leur faveur les quatre cinquièmes des suffrages.

La vénalité prévalut, mais on en rougit ; on l'autorisoit et on la désavouoit. On faisoit mentir les récipiendaires à la face de la justice, on leur faisoit jurer qu'ils n'avoient rien payé pour leurs offices. L'usage de ce faux serment dura près d'un siècle ; enfin le procureur-général de la Guesle, sentit qu'il falloit respecter davantage la vérité et la justice, et qu'il valoit mieux avouer un abus que de mentir solennellement ; il fit supprimer ce serment. Sébastien Chauvelin est le premier qui en ait été dispensé à sa réception dans une charge de conseiller au parlement, le 7 février 1597.

Cette introduction de la vénalité dans le temple de la justice sous François I, jointe à quelques impôts que l'insuffisance (1) du produit des charges força de

(1) Indépendamment de la modicité de ce produit, il paroît que le parlement, par ses remontrances et ses oppositions, en retarda considérablement la perception, car nous voyons que le Roi, tenant son Lit de Justice le 9 mars 1523, se plaint que la lenteur du parlement à enregistrer l'édit de création des vingt Offices vénaux, avoit été cause de la perte du Milanès ; cependant, sur les remontrances du parlement, il avoue que depuis qu'il est monté sur le trône, rien ne lui a fait tant de peine que d'avoir été obligé de vendre des offices de judicature, et qu'aussi-tôt que la paix pourra le lui permettre, son premier soin sera de les rembourser. Les ordonnances d'Orléans en 1560, de Moulins en 1566, de Blois en 1579, s'élevèrent contre la vénalité ; Louis XIII déclara aux

1515.

rétablir, avoit répandu des nuages dans la nation ; on commençoit à regretter hautement Louis XII. Les parlemens, en toute occasion, remplirent leurs remontrances de ce nom si cher au point d'en fatiguer son successeur ; l'enthousiasme public s'étoit refroidi, il falloit le réchauffer par des succès, François I s'empessa d'en mériter.

Belcar.,
l. 51, n. 8.

Comme il alloit sortir du royaume et se livrer à tous les hasards d'une guerre lointaine, il se débarrassa des soins de la royauté, et donna la régence à sa mère.

Il avoit partagé son armée en trois corps. Le Connétable eut le commandement de l'avant-garde, il prétendoit que c'étoit un droit de sa charge ; le Roi se réserva le corps de bataille, et donna le commandement de l'arrière-garde au duc d'Alençon. Il attendit à Lyon que l'avant-garde se fût ouvert une route à travers les Alpes.

Guicciard,
liv. 12.

On n'en connoissoit que deux du côté du Dauphiné, l'une vers le Nord par le Mont-Cenis, l'autre vers le Midi par le Mont-Genèvre.

Toutes deux aboutissoient au pas de Suze, où les Suisses s'étoient postés ; ainsi ils occupoient tous les passages ; l'impatience françoise eût bien voulu les emporter de force, mais l'infanterie entière eût péri dans ces défilés étroits et tortueux, sans pouvoir se développer, ni être secondée par la cavalerie.

On fit embarquer une partie des troupes sous la conduite d'Aimar de Prie, grand-maître des arbalétriers (1)

états de 1614 et 1615, que son intention étoit de la supprimer, et elle est restée.

(1) Le grand-maître des arbalétriers étoit le grand-maître de

de France, avec ordre de descendre à Gênes, et de pénétrer autant qu'elles pourroient dans le Milanès, au-delà du Pô ; on espéroit que la crainte d'être attaqués à la fois par devant et par derrière, et la nécessité de défendre le Milanès, engageroient les Suisses à décamper de Suze, et qu'alors le reste de l'armée François passeroit sans obstacle. Mais ce parti étoit encore plein d'inconvénients. On avoit à craindre les dangers de la navigation, l'inconstance et la perfidie des Génois à peine encore déclarés. En supposant même que ce détachement pût s'introduire dans le Milanès, étoit-il bien sûr qu'il y fit des progrès capables d'arracher les Suisses du poste de Suze ? L'embarras étoit toujours extrême, et le malheur de n'avoir pu prévenir les Suisses, paroissoit irréparable.

1515.

Belcar., liv.
15, n. 9.

La fortune offrit un moyen imprévu de le réparer. Un paysan Piémontois, dont la reconnoissance des François auroit dû conserver le nom, erroit depuis soixante ans dans les détours des Alpes ; la chasse, dont il faisoit son unique métier, l'avoit mis en commerce avec les vivandiers François qu'il fournissoit de gibier : il apprit par eux l'embarras de l'armée, et conçut l'espérance de faire fortune ; il alla trouver le comte de Morette son seigneur, qui, moyennant l'alliance du duc de Savoie avec la France, servoit alors dans l'armée François, il lui indiqua une route inconnue,

l'ancienne artillerie, c'étoit l'officier chargé de l'intendance des machines de guerre, qui étoient en usage avant l'invention des armes à feu, et qui continuèrent de l'être encore long-temps après. Le dernier grand-maître des arbalétriers fut cet Aimar de Prie dont nous parlons. Le P. Daniel se trompe, en disant qu'il ne fut nommé à cet office qu'en 1523, on le voit dès 1515 prendre dans des actes la qualité de grand-maître des arbalétriers.

1515.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

par laquelle on pouvoit tromper la vigilance des Suisses. Le comte de Morette commença par mépriser l'avis, le paysan insista et l'obligea d'y faire plus d'attention, ils visitèrent ensemble cette route : le comte de Morette y trouva mille difficultés, dont aucune cependant ne lui parut insurmontable; il en leva le plan, il le porta au duc de Savoye, qui envoya le comte de Morette et le paysan à Lyon, où étoit le Roi. On examine ce plan, on souhaite qu'il soit exact, on n'ose le croire; on charge Lautrec et Navarre, l'un le plus entreprenant des officiers de l'armée, l'autre le plus sage et le plus expérimenté, de visiter de nouveau ces périlleux détours avec les maréchaux de Trivulce et de la Palice, le comte de Morette et le paysan. Le second rapport confirma le premier. La nouvelle route offroit des abîmes profonds, mais on pouvoit les combler ou les éviter; des rochers épais, mais on pouvoit les percer; des montagnes escarpées, mais on pouvoit les aplanir. C'étoit la première marche d'Annibal à travers les Alpes, avec tous ses travaux et tous ses périls qu'il s'agissoit de renouveler. On part, un détachement reste et se fait voir sur le Mont-Cenis et sur le Mont-Genèvre, pour inquiéter les Suisses et leur faire craindre une attaque, le reste de l'armée passe à gué la Durance et s'engage dans les montagnes du côté de Guillestre; trois mille pionniers la précèdent; le fer et le feu lui ouvrent une route difficile et périlleuse à travers des rochers; on remplit des vides immenses avec des fascines et de gros arbres; on bâtit des ponts de communication, on traîne à force d'épaules et de bras l'artillerie dans quelques endroits inaccessibles aux bêtes de somme; les soldats aident les pionniers,

Guicciard,
liv. 12.

L'Abbé Du
Bos. Hist. de
la Ligne de
Cambrai,
l. 4.

Belcar.,
l. 15, n. 10.

P. Jove,
liv. 15.

Paradin.,
liv. 1, p. 8.

Ferron,
liv. 5.

les officiers aident les soldats; tous indistinctement manient la pioche et la coignée, poussent aux roues, tirent les cordages; on gravit sur les montagnes; on fait des efforts plus qu'humains, on brave la mort qui semble ouvrir mille tombeaux dans ces vallées profondes que l'Argentièrre arrose, et où des torrens de glaces et de neiges fondues par le soleil se précipitent avec un fracas épouvantable. On ose à peine les regarder de la cime des rochers, sur lesquels on marche en tremblant dans des sentiers étroits, glissans et raboteux, où chaque faux pas entraîne une chute, et d'où l'on voit souvent rouler au fond des abîmes et les hommes et les bêtes avec toute leur charge. Le bruit des torrens, les cris des mourans, les hennissemens des chevaux fatigués et effrayés, étoient horriblement répétés par tous les échos des bois et des montagnes, et venoient redoubler la terreur et le tumulte. On arrive enfin à une dernière montagne où l'on vit avec douleur tant de travaux et tant d'efforts prêts à échouer. La sape et la mine avoient renversé tous les rochers qu'on avoit pu aborder et entamer; mais que pouvoient-elles contre une seule roche vive, escarpée de tous côtés, impénétrable au fer, presque inaccessible aux hommes? Navarre, qui l'avoit plusieurs fois sondée, commençoit à désespérer du succès, lorsque des recherches plus heureuses lui découvrirent une veine assez tendre qu'il suivit avec la dernière précision; le rocher fut entamé par le milieu, et l'armée, introduite au bout de huit jours dans le Marquisat de Saluces, admira ce que peuvent l'industrie, l'audace et la persévérance.

C'étoit pour elle un spectacle bien consolant, de

1515.

P. Jove,
liv. 15.

1515.

voir, après tant d'inquiétudes et de travaux, les différens corps pénétrer dans la plaine, les uns par le Pas de la Dragonnière, les autres par les hauteurs de Roque-Sparvière et de Coni. Le maréchal de la Palice s'étoit frayé une route particulière; il avoit conduit une colonne par Briançon et Sestrières; il marchoit entre les Suisses et l'artillerie, pour couvrir celle-ci, en cas que les Suisses, avertis de la marche des François, fussent venus pour l'enlever.

Guicciard,
liv. 12.

Brantôme,
Vie des Capitaines étrangers, art. Fabrice et Prosper Colonne et Vie des Hommes illustres françois, art. Imbercourt.

Les Suisses ne s'aperçurent de rien, les Piémontois gardèrent religieusement le secret. Cependant Prosper Colonne, un des guerriers les plus expérimentés de l'Italie, conduisoit avec confiance la cavalerie du Pape à une expédition dont le succès lui paroissoit infaillible. Pour mériter le comté de Carmagnole, il alloit joindre les bataillons des Suisses, et accabler avec eux les François enfermés dans les Alpes; il alloit, disoit-il, les tenir *come gli pipioni nella gabbia*; mais les Piémontois, qui avoient si bien caché la marche des François, révèlent encore à ceux-ci celle de Prosper et son arrivée à Villefranche, petite ville du Piémont, située sur le Pô, à quelques lieues de sa source. Aussitôt les maréchaux de Chabannes et d'Aubigny, Bayard, d'Imbercourt, Montmorenci, etc. tous les capitaines les plus propres à un coup de main, font monter à cheval leurs hommes d'armes et marchent à leur tête. Le comte de Morette et le même paysan les guident à travers le mont de l'Epervier, qui n'avoit jamais vu de cavalerie traverser ses âpres sinuosités. Il falloit passer le Pô; les guides indiquèrent un gué peu connu, et d'Imbercourt, qui conduisoit l'avant-garde de ce détachement, arrive à midi à la vue de

Villefranche. La sécurité y avoit produit la négligence : les postes étoient abandonnés, les soldats dispersés, les portes ouvertes. Cependant l'ennemi est sous les murs ; on le voit, on l'entend, on ne peut le croire (1) et on ne peut en douter ; on court en tumulte aux portes, on s'empresse pour les fermer, on est prévenu par l'impétuosité des François ; deux gendarmes de la compagnie de d'Imbercourt, Hallencourt gentilhomme Picard et Beauvais gentilhomme Normand, poussent leurs chevaux contre une des portes avec tant de violence que du choc Hallencourt est précipité dans le fossé ; mais l'intrépide Beauvais passe sa lance à travers la porte, l'y soutient avec vigueur, donne le temps à d'Imbercourt et à sa troupe de l'appuyer ; la porte est enfoncée, d'Imbercourt, quoique blessé au visage, combat toujours, le maréchal de Chabannes arrive, les François entrent tous ensemble dans la ville ; les

1515.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Petr. de An-
gler. Epist-
549.

(1) Suivant l'historien du chevalier Bayard, la surprise fut moins grande. Prosper étoit averti qu'une partie des François avoit passé les monts, mais il croyoit qu'il n'y avoit que le chevalier Bayard avec la compagnie dont il étoit lieutenant. Cette sécurité en étoit bien plus inexcusable, car si une compagnie avoit bien pu passer, pourquoi pas dix, pourquoi pas cent ? Le même auteur ajoute à la vérité que Prosper avoit envoyé un détachement à la découverte, que ce détachement, ayant rencontré les François, s'enfuit à toute bride vers Villefranche, où les François entrèrent en le poursuivant.

Le Ferron dit que les François, déguisés en marchands, et faisant passer les bagages dont leurs chevaux étoient chargés, pour des ballots de marchandises, se présentèrent aux portes de Villefranche, demandant l'hospitalité, et que, se démasquant tout-à-coup quand ils virent l'occasion favorable, ils accablèrent les sentinelles et enfoncèrent les portes.

1515.

Belcar
liv. 15, n. 10.
P. Jove,
liv. 15.

Guicciard,
liv. 12.

Italiens consternés n'opposent aucune résistance; la maison de Prosper Colonne est environnée; on trouve ce général à table, ne soupçonnant rien de ce qui se passoit; d'Aubigny le fait prisonnier. Colonne prend tout ce qu'il voit pour un songe, mais trop sûr à la fin de la réalité de son malheur, il se livre au chagrin le plus amer; il accuse et le ciel et les hommes, surtout Ferramusca son lieutenant, auquel il prétendoit avoir confié la garde des portes; il s'accuse encore plus lui-même d'avoir flétri tous ses lauriers par un moment de négligence. Un général surpris à table, à midi, sans aucune intelligence dans la ville, par le seul effet de son inattention, quel reproche! il veut du moins diminuer cette honte aux yeux de l'Europe, en publiant un manifeste dans lequel il expose qu'à l'exception des passages gardés par les Suisses, les Alpes sont notoirement impénétrables, que jamais le Pô n'a été guéable aux approches de l'automne, qu'on peut bien prévoir et prévenir les efforts humains, mais qu'on ne prévient point les miracles. Quel éloge des François!

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Ils avoient eu d'un autre côté des succès moins éclatans, mais non moins considérables; les troupes embarquées sous la conduite d'Aimar de Prié étoient descendues à Gênes, avoient trouvé les Génois fidèles à leurs nouveaux engagemens, avoient été recueillies dans leurs ports et accrues de leurs soldats. Quatre mille Génois s'étoient joints à elles; les villes d'Alexandrie et de Tortone avoient été surprises, presque toute la partie du Milanès située au-delà du Pô, étoit conquise.

Les confédérés abattus commençoient à se diviser, ils s'observoient avec une défiance mutuelle, chacun contribuoit le moins et le plus tard qu'il pouvoit à la

défense commune; le roi d'Espagne avoit envoyé de l'argent pour payer les Suisses, il différa le paiement, dans la crainte de payer seul et dans l'espérance de ne point payer du tout, si l'on donnoit bataille et que les Suisses fussent défaits; le Pape, dont la prise de Colonne avoit confondu la prudence, ménageoit secrètement sa réconciliation avec le Roi par l'entremise du duc de Savoye. Le Roi, bien instruit de la terreur que ses armes inspiroient à Léon X, voulut en profiter, non pour lui, mais pour ses alliés. Protecteur généreux des petits princes d'Italie, il exigea que le Pape rendît Bologne aux Bentivoglio, Modène et Reggio au duc de Ferrare. Le conseil du Pape se partageoit; le Pape, plein d'une irrésolution timide, flottoit entre le cardinal Bibiéna son favori, qui conseilloit cette restitution, et le cardinal Jules de Médicis, son cousin et son Légat à Bologne, qui la rejetoit, alléguant l'honneur du Saint-Siège, et sur-tout ne voulant point perdre sa légation. Le Pape ne prit d'autre parti que celui d'attendre les évènements et de traiter toujours avec les François, afin que leurs succès, s'ils continuoient d'en avoir, le trouvassent en négociation ouverte.

1515.

Belcar.,
l. 15, n. 11.

Le cardinal de Sion et les Suisses, frémissant de rage de voir les François échappés à leurs coups, rentrèrent précipitamment dans le Milanès pour en défendre les restes; sur leur chemin ils pillèrent également et Chivas qui leur ferma ses portes, et Verceil qui leur ouvrit les siennes; ils s'avançoient vers Milan, mais bientôt leurs chefs se brouillèrent, ils n'étoient pas tous dans les mêmes dispositions à l'égard de la France, et le cardinal de Sion, dont le temps sembloit enflammer la fureur au lieu de l'amortir, se plaignoit de la

P. Jove,
liv. 15.

1515. Belcar., liv. 15, n. 12. froideur de quelques-uns d'entr'eux ; il poussa même l'imprudence de ses emportemens jusqu'à reprocher au colonel Albert de la Pierre, qui commandoit les Suisses du canton de Berne, qu'il étoit trop ami des François pour avoir ignoré leur marche à travers les Alpes. La Pierre repoussa l'insulte par la brutalité, il donna un démenti au Cardinal. Celui-ci montra aussitôt des patentes de général, signées du Pape et de l'Empereur, et fit arrêter la Pierre, mais il fut obligé de le relâcher au bout de vingt-quatre heures ; le lendemain la Pierre, pour se venger, lui demanda la solde, à la tête de sa troupe, dont le Cardinal faisoit la revue ; le Cardinal, qui n'avoit point d'argent, prit le ton de la douceur, c'est-à-dire, de la foiblesse ; Albert, d'autant plus fier que le Cardinal étoit plus souple, insiste, menace, sa troupe l'appuye : le Cardinal se croit en danger, et s'enfuit avec ses amis à Pignerol ; la fin de cette querelle fut qu'Albert de la Pierre quitta l'armée, et ramena dans le canton de Berne une grande partie de sa troupe, ne voulant ni servir sous le Cardinal, ni mériter ses reproches en passant dans l'armée Française.

Paul Jove, liv. 15.
Petr. de Angl. Epist. 550.

Le chevalier Bayard, qui observoit et inquiétoit les Suisses, fut instruit de leurs divisions ; il en avertit le connétable de Bourbon, qui écrivit au Roi pour lui demander la permission d'en profiter, et pour l'assurer que les Suisses seroient infailliblement défaits, si on les attaquoit dans ces momens de trouble. Le Roi étoit encore à Lyon avec le corps d'armée, il jugea qu'il seroit plus prudent d'attendre la réunion de l'armée entière ; il vouloit d'ailleurs avoir part à la gloire ; il auroit été fâché que sans lui les Suisses eussent été bat-

Belcar., l. 15, n. 12.

tus et le Milanès conquis; il hâta sa marche malgré les remontrances du roi d'Angleterre, qui, jaloux de ses premiers succès, l'envoya prier de ne point troubler la paix de la chétienté; il passa les Alpes sans obstacle; il traversa rapidement le Piémont, où le duc de Savoie, son oncle, lui rendit tous les honneurs qu'un petit souverain doit à un grand roi; il continua sa marche, et prit plusieurs places sans s'arrêter; Novare lui présenta ses clefs; ce fut là que le duc de Gueldres le joignit avec ses bandes noires (1): enfin il vint avec ses forces réunies camper à Marignan (2).

1515.
Guicciard,
liv. 12.
Belcar.,
liv. 15, n. 8.

Il restoit une jonction importante à faire, et une jonction importante à empêcher; il falloit que l'Alviane avec l'armée Vénitienne joignît les François; il falloit que Laurent de Médicis avec les troupes de l'église et Raimond de Cardonne avec les troupes Espagnoles, ne joignissent point les Suisses. Nous avons laissé Laurent de Médicis sous le canon de plaisance, et le viceroi de Naples Cardonne autour de Vérone, ayant en tête l'Alviane avec les Vénitiens; Cardonne part du Véronèse, et va trouver Laurent de Médicis, pour lui persuader de venir avec lui joindre les Suisses. L'Alviane, qui ne perdoit point de vue le double objet de traverser cette jonction, et de faire la sienne avec les François, côtoyoit le Pô dans ce dessein, et s'avançoit du côté de Crémone; Médicis et Cardonne n'étoient guère en état de l'arrêter; des défiances mutuelles,

Guicciard,
liv. 12.
Paul. Jov.
vit. Léon. X.
lib. 5.

(1) C'étoit un corps de six mille Allemands, toys vieux soldats, d'un courage éprouvé, qui avoient long-temps servi le duc de Gueldres contre l'Empereur. Ce nom de bandes noires leur avoit été donné à cause de la couleur de leurs drapeaux.

(2) Le vrai nom est *Melegnano*, mais nous suivrons l'usage.

1515.

qui s'augmentoient de jour en jour, les tenoient enchaînés dans le Plaisantin. Le Pape, continuant de traiter avec François I, lui avoit envoyé Cinthio de Tivoli, un de ses domestiques; les Espagnols, ne connaissant point Cinthio, ou feignant de ne point le connoître, l'arrêtèrent à son retour, et apprirent par les dépêches dont ils le trouvèrent chargé, que le Pape étoit à peu près d'accord avec le Roi; le Pape, de son côté, ne doutoit presque point que les Espagnols n'en fissent autant que lui. Cardonne, craignant une défection de la part de Médicis, ne vouloit plus quitter le canon de Plaisance; Médicis, qui savoit encore les apparences, le força pourtant de passer le Pô, pour s'opposer à la jonction des Vénitiens et des François; mais les confédérés ayant appris que quelques compagnies françoises s'étoient avancées jusqu'à Lodi pour faciliter cette jonction, ils crurent avoir à combattre toute la cavalerie ennemie, ils repassèrent le Pô avec précipitation, et retournèrent se mettre à couvert sous le canon de Plaisance. L'Alvane traversa le Crémonois sans obstacle, et s'avança jusqu'à Lodi, d'où il étoit à portée de donner la main au camp de Marignan.

Guicciard.
liv. 12.
Belcar., l. 15.
n. 13.

Cependant le Roi traitoit avec les Suisses, et tout paroissoit se disposer à un accommodement. Les Suisses demandoient pour eux une somme d'argent, à la vérité exorbitante, et pour Maximilien Sforce une pension de soixante mille ducats; à ce prix le duché de Milan devoit être remis entre les mains du Roi.

Mém. de Du
Bellay, l. 1.

C'étoit encore le duc de Savoye qui ménageoit ce traité à Galéra. Quelque onéreux qu'il fût, le Roi voulut bien y souscrire. « Un roi, écrivoit-il à Lutrec, « ne doit point hasarder le sang de ses sujets, ni ver-

« ser le sang de ses ennemis, lorsqu'il peut racheter
« l'un et l'autre avec de l'argent. » Paroles admirables
dans un jeune roi passionné pour la gloire !

1515.

Sa conduite ne les démentoit point ; il accorda aux
Suisse tout ce qu'ils voulurent, il fut attentif jusqu'au
scrupule à leur ôter tout prétexte de rupture ; et quoi-
qu'ils observassent assez mal la trêve, pendant qu'on
travailloit à la paix, il défendit de traverser la jonction
de leur corps principal avec un autre corps de vingt
mille hommes que le colonel Rost leur amenoit ; il
donna tous les passeports nécessaires, afin qu'étant
réunis ils pussent tous ensemble envoyer à Galéra des
députés qui ne fussent point sujets à être désavoués.

Guicciard,
liv. 12.

Enfin, le 8 septembre, on étoit convenu de tout ; la
somme demandée étoit prête, grace au zèle héroïque
des principaux officiers, qui vendirent leur vaisselle,
et donnèrent tout leur argent ; le bâtard de Savoye (1)
et le maréchal de Lautrec furent chargés de mener ce
convoi à Bufalora, où les Suisses devoient se trouver
pour le recevoir. Mais la haine du cardinal de Sion ne
s'endormoit point ; cet implacable ennemi des François
et de la paix, devenu plus absolu par la retraite du
colonel de la Pierre, couroit dans tout le camp, y ré-
pandoit ses fureurs, animoit les officiers Suisses à la
guerre, avec cette éloquence impétueuse que la passion
inspire, et qui inspire la passion (2).

Petr. de
Angler. Ep.
550.Paul Jov.,
liv. 15.
Belcar., liv.
15, n. 14.

(1) René de Savoye, comte de Villars et de Tende, fils naturel
du duc Philippe et de Bonne de Romagnan, dame Piémontoise.
La duchesse d'Angoulême, sa sœur, lui procura en France une
fortune et des honneurs distingués. Il a été la tige des comtes et
marquis de Villars.

(2) Le fond des idées dont on a formé ce discours, est tiré d'un

1515.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

« Amis, leur disoit-il, soyez fidèles à la protection
« généreuse dont vous honorez le duc Sforce, n'aban-
« donnez pas un souverain qui n'espère qu'en vous ,
« conservez-lui la couronne que vous lui avez donnée,
« et qu'il vous la doive une seconde fois ; n'oubliez pas
« sur-tout les outrages que vous avez reçus des Fran-
« çois ; et que vous avez déjà commencé à venger avec
« tant d'éclat à la bataille de Novare. Voyez les Lans-
« quenets, vos odieux ennemis, marcher sous leurs
« étendards ; voyez les ligues grises, préférées à vos
« ligues indomptables. Si vous pouvez oublier ces in-
« jures , soyez sûrs que les François ne les oublieront
« jamais, qu'ils y ajouteront tous les jours quelque
« injure nouvelle ; sur-tout ils se souviendront toujours
« avec horreur qu'aussi-tôt que vous avez paru, non-
« seulement vous les avez chassés du Milanès, mais
« encore vous les avez renvoyés consternés et détruits
« jusqu'au fond de la Bourgogne, où vous les avez
« forcés à un traité honteux, qu'ils n'ont osé long-
« temps ni avouer ni violer. Vous les voyez tremblans
« recevoir à vos pieds les loix que vous daignez leur
« imposer ; la haine est cachée sous cette docilité per-
« fide, ils sentent leur foiblesse actuelle, ils veulent se
« ménager des occasions plus favorables de nuire ; mais

Guicciard,
liv. 12.

discours à peu près pareil que Beaucaire met dans la bouche du cardinal de Sion, et d'une autre harangue que Guichardin fait faire à ce cardinal ; livre 12. Paul Jové a fourni aussi quelques idées.

« Le cardinal de Sion, dit le maréchal de Fleuranges, fit sonner
« le tambourin et assembler tous les Suisses.... et fit là faire un
« rond, et lui au milieu en une chaise, comme un renard qui pré-
« che les poules, leur fit entendre, etc. »

« vous, où trouverez-vous jamais une si belle occasion
« de vous combler de gloire, de vous regorger de
« butin, de vous baigner dans le sang de vos ennemis?
« Leur roi est à leur tête, jeune imprudent qu'une
« folle effervescence précipite au-devant de vos fers;
« ne perdez aucun de vos avantages, prévenez leurs
« perfidies par une ruse que leurs procédés et les con-
« jonctures autorisent; saisissez cet argent qu'on porte
« à Bufalora, que Lautrec et le bâtard de Savoie
« soient les premières victimes immolées à votre poli-
« tique : marchez à l'instant vers le camp des François,
« leur imprudence prépare leur défaite; ils croient
« vous avoir aveuglés sur vos intérêts; ils croient vous
« avoir extorqué la paix, ils s'en applaudissent, ils
« ont contremandé l'armée Vénitienne, ils n'observent
« ni ordre ni discipline; vous les surprendrez comme
« ils ont surpris Colonne dans Villefranche; qu'ils
« tombent sous vos coups, que leur roi gémissent dans
« une captivité éternelle; que son sort instruisse les
« François à respecter un état que protège un peuple
« de héros libres, *Dompteurs des rois*, et modèles des
« Nations! »

Ces violentes harangues réveilloient dans tous les
cœurs l'amour de la guerre et l'avidité du butin; les
Suisses se déterminèrent à suivre le plan d'infidélité
que le cardinal leur traçoit : étrange pouvoir d'un seul
homme sur la multitude ! Cette nation, distinguée dans
l'Europe par sa probité, par son humanité, croyoit
s'illustrer en égorgeant de sang-froid des hommes qui
lui portoient le prix de la paix, et qui dormoient sur la
foi des traités. S'il est vrai, comme le dit Varillas, que,
depuis la bataille de Novare, les Suisses n'estimoient

1515.

plus assez les François pour leur tenir parole, ils devoient du moins se respecter assez eux-mêmes pour ne pas (1) violer le droit des gens d'une manière si scandaleuse.

Cependant Lautrec et le bâtard de Savoye, continuoient leur marche vers Bufalora, et alloient tomber dans le piège inévitable que les Suisses leur tendoient; lorsqu'un espion bien payé avertit Lautrec du danger qui le menaçoit; l'avis étoit trop important pour qu'on s'amusât à douter; Lautrec se détourna de sa route, mit l'argent en sûreté, avertit le Roi de se tenir sur ses gardes.

Le duc de Savoye, désespéré de l'infidélité des Suisses, avoit essayé vainement de renouer la négociation; il avoit prié cent de leurs principaux officiers de se rendre à Turin, sous prétexte de fêtes et de plaisirs, espérant ramener par eux la nation entière à des sentimens plus justes. Fleuranges (2) se signaloit alors *en jeune aventurier* : titre qu'il prend par-tout avec complaisance dans ses mémoires. Il sut que les Suisses ne vouloient

(1) Quelques historiens Suisses prétendent que cette infidélité ne fut point réfléchie de la part des Suisses; que le cardinal de Sion trompa leurs chefs, qu'il leur cacha son projet, qu'il fit engager le combat par les Suisses de la garde du duc de Milan, et par ceux des Suisses qui lui étoient d'ailleurs dévoués; qu'alors les autres prirent les armes tumultuairement pour dégager leurs compatriotes, et sans autre dessein. (Voyez Simler Répub. Helvét. liv. 1.) Mais, comme l'observe l'historien de la Ligue de Cambrai, ce récit n'est pas conforme à celui des historiens de toutes les autres nations.

(2) Fleuranges étoit un des fils de Robert de la Marck, seigneur de Sedan; il fut fait maréchal de France le 23 mars 1526, à la place du maréchal de Foix.

plus exécuter le traité de Galéra, il prit la résolution indiscrete d'aller enlever pendant la nuit ces cent officiers que le duc da Savoye amusoit à Turin. Fleuranges fait couler ses gens un à un dans la ville; les Suisses, accablés par le sommeil et par le vin, ne peuvent se défendre; ils sont pris dans leur lit, et Fleuranges crut avoir rendu à son maître un service agréable; mais le Roi qui détestoit jusqu'aux moindres apparences de la mauvaise foi, entra dans une généreuse colère, lorsqu'il apprit cette nouvelle; il envoya ordre à Fleuranges de mettre les officiers Suisses en liberté, de leur faire même des excuses. Fleuranges obéit à regret; les Suisses, plus sensibles à l'injure qu'à la réparation, retournèrent animer leurs compatriotes à la vengeance, et seconder la fureur du cardinal de Sion (1).

1515.

Mém. du
Maréchal de
Fleuranges.

Les conjonctures n'étoient plus si favorables aux Suisses; on avoit prévenu leur projet, l'argent n'avoit point été porté à Bufalora, ils ne s'en étoient point emparés, le Roi veilloit sur son camp, l'armée Vénitienne alloit s'approcher; mais les Suisses étoient trop avancés pour reculer, ils se déterminèrent au combat, et marchèrent vers Marignan.

Le Roi s'entretenoit avec l'Alviane, qui étoit venu de Lodi pour prendre des arrangemens avec lui, lors-

Guicciard,
liv. 12.

(1) C'est ainsi du moins que des historiens ont rapporté ce fait, d'après le maréchal de Fleuranges, mais ils ont un peu altéré son récit. Fleuranges ne parle ni d'ordre du Roi ni de réparation faite aux Suisses; il dit qu'il ne mit ceux-ci en liberté que sur les remontrances du duc de Savoye, qui l'assura qu'ils étoient à Turin pour affaire du Roi et à bonne intention; il ajoute que le Roi fut très-fâché qu'il ne les eût pas retenus, parce que, comme c'étoient les principaux chefs, il n'y auroit point eu de bataille.

1515.

que le connétable de Bourbon lui fit dire qu'on voyoit les Suisses s'avancer en ordre de bataille. A cette nouvelle, l'Alviane remonte à cheval, et court à toute bride vers son camp de Lodi, pour hâter la marche de l'armée Vénitienne. Le Roi demande ses armes et va se mettre à la tête de ses troupes, charmé de voir la gloire qui s'offroit d'elle-même à lui, et qui le contraignoit de recevoir ses faveurs, dans le temps où il se faisoit l'effort d'y renoncer par amour pour son peuple et par respect pour l'humanité. Ses soldats partageoient sa joie ; ils voyoient avec transport arriver le moment de laver l'affront reçu à Novare. Le Connétable, si digne de vaincre avec son roi, rangea promptement l'armée en bataille, confia la garde de l'artillerie aux Lansquenets, rivaux redoutables, ennemis mortels des Suisses, et disposa autour des Lansquenets sa cavalerie sur deux ailes. Les Suisses s'avançoient avec un silence farouche vers l'artillerie ; pour mieux surprendre les François, ils n'avoient ni trompettes ni tambours ; leur dessein étoit de s'emparer d'abord de l'artillerie, de l'enclouer ou de la tourner contre les François. C'étoit par cette manœuvre qu'ils avoient gagné la bataille de Novare ; ils négligèrent donc la cavalerie des deux ailes, et chargèrent les Lansquenets avec une vigueur forcenée ; l'affectation apparente de cette démarche alarma les Lansquenets, ils savoient qu'on avoit traité de la paix avec les Suisses, ils ne purent croire qu'elle eût été sincèrement rompue ; ils s'imaginèrent qu'ils en étoient le prix, et que les François étoient convenus de les sacrifier aux Suisses. Frappés de cette idée, ils reculèrent cent pas, gardant leurs rangs, observant amis et ennemis d'un œil plus inquiet qu'effrayé. Le Connétable

Mém. de Du
Bellay, l. 1.

vit ce mouvement, et en pénétra la cause; il lut dans l'ame des Lansquenets le soupçon injurieux dont elle étoit remplie; il jugea qu'il falloit, en les désabûsant, leur inspirer encore une émulation utile, il fit avancer les bandes noires, le Roi à leur tête, pour la défense de l'artillerie que les ennemis saisissoient déjà; la gendarmerie soutient les bandes noires, les deux ailes réunies fondent sur les Suisses. Un dépit magnanime saisit les Lansquenets, ils rougissent de leur erreur et volent pour la réparer; ils préviennent les Bandes noires et reprennent leur premier poste; les bandes noires de leur côté veulent justifier le choix que le Connétable avoit fait d'elles pour remplacer les Lansquenets; une ardeur jalouse réunit d'abord tous les différens corps, et les Suisses sont pressés de toutes parts sans être ébranlés; ils résistent, ils attaquent avec la même vigueur; on se mêle, les bataillons se coupent, on combat par pelotons; ici, l'ennemi est défait; là, il est vainqueur. Le Connétable, le maréchal de Chabannes, d'Imbercourt, Teligny, Créquy de Pont-d'Ormy, s'acharnent avec leurs compagnies de gendarmes, à entamer un gros bataillon Suisse qui repoussoit toutes leurs attaques; ils revinrent plus de vingt fois à la charge, ils épuisèrent toutes les ressources de la valeur, ils furent enfin rejetés sur l'infanterie, et prêts d'être accablés; le Roi, pour les dégager, charge en flanc le bataillon Suisse, et, avec deux cens hommes d'armes, défait près de quatre mille hommes dont ce bataillon étoit composé, il les force de jeter leurs piques et de crier *France*: il vole ensuite à de nouveaux périls.

L'approche de la nuit, jointe à un tourbillon de poussière qui s'élève entre les combattans, empêche

Mém. de
Du Bellay,
l. 1.

1515.
Belcar.,
l. 15, n. 17.

de reconnoître si on est entouré d'amis ou d'ennemis; les Suisses portoient aussi bien que les François des écharpes et des croix blanches, et on les distinguoit très-difficilement au clair de la lune, à des clefs qu'ils portoient sur l'épaule et sur l'estomac, pour marque de leur deuouement au Saint-Siège; dans cette confusion les Suisses auoient un avantage considérable; n'ayant guère que de l'infanterie, ils étoient sûrs de ne point perdre leurs coups en donnant principalement sur la cavalerie; le Roi rencontra un nouveau bataillon d'environ huit mille hommes, il le prit pour la troupe des Lansquenets; mais à peine eut-on crié *France*, qu'on se vit assailli d'une multitude de piques, on répondit par des prodiges de valeur qui donnèrent le temps au Roi de rallier cinq ou six mille Lansquenets, et au Connétable de ramener à la charge l'infanterie François et une partie de la gendarmerie; tandis que le Connétable enfonce d'un côté le bataillon Suisse, le Roi, maître alors de l'artillerie déjà plusieurs fois prise et reprise, se fait jour d'un autre côté à grands coups de canon, et passe à travers les ennemis qui reculent et perdent beaucoup de terrain. Les Suisses se partagent encore en pelotons, et renouvellent le combat en mille endroits. Le Roi retourne à l'artillerie où étoit toujours le fort de la bataille et le centre du péril; là le feu, la fumée, la poussière, l'obscurité rendoient le combat aveugle et terrible, là on frappoit indistinctement amis et ennemis. Le chevalier Bayard, l'œil, le bras de l'armée, et la terreur des Suisses (1), Louis

(1) Il les auoit battus plusieurs fois sous le règne de Louis XII, dans des rencontres et des courses.

de la Tremoille, que regardoit particulièrement l'affront de la défaite de Novare, le prince de Talmond son fils, ne s'étoient jamais écartés de ce poste redoutable; les Suisses y portoient sans cesse tous leurs efforts; on avoit combattu depuis trois heures après-midi, jusqu'à onze heures et demie, et l'ardeur des combattans n'en étoit que plus enflammée: enfin la lune leur déroba entièrement sa lumière. La profondeur de la nuit suspendit leurs coups sans les séparer, chacun resta dans le poste où il se trouvoit, la gendarmerie à cheval, l'infanterie sous les armes, Suisses, François, Lansquenets, Milanois, mêlés, confondus les uns avec les autres; aucun n'osoit se faire connoître à son voisin de peur de rencontrer un ennemi. Le prince de Talmond étoit enfermé entre deux bataillons Suisses, Bonnivet, frère de Gouffier-Boisy, croyoit soutenir de sa cavalerie, les dix mille Gascons commandés par Navarre; mais leur ardeur les avoit emportés jusqu'au milieu du corps de bataille des Suisses, et Bonnivet étoit enveloppé de tous côtés. Le Roi étoit environné des siens qui se rassembloient autour de lui autant qu'ils pouvoient; il étoit éclairé d'un seul flambeau, et c'étoit trop encore. Epuisé par la fatigue, la chaleur et la soif, il demande à boire, on lui présente dans un casque une eau bourbeuse et teinte de sang (1), qu'il avale avec avidité et qu'il revomit aussitôt avec horreur. Vandenesse, frère du maréchal de Chabannes, arrive,

(1) Le maréchal de Fleuranges le dit en propres termes, et ce qui est assez singulier, c'est que le P. Daniel, qui le cite pourtant en cet endroit, substitue à l'eau sanglante un flacon de bon vin, dont il dit que le Roi but quelques coups, et assurément sans qu'il lui en arrivât rien.

1515.

Mém de
Du Bellay,
liv. I.

annonce avec effroi qu'on n'est qu'à cinquante pas du plus gros bataillon des Suisses, et que le Roi ne peut éviter d'être pris s'il est aperçu. La retraite étoit dange-reuse ; le grand-maître de Boisy prit le parti d'éteindre le flambeau et de faire rester le Roi à sa place ; le Roi le crut ; il reposa sans dormir et tout armé sur l'affût d'un canon, attendant avec impatience le retour du jour, et le renouvellement du combat.

A la pointe du jour les deux armées se mirent en ordre de bataille, chacun courut se ranger sous son drapeau ; il y eut pendant un instant une espèce de trêve tacite qui n'étoit qu'une préparation à un nouveau combat ; beaucoup de François qui avoient cru le Roi mort, se rassemblèrent autour de lui avec des transports de joie, présages de la victoire. Cependant les Suisses revinrent à la charge avec tant d'impétuosité, que les Lansquenets reculèrent une seconde fois plus cent pas ; les bandes noires en firent autant ; un jeune Suisse pénétra même jusqu'à l'artillerie, à travers l'infanterie Allemande et la Cavalerie Française qui la soutenoient ; il eut la gorge percée d'un coup de pique au moment où il mettoit la main sur un canon pour l'enclouer. Le Connétable soutint si constamment avec sa gendarmerie les Lansquenets et les Bandes noires, que ces troupes ne purent jamais être enfoncées. Galiot de Genouillac, maître de l'artillerie, supérieur dans cette importante partie, renversoit avec tant de continuité des files entières des ennemis, ouvroit si à propos des routes faciles à travers leurs plus épais bataillons, le Roi profitoit de ces avantages avec tant de vivacité, que la victoire, au bout de quatre heures de combat,

parut enfin se déclarer d'une manière certaine pour les François.

1515.

Les Suisses, non encore découragés, tentèrent de la ramener par une diversion adroite. Ils détachèrent de la queue de leur armée un corps considérable, qui, sans être aperçu, alla, par un long circuit et à la faveur d'un vallon, tomber sur l'arrière-garde Française; mais celle-ci se trouva plus attentive et mieux disposée à recevoir les Suisses qu'ils ne l'avoient cru; le duc d'Alençon, qui la commandoit, repoussa vivement cette attaque. Maugiron et Cossé avec leurs Compagnies de Gendarmes, et Pierre de Navarre avec ses Gascons, achevèrent la défaite de ce détachement.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.
Guicciard,
liv. 12.

Les Suisses cédèrent enfin, et se retirèrent en bon ordre. Le Roi, content de les avoir vaincus, dédaigna de les poursuivre; il détestoit ce carnage inutile et inhumain, qui assouvait la fureur du soldat sans ajouter à la gloire du vainqueur; d'ailleurs on sentoit, comme dit l'Historien du chevalier Bayard, qu'on pourroit bien *avoir affaire des Suisses le tems advenir*.

Mais l'Alviane, qui arriva dans ce moment, après avoir marché toute la nuit avec ce qu'il avoit pu rassembler de l'armée Vénitienne, voulut prendre part aux événemens de cette journée; il avoit rencontré sur sa route quelques soldats François que les efforts des Suisses avoient mis en fuite, et qui lui dirent en tremblant que le Roi avoit perdu la bataille: *Eh bien! mes enfans*, leur répondit l'Alviane, *nous allons la regagner: suivez-moi*. Quand la vue du champ de bataille l'eut désabusé, il regretta la gloire qu'il s'étoit flatté d'acquérir. La bonne contenance des

1515.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Suisses lui servit du moins de prétexte pour troubler leur retraite. Le comte de Petigliane, chef de la maison des Ursins (1), jeune homme plein de feu, jaloux de signaler sa valeur, se précipita témérairement au milieu des bataillons Suisses, où il périt, comme Gaston de Foix avoit péri à la bataille de Ravenne. L'Alviane, déjà trop fatigué de la double marche qu'il avoit faite avec tant de rapidité, charge sans relâche l'arrière-garde Suisse, soutient contre elle un combat violent, et remporte un reste de victoire inutile et trop chèrement acheté. L'ardeur de ces grands mouvemens peu proportionnés à son âge, acheva d'altérer son tempérament affoibli, et lui donna la maladie qui le mit au tombeau peu de temps après.

Guicciard,
liv. 12.

Les Suisses se partagèrent dans leur retraite; les uns allèrent à Milan; les autres reprirent la route de leur pays. Le chancelier Duprat et l'intendant des finances de Normandie, qui avoient suivi le Roi à l'armée, pensèrent se jeter dans une de ces troupes qui crioit *France*, afin de passer pour les Lansquenets; ils alloient être pris, si un domestique de l'intendant n'eût reconnu les Suisses à la forme de leurs chausses, et ne l'eût fait remarquer à son maître.

L'avant-garde des François, s'étant avancée jusqu'à un village voisin de Marignan, y trouva deux compagnies Suisses qu'elle somma de se rendre, et qui répondirent que les Suisses avoient toujours préféré la

(1) Il étoit fils d'un général fameux par sa prudence, sur le tombeau duquel les Vénitiens, qu'il avoit bien servis, firent graver ce vers d'Ennius sur Fabius-Maximus :

Unus homo nobis cunctando restituit rem.

mort à la prison : il fallut forcer ces braves et opiniâtres guerriers dans les maisons où ils osoient encore se défendre. Fruits affreux de la guerre ! ils y furent misérablement brûlés jusqu'au dernier, et quelques François, qui avoient pénétré dans ces maisons l'épée à la main, subirent le même sort. De ce nombre fut le seigneur de la Meilleraye, qui portoit l'étendard du Roi. François ne put que gémir de ce désastre : il n'en fut pas averti assez tôt pour le prévenir.

Cette bataille de Marignan, si glorieuse aux vainqueurs et même aux vaincus, coûta aux Suisses plus de quinze mille hommes, et n'en couta guère moins de six mille aux François. Ainsi le cardinal de Sion resta chargé, envers l'humanité, du crime d'avoir fait égorger plus de vingt mille hommes pour les seuls intérêts de sa haine.

L'histoire fournit peu d'exemples et de tant d'acharnement, et de tant de valeur ; d'un prêtre animant ainsi au carnage et à la perfidie une nation effrénée, pour des objets étrangers à la religion ; d'un jeune Roi, dont le premier exploit ait été si brillant ; de tant de souverains (1) rassemblés sous ses drapeaux, combattant sous ses ordres comme de simples capitaines, de tant de têtes si précieuses, exposées à des périls si grands, de deux armées passant deux jours et une nuit entière sous les armes, dans l'action, dans la fatigue, dans le danger, sans boire, manger, ni dormir. Le maréchal de Trivulce, qui avoit combattu dans dix-sept batailles, disoit que celle de *Marignan étoit un combat de Géans, et toutes les*

1515.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.
Belcar.,
l. 15, n. 19.

Guicciard,
liv. 12.

(1) Le duc de Savoye, le duc de Lorraine, le duc de Gueldres.

1515.

P. Jove,
l. 15.

autres des jeux d'enfans ; il y courut un grand danger ; il s'étoit précipité au milieu des lances et des haliebardes, pour défendre son porte-enseigne, qu'un gros de Suisses enveloppoit, il fut enveloppé lui-même, son cheval fut percé de coups, son casque dépouillé de plumes, et il alloit être accablé, si un corps de troupe détaché des ailes n'eût accouru à son secours.

Le Roi eut son cheval blessé de deux coups de pique, et reçut de violentes contusions, ses armes ayant été enfoncées en plusieurs endroits : il combattit en soldat, non en roi ; il n'avoit recherché ce jour-là d'autres distinctions, que celles qui pouvoient attirer plus particulièrement sur lui les regards et les coups des ennemis, sa cotte d'armes d'azurs étoit semée de fleurs de lis d'or ; une rose d'escarboucles brilloit sur son casque.

Le connétable de Bourbon, qui, suivant le témoignage que le Roi lui rend (1), ainsi qu'au comte de Saint-Pol, *ne s'épargnoit non plus qu'un sanglier échauffé* (2), se vit dans un certain moment exposé à une grêle de coups, sous laquelle il eût infaillible-

(1) Dans sa lettre à la duchesse d'Angoulême, sa mère, après la bataille.

(2) Comment donc le Roi peut-il avoir dit à Paul Jove, comme celui-ci le raconte (*historia sui temporis*, lib. 15) que le Connétable voyant son frère entouré d'ennemis, n'avoit osé le secourir, et s'étoit mis prudemment à l'abri de tout danger ? Qui reconnoîtroit-là le connétable de Bourbon ? Plus on lit Paul Jove, et plus on sent avec combien de précaution il faut le lire. Beaucaire dit, dans sa préface, qu'étant à Rome avec le cardinal de Lorraine, Paul Jove lui communiqua son manuscrit qu'il trouva plein d'exagérations et de mensonges formels, reconnus pour tels par l'auteur même.

ment succombé, sans dix ou douze cavaliers de la Marche et du Bourbonnois, qui, accourant à toute bride et se serrant autour de lui, le garantirent à leurs dépens; car ce zèle dont la haute noblesse étoit enflammée pour son roi, ce mépris de la vie, cet amour de la gloire, passoient dans les ordres inférieurs, et l'armée entière n'avoit qu'un esprit.

1515.

Le duc de Gueldres, pendant les négociations avec les Suisses, apprit que les Brabançons avoient fait une irruption dans ses états, il quitta l'armée, et courut les défendre : la paix avec les Suisses paroissoit alors certaine. Mais à peine fut-il arrivé à Lyon, qu'il reçut la nouvelle de la bataille de Marignan; il tomba malade de douleur de n'avoir pu s'y trouver.

Mém. de Du
Bellay, l. 1.

Le bâtard de Savoye, Lautrec et Lescun son frère, eurent aussi la même douleur, et y furent également sensibles; manquer une bataille étoit le plus grand des malheurs pour tous ces jeunes seigneurs pleins de feu et de courage. Le Roi, qui savoit que son service les avoit occupés ailleurs, insulte à leur chagrin d'un ton badin et flatteur pour eux : *madame*, dit-il à sa mère, *vous vous moquerez de messieurs de Lautrec et de Lescun, qui ne se sont point trouvés à la bataille, et se sont amusés à l'appointement des Suisses, qui se sont moqués d'eux.*

C'est le modèle de la lettre de Henri IV à Crillon, *pends-toi, brave Crillon, nous avons combattu à Arques, et tu n'y étois pas.*

Le duc de Gueldres, en quittant l'armée, avoit laissé le commandement des bandes noires à son neveu, Claude de Lorraine; comte de Guise, tige de tous ces héros Lorrains, les uns si utiles, les autres

1515.

si funestes à la France; le comte de Guise prépara dans cette bataille les grandes destinées de sa maison, et acquit l'estime du Roi par un mélange de prudence et de valeur qui annonçoit les plus grands talens pour la guerre; il empêcha seul la déroute des bandes noires, lorsque, pressées par les Suisses, ainsi que les

P. Jove, L. 15. Lansquenets, elles commençoient à se disperser. Il se mit au premier rang, et, s'exposant aux plus grands dangers, il les fit rougir de l'abandonner, il reçut vingt-deux blessures; porté par terre avec violence, perdant tout son sang, foulé aux pieds, accablé par le poids des cadavres renversés sur lui, il alloit expirer, si son écuyer, Adam de Nuremberg, en le couvrant de son corps, en parant, en recevant les coups qu'on lui portoit, en écartant les ennemis, n'eût donné le temps aux gendarmes de le venir dégager; il fallut, pour le trouver, remuer un tas de morts dont il étoit couvert; l'écuyer avoit été tué, le comte fut reconnu enfin par un gentilhomme Ecossois, nommé James, qui le chargea sur son cheval, et le mena dans une tente où il resta long-temps sans donner aucun signe de vie. L'art des chirurgiens ne lui rendit qu'au bout de trois mois sa santé et sa première vigueur. La chevalerie de ces temps-là joignoit encoré la superstition à l'honneur et à la vertu. Quand le comte de Guise eut repris ses sens, il fit vœu, s'il guérissoit, d'aller à pied, armé de toutes pièces, en pèlerinage à S. Nicolas en Lorraine. Il fit plus, il l'accomplit.

Le duc de Lorraine, son frère aîné, acquit aussi beaucoup de gloire à Marignan. Il y commandoit une compagnie de cent hommes d'armes, et le chevalier Bayard étoit son lieutenant. Celui-ci, ayant

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

eu un cheval tué sous lui, en avoit monté un second, qui, ayant eu la bride coupée, l'emporta au grand galop à travers les bataillons Suisses, jusque dans une vigne, où il fut contraint de ralentir sa fougue; Bayard en descendit promptement, et courut à pied d'un côté où il entendoit crier *France*; il y trouva le duc de Lorraine, qui lui fit donner son second cheval de bataille, nommé le *Carinan* (1), avec lequel il se signala par ses exploits ordinaires.

Parmi les héros qui s'illustrèrent à Marignan, celui qui, après le Connétable, eut le plus de part à la victoire, fut Galiot de Genouillac par son artillerie; le Roi reconnoît qu'il avoit raison de s'attribuer le gain

1515.

Brantôme,
Homm. il-
lustres, art.
Galiot.

(1) Cet animal singulier méritoit que l'histoire daignât faire mention de lui, comme elle a fait de Bucéphale. Le Carinan avoit appartenu au chevalier Bayard, et s'étoit accoutumé à braver, ainsi que lui, le danger et la fatigue. A la bataille de Raveune, percé de coups à la tête et dans le flanc, il combattoit encore; mais enfin, épuisé par le sang qu'il perdoit, il parut vouloir s'abattre; son maître en descendit à regret, et le laissa pour mort sur le champ de bataille. Le lendemain quelques soldats François, allant dépouiller et enterrer les morts, trouvèrent le Carinan qui, renversé par terre, et ne pouvant plus se relever, s'efforçoit encore de manger le peu d'herbes dont il étoit entouré. Il se mit à hennir aussitôt qu'il les vit, comme pour leur demander du secours, ils en eurent pitié, ils le menèrent à la tente du chevalier Bayard; on pansa ses plaies, il guérit, il reprit sa vigueur et son courage. Bayard, qui le regardoit comme son compagnon de gloire et de travaux, voulant faire un présent noble et utile au duc de Lorraine, le lui donna. Le Duc en sentit tout le prix, et le réserva pour les occasions les plus importantes; il n'en pouvoit trouver qui le fût davantage que le danger de Bayard à la bataille de Marignan, il s'empressa de le lui offrir. Le Carinan combattit sous son ancien maître, le servit avec son ardeur ordinaire, le dégaga, et s'associa comme autrefois à la gloire de Bayard.

1515.

de la bataille; il le récompensa dans la suite avec une magnificence digne de ses services, et de la grande ame du Rémunérateur (1).

Tels furent les guerriers les plus brillans et les plus utiles que respecta le sort des armes à Marignan. Tous (2) avoient *mérité par leur courage* la mort ou la victoire.

Parmi ceux qui payèrent la victoire de leur vie, on

(1) Jacques de Gourdon de Genpuillac, dit Galiot, fut un de ces preux dont Charles VIII voulut être environné à la bataille de Fornoue; il continua de servir avec succès sous Louis XII. François I ajouta aux titres de Sénéchal d'Armagnac et de maître d'artillerie, dont il le trouva revêtu, celui de Grand-Ecuyer; après la mort de Saint-Severin, tué à la bataille de Pavie, il l'accabla de pensions, lui procura de riches alliances, et lui donna des terres immenses dans le Quercy, malgré les remontrances de la chambre des comptes, qui représenta que ces dons étoient des aliénations du domaine. *Je le sais bien*, répondit le Roi, *vous faites votre devoir de m'en avertir, et moi je fais le mien en passant par-dessus les règles ordinaires, pour récompenser un homme extraordinaire.* Tant de biens et d'honneurs accumulés sur sa tête, excitèrent l'envie des courtisans; ils cherchèrent à le perdre dans l'esprit du Roi; ils exagérèrent ses richesses et les dépenses qu'il faisoit dans sa belle maison d'Assier en Quercy, ils parvinrent à les faire paroître suspectes. Le Roi, incapable de dissimulation, n'attendit pas que le soupçon se fût établi dans son âme; il se hâta d'en parler à Galiot qui lui répondit avec la même franchise : *« on vous a dit vrai, Sire, je suis « très-riche, je n'ai pourtant que ce que vous m'avez donné. Tous mes « biens sont à vous, reprenez-les, je n'aurai point à me plaindre, et « je ne vous en servirai pas avec moins de zèle. »* Le Roi s'attendrit, embrasse ce vertueux vieillard, et lui dit : *« mon cher ami, aimez- « moi toujours, et servez-moi comme vous avez fait; l'envie en veut « à ma gloire quand elle en veut à vos biens, des services tels que les « vôtres ne peuvent être assez payés. »*

(2) *Et, si fata fuissent
Ut caderem, meruisse manu.*

distingue François de Bourbon, duc de Châtelleraud, frère du Connétable, qui fut tué à ses côtés; Bertrand de Bourbon-Carenci, un frère du duc de Lorraine et du comte de Guise, qui égalait déjà leur valeur; le prince de Talmond, qui promettoit de balancer la gloire de son père; Pierre de Gouffier-Boisy, frère consanguin du grand-maître (1); les comtes de Sancerre, de Bussy-d'Amboise, de Roye, etc. Mais celui qui laissa les regrets les plus sincères à toute l'armée, fut le vaillant et infatigable d'Imbercourt; il portoit un nom illustre et intéressant (2), à la gloire duquel il avoit beaucoup

Brant., Hom.
illust., art.
d'Imberc.

(1) Il étoit, comme le grand-maître, fils de Guillaume de Gouffier, mais d'une autre mère, la sienne étoit Louise d'Amboise, sœur du cardinal d'Amboise; celle du grand-maître étoit Philippine de Montmorenci.

(2) Il étoit petit-fils de ce brave, fidèle et malheureux d'Imbercourt, à qui les Gantois rebelles avoient fait trancher la tête à la vue de Marie de Bourgogne, qui demandoit sa grâce en criant qu'il mouroit pour l'avoir trop bien servie. Le petit-fils eut pour les rois de France le même attachement que ses ancêtres avoient eu pour la maison de Bourgogne. Il servit utilement Louis XII dans les guerres d'Italie, on a vu combien il s'étoit signalé, sous François I, dans l'expédition de Villefranche. Il n'étoit pas moins infatigable que brave; il s'étoit endurci de bonne heure à toutes les injures de l'air, sur-tout à la chaleur; il prenoit plaisir à faire ses courses et ses expéditions à la plus grande ardeur du soleil, et *la fraîcheur de M. d'Imbercourt* avoit passé en proverbe de son temps, comme a fait depuis *la fraîcheur de M. de Vendôme*.

D'Imbercourt avoit un foible bien singulier dans un homme d'un si grand courage. A l'approche du péril, l'ardeur dont il étoit animé faisait toujours sur lui l'impression que la crainte fait quelquefois sur les lâches; il n'appartient qu'à la naïveté de Brantôme de s'expliquer davantage. « Ce brave chevalier, dit-il, avoit « une complexion en lui, que toutes les fois qu'il vouloit venir « au combat, il falloit qu'il allât à ses affaires, et descendit de « cheval pour les faire, et, pour ce, portoit ordinairement des

1515.

ajouté, sur-tout dans cette journée de Marignan. Ses compagnons désolés lui érigèrent un tombeau sur le champ de bataille, avec cette inscription : *Ubi honos partus, ibi tumulus erectus.*

La lettre que le Roi écrivit à la duchesse d'Angoulême, après la bataille de Marignan, suffiroit pour faire connoître son caractère, toute son ame s'y déploie. En parlant de ses généraux et de ses officiers, il prend par-tout le ton de l'égalité et de l'amitié; c'est un soldat qui parle de ses camarades, c'est un père qui parle de ses enfans dont il est bien content; il loue les vivans avec transport; il regrette les morts avec une douleur tendre; son ton est toujours le plus flatteur, parce que c'est le plus naïf. D'autres rois se sont fait un principe de dire noblement et avec esprit des choses obligeantes à leurs courtisans; François I n'a point de système; il suit son cœur, il écrit ce qu'il sent. Quand il parle de lui-même, il ne déguise ni n'exagère ses exploits, il dit la vérité. Quand il parle de ses ennemis, il ne s'amuse point à détester leur perfidie, il n'insulte point à leur défaite; charmé de leur valeur, il

« chausse à la Martingale, autrement à pont-levis; ainsi que
« j'en ai vu autrefois porter aux soldats Espagnols, afin qu'en
« marchant ils eussent plutôt fait, sans s'amuser tant à défaire
« leurs aiguillettes et s'attacher, car en un rien cela étoit fait.
« De dire que le proverbe eût lieu à l'endroit de M. d'Imbercourt,
« qui dit, *il se conchie de peur*, ce seroit mal parler, et l'adapter
« très-faussement à lui; car c'étoit l'un des plus vaillans et hardis
« du royaume; et, après qu'il avoit été là et avoit le cul sur la
« selle, il combattoit comme un lion. »

Ce témoignage, que Brantôme rend à d'Imbercourt, lui avoit été rendu par François I lui-même, et c'est d'après ce juste estimateur du mérite que parle Brantôme. *Hom. Illustr. tom. 1. Vie de d'Imbercourt.*

l'admirer et la fait admirer, non pour faire le magnanime, non pour relever la gloire de les avoir vaincus; il cède à l'enthousiasme qu'excite naturellement en lui la valeur, lors même qu'elle lui est funeste (1).

Le Roi, après avoir fait ensevelir les morts et panser les blessés, après avoir donné ses ordres pour l'érection d'une chapelle, en mémoire et en reconnaissance de sa victoire, arma chevaliers sur le champ de bataille ceux qui venoient de s'y distinguer, mais auparavant il fit à Bayard l'honneur de recevoir lui-même de sa main (2) l'ordre de chevalerie.

Guicciard,
liv. 12.
Belcar.,
l. 15, n. 20.

(1) C'est dans cette lettre qu'on a puisé la plus grande partie de cette relation de la bataille de Marignan, autrement dite de Sainte de Brigitte. La lettre est datée du vendredi 14 septembre 1515. Cette lettre, trop longue pour être insérée ici, même en note, sera placée à la fin de ce volume, parmi les dissertations.

(2) Varillas discute longuement le motif de la préférence donnée à Bayard sur tous les autres capitaines pour ce glorieux emploi. L'historien de Bayard le dit en un mot. « *Il preint l'Ordre de Chevalerie de sa main. Il avoit bien raison, car de meilleurs ne l'eust osé prendre.* Paul Jove en dit autant; lib. 2. de *vita magni Consalvi*. « *Bayardus, tanquam longè pugnacissimus opinione omnium existimatus*, et histor. lib. 15. *Bayardum idè cæteris prætulit quòd acerrimè inter hostes purgentem conspexerat.* »

Le détail de cette cérémonie dans Symphorien Champier, n'est pas sans agrément. « Le Roi, avant de créer des Chevaliers, appella le noble chevalier Bayard : Si lui dit, Bayard, mon ami, je veux que aujourd'hui soye fait Chevalier par vos mains, pour ce que le Chevalier qui a combattu à pied et à cheval en plusieurs batailles entre tous autres, est tenu et réputé le plus digne chevalier. Or est ainsi de vous que avez en plusieurs batailles et conquêtes vertueusement combattu contre plusieurs nations. Aux paroles du Roi répond Bayard : Sire, celui qui est roi d'un si noble royaume, est chevalier sur tous autres chevaliers. Si, dit le Roi, Bayard, dépêchez-vous, il ne faut ici alléguer ne loix ne canons, soyent d'acier, cuivre ou de fer. Faite mon vou-

1515.

Il marcha ensuite vers Milan ; le cardinal de Sion s'y étoit retiré plein de rage et de terreur , après la bataille de Marignan ; au bruit de l'approche du Roi , il s'enfuit chez l'Empereur , pour l'engager à faire un effort en faveur des Sforces ; il prit la précaution fatale à la France de mener avec lui à la cour de l'Empereur le jeune François Sforce , frère puîné du duc Maximilien , afin que , si ce dernier tomboit entre les mains du vainqueur , l'autre pût continuer la querelle , en soutenant les droits de sa maison : C'étoit le seul moyen de nuire aux François qui restât au Cardinal. L'affaire de Marignan avoit détruit son crédit parmi ses compatriotes. Le succès l'ayant condamné , on ne vit plus en lui que le fléau de sa patrie. On lui redemanda le

« loir et commandement , si vous voulez être du nombre de mes
 « bons serviteurs et subjects. Certes , répond Bayard , sire , si ce
 « n'est assez d'une fois , puisqu'il vous plaist , je le feray sans
 « nombre , pour accomplir , moi indigne , votre vouloir et com-
 « mandement. Alors preint son espée Bayard , et dict , sire , au-
 « tant vaille que si c'étoit Roland , ou Olivier , Godefroy ou Bau-
 « douin son frère. Certes , vous êtes le premier prince que onques
 « feis Chevalier , Dieu veuille que en guerre ne preniez la fuite. Et
 « puis après , par manière de jeu , cria hautement l'espée en la
 « main dextre : Tu es bien heureuse d'avoir aujourd'hui à un
 « si vertueux et puissant roi donné l'ordre de chevalerie. Certes ,
 « ma bonne espée , vous serez moult bien comme reliques gardée
 « et sur toutes autres honorée. Et ne vous porteray jamais si
 « ce n'est contre Turcs , Sarrasins , ou Maures , et puis fait deux
 « saults , et après remeit au fourreau son espée. »

Le Maréchal de Fleuranges et le P. Daniel disent que cette cérémonie se fit avant la bataille , mais l'historien du chevalier Bayard assure que cet honneur fut le prix des exploits du Chevalier dans cette bataille , et que le roi prit conseil des officiers de son armée , qui avouèrent unanimement que Bayard venoit de les surpasser tous , et de se surpasser lui-même à Marignan.

sang de tant de braves soldats, de tant d'excellens capitaines sacrifiés à sa fureur : peu s'en fallut que les Suisses ne le sacrifiasent à la leur. Le respect qu'inspiroit sa croix de Légation lui fut très-utile en cette occurrence ; mais ce respect pouvoit avoir des bornes, le Cardinal le craignoit, et en se sauvant, de Milan chez l'Empereur, c'étoit moins encore les François qu'il fuyoit, que ses propres compatriotes.

Quelques Suisses crurent cependant que l'honneur les engageoit à suivre jusqu'au bout la fortune de Maximilien Sforce : ils s'enfermèrent avec lui dans le château de Milan. Aussitôt que le Roi parut à la vue de la ville, les habitans s'empressèrent de lui porter les clefs ; le Roi ne crut pas devoir y faire son entrée, tandis que le château résistoit encore.

Ce château passoit pour une des plus fortes places de l'Europe. Sforce avoit des vivres pour plusieurs mois, ses affaires n'étoient point désespérées. Les Suisses, quoique mécontents d'avoir manqué l'occasion de faire à Galéra une paix avantageuse, se regardoient comme engagés malgré eux dans la querelle du Milanès ; leur diète générale, tenue à Zurich depuis la bataille de Marignan, venoit de décider que la Nation s'armeroit de nouveau pour la défense de Sforce, et leveroit jusqu'à cinquante mille hommes en sa faveur. D'un autre côté il étoit possible que l'activité du cardinal de Sion arrachât l'Empereur à son indolence. Le Pape même, qui n'avoit point encore conclu son traité avec le Roi, alloit peut-être envoyer ses troupes au secours du château de Milan, et les troupes Espagnoles s'y fussent jointes infailliblement. Les François, pour enlever à Sforce toutes ces ressources, pressoient la place avec

1515.

Guicciard,
liv. 12.Belcar.,
l. 15, n. 21.Guicciard,
liv. 12.

1515.

la plus grande vivacité : c'étoit le Connétable qui conduisoit le siège, la partie du génie étoit abandonnée aux talens connus de Navarre.

P. Jov., l. 15.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Navarre ne se proposoit pas moins que de faire sauter en l'air le château de Milan, par le moyen des mines; il pensa lui-même être la victime de son art terrible; il avoit poussé la tranchée jusqu'à un bastion de la place, ses travailleurs étoient couverts, les défenses extérieures des assiégés abattues, les fossés desséchés; une casemate du boulevard, qu'il fit voler en l'air et dont il se trouvoit trop près, l'ensevelit sous ses ruines; on ne l'en tira qu'avec peine, presque écrasé, couvert de blessures; les travaux, que lui seul savoit diriger, en souffrirent quelque temps. Dès qu'il fut en état de les continuer, les assiégés s'alarmèrent, la casemate renversée les menaçoit d'un péril plus grand. L'art des mines effrayoit d'autant plus qu'il étoit plus nouveau, et que les secrets en étoient moins connus : il n'arrivoit de secours d'aucun côté; on avoit appris que le viceroi de Naples, à la nouvelle du succès de Margignan, s'étoit trouvé trop heureux de pouvoir ramener dans le royaume de Naples ses troupes découragées, pleines d'effroi, et dont il n'étoit plus le maître; Laurent de Médicis, se voyant abandonné des Espagnols, ne voulut point traverser, par une démarche téméraire, le traité déjà fort avancé entre Léon X. et François I. L'Empereur promettoit toujours et restoit immobile. La lenteur avec laquelle les Suisses exécutoient le recez (1) de la diète de Zurich, annonçoit assez

(1) Le recez d'une diète est le recueil ou le cahier des délibérations de cette diète. Recez *recessus* vient de *recedere*, parce que cet acte se fait lorsqu'on est sur le point de se retirer.

qu'ils prêtoient l'oreille à la proposition que le Roi vouloit bien encore leur faire de renouveler les anciennes alliances; peut-être même la fierté du recez de Zurich n'avoit-elle eu pour objet que d'obtenir du Roi des conditions plus avantageuses. Cependant le château de Milan pouvoit sauter en l'air avec le duc et tous les assiégés; il y avoit d'ailleurs de la mésintelligence entre ceux-ci; les Suisses s'accordoient mal avec les Italiens de la garnison. Le Connétable sut à quel point ces considérations ébranloient la constance de Sforce, il jugea que la voie de la négociation seroit efficace et prompte; il y employa Jean de Conzague, son oncle, favori de Sforce; il gagna par son moyen Jérôme Moron, chancelier de Milan, l'ame du conseil de Sforce, homme adroit et ambitieux (1). Quelques historiens accusent ces deux hommes d'avoir déshonoré leur maître, en lui faisant signer une capitulation prématurée. Quoiqu'il en soit, Maximilien Sforce, après vingt jours de siège, remit aux François les châteaux de Milan et de Crémone, les deux seules places qui lui restassent dans le Milanès; il renonça irrévocablement à tous ses droits sur le duché, en faveur du Roi, qui lui donna un asyle en France, paya ses dettes, et se chargea de lui faire une pension de trente mille écus, ou de lui fournir la même valeur en bénéfices, en lui procurant, s'il pouvoit, le chapeau de cardinal; on accorda une amnistie à tous les Milanois qui avoient servi sous les Sforces, on paya ce qui pouvoit être dû aux troupes qui s'étoient enfermées dans la citadelle; Moron fut conservé dans sa dignité de chancelier du

Guicciard,
liv. 12.

P. Jov., l. 15.
Belcar.,
l. 15, n. 24.

(1) On le verra par la suite jouer un grand rôle dans les révolutions du Milanès.

1515.
Mém. de
Du Bellay.
liv. 1.
Belcar.,
l. 15, n. 24.

Milanès, on lui promit de plus une charge de maître des requêtes. Sforce fut conduit en France (1); il sortit de ses états sans témoigner ni honte ni douleur, charmé, disoit-il, d'échapper à l'insolente protection des Suisses, aux exactions de l'Empereur, aux artifices des Espagnols, à l'alliance frauduleuse du Pape, et paroissant en effet sentir qu'il alloit être plus libre et plus heureux dans l'obscurité paisible de sa retraite, qu'il ne l'avoit été sur ce trône où il avoit plu à ses maîtres de le faire asseoir (2). Les historiens s'indignent de sa lâcheté, et chargent beaucoup le tableau de ses vices. A juger de lui par sa conduite, il paroît que c'étoit un prince foible, fait pour être gouverné. Ni politique, ni belliqueux, on ne l'avoit vu ni préparer sa défense par les intrigues du cabinet, ni commander les armées qui combattoient pour lui, il sembloit que la querelle du Milanès lui fût étrangère; mais il eut du moins le mérite d'avoir renoncé de lui-même à un rang auquel il n'étoit point propre, et de ne l'avoir jamais regretté dans la suite (3).

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.
Belcar.,
li. 15, n. 27.

Le Roi, entièrement maître du Milanès, fit son entrée dans la capitale de ce nouvel état, à la tête de son armée triomphante, accompagné de cinq princes du sang (4); il reçut, au palais ducal, le serment des corps de la ville : serment trop souvent et trop peu li-

(1) Par Pontrême de Mauléon, frère de la Tremoille, et quelques autres seigneurs françois.

(2) Voyez l'introduction, chap. 2, article du Milanès.

(3) Il mourut à Paris le 10 juin 1550.

(4) Le duc d'Alençon, le connétable de Bourbon, le comte de Vendôme, le comte de S. Pol et le prince de la Roche-sur-Yon.

brement prêté à tant de différens maîtres. Il établit à Milan un parlement dont il nomma premier président Jean de Selve, qui fut depuis premier président du parlement de Paris. Il consacra ensuite huit jours à visiter les places du duché; il séjourna pendant quelque temps à Vigevano, il y reçut les complimens faux ou sincères de tous les princes d'Italie.

1515.

Les Vénitiens lui avoient député, immédiatement après la bataille de Marignan, quatre de leurs principaux sénateurs, pour le féliciter de sa victoire et lui demander les secours qu'il devoit leur fournir, suivant les traités, pour recouvrer leurs états de terre-ferme : ils obtinrent tout ce qu'ils demandoient.

Guicciard,
liv. 12.

CHAPITRE II.

Traité de Pavie. Entrevue de Bologne. Traité avec les Suisses. Mort du roi d'Espagne Ferdinand le catholique.

LE Pape, depuis l'entrée de François I en Italie, n'avoit pas cessé de traiter avec lui les armes à la main, tout prêt à rompre les négociations, si la fortune eût cessé de seconder le Roi. Mais, voyant qu'elle ne se démentoit point, il avoit enfin donné ordre à son nonce (1) de terminer.

Un des articles les plus délicats étoit la restitution de Parme et de Plaisance. Jules II s'étoit emparé de ces deux places en 1512, lorsqu'après la bataille de Ravenne, la mort de Gaston avoit dispersé l'armée victorieuse,

(1) Louis de Canosse, Evêque de Tricarico.

1515.

et fait perdre le Milanès à la France. Jules II, qui ne savoit point mettre de bornes à ses droits, avoit prétendu qu'elles faisoient partie de l'Exarchat de Ravenne; car il étendoit cet Exarchat jusqu'aux Alpes, quoique Modène lui servit incontestablement de barrière du côté du Milanès, et que Parme et Plaisance eussent toujours appartenü aux ducs de Milan.

Guicciard,
liv. 12.

Mém. de
Du Bellay,
l. 1.

Maximilien Sforce, trop heureux de rentrer dans le reste du duché, ou trop malheureux de porter ce joug que les Suisses lui imposoient, n'avoit rien contesté à Jules II; et Léon X, à son avènement, s'étoit trouvé paisible possesseur; mais le nouveau duc (François I) étoit trop instruit et trop jaloux de ses droits pour ne point réclamer ces deux places, il n'avoit plus qu'un pas à faire pour s'en emparer; le talent du nonce devoit consister à prévenir cette démarche, et à faire compter pour quelque chose le sacrifice forcé que le Pape paroîtroit faire volontairement de ces deux places.

Belcar., l. 15,
n. 21 et 22.

On se hâta donc de conclure. Le Pape et le Roi s'engagèrent à la défense réciproque de tous leurs domaines. le Roi prit sous sa protection la maison de Médicis et le gouvernement de Florence, dans l'état où il étoit alors, c'est-à-dire, tendant à la monarchie. Il sacrifia les Bentivoglio, et Bologne resta au Pape. Le Pape fut obligé de rappeler les troupes de l'église qui servoient l'Empereur contre les Vénitiens, et de remettre au Roi Parme et Plaisance, à condition que l'état de Milan se fourniroit de sel à Cervia, et non plus, comme auparavant, à Comachio dans le Ferrarois. Telles étoient du moins les principales conditions du traité que le

nonce conclut à Pavie au nom du Pape avec le Roi.

1515.

Le Pape refusa de le ratifier dans l'état où il étoit; il y mit des modifications qui développent ou son génie particulier, ou le caractère de la politique Italienne.

Deux articles, exprimés avec trop de précision dans ce traité, blessaient sa délicatesse. L'un étoit cette restitution de Parme et de Plaisance, l'autre le rappel des troupes qui servoient contre les Vénitiens.

Par le premier, le Pape mettoit le sceau lui-même au rétablissement des François en Italie; il fixoit dans cette terre, *les Barbares* que Jules avoit tant juré d'en chasser, il détruisoit l'heureux ouvrage de son prédécesseur; il ne pouvoit consentir à cette honte, il ne voulut point absolument que ces places fussent remises par ses officiers aux officiers du Roi, mais il imagina de faire évacuer ces deux places par ses troupes, et d'en laisser les portes ouvertes un jour marqué: si les François, avertis de ce jour alloient s'en mettre en possession eux-mêmes, étoit-ce la faute du Pape, et peut-on empêcher les gens d'entrer dans des places qu'ils trouvent vides et ouvertes.

L'autre article qui faisoit de la peine au Pape, étoit celui par lequel on l'obligeoit de rappeler les troupes qui servoient l'Empereur; c'étoit une attention que le Roi devoit aux Vénitiens ses alliés, mais elle étoit bien gênante pour le Pape, qui avoit précisément promis de ne point rappeler ces troupes, tant que la guerre dureroit. Il résolut d'être scrupuleusement fidèle au mot, il ne rappela point ses troupes, il les cassa comme de mauvais soldats dont il étoit mécontent, et ordonna ensuite à chacun en particulier de revenir sur les terres de l'Eglise.

Guicciard,
liv. 12.

1515.

Belcar.,
l. 15, n. 22.

Les François rendirent hommage à toute la finesse de ces ingénieux détours; mais, comme sous différens noms ils retrouvoient toujours leur compte, ils consentirent à tout, et le Pape ratifia le traité à Viterbe, le 13 octobre 1515.

N. 27.

Il restoit pourtant encore bien des points particuliers à régler. Le Pape et le Roi crurent qu'une entrevue les décideroit plus promptement et plus sûrement que toutes les négociations par plénipotentiaires. Cette entrevue devoit naturellement se faire à Rome. La dignité du Saint-Siège sembloit l'exiger; mais on se souvenoit qu'Alexandre VI ne s'étoit pas bien trouvé d'y avoir reçu autrefois Charles VIII. D'ailleurs le Pape se proposoit de détourner le Roi de ses projets sur Naples; mais si le Roi, en s'avancant jusqu'à Rome, faisoit les trois-quarts du chemin de Naples, comment lui persuaderoit-on d'arrêter sa course?

Il sembloit du moins que, si l'entrevue ne se faisoit point à Rome, elle ne pouvoit se faire qu'à Florence, parce qu'il n'y avoit que ces deux villes où la cour des Médicis put briller de tout son éclat; mais on se souvenoit encore de l'empire que Charles VIII avoit exercé dans Florence lorsqu'il y avoit passé. Les Florentins, qui supportoient impatiemment le joug des Médicis, pouvoient, par un coup de désespoir, se jeter entre les bras des François, il étoit dangereux de mettre à cette épreuve leur soumission encore incertaine.

Mém. de
Du Bellay,
l. 1.
P. Jov., l. 16.

Le Pape choisit donc la ville de Bologne, située à l'extrémité des terres de l'église, du côté de la Lombardie; il prétendit même se faire un mérite, auprès du Roi, de tant de pas qu'il faisoit à sa rencontre; exprès, disoit-il, pour ne pas l'éloigner de sa nouvelle conquête; mais

en effet pour l'éloigner de celle qui restoit à faire.

Léon X arrive à Bologne le 8 décembre et François I deux jours après. Les cardinaux de Fiesque et de Médicis vinrent au devant du Roi jusques sur les frontières de l'état de Milan et des terres de l'Eglise; ils le conduisirent au consistoire, où le Roi rendit en personne l'obédience que tous les princes catholiques doivent au Pape au commencement de leur règne, et qui n'avoit pas encore été rendue au nom de François I. Le chancelier prononçoit les paroles, découvert et à genoux; le Roi, debout et couvert, les confirmoit par une inclination de tête. Après ce cérémonial, le Pape et le Roi s'enfermèrent pendant trois jours pour s'occuper de leurs affaires.

1515.

Ils en traitèrent trois principales, celle de Naples, celle des feudataires du Saint-Siège, celle de la pragmatique et du concordat.

Ils terminèrent ensemble les deux premières; la troisième ne put être décidée en si peu de temps, il fallut l'abandonner au zèle et à la capacité de commissaires choisis de part et d'autre. Cette dernière affaire appartient à l'histoire de l'Eglise, et on se réserve d'en rendre compte lorsqu'on traitera cette partie du règne de François I.

Il s'agissoit, dans l'affaire de Naples, d'engager François I à différer cette expédition jusqu'à la mort de Ferdinand, que son âge, ses infirmités et son amour pour sa jeune femme faisoient regarder comme prochaine. Le motif apparent du Pape, pour faire cette proposition, étoit que ses engagements, pour conserver Naples à la maison d'Arragon, étant alors rompus naturellement, il pourroit sans scrupule et sans mériter

1515.

aucun reproche, fournir aux François tous les secours nécessaires pour la conquête de Naples. Mais son but véritable étoit de gagner du temps, afin de pouvoir par ses intrigues exciter de nouveaux troubles qui traversassent l'expédition de Naples, et qui lui fissent recouvrer le Parmesan et le Plaisantin. Le Roi, dont les préparatifs n'étoient point faits, consentit sans peine à un délai nécessaire.

L'affaire des feudataires du Saint-Siège avoit plus de difficulté. Le Roi étoit leur protecteur naturel, il devoit les délivrer de l'oppression que leur avoit attirée leur dévouement à ses intérêts. Les principaux de ces feudataires étoient le duc de Ferrare et le duc d'Urbin.

Jules II n'avoit pu pardonner au duc de Ferrare (Alphonse d'Est) le préjudice que ses excellentes salines de Comachio portoient à celles de Cervia; il lui pardonnoit encore moins son attachement à la France, sentimens devenus depuis héréditaires dans la maison d'Est; il l'en avoit puni en lui enlevant les places de Modène et de Regge : François I exigeoit qu'elles lui fussent rendues, et Léon X, toujours réparateur involontaire des torts de Jules II, s'étoit engagé à les rendre, quoiqu'il eût bien résolu de n'en rien faire; il ne cherchoit qu'à éluder cette restitution; mais, les prétextes lui manquant, il fut obligé de confirmer sa promesse; il se borna donc à demander le remboursement de quelques dépenses qu'il prétendoit avoir faites, et d'une somme de quarante mille écus qu'il avoit, disoit-il, donnée à l'Empereur, pour être mis en possession de Modène. Le Roi, sans examiner si cette demande étoit fondée ou non, ne la contesta point; il se contenta de la promesse, renouvelée par le Pape, de

Guicciard,
liv. 12.

remettre ces deux places au duc de Ferrare en recevant son remboursement.

 1515.

Le duc d'Urbin (1), qui se faisoit protéger par la France, ne méritoit point de sa part les mêmes ménagemens que le duc de Ferrare; il étoit neveu du pape Jules II; il avoit commandé sous son oncle les armées de l'Eglise; il avoit servi d'instrument aux violences de ce pontife contre le duc de Ferrare et contre Louis XII. Léon X lui ayant ôté le commandement des armées pour le donner aux Médicis, le mécontentement l'avoit jeté dans le parti des François; il faisoit beaucoup valoir à ceux-ci son refus de servir contre eux dans l'armée de l'Eglise, refus qui l'exposoit, disoit-il, à tout le ressentiment du Pape; ce refus étoit l'effet de sa vanité, non de son attachement pour les François. Le commandement des troupes de l'Eglise ayant été donné d'abord à Julien de Médicis, frère de Léon X, le duc d'Urbin avoit promis de servir sous lui, parce qu'étant ami intime de Julien, il espéroit partager avec lui le commandement; mais, après la mort de Julien, Laurent, son neveu, lui ayant succédé, le duc d'Urbin, qui n'avoit pas avec Laurent les mêmes liaisons d'amitié, crut qu'il lui seroit honteux de servir sous un jeune homme, et de servir comme simple capitaine de gendarmerie dans une armée qu'il avoit commandée. Sur ce refus, le Pape affectoit de le regarder comme un vassal coupable de félonie, et infidèle aux obligations de son investiture; on l'accusoit d'ailleurs d'avoir voulu, après la bataille de Marignan, exciter les François à faire une irruption dans l'état

Guicciard,
liv. 12.

(1) François-Marie de la Rovère.

1515.

Belcar.,
l. 15, n. 27.

de Toscane ; mais son véritable crime étoit de posséder un état trop à la bienséance des Médicis, et qui, ajouté à l'état de Florence, l'eût étendu de la mer de Toscane à la mer Adriatique. Le Pape, saisissant avec ardeur ce prétexte de félonie, avoit commencé contre le duc des procédures juridiques qui devoient amener des démarches plus violentes, il affectoit un courroux sévère et implacable ; quand le Roi voulut intercéder pour le duc d'Urbain, il le pria de ne point parler en faveur d'un rebelle, dont il falloit absolument faire un exemple. Le Roi ne disputa qu'autant qu'il étoit nécessaire pour faire acheter le sacrifice du duc d'Urbain par la permission de lever une double décime sur les biens ecclésiastiques de son royaume, et par la suppression des évêchés de Chambéry et de Bourg-en-Bresse. Ces deux nouveaux évêchés, créés par Léon X, à la considération du duc de Savoie, ou plutôt de Julien de Médicis qui avoit épousé la sœur de ce duc, étoient formés aux dépens de quelques évêques françois, dont on avoit démembré les diocèses, et qui avoient appelé comme d'abus de cette innovation. Le parlement, toujours attentif à réprimer les entreprises de la cour de Rome, et plus ardent quelquefois à défendre les libertés de l'Eglise Gallicane, que l'Eglise Gallicane elle-même ne le désireroit, se disposoit à rendre des arrêts qui pouvoient être le signal d'une guerre fâcheuse contre le Saint-Siège. Le Roi voulut la prévenir : le duc de Savoie, dévoué alors à la France, se désista de sa poursuite ; Julien de Médicis étoit mort, et le Pape, qui aimoit mieux mettre le duché d'Urbain dans sa maison que d'établir deux évêchés en Savoie, consentit qu'ils demeuraient supprimés, pourvu que

le Roi retirât sa protection au duc d'Urbain. Le Roi ne voulut ni l'abandonner ni le défendre; il se contenta d'une parole vague que le Pape donna de s'apaiser aussitôt que le duc d'Urbain lui auroit fait une satisfaction convenable, et d'assurances plus vagues encore que la recommandation du Roi obtiendrait toujours les égards qu'elle méritoit. Après ces conférences, le Pape et le Roi se séparèrent, contents en apparence l'un de l'autre, et peut-être (1) se croyant amis. Léon X, pour témoigner son contentement à François I et pour l'engager à être le défenseur du Saint-Siège et de la chrétienté contre les Turcs, lui offrit le titre d'empereur d'Orient qu'Alexandre VI avoit, dit-on, donné à Charles VIII, et qu'André Paléologue lui avoit certainement cédé avec tous ses droits; François I le refusa, ne voulant point accepter de titres qu'il ne pût réaliser.

Le Pape alla s'occuper des moyens de recouvrer Parme et Plaisance, de conserver Modène et Regge, et d'envahir le duché d'Urbain.

Le Roi affermit la conquête du Milanès en faisant la paix avec les Suisses, aux mêmes conditions qui avoient été acceptées de part et d'autres à Galéra; avant la bataille de Marignan, et auxquelles le Roi vainqueur eut la modération de ne rien changer.

Les Suisses reconnurent le Roi pour duc de Milan, comte d'Ast et seigneur de Gênes; promirent de lui fournir pour la défense de ces états, ainsi que de tous

(1) Beaucaire dit à ce sujet, liv. 15. n. 28. *Rex juvenis, Italicarum artium haud satis gnarus, Bononiâ discedens, magnam de Leonis amicitia spem Gallicâ simplicitate concepit, quam Leo mirandum in modum ostentabat.*

1515.

les autres de sa dépendance, le nombre de gens de guerre dont on conviendrait selon les circonstances, s'engagèrent à rendre les places (1) et châteaux, qu'eux et leurs alliés possédoient dans le duché de Milan.

Le Roi s'obligea de leur payer, dans des termes convenus, un million d'écus, tant pour l'exécution du traité de Dijon, que pour d'autres objets; il augmenta aussi les pensions qu'on leur payoit avant leur rupture avec la France; c'étoit cette augmentation qu'ils avoient demandée à Louis XII, et que Louis XII, mécontent d'eux d'ailleurs, avoit refusée.

Les Suisses conservèrent cette clef du Milanès, cette place de Bellinzone, dont l'usurpation les avoit brouillés avec la France. Ils se réservèrent aussi le comté d'Arone.

Les cinq petits cantons (2), qui étoient en possession des vallées du Milanès que le Roi se faisoit rendre, trouvèrent cette restitution si dure, qu'ils refusèrent de signer le traité, et consentirent à ne point toucher leur part du million d'écus; les huit autres cantons touchèrent la leur, mais ils stipulèrent qu'ils ne seroient point obligés d'agir contre leurs compatriotes, quand on entreprendroit de reprendre sur eux les vallées: François I trouva qu'elles ne méritoient pas une continuation de guerre; et, sans les abandonner, il ne fit aucun mouvement pour s'en ressaisir. On peut dire au reste que, par ce traité, les Suisses étoient

(1) Savoir quatre bailliages nommés Lugan, Lucerne, Magia, Mendrysio, dont ils s'étoient emparés en 1512 par droit de bien-séance, et le comté de Chiavenne et la Valteline, dont les Grisons (revenus à leur alliance) s'étoient depuis saisis à leur exemple.

(2) Schwits, Uri, Underwald, Zug et Glaris.

plutôt désarmés à l'égard des François, que réconciliés avec eux,

1515.

Le Roi donna le gouvernement du Milanès au Connétable, qui avoit eu tant de part à cette conquête, et il revint en France recueillir le plus doux fruit de sa victoire, l'applaudissement de ses peuples.

Depuis la conquête du Milanès, le roi d'Espagne trembloit pour le royaume de Naples; soit qu'il ignorât l'engagement que François I avoit pris à cet égard avec le Pape dans l'entrevue de Bologne, soit qu'accoutumé à violer tous ses engagemens, il ne conçût pas qu'un autre prince pût être esclave des siens; il ne négligeoit rien pour susciter à François I de nouveaux ennemis, il cherchoit à réveiller la haine des Suisses, il irritoit la jalousie naturelle du roi d'Angleterre, il fournissoit cent vingt mille écus à l'Empereur pour faire une irruption dans le Milanès, sans songer que l'indolent Maximilien pourroit prendre l'argent et rester tranquille. Au milieu de tous ces mouvemens, le roi d'Espagne, allant à Séville, mourut le vingt-deux février au petit village de Madrigalet (1), victime, comme l'avoit été Louis XII, du désir tardif (2) d'avoir des héritiers de son nom. Les historiens prétendent que Germaine de Foix, sa femme, lui avoit

1516.

Pâques,
le 23 mars.

Belcar.,
l. 15, n. 29.

(1) Varillas ne manque pas de dire qu'on avoit prédit à Ferdinand qu'il mourroit à *Madrigal*, que Ferdinand évitoit toujours d'aller dans cette ville de Castille, que se trouvant très-mal dans sa route, et étant forcé de s'arrêter dans un village, il s'avisa d'en demander le nom, et qu'au mot de *Madrigalet*, il s'écria qu'il étoit mort.

(2) Il avoit 63 ans, et les avoit bien employés, soit dans les occupations qui illustrent la vie, soit dans celles qui l'abrègent.

1516.

fait prendre dans cette vue un breuvage qui le rendit hydropique et causa sa mort. Il y a sans doute plus de remèdes capables de tuer un vieillard, que de filters capables de ranimer la nature éteinte.

On croyoit que Ferdinand laisseroit la couronne d'Espagne (1) à l'archiduc Ferdinand; son petit-fils, frère puîné de Charles; en effet, Charles, élevé loin de lui dans les Pays-Bas, sous les yeux du roi de France, par un gouverneur peu agréable à Ferdinand, Charles, qui d'ailleurs avoit traité sans sa participation avec François I, son ennemi, devoit lui être bien moins cher que le jeune Ferdinand, son filleul, élevé dans sa cour, formé par lui-même aux mœurs Espagnoles, et toujours comblé des témoignages de sa tendresse; mais la politique déterminoit seule les démarches essentielles de Ferdinand; il voulut que tous ses états, réunis dans la personne de Charles et joints avec les états de la maison d'Autriche (dont ce prince devoit hériter à la mort de l'Empereur) formassent une puissance redoutable à la France, son ennemie.

Sa malheureuse fille Jeanne, mère des deux archiducs, étoit toujours enfermée dans le château de Tordesillas.

Ferdinand confia le royaume d'Arragon à l'archevêque de Sarragosse, son bâtard, et celui de Castille au fameux cardinal Ximenès, archevêque de Tolède.

(1) Nous considérons ici l'Espagne comme toute réunie sous Ferdinand, parce qu'en effet il la gouvernoit toute entière; cependant la couronne de Castille, et tout ce qui en dépendoit, appartenoit déjà à l'archiduc Charles, par la mort d'Isabelle de Castille, son aïeule, et par l'état de démence de Jeanne sa mère.

CHAPITRE III.

Campagne de 1516. Expédition de l'Empereur dans le Milanès. Traité de Noyon.

LE duc de Milan (Maximilien Sforce) ayant abdiqué, les Suisses étant apaisés, le Pape étant satisfait ou feignant de l'être, le roi d'Espagne étant mort, il ne restoit plus de la ligue formée contre la France, que l'Empereur, foible ennemi, qui haïssoit mollement, qui signaloit encore plus mollement sa haine, et contre lequel les François et les Vénitiens étoient alors réunis, pour procurer à ces derniers le recouvrement de leurs états de terre ferme. Dans cette guerre, les François n'étoient qu'auxiliaires, ils rendoient aux Vénitiens les secours qu'ils en avoient reçus à la bataille de Marignan.

L'Alviane étoit mort (1), Théodore Trivulce (2) lui avoit succédé dans le commandement de l'armée Vénitienne. L'Alviane avoit pris Bergame; Trivulce assiégeoit à la fois Vérone et Bresse. Le maréchal de Lautrec

P. Jove,
liv. 16.

(1) Le sénat de Venise, voulant lui faire des funérailles dignes de son rang et de sa gloire, donna ordre à Théodore Trivulce d'envoyer son corps et de demander un sauf-conduit aux Allemands, alors maîtres de la ville de Vérone, par laquelle il falloit passer; les soldats s'opposèrent à cette dernière démarche, et dirent que leur général n'ayant jamais demandé de grâce à ses ennemis pendant sa vie, n'en vouloit point encore recevoir après sa mort; ils le portèrent en pompe à travers le Véronèse, tambours battans et enseignes déployées.

(2) Cousin-germain du maréchal de ce nom, et depuis maréchal de France lui-même, le 25 mars 1526, à la place du maréchal de Chabannes.

1516,

Du Bellay,
l. 1.

mena contre Bresse quatre cens hommes d'armes commandés par le bâtard de Savoye, et six mille Gascons commandés par Pierre de Navarre. A leur arrivée les Bressans capitulèrent, et promirent de rendre la place si, dans vingt jours, ils n'étoient secourus. Il le furent: le comte de Roquendolf, ayant pénétré jusqu'à Bresse par le pays des Grisons, introduisit dans cette place six mille Allemands, qui firent d'abord convertir le siège en blocus; ce premier secours n'étoit que l'avant-coureur d'un autre plus puissant, porté (qui eût pu le prévoir!) par l'Empereur lui-même. On le vit bientôt descendre des montagnes du Trentin, à la tête de seize mille Lansquenets, de quatorze mille Suisses et d'une cavalerie nombreuse. On ne s'attendoit à rien moins de sa part; on comptoit trop sur son irrésolution, sur son indolence, sur sa pauvreté, fruits de ses dissipations; mais le cardinal de Sion étoit à sa cour; il y a d'ailleurs des conjonctures qui arrachent les hommes à leur caractère. Le roi d'Espagne venoit de mourir; l'Empereur, déjà tuteur honoraire de l'archiduc Charles son petit-fils, dans les Pays-Bas, titre vain, espéroit, dit-on, obtenir l'administration des royaumes d'Aragon et de Castille, qu'avoit eue Ferdinand; il crut qu'il falloit la mériter en flattant, par une irruption dans le Milanès, la haine des Espagnols pour les François, et en se rendant considérable aux yeux de ces mêmes Espagnols, par une expédition brillante. D'ailleurs son armée ne lui coûtoit rien; les cent vingt mille écus du roi d'Espagne avoient servi à la lever, et c'étoit l'argent du roi d'Angleterre qui devoit la solder. Ce roi, si jaloux de la gloire de François I, étoit encore plus mécontent de la protection que la

France accordoit contre lui en Ecosse au duc d'Albanie, oncle du jeune roi Jacques V. Le duc d'Albanie (1), ayant disputé à la reine douairière, sœur de Henri VIII, la régence du royaume d'Ecosse, l'avoit obtenue par le crédit des François, et les droits de la masculinité avoient été préférés à l'ordre de la nature, même pour la régence, dans un pays qui n'admet point la loi Salique. La Reine avoit été réduite à chercher un asyle auprès de Henri VIII. La mort ou le bannissement étoit, en Ecosse, le partage de ses amis. Henri VIII, pour s'en venger, engagea l'Empereur à faire une descente dans le Milanès, promettant d'en faire une en France, qu'il ne fit pas pourtant, n'ayant pas jugé à propos d'enfreindre ouvertement les traités; mais, comme il n'ignoroit pas qu'il falloit que l'Empereur sortît du moins *indemne* de toutes les expéditions qu'il pouvoit entreprendre, il lui fournit l'argent nécessaire pour entretenir une armée. L'Empereur tira de ses états héréditaires les meilleures troupes qu'il put y trouver; les cinq cantons Suisses, qui n'avoient pas voulu souscrire à la paix avec François I, lui fournirent le reste pour une somme assez modique.

La descente de l'Empereur dans le Milanès, fut, pour la noblesse Française, une nouvelle occasion de signaler son amour pour le Roi et pour l'état. Un chambellan du Roi, nommé Imbert de Basternay, seigneur du Bouchage (2), courut porter toute sa vaisselle à la caisse militaire. Ces traits de zèle et de générosité, qu'on

(1) Voyez l'introduction, Chapitre III, article Ecosse.

(2) C'est le même qui avoit été un des Plénipotentiaires pour les traités des 24 et 31 mars 1515, entre le Roi et l'Archiduc. Voyez le Chap. I de ce livre premier.

1516. admireroit tant dans l'histoire ancienne, sont très-communs parmi la noblesse, sous le règne de François I.

A l'arrivée de l'armée impériale, le maréchal de Lautrec leva le blocus de Bresse, et recula vers l'Adda, dans l'intention d'en disputer le passage, mais, trop foible pour exécuter ce projet, il fut forcé de se retirer vers Milan, et, toujours poursuivi par l'armée impériale, sa retraite eut l'air d'une fuite. L'Empereur ravagea sans obstacle le pays situé entre l'Adda et le Pô.

P. Jove,
liv. 16.

Lautrec, arrivé à Milan, y répandit l'alarme; sur son récit, le connétable de Bourbon désespéra d'en sauver les faubourgs, et crut devoir les détruire. Ce parti violent pouvoit être dangereux par la terreur qu'il inspiroit aux habitans; d'ailleurs, quel traitement plus cruel pouvoient-ils attendre de l'ennemi? les Milanois se souvinrent long-temps avec douleur de cette destruction, ils l'imputèrent aux conseils perfides et à la haine secrète de Venise, dont la ville de Milan étoit la rivale pour le commerce.

La lenteur de l'Empereur laissa aux Milanois le temps de se reconnoître, et l'activité du Connétable pourvut promptement à leur défense. Dans le même temps, le capitaine Albert de la Pierre, que les violences du cardinal de Sion avoient jeté dans le parti de la France, arrive à la tête de treize mille Suisses, avant que l'Empereur eût entièrement investi Milan. Ce renfort fit renâître l'audace avec l'espérance; il ne fut plus question de se défendre, on ne parla que d'attaquer l'Empereur, et de le forcer à une retraite honteuse. Cependant les Suisses amenés par Albert de la Pierre eurent horreur de souiller leurs mains du sang de leurs compatriotes qui servoient dans l'armée de l'Empereur; ils refusèrent

de combattre, quoiqu'ils eussent reçu leur montre (ou solde). Le Connétable, irrité de leur procédé, n'attendit pas que, quittant d'eux-mêmes l'armée, ils y répandissent le découragement; il mit dans son dépit la hauteur d'un général, cette hauteur avec laquelle Alexandre avoit traité les Macédoniens révoltés; il les licentia sur le champ comme des soldats rebelles, indignes de servir sous lui. Le Connétable vouloit éloigner de son armée la contagion de la désobéissance, il sentoit aussi que, s'il retenoit les Suisses sous ses drapeaux, s'il s'obstinoit à les mener au combat, il ne feroit que les pousser à la défection, que les jeter dans le parti de l'Empereur, au lieu qu'en les renvoyant bien payés sur leur premier refus, il les laissoit dans la disposition de remplir le reste de leurs engagements, et de ne pas du moins combattre contre la France; s'ils ne vouloient pas combattre pour elle; il se doutoit bien d'ailleurs que l'Empereur n'auroit jamais assez d'argent pour les prendre à son service.

1516.

Quinte-
Curce, l. 10,
cap. 9, 10 et
11.

Albert de la Pierre étoit trop attaché aux François pour les abandonner; il resta, et força de rester sa compagnie de trois cens hommes; mais elle exigea que l'on ne l'employât que contre les Allemands, et protesta de ne point combattre contre les Suisses.

L'empereur, averti que les treizemille Suisses avoient quitté l'armée des François, se crut maître de Milan. Il parla en vainqueur, il dicta des loix, il menaça, il fit souvenir les habitans que l'empereur Frédéric Barberousse, ayant détruit leur ville de fond en comble, avoit semé du sel dans le lieu où elle avoit été bâtie; il jura de la faire disparoître de nouveau, si elle n'apportoît ses clefs. Sur le refus qu'on en fit, il distribua

1516.

ses quartiers autour de la ville, et crut au moins qu'il alloit lever des contributions suffisantes pour remplacer l'argent du roi d'Angleterre, qu'il avoit dépensé à toute autre chose qu'à payer ses troupes; mais tous ses projets échouèrent par le bon ordre que le Connétable établit par-tout, et le défaut d'argent excita bientôt une révolte parmi les Suisses de l'armée impériale.

Le jour qu'ils devoient toucher un mois de leur solde étoit passé, sans qu'on eût entendu parler de paiement; le lendemain matin, le colonel Stafler va trouver l'Empereur dans son lit, et lui demande de l'argent, avec l'insolence si familière alors à ces troupes étrangères lorsqu'elles étoient mal payées. L'Empereur s'irrite, s'apaise, menace, promet, conjure, mais vainement. On lui déclare que, si l'on n'est payé dans l'instant, on acceptera la solde qu'offroit le connétable de Bourbon. A ces mots, l'Empereur est frappé comme d'un coup de foudre; Ludovic Sforce, l'oncle de sa femme, livré aux François par les Suisses, se retrace à sa mémoire; il répond en tremblant qu'il ira le soir au quartier des Suisses avec le cardinal de Sion. (Ce cardinal, alors languissant, et en apparence voisin du tombeau, ayant perdu toute sa force et sa santé, avoit conservé toute sa haine pour les François, et vouloit mourir en les combattant.) L'Empereur se lève avec précipitation, et, au lieu d'aller au quartier des Suisses, se réfugie dans celui des Allemands, où il croit à peine être en sûreté; Trivulce augmente sa terreur par un stratagème heureux; il écrit aux capitaines Suisses de l'armée impériale une lettre qui annonçoit une fausse intelligence et un prétendu complot contre l'Empereur. Il prend si bien ses mesures, que la lettre est interceptée; Ma-

Maximilien l'ayant lue, ne doute plus que sa perte ne soit jurée, il envoie le cardinal de Sion porter aux Suisses seize mille écus, et leur en promettre beaucoup davantage afin de les amuser; en même temps il suppose qu'on doit lui payer dans la ville de Trente une lettre de change de quatre-vingt mille écus; il y court en poste, mais cette lettre de change n'étoit qu'un prétexte et ce voyage n'étoit qu'une fuite. Ses troupes l'attendoient en vain au-delà de l'Adda, il ne revint point; le trouble se met dans cette armée dépourvue à la fois de chef et d'argent; les Suisses se débandent, et, pour l'argent qui leur étoit dû, vont piller Lodi et Saint-Ange. Le siège de Milan est levé, les Allemands abandonnés ne songent plus qu'à la retraite, le Connétable envoie à leur poursuite le comte de Saint-Pol, Montmorenci et Lescun (1), qui troublèrent leur marche, chargèrent leur arrière-garde, et leur tuèrent beaucoup de monde.

Telle fut la ridicule issue d'une entreprise qui s'annonçoit avec un appareil si formidable. Cet affront termina la carrière militaire de l'empereur Maximilien I; il ne reparut plus à la tête de ses armées. Ce prince, qu'on avoit vu, dès l'âge de vingt ans, triompher à Guinégaste de l'expérience de Descordes, le plus fameux capitaine de son temps, démentit toute sa vie les espérances qu'avoit données sa jeunesse, et finit à cinquante-huit ans par être le premier déserteur de son armée.

Ces fréquentes révoltes des Suisses, qui rendoient alors leurs services si dangereux, n'étoient après tout

(1) Lescun se nommoit Thomas de Foix, il étoit frère du maréchal de Lautrec.

1516.
Paul Jove,
Vita Leonis,
10. Lib. 3,
passim.

Guicciard,
liv. 12.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

1516.

qu'une juste punition de l'imprudence des princes, qui, les employant en trop grand nombre dans leurs armées, les mettoient en état d'y faire la loi, et qui joignoient à cette première faute l'injustice de ne les pas payer exactement.

Belcar.,
l. 15, n. 33.

Les François, ainsi délivrés de Maximilien et de son armée, retournèrent au siège de Bresse avec les Vénitiens. Les assiégés vivement pressés, firent une nouvelle capitulation, par laquelle ils demandoient encore du temps pour attendre un nouveau secours, on ne leur accorda que deux jours, et on prit des ôtages. Le secours n'arriva point, et les Bressans se rendirent, après avoir mis quelque temps en danger la vie de leurs ôtages, en paroissant vouloir se défendre et

Belcar.,
l. 15, n. 37.

rompre la capitulation. On alla ensuite faire le siège de Vérone où commandoit Marc-Antoine Colonne, digne neveu de Prosper, plus vigilant, et plus heureux que Prosper ne l'avoit été à Villefranche; rien ne put

Guicciard,
liv. 12.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

le forcer de se rendre, quoiqu'il fût dangereusement blessé d'un coup d'arquebuse, quoique la ville fût dépourvue de munitions et de guerre et de bouche, quoique les François du côté de Mantoue et les Vénitiens du côté de Vicence la foudroyassent par de fortes batteries, quoiqu'enfin le maréchal de Lautrec eût déjà livré l'assaut par deux brèches considérables: sur ces entrefaites le comte de Roquendolf arrive au secours de la place avec huit mille Allemands. Son arrivée et un accident horrible qui survint alors, obligèrent Lautrec à convertir le siège en blocus. Huit cens barils de poudre avec d'autres provisions venoient par la plaine de Vérone au camp des assiégeans; les conducteurs, par l'empressement d'arriver,

forcèrent les bœufs qui traînoient ce convoi, de faire violence à leur lenteur naturelle ; les bœufs, trop vivement pressés, s'effarouchèrent et coururent avec tant de rapidité que les roues s'enflammèrent ; le feu prit aux poudres ; les voitures, les bœufs, les conducteurs, l'escorte, tout fut mis en pièces.

1516.

Paul Jove raconte aussi que Marc-Antoine Colonne, ayant gagné un laboureur des environs de Vérone, qui alloit souvent au camp des Vénitiens pour y vendre ses denrées, cet homme, dont on ne se défioit point, s'approcha de l'artillerie, sans que les gardes l'en empêchassent, et mit le feu aux poudres qui furent toutes consumées en un instant. L'incendiaire, qui s'étoit retiré après avoir mis la mèche à portée d'embraser les poudres, fut arrêté, appliqué à la torture et brûlé vif.

Lautrec se retira vers Villefranche (1), poste avantageux qui, séparant le Mantouan du Véronèse, lui donnoit la facilité de couper les vivres aux assiégés.

Pendant que les François aidoient ainsi les Vénitiens à recouvrer leurs états de terre-ferme, l'archiduc Charles, devenu héritier des royaumes d'Espagne par la mort de Ferdinand son aïeul, n'en recherchoit que plus ardemment l'alliance de François I, afin que sa prise de possession ne fût point troublée par ce voisin redoutable, placé entre l'Espagne et les Pays-Bas. Ces deux princes avoient ensemble de grands intérêts à régler. Charles venoit d'hériter des droits de la maison

P. Jove,
liv. 18.

(1) Cette Villefranche n'est point celle où Prosper Colonne avoit été surpris ; cette dernière est au pied des alpes, dans le Piémont, l'autre est au-delà du Milanès, sur les confins du Véronèse.

1516.

Belcar.,
L. 15, n. 36.
Guicciard,
liv. 12.
Mém. de
Du Bellay.
l. 1.

d'Arragon sur le royaume de Naples, et François I brûloit de reconquérir ce royaume. François I ne prétendoit point d'ailleurs trahir la cause du roi de Navarre, son protégé, et Charles trouvoit cette portion de l'Espagne trop précieuse, par sa situation vers les Pyrénées, pour consentir à la restituer; mais son intérêt le plus pressant étoit alors d'être sans ennemis, et sur-tout d'avoir la France pour amie. Il pressa donc François I de nommer un plénipotentiaire, et de choisir un lieu pour les conférences; François I choisit Noyon et nomma le grand-maître de Boisy. Charles nomma le plénipotentiaire le moins suspect à la France; ce fut le seigneur de Chièvres, ami particulier de Boisy (1). Ainsi les deux gouverneurs eurent entre leurs mains les intérêts de leurs deux illustres élèves; ils étoient dignes de cet honneur par la droiture de leurs intentions et par leur amour pour la paix; mais il paroît que, dans ces conférences, Chièvres fut plus habile que Boisy; celui-ci ne profita pas assez de l'avantage des circonstances: il est certain qu'alors le nouveau roi d'Espagne auroit subi la loi qu'on auroit voulu lui imposer; on ne pouvoit retrouver une si belle occasion de l'obliger à rendre la Navarre et le royaume de Naples. Charles avoit tout à craindre; l'Arragon et la Castille pouvoient lui préférer le jeune Ferdinand, son frère; la Castille pouvoit au moins refuser de le reconnoître pendant la vie de sa mère, la France pouvoit exciter ou fomenter tous ces troubles; elle pouvoit,

(1) Il y avoit encore d'autres négociateurs, tels que l'Evêque de Paris Etienne Poncher, et le premier Président du parlement de Paris, Pierre Mondot de la Marthonie pour le Roi; le grand chancelier de l'Empereur pour le roi d'Espagne.

pendant l'absence de Charles qu'elle occuperait ainsi en Espagne, mettre la main sur les Pays-Bas, toujours assez françois dans le cœur. C'étoit donc le moment de tout obtenir du roi d'Espagne (1). La France n'obtint rien et accorda tout.

On convint que Charles, aussi-tôt qu'il seroit arrivé en Espagne et qu'il auroit pris connoissance de l'affaire de la Navarre, satisferoit Henri d'Albret (2).

Quant au royaume de Naples, on prit pour base des opérations, le traité de partage conclu en 1501. entre Louis XII et Ferdinand, traité que celui-ci avoit violé; on eut égard aussi au traité de 1505, par lequel Ferdinand, épousant Germaine de Foix, nièce de Louis XII, avoit pris en dot la portion du royaume de Naples, (qu'il avoit usurpée sur Louis XII); les conditions de ce mariage étoient que, si Germaine de Foix survivoit sans enfans, cette moitié reviendrait à la France, et que, si Ferdinand survivoit, soit qu'il eût des enfans de Germaine, soit qu'il n'en eût point, il réuniroit les deux portions du royaume de Naples. Le premier cas étoit arrivé, Ferdinand étoit mort sans laisser d'enfans de Germaine; ainsi, en adoptant même les traités de 1501 et de 1505, en supposant qu'il eussent été fidèlement exécutés par l'Espagne, la moitié du moins du royaume de Naples revenoit à la France. François I fit ce qu'avoit fait Louis XII, il

1516.

Le 13 août 1516.

Guicciard, liv. 12.

(1) Nous appellerons désormais ainsi l'archiduc Charles.

(2) Fils de Jean, sur lequel elle avoit été usurpée, et qui étoit mort après une tentative malheureuse pour la recouvrer. Varillas, qui renverse tout, suppose qu'il ne fit cette tentative qu'après le traité de Noyon, qui ne parle pourtant que de son fils, parce que Jean étoit mort le 17 juin précédent.

1516.

céda cette moitié au roi d'Espagne par le traité de Noyon, en faveur du mariage, qui fut aussi arrêté à Noyon, entre le roi d'Espagne et madame Louise, fille alors unique de François I, et qui n'avoit encore qu'un an (1). On ne tint aucun compte du mariage conclu par le traité précédent entre ce même Charles et madame Rénée, sœur de la Reine. Charles, avant de se marier, fut promis ou se promit lui-même à toutes les princesses de l'Europe.

Un des objets du roi d'Espagne, dans le traité de Noyon, étoit encore de réconcilier l'Empereur son aïeul avec la France, et d'assurer ainsi la paix à toute la maison d'Autriche. Mais, comme François I ne vouloit point abandonner les Vénitiens, on se contenta de laisser vaguement une place dans le traité de Noyon à l'Empereur.

Les rois de France et d'Espagne se prodiguèrent les témoignages d'estime et d'amitié, ils s'envoyèrent le collier de leurs ordres; ils convinrent d'une entrevue prochaine à Cambrai (2). Le roi d'Espagne, dans toutes ses lettres, appeloit François I *son bon père*, François I l'appeloit *son bon fils* (3). Ils se combloient à l'envi de présents; Charles envoyoit à François de beaux chevaux

(1) Elle étoit née le 19 août 1515.

(2) Le Pape l'empêcha, mais le traité de Noyon fut depuis confirmé par deux autres traités conclus, l'un à Cambrai, l'autre à Bruxelles. Le motif du Pape pour empêcher cette entrevue, étoit la crainte que les rois de France et d'Espagne ne s'accordassent à fournir du secours au duc d'Urbain contre le Saint-Siège.

(3) Il ne paroît point que ces titres de *père* et de *fils* annonçassent une liaison aussi étroite qu'on pourroit le croire. Ils étoient presque d'étiquette parmi les souverains; les plus âgés

de Naples, au lieu de lui rendre Naples même, et il lui écrivoit : « *Je n'ai rien de plus à cœur que de vous complaire, comme tout bon fils doit faire à son père.* » Il lui faisoit part, comme à son ami, de tous les évènements heureux qui lui arrivoient : « *pour continuation de la fervente amour que je vous porte*, lui écrivoit-il, « *j'ai voulu vous faire part que j'ai été proclamé roi dans mes royaumes de Castille, Léon et Grenade, et que j'espère l'être de même en Arragon.* »

1516.

Tout cela n'empêchoit pas que, vers le même temps à peu près, le roi d'Espagne, attentif à se procurer des alliés en tout évènement, ne se fût ligué avec les ennemis déclarés ou secrets de François I. Il y avoit eu un traité conclu à Londres, le 29 octobre 1516, entre l'Empereur, le roi d'Espagne et le roi d'Angleterre. C'étoit une véritable ligue défensive contre quiconque attaqueroit l'une des trois puissances, et par conséquent contre François I qui, en secourant les Vénitiens, attaquoit nécessairement l'Empereur. On régloit le nombre de troupes que chacun devoit fournir; on laissoit la liberté à toutes les autres puissances d'entrer dans cette ligue; on y comprenoit tous les cantons Suisses, même sans les consulter; il est vrai qu'on leur assignoit des pensions, et que ce motif pouvoit être déterminant pour eux. Mais l'Empereur, à qui on n'assignoit point de pensions, et de qui les Vénitiens consentirent d'acheter la restitution de Vérone, se dé-

prenoient assez communément le titre de *pères*, en écrivant aux plus jeunes. Maximilien I, lorsqu'il n'étoit point en guerre avec François I, l'appeloit dans ses lettres *son bon fils*, et signoit: *votre bon frère et père*. Le roi d'Angleterre appeloit aussi le roi d'Espagne *son bon fils*.

1516.

Guicciard,
liv. 12.
Belcar., liv.
15, n. 39.

goûta bientôt de la ligue de Londres, une place à ses yeux ne valoit pas de l'argent; Vérone, que Lautrec réduisoit à la famine, alloit être forcée de capituler, la nécessité alloit triompher de la constance de Colonne et de Roquendorf; l'Empereur, voulant toucher cent mille écus que les Vénitiens lui offroient, se hâta de leur remettre cette place, qu'ils auroient prise. Maximilien, ayant reçu son argent, accéda pleinement au traité de Noyon, il conclut la paix avec les François et avec les Vénitiens, par le traité de Bruxelles du mois de décembre 1516, et par celui de Cambrai du 11 mars 1517.

CHAPITRE IV.

Affermissement de la paix. Traité de Fribourg ou paix perpétuelle. Nouvelle alliance avec le Pape. Guerre d'Urbain. Troubles intérieurs du Milanès.

L'ALLIANCE des François et des Vénitiens avoit eu le plus plein succès; les François avoient recouvré le Milanès, et les Vénitiens leurs états de terre-ferme; ils avoient fait une paix glorieuse, l'Empereur en avoit fait une lucrative, il avoit touché de l'argent, il étoit content; il consentit que les cinq cantons Suisses qui, autant par égard pour lui que par le désir de conserver les vallées du Milanès, n'avoient point voulu prendre part au traité fait entre François I et les Suisses, entrassent avec les huit autres cantons dans l'alliance de la France. Ce fut alors que François I conclut à Fribourg avec les treize cantons, les ligues Grises, les

Valesans, enfin avec tout le corps Helvétique, le traité auquel on donna le nom de *Paix perpétuelle*, et qui le mérita, puisqu'en effet depuis ce temps les Suisses n'ont point cessé d'être fidèles à l'alliance des François.

1516.

29 novembre
1516.Guicciard,
liv. 12.

Une des principales conditions du traité de Fribourg étoit que les Suisses ne porteroient jamais les armes contre la France en faveur d'aucun autre état : cette clause importante fut achetée par une augmentation de pensions, qui sembloit répondre qu'elle seroit exécutée. Si depuis on vit plus d'une fois sous le règne même de François I des Suisses servir contre la France, ce n'étoit point de l'aveu de la nation entière ; ils étoient ou séduits par le cardinal de Sion, ou entraînés par des circonstances qui leur faisoient croire cette démarche compatible avec le traité de Fribourg ; alors même il y avoit des Suisses en plus grand nombre dans les armées Françaises, et ces Suisses étoient apparemment seuls avoués par leurs supérieurs.

La conduite du Pape, à l'égard de la France, avoit été très-équivoque pendant l'expédition de l'Empereur ; elle avoit même donné lieu de soupçonner que cette expédition étoit dûe en partie aux intrigues du Pape, et qu'il avoit appelé Maximilien en Italie. Cependant les prétentions de l'Empereur sur l'Italie étoient bien plus redoutables au Saint-Siège que celles de François I. Celles-ci avoient des bornes, les autres n'en avoient point ; Mais Léon X savoit que des prétentions ne sont rien, et que le caractère des hommes fait tout. Le génie belliqueux et conquérant de François I l'alarmoit bien plus que l'esprit inconstant de Maximilien. Le Pape vouloit d'ailleurs les détruire tous deux, et les chasser l'un par l'autre de l'Italie. C'étoit Fran-

1516.

çois I qui s'y établissoit alors, c'étoit donc contre lui qu'il falloit diriger ses efforts. Voilà pourquoi on avoit vu Marc-Antoine Colonne se joindre aux Allemands avec des troupes de l'Eglise et défendre Vérone contre les François et les Vénitiens; voilà pourquoi, dès que l'Empereur avoit paru en Italie, le Pape s'étoit hâté d'envoyer auprès de lui, en qualité de légat, le cardinal Bibiéna; voilà pourquoi, le Roi ayant demandé au Pape les secours qu'il s'étoit obligé par le traité de Bologne de fournir pour la défense du Milanès, le Pape avoit répondu qu'il étoit dans une impuissance absolue de satisfaire à cet article, et avoit offert en échange de l'argent qu'il n'avoit pas fourni. L'évènement ayant trahi ses desirs et ses espérances, il entreprit de persuader aux François qu'ils n'avoient nul reproche à lui faire. Si on objectoit la défense de Vérone par Marc-Antoine Colonne, il désavouoit hautement Colonne et offroit de lui faire son procès; si on alléguoit la légation de Bibiéna, il s'excusoit sur la nécessité indispensable d'envoyer un légat à l'Empereur toutes les fois qu'il paroissoit en Italie. Il tiroit surtout un grand avantage de ce que Bibiéna n'étoit point arrivé jusqu'à l'Empereur, et de ce qu'il s'étoit arrêté en chemin sous prétexte de maladie : « n'étoit-ce pas là une preuve sensible que le Pape n'avoit rendu à l'Empereur qu'un hommage frivole et involontaire, dont il s'étoit même dispensé autant qu'il l'avoit pu? » Il ne disoit pas que le cardinal Bibiéna ne s'étoit arrêté dans sa course que quand il avoit appris la retraite de l'Empereur. A l'égard du secours non livré, il répétoit que l'impuissance seule l'avoit empêché de remplir cet engagement; et pour prouver, quoiqu'après coup,

la droiture de ses intentions, il offroit de faire payer comptant, par les Florentins, la moitié de la somme à laquelle auroient pu monter les frais du secours, s'il eût été fourni, et de donner des sûretés pour l'autre moitié; mais dans le même temps où il se disoit trop foible pour secourir ses alliés, il s'étoit trouvé assez fort pour dépouiller en vingt-deux jours, du duché d'Urbain, François-Marie de la Rovère (1), et il avoit donné cet état à Laurent de Médicis son neveu.

1516.

1517.

Le Roi croyoit avoir besoin du Pape, non-seulement pour s'affermir en Italie, mais encore pour d'autres projets qu'on verra éclore dans la suite; il agréa donc toutes ses excuses, il s'unit plus étroitement encore avec la maison de Médicis. La Reine étant accouchée à Amboise de son premier fils (2), Laurent de Médicis vint en France, pour le tenir au nom du Pape. Pendant son séjour dans ce royaume, le Roi lui fit épouser Madeleine (3) de Boulogne, une de ses parentes. Les deux époux moururent en moins de deux ans, laissant, pour seul fruit de leur mariage, cette célèbre Catherine de Médicis, qui devoit être un jour l'ornement et le fléau de la France. Laurent, en faveur de tant de bienfaits, jura, pour la maison de Mé-

Paques
le 12 avril.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.
Belcar.,
liv. 16, n. 5.

(1) Voyez le chapitre second de ce premier livre.

(2) Nommé François comme son père. Il naquit le 28 février 1519, à six heures du soir.

(3) Elle étoit fille de Jean Sire de la Tour, comte d'Auvergne, de Lauraguais et de Boulogne, et de Jeanne de Bourbon, sœur de feu François de Bourbon, comte de Vendôme, père de Charles duc de Vendôme, et bisaïeul de Henri IV. Madeleine de Boulogne avoit une sœur aînée qui avoit épousé le duc d'Albanie; mais elle mourut sans enfans, et Catherine de Médicis, fille de Madeleine de Boulogne, réunit toute la succession de la branche aînée de la tour d'Auvergne.

1517.

dicis, un attachement inviolable aux intérêts du Roi, et le Roi abandonna le duc d'Urbin (la Rovère).

Belcar.,
l. 15, n. 39,
40, 41.

Mais le duc d'Urbin ne s'abandonna point lui-même; il profita de la pacification de l'Europe pour prendre à sa solde les troupes qui avoient été licenciées de part et d'autre; les Vénitiens lui fournirent de l'artillerie. Avec ces secours, non-seulement il recouvra en peu de jours le duché d'Urbin, mais encore il fit trembler à leur tour les Médicis pour leurs propres foyers; il alla jusqu'à ravager les terres de l'Eglise et de la Toscane. Le Pape en jeta des cris lamentables dans toute la chrétienté; il ne tint pas à lui qu'on ne regardât cette querelle particulière comme une guerre sacrée, dans laquelle toutes les puissances chrétiennes devoient se réunir contre l'oppresseur de l'Eglise. Le roi d'Espagne se hâta d'écrire à François I qu'il étoit touché des justes plaintes de Sa Sainteté, et qu'il le conjuroit de rappeler tous les François qui servoient dans l'armée du duc d'Urbin. François I lui répondit qu'il étoit touché des justes plaintes de Sa Sainteté, et qu'il le conjuroit de rappeler tous les Espagnols qui servoient dans l'armée du duc d'Urbin.

Guicciard,
liv. 13.

Malgré ce badinage d'assez mauvais augure pour le Pape, les deux rois se piquèrent de le servir à l'envi, et l'Empereur les imita; du moins il défendit comme eux à tous ses sujets, sous les peines les plus rigoureuses, de porter les armes pour le duc d'Urbin. Les rois de France et d'Espagne ne se bornèrent point à cette défense; Charles envoya au secours de l'état de l'Eglise le comte de Potenza, avec une partie de la cavalerie destinée à la garde du royaume de Naples;

François I chargea aussi Lautrec d'envoyer à l'armée Ecclésiastique l'élite des troupes du Milanès; mais Léon X, qui n'avoit point secouru François I lorsqu'il l'avoit vu attaqué par l'Empereur, ne pouvoit croire que François I voulût sincèrement le secourir; il soupçonnoit même ce prince d'avoir favorisé en secret l'expédition du duc d'Urbin, et, par ce soupçon, il justifioit peut-être celui qu'on avoit conçu contre lui au sujet de l'irruption de Maximilien; le Roi devoit être au-dessus de ces défiances : les voies souterraines et détournées lui étoient trop odieuses, il souffroit même impatiemment qu'on pût l'en croire capable; il donna vers ce temps une preuve éclatante de sa délicatesse à cet égard. Le duc de Gueldres, allié naturel de la France, parce qu'il étoit l'ennemi nécessaire de la maison d'Autriche, venoit de faire un armement considérable pour s'emparer de la Frise. Les ministres de Charles, étonnés qu'un si petit prince eût pu rassembler de si grandes forces, tinrent quelques discours qui tendoient à insinuer qu'il étoit assisté sous main par François I (1). Le Roi, qui avoit solennelle-

(1) Si le père Daniel avoit connu les lettres originales sur lesquelles on écrit cette histoire, il n'auroit pas répété, d'après Pierre d'Anglerie, à propos de cette prétendue connivence de François I avec le duc de Gueldres : *c'est un soupçon dont la vérité n'a jamais été éclaircie*. Rien n'a été plus éclairci; l'injustice de ce soupçon a été démontrée; le roi d'Espagne et ses ministres l'ont déclaré dans toutes leurs lettres de la manière la plus précise. Le duc de Gueldres avoit profité du désaveuement où se trouvoient les bandes noires après la conquête du Milanès, pour leur proposer cette invasion, tandis que Charles étoit allé prendre possession du royaume d'Espagne. Aussitôt que François I en fut averti par les plaintes de Charles, il se hâta d'écrire au

1517.

ment déclaré que bien loin d'être favorable au duc de Gueldres, il se joindroit au roi d'Espagne pour le réduire, s'il osoit troubler la paix, sur ces discours et s'en offensa comme d'un affront fait à la vérité de son caractère; il en demanda raison au roi d'Espagne qui lui en fit d'humbles excuses, et l'assura que ni lui ni son conseil n'avoient jamais eu le moindre doute sur sa fidélité à remplir ses promesses : « *Nous savons,* » dit-il, *que vous n'avez rien de si cher que l'honneur ; toutes vos actions l'ont assez prouvé.* »

. Le Pape eût pu rendre à François I le même témoignage, mais il jugeoit de la politique des autres par la sienne; il considéroit que le duc d'Urbain avoit été l'allié de la France, qu'il avoit paru en coûter au Roi pour le sacrifier, que la duchesse d'Angoulême lui avoit écrit à lui-même en faveur de la duchesse d'Urbain sa parente, pour le prier de soulager la misère où il l'avoit reduite en dépouillant son mari de ses états. Il savoit d'ailleurs que le connétable de Bourbon, gouverneur du Milanès, témoin de ses fréquentes contraventions au traité de Bologne, avoit souvent demandé au Roi la permission de l'en punir.

duc de Gueldres qu'il retirât ses troupes, s'il ne vouloit voir les armes de la France se joindre contre lui à celles de l'Espagne; en même-temps il offrit ses secours au roi d'Espagne, qui le remercia des services qu'il lui avoit rendus dans cette occasion. Le roi d'Angleterre suivit l'exemple de François I. Le duc de Gueldres, qui sans doute n'avoit fait cette tentative que dans l'espérance d'être soutenu, craignit d'attirer sur lui de si puissans ennemis. Les comtes de Nassau et de Vassenaër, qui avoient rassemblé à la hâte les troupes des Pays-Bas, ayant eu quelque avantage sur lui, cette guerre tomba d'elle-même, et ne troubla point l'Europe.

Varillas prétend même que le Connétable remit le gouvernement du Milanès par dépit de n'avoir pu obtenir cette permission; selon lui, ce général prédisoit que les ménagemens excessifs de la France pour le Saint-Siège ne feroient qu'entraîner la perte du Milanès. Varillas abuse ici évidemment de la liberté de conjecturer que lui laisse la discordance des historiens sur la démission volontaire ou forcée du Connétable. Guichardin, Varillas et l'abbé Dubos la disent volontaire; mais Guichardin, auteur Italien, peut avoir été mal instruit des intrigues de la cour de France; Varillas peut ou avoir menti ou avoir copié Guichardin, et l'abbé Dubos peut avoir foiblement examiné un fait étranger à son sujet. Martin Du Bellay et Brantôme parlent du retour du Connétable en France, sans dire s'il fut rappelé ou s'il se démit du gouvernement de Milan. Mais Marillac, qui avoit été secrétaire du Connétable et qui a écrit sa vie, le maréchal de Fleuranges, Pasquier, et après eux le P. Daniel, disent expressément qu'il fut rappelé : Mézerai, toujours frondeur, ne se refuse point au plaisir de dire qu'il fut rappelé *pour avoir trop bien servi*. Ces autorités paroissent l'emporter sur les autorités contraires, et il est naturel de penser que le rappel du Connétable fut l'ouvrage de l'amour ou de la haine de la duchesse d'Angoulême. Paul Jove dit qu'il fut rappelé pour être fait connétable; cet auteur oublie qu'il a dit dans le quinzième livre que Bourbon fut fait connétable dès l'avènement de François I. Mais Beaucaire assure que Bourbon se démit volontairement, et cette autorité est la plus embarrassante.

Quoi qu'il en soit, le maréchal de Lautrec fut mis

 1517.

Varillas, hist. de François I.

Martin du Bellai, Mém.

Brantôme, Hom. illustr. de la France.

Marillac, Vie du Connétable de Bourbon.

Mém. du maréchal de Fleuranges.

Pasquier, Recherches de la France.

P. Daniel, Histoire de France, Vie de François I.

Mézerai, grand. hist. Vie de François I.

Paul Jove liv. 16.

L'Abbé Du Bos, Ligue de Cambrai, Guichardin, Guerres d'Italie.

1517.
Belcar.,
l. 15, n. 33.

à sa place ; il avoit des titres pour cela (1), mais on prétend que, dans cette occurrence, le prix de la valeur fut donné à la beauté, et que les charmes de la comtesse de Château - Briant, sa sœur, furent plus puissans que ses services. Déjà, dit-on, le crédit de cette maîtresse balançoit celui de la duchesse d'Angoulême, et ouvroit la route des grandeurs à ses trois frères Lautrec, Lescun et Lesparre (2), qu'on voit en effet, pendant plusieurs années, occuper la première place dans la faveur.

Belcar, liv.
15, n. 43.

Guicciard,
liv. 13.

Lautrec étoit déjà gouverneur du Milanès, lorsque le duc d'Urbain étoit rentré dans ses états ; le Pape ne put croire qu'il n'eût eu aucune part à cette révolution, et il se défia toujours du secours que Lautrec lui envoya par l'ordre du Roi. Laurent de Médicis, qui commandoit l'armée Ecclésiastique, en éloigna les François sous différens prétextes, dans la crainte qu'au lieu d'agir contre le duc d'Urbain, ils n'attirassent les Italiens au parti de ce duc. Il prioit les François tan-

(1) Odet de Foix, seigneur de Lautrec, maréchal de France, étoit cousin et compagnon d'armes du célèbre Gaston de Foix. A la bataille de Ravenne il accompagnoit presque seul ce brave Gaston, lorsqu'une ardeur téméraire le précipitoit au-devant de la mort ; ayant vainement essayé de le retenir par ses instances et par ses cris, il l'avoit défendu autant qu'on peut défendre un seul homme contre deux mille ; il croioit aux Espagnols, en les combattant, en les écartant : *arrêtez, ne le tuez point, c'est le frère de votre reine*. Lui-même, percé de plus de vingt coups de pique, il fut laissé pour mort auprès de Gaston. Echappé à ce péril, il avoit depuis servi avec distinction dans le Milanès, sous le Connétable qui l'aimoit et l'estimoit. Défiguré par les blessures qu'il avoit reçues au visage à la bataille de Ravenne, cette difformité glorieuse lui donnoit une mine arrogante et formidable, que son caractère ne démentoit pas.

(2) Ou Asparaut.

tôt de se rafraîchir dans le Modénois , tantôt de couvrir Bologne ; il les fixa enfin à Rimini, afin, disoit-il, qu'ils procurassent la sûreté de la Romagne. Par cette défiance, injuste autant qu'injurieuse, il prolongea une guerre qui eût pu être terminée en peu de temps ; elle dura huit mois, sans procurer de gloire à aucun parti.

Les plus grands évènements qu'elle produisit furent des conspirations respectives contre la vie ou la liberté du Pape et du duc d'Urbin. Celui-ci fit tuer au milieu de son camp à coups de pique, quatre Officiers accusés d'avoir voulu le livrer aux Médicis. Léon se crut obligé d'effrayer le sacré collège par des emprisonnemens et des supplices , pour rompre une trame horrible formée contre sa vie. Le cardinal Alphonse Petrucci avoit gagné Verceil, chirurgien du Pape, et un officier nommé Bagnacavello, qui devoient être les instrumens du crime ; les cardinaux Bandinello de Soli, Raphael Riario, Camerlingue, Adrien Corneto et François Soderin appuyoient ou connoissoient ce projet. Verceil et Bagnacavello furent écartelés, le cardinal Petrucci fut étranglé en prison ; les autres rachetèrent leur vie et leur dignité par des sommes plus ou moins fortes, selon la part plus ou moins grande qu'ils parurent avoir eue au complot.

Le Pape, ayant ainsi exercé son despotisme sur le sacré collège par la rigueur et par la clémence, voulut encore l'établir plus solidement pour l'avenir, en créant dans un seul consistoire jusqu'à trente-un Cardinaux, tous dévoués à ses intérêts, ou qu'il croyoit l'être.

1517.

Cependant le duc d'Urbain, ennuyé d'une guerre où il avoit autant à craindre ses propres troupes que ses ennemis, avoit envoyé proposer un combat singulier à Laurent de Médicis, qui, pour toute réponse, fit mettre dans les fers et appliquer à la torture son émissaire. C'est ainsi que les puissances d'Italie se combattoient. Heureusement les François n'eurent d'autre part à cette indigne guerre, que d'avoir offert, suivant les traités, un secours qu'ils ne purent faire agréer. Les Médicis gagnèrent peu à peu, à prix d'argent, la plupart des troupes du duc d'Urbain. Celui-ci, voyant les défections et les conspirations augmenter de jour en jour autour de lui, craignit enfin d'être livré à ses ennemis; il quitta son armée qui le quittoit, et alla chercher un asyle à Mantoue. Le duché d'Urbain fut la proie de Laurent de Médicis.

Le Roi traita de nouveau avec Léon X; et, comme il falloit toujours qu'il perdît dans ses traités, il fut encore obligé de sacrifier un autre allié, le duc de Ferrare, et de remettre à Léon X l'écrit par lequel ce Pontife s'étoit engagé à la restitution de Modène et de Reggio, exigée par le Roi en faveur du duc de Ferrare, à la conférence de Bologne (1).

1518.

*Pâques,
le 4 avril.*

Graces à tant de succès et de sacrifices, le Milanès n'avoit plus d'ennemis étrangers à craindre, lorsque la jalousie imprudente du maréchal de Lautrec contre le maréchal de Trivulce, jeta dans ce pays le germe des révolutions qu'on y vit éclore dans la suite. Trivulce, issu d'une des plus riches et des plus puissantes maisons de la Lombardie, n'avoit pu autrefois échapper

(1) Voir le chapitre second de ce premier livre.

aux fureurs de Ludovic Sforce qu'en se dévouant au service de la France ; il avoit acquis beaucoup de gloire sous Charles VIII, Louis XII et François I. Louis XII l'avoit fait gouverneur du Milanès, sa patrie. Nul autre général n'avoit eu si souvent les armes à la main et n'avoit vu tant de combats. Des conjonctures, dont on a rendu compte dans l'introduction (1), l'avoient fait dépouiller du gouvernement de Milan. Il paroïssoit se contenter alors d'y vivre en citoyen presque indépendant ; mais ce rang de gouverneur qu'il avoit eu autrefois et qu'il regrettoit sans doute, cette magnificence royale qu'il se plaisoit à étaler parmi ses concitoyens ; la considération que ses services, ses talens, ses vertus lui avoient acquise, et que son luxe rendoit plus éclatante, blessèrent les yeux inquiets de Lautrec. On voyoit encore dans plusieurs villes d'Italie, sur-tout à Milan, quelques restes des Guelphes et des Gibelins ; ils avoient perdu de vue l'ancien objet de leurs divisions, c'est le sort de toute querelle qui vieillit, on ne les distinguoit plus qu'à une haine aveugle et insensée qu'ils conservoient les uns pour les autres. Trivulce étoit à la tête des Guelphes, et cette qualité de chef d'un parti, alors assez puissant, lui donnoit un crédit qui pouvoit quelquefois balancer l'autorité du gouverneur. Lautrec entreprit de détruire ce rival de puissance qu'il ne falloit que laisser mourir. Ses lettres le peignirent à la cour comme un chef de factieux, comme un sujet mal soumis, dont la fière indépendance choquoit trop ouver-

(1) Voir l'introduction, chapitre second, article, Milanès.

1518.

tement l'autorité du Roi. On lui fit un crime d'avoir accepté pour lui et pour toute sa famille un droit de bourgeoisie parmi les Suisses. On affecta de regarder cette espèce d'association avec une république étrangère, comme incompatible avec les sermens et les devoirs d'un sujet. Il vouloit, disoit-on, se fortifier contre son prince de l'appui de cette nation. Une telle démarche cachoit des projets ambitieux. On s'en prit aussi à lui de ce que son frère et ses neveux s'étoient engagés au service des Vénitiens. Tous ces chefs d'accusation, apparemment grossis par la comtesse de Château-Briant, inspirèrent au Roi de fortes préventions contre Trivulce.

Trivulce étoit prompt, fier et sensible; il apprend qu'on le noircit dans l'esprit de son maître, il part en poste, il traverse à quatre-vingt ans, au milieu de l'hiver, les glaces et les neiges des alpes. Pendant son absence, Lautrec fait arrêter à Vigevano la veuve et les enfans du comte de Musocco son fils; cependant Trivulce arrive à la cour pour se justifier, ne croyant pas qu'un regard de la comtesse de Château-Briant pût effacer quarante années de service. On refuse de le voir et de l'entendre. Ce malheureux et respectable vieillard, outré de désespoir, se fait porter en chaise dans un endroit où le Roi devoit passer. Dès qu'il l'aperçut, il s'écria : *Sire, daignez accorder un moment d'audience à un homme qui s'est trouvé en dix-huit batailles rangées pour le service de vos prédécesseurs et pour le vôtre.* Le Roi surpris jette un coup d'œil, reconnoît Trivulce, détourne la tête et passe sans répondre. Ce trait de mépris perce le cœur de Trivulce; la fièvre le saisit, le dépit et la douleur le consomment,

il rentre chez lui et se met au lit pour n'en plus relever.

1518.

Le Roi n'étoit pas fait pour la cruauté, il ne tarda pas à sentir qu'un accueil si dur n'avoit pas dû être le prix de tant de services; il envoya visiter Trivulce; et lui fit faire quelques excuses: *Je suis bien sensible aux bontés du Roi*, répondit Trivulce, *mais je l'ai trop été à ses rigueurs. Il n'y a plus de remède.* Il mourut, laissant à François I le regret éternel d'avoir causé la mort d'un de ses meilleurs sujets. Il fut enterré au bourg de Châtres sous Montlhéry, où il avoit trouvé la cour et où il étoit mort: on grava sur sa tombe une épitaphe qui exprimoit son caractère actif:

Belcar.,
l. 16, n. 5.

Hic quiescit qui nunquam quievit.

Cette aventure mit dans le cœur des Milanois des dispositions fâcheuses à l'égard du gouverneur, à l'égard du Roi même et de la nation Française; sur-tout lorsqu'on vit la mort du malheureux Trivulce procurer le bâton de maréchal à Thomas de Foix, dit Les-cun (1), frère du maréchal de Lautrec; mais ces dispositions n'éclatèrent que long-temps après, et le Roi, assuré à la fois du Pape, de l'Empereur et du roi d'Es-

(1) Le maréchal de Châtillon avoit été nommé extraordinaire-ment le 5 décembre 1516, à condition que cet office, créé pour lui, seroit éteint dès qu'il en vaqueroit un autre; cependant la mort de Trivulce ayant donné au maréchal de Châtillon la place qu'il attendoit, de Foix eut celle du maréchal de Châtillon le 6 décembre 1518, ce qui n'empêcha pas qu'à la mort du maréchal de Châtillon, Montmorenci n'eût son bâton. Ainsi il y eut cinq maréchaux de France, dont deux étoient deux frères (les deux de Foix) faveur distinguée, dont on a indiqué la source.

1518.

pagne par des traités, et plus encore par l'impuissance où ils étoient de lui nuire, demeura pour lors possesseur paisible de la Lombardie.

CHAPITRE V.

Traité avec l'Angleterre. Projet avorté d'une croisade contre les Turcs. Projet chimérique de l'Empereur. Guerre du Danemarck.

IL restoit pourtant encore à François I un ennemi couvert et dangereux ; celui qui, par son argent et ses intrigues, avoit le plus contribué à mettre les armes à la main à l'Empereur, c'étoit le roi d'Angleterre ; mais cet ennemi, étant seul, ne demandoit qu'à traiter, et on traita plus utilement avec lui qu'on n'avoit fait avec le Pape.

Guicciard,
liv. 13.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Les François voyoient avec chagrin, depuis 1513, la ville de Tournay entre les mains des Anglois. Les Anglois, de leur côté, étoient assez embarrassés de cette place. Sa situation au milieu d'un pays étranger et ennemi, loin des places qu'ils possédoient sur la côte maritime de Picardie, les obligeoit à entretenir une garnison considérable, et les avoit engagés dans de grandes dépenses pour la construction d'une citadelle. Ils paroissoient donc assez disposés à rendre cette ville, moyennant de l'argent. Tout dépendoit de gagner le cardinal Volsey, on le gagna. Le jeune amiral de Bonivet, frère de Boisy, qui partageoit alors avec les de Foix la faveur de son maître, partit pour Londres en qualité d'ambassadeur extraordinaire.

De tous les jeunes seigneurs qui avoient été élevés auprès du Roi, aucun n'étoit plus fait pour plaire, et n'y réussit mieux que Bonnivet. Aussi aimable que ce Brandon, duc de Suffolk, favori et beau-frère de Henri VIII, il dut, comme lui, sa fortune aux graces de sa figure, aux agrémens de son esprit plus qu'à des services utiles; il osa, dit-on, comme lui, aimer la sœur de son maître, mais sa passion fut moins heureuse. On examinera dans la suite ce qui concerne cette passion et les incidens qu'elle produisit. Bonnivet n'étoit encore que favori du Roi, lorsque Jean Mallet de Graville, gentilhomme Normand, que la faveur de Charles VIII avoit comblé d'honneurs et de biens, laissa par sa mort, arrivée en 1516, la dignité d'amiral vacante. Le Roi consulta le chancelier sur le choix du successeur; Duprat fut assez bon courtisan pour proposer Bonnivet; le Roi, qui ne cherchoit qu'un suffrage dont il pût autoriser son inclination secrète, se hâta de le nommer, et Bonnivet sut que le chancelier l'avoit proposé. Ce fut encore par le conseil de Duprat que Bonnivet fut nommé à l'ambassade extraordinaire d'Angleterre pour la restitution de Tournay.

Il est difficile de décider s'il avoit pour la négociation des talens qui justifiassent ce choix, mais le plus prompt et le plus plein succès couronna ses travaux. On ignore, il est vrai, jusqu'à quel point Etienne Poncher évêque de Paris, François de Roche-Chouart, seigneur de Champ-denier, et Nicolas de Neuville, seigneur de Villeroi, qui lui furent associés dans cette ambassade, partagent la gloire de ce succès; beaucoup

1518.

Belcar. ,

l. 16, n. 14.

*Traité du 4**octobr. 1518.*

Guicciard.

liv. 13.

d'auteurs l'attribuent toute entière à Villeroi (1), qui étoit alors ministre, et qui gouvernoit les finances. Quoi qu'il en soit, en moins de six semaines, on fit conclure le mariage du dauphin avec la princesse Marie, alors fille unique du Roi d'Angleterre, convention importante, et qui pouvoit ranger un jour l'Angleterre sous les loix de la maison de France. Ce qui rendoit le cardinal Volsey si facile sur cet article, étoit peut-être d'un côté l'espérance légitime que le roi d'Angleterre auroit des fils qui excluroient Marie du trône; de l'autre, la facilité de rompre dans la suite un engagement dont la consommation étoit renvoyée à un temps très-éloigné, puisqu'alors la princesse d'Angleterre n'avoit pas quatre ans, et que le Dauphin avoit à peine un an.

Les Anglois auroient bien voulu que Tournay servît de dot à Marie. C'eût été différer la restitution de cette place jusqu'au temps du mariage : Bonnivet insista pour qu'elle se fit à l'instant, moyennant une somme qu'on fixeroit, et il l'obtint. On convint que le Roi paieroit d'abord deux cent soixante mille écus pour la citadelle que les Anglois avoient construite, et pour les munitions de guerre et de bouche qu'ils devoient y laisser, trois cent mille autres écus dans douze ans, et qu'il reconnoîtroit avoir reçu encore trois cent mille autres écus pour la dot de la princessse. On convint aussi d'une entrevue des deux rois entre Boulogne et Calais, mais on n'en fixa point le temps. Les Anglois

(1) Plusieurs lettres écrites au cardinal Volsey, par Etienne Poncher, prouvent que cet Evêque de Paris eut beaucoup de part à la négociation.

se piquèrent de procurer à la France toutes les facilités possibles pour le paiement. François I n'avoit point alors d'argent et ne savoit où prendre les deux cent soixante mille écus qu'il falloit donner d'abord. Le roi d'Angleterre se contenta de prendre huit ôtages des plus illustres et des plus riches maisons. C'étoient les seigneurs de Morette, de Mouy, de la Meilleraye, de Montpezat (1), de Melun, de Mortemart, de Grimault, de Montmorenci de la Rochepot et de Hugueville. Le maréchal de Châtillon, en les livrant aux Anglois, fut mis en possession de Tournay, de Mortagne, de Saint-Amand et de leurs territoires, malgré de vains efforts que fit alors l'Empereur pour empêcher cette restitution (2).

1518.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Tandis que les François avoient la fortune pour eux, ils voulurent en profiter et avancer leurs affaires dans ce pays-là. Ils avoient rétabli Théroouanne, que les Anglois et les Impériaux avoient brulé en 1513; déjà ils entamoient une négociation pour la restitution de Calais. C'eût été fermer entièrement la dernière des plaies que les Anglois avoient faites autrefois à la France. Le roi d'Espagne s'alarma de ces projets d'agrandissement des François du côté des Pays-

(1) De Montpezat d'Agenez, qui, selon Brantôme, n'a rien de commun avec le Montpezat de Quercy, depuis maréchal de France. (homm. illustr. de Bant.) Il paroît que Brantôme a sur cela des idées bien confuses. Antoine de Lettes, qui prit le nom de Montpezat et qui fut maréchal de France, étoit de l'ancienne maison de Montpezat par sa mère, et les de Lettes et les Montpezat étoient également du Quercy.

(2) Lettre de l'empereur Maximilien au cardinal Volsey du 25 octobre 1518.

1518.

Bas, il se hâta de gagner Volsey que François I venoit de blesser par le refus de l'Evêché de Tournay, sur lequel ce cardinal avoit compté. Dès-lors il ne fut plus question de Calais, mais l'affaire de Tournay, heureusement terminée, augmenta dans l'Europe, la réputation de François I. Les succès du cabinet donnèrent un éclat solide à la gloire de ses armes; dans le même temps il se rendoit de plus en plus formidable à l'Angleterre, en faisant bâtir et fortifier à l'embouchure de la Seine le Havre-de-Grace, et en s'unissant plus étroitement que jamais avec l'Ecosse. •

Guicciard,
liv. 13.

Depuis la conquête du Milanès, toutes les puissances recherchoient à l'envi l'amitié de François I; toutes s'empressoient à lui fournir des occasions de gloire, dont le profit devoit être pour elles. Le Pape l'invitoit à la défense de la chrétienté contre les Turcs qui la menaçoient alors: l'Empereur offroit de lui céder toutes ses prétentions sur l'Italie, moyennant des sommes considérables, et pourvu que François I l'aidât à subjuguier les princes de Germanie, et à réduire l'Empire en monarchie absolue (1). Le roi de Danemarck demandoit son secours pour opprimer les Suédois.

Les remontrances du Pape parurent toucher François I, le titre de vengeur de la religion flatta son courage et sa piété. Il convoqua dans son palais une assemblée des princes et des grands de son royaume (2).

(1) Puffendorf se trompe lorsqu'il dit qu'on ne voit point dans l'histoire qu'aucun Empereur, avant Charles-Quint, eût entrepris d'opprimer les princes de l'Empire, et de se rendre maître absolu de toute l'Allemagne.

(2) Les croisades que les papes proposèrent dans le quinzième

Le légat Bibiéna vint en leur présence exposer les dangers de l'Europe, la désolation de l'Asie et de l'Afrique, les conquêtes rapides de Sélim empereur des Turcs, la réduction de la Syrie, l'oppression d'Ismaël Sophi, l'extinction de l'empire des Mamelus, dont Sélim avoit fait pendre le roi, les vastes projets de ce vainqueur qui embrassoit déjà la conquête de toute l'Europe, qui ne parloit que de rétablir dans sa splendeur première, l'empire de Constantin (dont il se disoit successeur) et de redonner à cet empire son ancienne étendue; qui, prêt à suivre les traces de Mahomet II, et tournant comme lui ses vues sur l'Italie, faisoit à la Vallone vis-à-vis Otrante des armemens formidables. Ce torrent alloit tout inonder, si l'Europe réunie ne lui opposoit toutes ses digues. Le zèle du Roi s'échauffant à ce récit, il offrit au légat d'aller lui-même attaquer les Turcs à la tête de quarante mille hommes d'infanterie, de trois mille hommes d'armes et de six mille chevaux-légers; la cour applaudit à cette généreuse résolution, le peuple en poussa des cris de joie, l'ancien esprit des croisades sembla se renouveler en France, les prédications ne tendoient qu'à échauffer cet enthousiasme; les confesseurs étoient chargés de tourner de ce côté la dévotion et les aumônes des fidèles; les processions, les prières publiques avoient toutes pour objet cette guerre sacrée qui ne se fit point cependant, on se borna pour lors à des vœux et à des cérémonies, soit que la mal-

1518.

Belcar.,

l. 16, n. 1,
2 et 3.

et le seizième siècles, et qui n'eurent point lieu, auroient eu sur celles des onzième, douzième et treizième siècles, l'avantage d'être défensives, et par conséquent plus raisonnables.

1518.

heureuse expérience du passé rendit alors les esprits plus réservés sur ces entreprises plus pieuses que sages; soit que François I, ne trouvant pas ses voisins (1) disposés à le seconder, craignît de s'engager seul dans une expédition de cette nature, soit qu'il tournât dès-lors ses vues vers l'alliance qu'il devoit contracter un jour avec ces mêmes Turcs qu'on lui proposoit de combattre.

Guicciard,
liv. 13.
Belcar.,
l. 16, n. 3.

Cependant le Pape, toujours plus effrayé, ne cessoit d'implorer le secours de Dieu et des hommes; il envoyoit ses légats remuer toutes les cours chrétiennes, et accorder à tous les souverains des décimes sur leur Clergé; il ordonnoit à Rome des prières publiques et des processions solennelles, où on le voyoit marchant nuds pieds, appeler sur son peuple par ses gémissemens et par ses larmes la protection céleste; ses prières furent plus efficaces que ses négociations, Sélim mourut avant d'avoir pu exécuter ses projets.

On avoit du moins écouté avec respect les propositions du Pape, mais on ne fit que rire, dans le conseil du Roi de celles de l'Empereur. On le pria d'exécuter seul ses vastes projets contre la liberté Germanique, et de trouver bon qu'on n'eût point d'argent et encore moins d'hommes à lui fournir en échange des chimères qu'il lui plaisoit d'appeler ses droits sur l'Italie.

(1) Le roi d'Ecosse fut le seul qui parut se porter avec zèle à l'expédition contre les Turcs, il offrit même d'y accompagner François I en qualité de son lieutenant. Ce zèle étoit de son âge.

Mais, tandis qu'on refusoit de prêter les mains à l'oppression de la Germanie, on avoit concouru avec un monstre ennemi de Dieu et des hommes à l'oppression de la Suède. Christiern II, roi de Danemarck, surnommé le *Néron du Nord*, avoit mérité ce titre et l'exécration publique par des crimes qu'à peine Néron se fût permis. C'étoit sur-tout contre les Suédois qu'il exerçoit les plus grandes cruautés. Ces peuples combattoient alors pour la liberté que Marguerite de Waldemar, reine de Danemark et de Norvège, surnommée la *Sémiramis du Nord*, leur avoit enlevée en 1391, qu'ils avoient recouvrée et perdue deux fois depuis, et que Christiern II venoit de leur enlever pour la troisième fois. Malheureusement des nœuds politiques, que l'opposition des caractères n'avoit pu briser, unissoient alors François I avec Christiern, comme autrefois Charles VIII avec Ludovic Sforcé, et Louis XII avec les Borgia. Cette alliance du Danemarck, que Louis XII avoit donné l'exemple de cultiver, avoit pour objet d'opposer le Danemark à l'Empire, lorsqu'on étoit en guerre avec l'Empereur. En effet, le voisinage pouvoit rendre et avoit rendu autrefois ennemis le Danemark et l'Empire. Charlemagne en 808 et 809 avoit enlevé aux Danois une partie du Sleswik. Henri l'Oiseleur le leur avoit enlevé presque tout entier en 930 et 931; ils l'avoient repris et reperdu sous Othon II, en 974 et 975, sous Henri VII en 923. Waldemar II, roi de Danemark, pour sortir de la prison où le retenoit le comte de Schwerin, consentit à tenir son royaume en fief de l'Empire; les états de Danemarck désa-

1518.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

1518.

vouèrent cette convention; cependant il en résul-
toit toujours en faveur de l'Empereur des prétentions
qui devoient naturellement aigrir contre lui les Da-
nois, et les jeter dans les intérêts de la France.

Mais, pour ranimer ce motif si foible et si éloi-
gné, qui cédoit à l'intérêt plus pressant d'assujétir la
Suède, il falloit que la France aidât le Danemark
dans cette entreprise. François I envoya donc contre
les Suédois deux mille hommes d'Infanterie comman-
dés par Gaston de Brezé, prince de Fouquarmont,
excellent capitaine, qui avoit sous lui Piéfol, La
Lande, Saint-Blimont, le baron de Gondrin, tous
capitaines choisis; ils gagnèrent d'abord une bataille
contre les Suédois dans la Gothie. Jamais les troupes
Françoises n'avoient pénétré si avant dans le Nord,
jamais elles n'avoient combattu dans des climats si
froids. Il y eut un second combat sur un lac glacé.
L'armée suédoise s'étoit fait, par-devant et sur les cô-
tés, de fortes palissades autour de ce lac sur lequel
elle étoit disposée; des arbres énormes, couchés et
entassés les uns sur les autres, embarrassoient toutes
les avenues par où on pouvoit arriver jusqu'à cette
armée. Il ne restoit qu'un sentier étroit et glissant,
où deux hommes pouvoient à peine passer de front,
en s'exposant à tous les coups des Suédois, qui ne
l'avoient laissé ouvert que pour tenter leurs ennemis
et les engager dans une affaire. Ils n'avoient point
palissadé les derrières de leur camp; ils s'étoient con-
tentés de couper la glace de ce côté-là; mais la vio-
lence du froid l'ayant fait reprendre, ce fut par-là
que les François attaquèrent, tandis que les Danois,

ayant inutilement tenté de forcer les Suédois par le défilé, fuyoient et abandonnoient leurs alliés. Les François, qui n'avoient compté faire qu'une diversion, se virent donc obligés de soutenir seuls le combat avec des forces trop inégales, et avec tous les désavantages possibles du terrain et de la position. La neige, qui tomboit en abondance, portée par le vent dans les yeux des François, les aveugloit et les effarouchoit; les chutes qu'ils faisoient à tout moment sur la glace, et dont ils ne se relevoient qu'avec peine, les empêchoient de garder leurs rangs, tandis que les Suédois, agiles, accoutumés à ces sortes d'exercices, voltigeoient avec légèreté sur les monceaux de neige, glissoient adroitement sur la glace, sans rompre leurs rangs ni tomber. La valeur ne pouvoit rien dans cette expédition, une adresse d'habitude decidoit de tout. Les François furent taillés en pièces, sans presque pouvoir se défendre, le brave Saint-Blimont fut tué; parmi ceux qui échappèrent au carnage, les uns s'égarèrent dans ce pays inconnu, et, s'avancant vers le nord, périrent de froid et de faim, ou furent dévorés par les ours blancs; les autres demandèrent des vaisseaux à Christiern pour retourner dans leur patrie, et ce monstre eut la barbare ingratitude de leur en refuser, il fallut qu'ils s'en procurassent eux mêmes; il en revint à peine trois cens en France, tous sans armes, sans bagage, presque nuds et périssant de misère. Cependant ni leurs malheurs, ni les crimes qui rendoient Christiern de plus en plus odieux, n'empêchèrent pas que la France ne conclût avec lui quelque temps après, une

1518.

Le 20 novembre. 1518.

ligue offensive et défensive contre l'Angleterre, la Suède, et quelques villes d'Allemagne, ennemies du Danemarck; mais cette ligue ne produisit point d'événemens, et peu à peu le Roi se détacha de cette indigne alliance.

FIN DU PREMIER LIVRE.

LIVRE SECOND.

QUI S'ÉTEND DÉPUIS LA CONCURRENCE A L'EMPIRE JUSQU'À
LA PAIX DE CAMBRAI, DITE DES DAMES, ET COMPREND
TOUTE LA GUERRE DE 1521.

• CHAPITRE PREMIER.

*Démarches pour la succession à l'Empire. Mort de
l'empereur Maximilien I. Concurrence des rois de
France et d'Espagne.*

ICI s'élève un nouvel ordre de choses. De plus grands
intérêts, de plus grands évènements, de plus grands
hommes même vont occuper la scène. Le vieux Fer-
dinand, l'inconstant Maximilien vont céder la place
à un héros naissant, digne rival de François I par sa
puissance, par son courage, par ses talens, par ses
vertus, et qui lui disputera la supériorité en tout
genre. Charles d'Autriche, roi d'Espagne, élevoit sour-
dement, à travers mille obstacles, l'édifice de sa gran-
deur. On ignoroit encore ce qu'il pouvoit être, il
n'avoit point paru rechercher la gloire; et, tandis que
François I éblouissoit l'Europe par ses exploits, Charles,
obscur et caché dans les Pays-Bas, n'avertissoit pas
ses voisins de le craindre, entretenoit la paix avec
eux, se défendoit contre le duc de Gueldres, et ne
l'attaquoit point, juroit à François I une obéissance
filiale, s'assuroit l'amitié du roi d'Angleterre en prodi-

1518.

1518.

quant à l'orgueilleux Volsey les égards les plus flatteurs, prévenoit par une administration douce et prudente les révoltes de ses indociles sujets. La politique de son aïeul Ferdinand lui avoit été favorable, en lui transmettant la monarchie d'Espagne sans démembrement ; il falloit, pour couronner l'ouvrage, que Maximilien lui transmitt de même la couronne impériale avec les états héréditaires de la maison d'Autriche. Tel étoit alors l'important objet des négociations de la cour d'Espagne.

Elles étoient bien secondées par la haine du cardinal de Sion, qui, voyant malgré lui l'Europe pacifiée, et n'ayant plus d'armée à opposer aux François, vouloit du moins leur nuire par les intrigues. Il avoit déjà déterminé l'Empereur à s'assurer pour successeur un de ses petit-fils en le faisant élire roi des Romains, mais le choix de l'Empereur flottoit encore entre le roi d'Espagne et l'archiduc Ferdinand. Si d'un côté la politique sembloit exiger qu'il réunit sur la tête de Charles la succession d'Autriche et la succession d'Espagne pour en faire le prince le plus puissant de l'Europe, pour enlever à la France la supériorité et même l'égalité de force ; de l'autre côté il trouvoit quelque grandeur à partager sa maison en deux branches également puissantes, dont l'une fût son ouvrage comme l'autre avoit été celui de Ferdinand le catholique, et qui, se perpétuant l'une en Espagne, l'autre en Allemagne, mais réunies par les mêmes intérêts, se prêtassent dans l'occasion des secours mutuels, pressassent l'ennemi commun par l'orient et par l'occident, et pussent se suppléer réciproquement en cas que l'une ou l'autre vînt à s'éteindre. D'ailleurs il lui paroissoit

injuste et cruel de sacrifier entièrement le plus jeune de ces princes à l'aîné.

1518.

Ces considérations agissoient puissamment sur l'esprit de Maximilien, et alloient le déterminer en faveur de Ferdinand. Le cardinal de Sion, qui n'avoit point quitté la cour de l'Empereur, en fut instruit; il connoissoit peu le roi d'Espagne; il n'en étoit connu que par les troubles qu'il avoit semés dans l'Europe, et par l'affront qu'il avoit attiré à l'Empereur en 1516; il s'intéressoit peu à la grandeur de Charles, mais elle lui paroissoit le plus sûr moyen d'abaisser ou d'affoiblir les François; ce motif étoit déterminant pour sa haine, il ne cessoit de parler en faveur de la réunion; il la proposoit dans le conseil, il l'insinuoit dans le cabinet de l'Empereur (1).

Guicciard,
l. 13.

« L'affoiblissement, disoit-il, est l'effet nécessaire
« de tout partage. L'égalité de puissance entre les
« deux branches d'Autriche fera naître entr'elles une
« rivalité dangereuse, source d'inimitiés funestes;
« l'une regrettera toujours la réunion qu'elle avoit
« espérée, l'autre craindra toujours les suites de ce
« regret; toutes deux s'observeront d'un œil inquiet
« et jaloux; toutes deux trahiront la cause com-
« mune, ou ne la serviront que foiblement. L'ennemi
« profitera de ces dispositions, il les augmentera par
« toutes sortes de moyens, ses intrigues feront ce que
« ses armes ne pourront faire. Que les forces de la
« maison d'Autriche soient réunies, qu'elle n'ait plus

(1) Le fond de ce discours est pris de Guichardin, liv. 15. On a cru rendre les raisons du cardinal de Sion plus sensibles et plus frappantes, en les produisant sous la forme d'un discours direct.

1518.

« qu'un trône et qu'une cour; ces forces seront invincibles, ce trône inébranlable, cette cour incorruptible. Les François ne pourront plus diviser, l'intrigue leur deviendra inutile, il ne leur restera que la ressource des armes, et cette ressource sera impuissante, les forces de la Germanie et de l'Espagne, rassemblées aux ordres d'un seul maître, reprendront le Milanès sur les usurpateurs. Heureux effets de la réunion! le duché de Milan et le royaume de Naples, appartenant au même monarque, tendront sans cesse à se rapprocher, en renversant les barrières intermédiaires. Toute l'Italie subira le joug, dont la foiblesse seule des Empereurs l'a garantie jusqu'aujourd'hui. La dignité impériale ne sera plus un titre aussi vain que magnifique. Les nobles projets de Maximilien pour le rétablissement de l'Empire dans tous ses droits seront enfin remplis.

« Si au contraire un partage imprudent faisoit passer la couronne impériale dans la branche cadette, et bornoit la branche aînée à la monarchie d'Espagne, laquelle de ces deux branches oseroit entreprendre, je ne dis plus d'asservir l'Italie, mais seulement de reconquérir le Milanès? Sera-ce la branche d'Espagne? elle est l'aînée, elle possède le royaume de Naples, elle a le pied dans l'Italie; mais les droits sur le Milanès appartiennent à l'Empire, qui certainement ne s'en laissera point dépouiller. Sera-ce la branche impériale? mais la branche d'Espagne, déjà établie dans les royaumes de Naples et de Sicile, verra-t-elle sans envie l'introduction et l'agrandissement de la branche cadette en Italie? Les regrets de l'Espagne ne deviendront-ils pas plus vifs

« à l'aspect des conquêtes qu'elle eût pu se promettre,
 « et qui passeront à ses yeux dans d'autres mains? les
 « objets de rivalité, devenus ainsi plus présents et plus
 « sensibles, n'armeront-ils pas les deux branches l'une
 « contre l'autre? Si d'un autre côté les Turcs, invités
 « par ces divisions, attaquent les états d'Allemagne,
 « ceux-ci pourront-ils compter sur les secours de Na-
 « ples? et si les efforts des Turcs se portent du côté de
 « Naples, les troupes d'Allemagne s'empresseront-elles
 « de marcher à sa défense? Nul concert de vues,
 « nulle communication de secours, un seul ressort ne
 « mettra plus en mouvement toutes les parties d'une
 « même machine. Je ne vois plus que jalousie, que dis-
 « corde, que haine secrète, trop souvent même écla-
 « tante, qu'affoiblissement réciproque, qu'impuis-
 « sance d'attaquer et peut-être de se défendre, où
 « tout promettoit les plus vastes conquêtes, le plus
 « heureux accroissement de puissance et de grandeur.»
 Ferdinand le Catholique avoit toujours paru avoir
 quelque ascendant sur l'esprit de Maximilien (1), le
 Cardinal ne manquoit pas de le proposer pour exemple.
 « Ce prince, disoit-il, aima tendrement le puîné
 « de ses petit-fils, il lui avoit donné son nom, il l'a-
 « voit fait élever dans sa cour, les peuples d'Espagne
 « voyoient avec plaisir le plus grand de leurs rois re-
 « naître dans un autre Ferdinand digne de lui succé-

(1) Varillas, dans sa pratique de l'éducation des princes, parle sans cesse de l'aversion invincible de Maximilien pour Ferdinand le Catholique; on n'en voit aucunes traces dans l'histoire; on voit au contraire Maximilien épouser à sa manière presque toutes les querelles de Ferdinand, le suivre dans ses alliances, avoir les mêmes amis et les mêmes ennemis.

1518.

« der; ils regardoient d'avance celui-ci comme leur
 « maître; jamais les yeux ni les cœurs ne se tour-
 « noient vers cet aîné élevé dans les Pays-Bas par des
 « mains odieuses, et qui souvent avoit irrité son aïeul
 « par des traités particuliers faits, sans le consulter,
 « avec l'ennemi commun. Mais Ferdinand voulut ap-
 « prendre à l'univers que le politique, aussi bien que
 « le sage, est supérieur à l'amour, à la haine, aux foi-
 « blesses du penchant et de l'habitude; il sacrifia une
 « juste tendresse, il étouffa de justes ressentimens. Un
 « testament, dicté par la considération profonde des
 « intérêts éternels d'une maison devenue la sienne,
 « appela l'héritier des Pays-Bas aux trônes d'Espagne,
 « de Naples, de Sicile, etc. sans faire la moindre part,
 « même des conquêtes, à ce Ferdinand si tendrement
 « aimé. »

Maximilien changeoit aisément de résolution; le conseil d'Autriche, persuadé par les raisons du Cardinal, entraîné par son éloquence, fatigué par ses intrigues, se joignit à lui; le cardinal de Gurck (1) l'appuya, et l'Empereur, déjà fort ébranlé, céda aisément à leurs instances; il fut décidé qu'on travailleroit à faire élire le roi d'Espagne roi des Romains.

Les François sentirent les conséquences de ce projet, et n'oublièrent rien pour le traverser; on négocia beaucoup de part et d'autre, et auprès du Pape et auprès des électeurs. C'étoit là le principe secret de toutes les complaisances que le Roi avoit eues jusqu'a-

(1) Ce cardinal de Gurck; dont parle l'Empereur dans sa lettre à Marguerite d'Autriche, que nous avons rapportée dans l'introduction, chapitre III, article *Allerhagne*, avoit alors beaucoup d'autorité dans le conseil impérial.

lors pour le Pape, et de tous les sacrifices qu'il lui avoit faits.

 1518.

Un usage alors subsistant, reste de l'ancienne autorité des papes; aujourd'hui aboli, obligeoit les empereurs d'aller à Rome recevoir la couronne des mains du Pape, et ne leur accordoit jusqu'à ce couronnement que le titre de *roi des Romains*; il semble que s'il y avoit un titre qu'ils ne dussent pas prendre avant d'avoir été couronnés à Rome, c'étoit le titre de *roi des Romains*, mais la plupart des usages sont faits ainsi.

Les prétentions respectives des papes contre les empereurs, et des empereurs contre les papes rendoient ce voyage de Rome également désagréable à tous les deux. Les empereurs vouloient s'affranchir de cet acte de dépendance, les papes étoient peu jaloux d'attirer les empereurs en Italie. Frédéric, père de Maximilien, fut le dernier empereur couronné à Rome. En 1508, Maximilien voulut s'y aller faire couronner, il demanda le passage aux Vénitiens qui le lui accordèrent, à condition qu'il n'auroit point de troupes avec lui; Maximilien prit cette condition pour un refus et mit au ban de l'Empire les Vénitiens, qui ne prétendoient point du tout en être membres; au reste, ne voulant ni rentrer dans l'Allemagne sans le titre d'Empereur, qu'il s'étoit flatté d'y rapporter, ni le prendre sans avoir été sacré par le Pape, de peur de désobliger celui-ci, il crut satisfaire à tout en substituant au titre de *roi des Romains* celui d'*empereur des Romains élu*. Le pape Jules II approuva ce détour, et lui confirma le titre qu'il avoit pris.

L'Abbé Du Bos, *Ligue de Cambrai*, l. 1, l. 2.

 1519.

Mais ce titre ne lui donnoit pas le droit de se faire

1519.

désigner de son vivant un successeur; la cérémonie du couronnement redevenoit nécessaire, puisqu'il vouloit qu'on ~~é~~ût un roi des Romains, du moins les électeurs, à l'instigation de la France, le prétendoient-ils ainsi. Cependant l'Empereur n'étoit point disposé à faire le voyage de Rome; 1.^o parce que ce voyage lui eût coûté beaucoup; 2.^o parce qu'il eût trouvé les mêmes obstacles qui l'avoient arrêté en 1508; mais, comme il étoit fécond en expédiens, il pria le Pape d'envoyer des légats en Allemagne pour le couronner en son nom. Le Pape allégua l'irrégularité de cette méthode, la dignité du Saint-Siège, qui exigeoit que le sacre se fit à Rome; instruit d'ailleurs que le choix de l'Empereur tomboit sur le roi d'Espagne, possesseur du royaume de Naples, il rappeloit tant de conventions par lesquelles il avoit été décidé que jamais les rois de Naples ne pourroient être élevés à l'Empire, conventions confirmées par le serment qu'avoient prêté tous les rois de Naples et Charles lui-même, en recevant l'investiture. Cette précaution étoit l'effet des alarmes qu'inspiroient toujours les prétentions des empereurs sur l'Italie et peut-être du souvenir de tout le mal que les empereurs de la maison de Suabe avoient fait au Saint-Siège.

Les électeurs, de leur côté, ne se montroient pas plus complaisans; ils faisoient des propositions exorbitantes; ils demandoient d'abord quatre cent mille ducats, ils vouloient que le roi d'Espagne s'obligeât d'aller habiter parmi eux, de leur confier le soin de sa personne et l'administration de ses affaires, de leur assigner de fortes pensions sur ses biens patrimoniaux les plus voisins de l'Allemagne; ils vouloient que leur futur

empereur jurât d'être éternellement leur pupille, leur tributaire, leur esclave.

1519.

Mais quelles difficultés l'or ne lève-t-il point? c'est lui seul qui rend tous les hommes éternellement pupilles, tributaires et esclaves; l'or des Pays-Bas (car l'Empereur n'en avoit jamais), triompha de la résistance des électeurs; elle ne put tenir contre deux cent mille ducats offerts à propos, et contre l'espérance d'en toucher encore davantage; le prix de leurs suffrages étoit fixé, et Charles alloit être élu roi des Romains, sans qu'on exigeât le couronnement de son aïeul, lorsque l'Empereur mourut le 15 (1) janvier 1519, à Lintz en Autriche, âgé de 62 ou 63 ans (2).

Guicciard,
liv. 13.Pâques
le 24 avril.
Sleid. Com-
mentar., l. 1.

Alors les trois plus puissans monarques de l'Europe chrétienne, le roi de France, le roi d'Espagne, le roi d'Angleterre, aspirèrent ouvertement au trône de l'Empire. Les efforts du roi d'Angleterre pour y parvenir ont échappé à la foule des historiens; ils peuvent être l'objet des recherches de quelques spéculateurs (3); mais, comme ils ne procurèrent pas dans la diète un seul suffrage à Henri VIII, l'histoire ne doit point s'y arrêter.

Belcar.,
l. 16, n. 7.

Il n'y eut de véritable concurrence qu'entre François I et Charles. Elle ne parut point d'abord altérer leur union. Ils se piquèrent d'une modération héroïque.

« Nous sommes rivaux, votre maître et moi, disoit
« François I aux ambassadeurs d'Espagne, mais nous

(1) Sleidan dit le 12.

(2) Il mourut d'une médecine prise mal-à-propos.

(3) On peut voir une dissertation de M. le professeur Bohm, imprimée à Leipsik sous ce titre: *De Henrico octavo Angliæ rege, Imperium Romanum post obitum Maximiliani primi adfectante.*

1519.

« ne sommes point ennemis. Amans généreux d'une
 « même maîtresse, c'est par des soins jaloux, mais
 « tendres et respectueux, non par d'odieux combats
 « que nous nous disputons sa possession. »

Mais deux amans d'une même maîtresse se battent quelquefois pour elle, si leur passion est trop vive, et c'est ce qui ne manqua pas d'arriver.

En jetant les yeux sur le tableau de l'Empire, qu'on trouvera parmi les dissertations placées à la fin de ce volume, on jugera peut-être assez peu favorablement de cet objet, dont la possession parut si désirable aux deux héros du seizième siècle; peut-être trouvera-t-on que leur passion étoit aveugle comme celle de presque tous les amans, et que les faveurs équivoques de cette maîtresse, furent vendues trop cher à celui qui les obtint.

Il résulte de ce tableau que la couronne impériale avoit toutes les prérogatives d'éminence et de splendeur, sans puissance et sans autorité; que l'Empereur au-dehors étoit le premier monarque de l'Europe chrétienne, qu'aucun ne lui disputoit la préséance; qu'au-dedans, c'étoit le chef toujours contredit, toujours gêné d'une assemblée de souverains qui ne lui laissoient que des titres, et prenoient pour eux tous les droits.

Guicciard,
liv. 13.

Quant aux électeurs, ils avoient dans leurs choix des écueils contraires à éviter; il falloit que l'Empereur fût assez foible pour ne pouvoir opprimer la liberté Germanique, il falloit qu'il fût assez puissant pour défendre l'Allemagne contre les Turcs, et pour faire valoir dans l'occasion les droits prétendus de l'Empire; assez riche pour bien payer les suffrages des électeurs; assez pauvre pour ne pouvoir acheter le droit de les

asservir quand il seroit leur chef : or, comme le plus grand-ennemi d'un état libre, est celui qui peut s'en rendre le maître, les électeurs et tout le corps Germanique redoutoient moins les armes des Turcs que la puissance de l'Empereur. 1519.

Ces dispositions étoient mieux connues du roi d'Espagne que de François I. Celui-ci croyoit tout le monde ébloui comme lui de la gloire, il regardoit ses triomphes et ses conquêtes comme autant de titres à l'Empire; Charles, plus prudent, faisoit parler en sa faveur sa foiblesse et son obscurité. François lui reprocha même dans la suite d'avoir affecté de paroître indigne de l'Empire, afin de l'obtenir plus sûrement; d'avoir feint, comme Brutus, une imbécillité politique pour réussir dans son projet.

Le caractère des ministres que les deux princes choisirent pour négocier auprès des électeurs étoit assorti au caractère de leurs maîtres; le cardinal de Gurch et le comte Henri de Nassau, ministres de Charles, cachotent beaucoup de finesse sous les apparences de la simplicité; Bonnavet, envoyé par François, étoit brillant, vif, présomptueux; François, qui l'avoit choisi par inclination, croyoit l'avoir choisi par raison; il espéroit que ce ministre réussiroit en Allemagne comme il avoit réussi en Angleterre (1), il comptoit d'ailleurs sur les talens de d'Orval (2) qu'il donna pour adjoint à Bonnavet, et sur la connoissance que Fleuranges, autre adjoint de Bonnavet, avoit des affaires de l'Allemagne, dont les états de Robert de la Marck, son père, étoient voisins; il comptoit plus encore

Mém. de
Fleuranges.
Georg. Sa-
bini, histor.
de Coronat.
Caroli V.
Guicciard
l. 13.
Sleidan.,
Commentar.
liv. 1.

(1) Dans la négociation de Tournay.

(2) D'Albret d'Orval.

1519.

Arnold. Fern.
ron. rer. Gal-
lic., liv. 5.

sur l'argent qui réussit par-tout. Il donna quatre cent mille écus à Bonnavet pour les distribuer aux électeurs ; c'étoit le double de la somme que Charles avoit promise, et que les marchands d'Anvers avoient consenti de faire tenir à Nuremberg, peut-être afin d'éloigner plus sûrement Charles des Pays-Bas, en lui procurant un nouveau trône qui devoit lui donner encore plus d'embarras que celui d'Espagne.

Ce n'étoit pas seulement auprès des électeurs qu'il falloit négocier, mais encore auprès des principales puissances de l'Europe, qui pouvoient appuyer de leur crédit l'un ou l'autre des concurrens.

François I croyoit avoir assez bien mérité du Pape et de toute la maison de Médicis, pour compter sur leur recommandation ; mais le Pape vouloit un empereur qui ne possédât rien en Italie ; la possession du royaume de Naples, devoit, selon lui, exclure Charles de l'Empire, et celle du Milanès François I. Cependant, comme on n'avoit point à opposer aux ducs de Milan ainsi qu'aux rois de Naples une rénonciation formelle à l'Empire, la politique de Léon X consista dans cette affaire à solliciter publiquement pour François I, et à traverser sous main son élection, mais sur-tout à traverser celle de Charles. Le but de cette conduite étoit que François I crut avoir obligation au Pape, et que quand la suite des négociations lui auroit fait voir que l'élection ne pouvoit tomber sur lui (ce que Léon, très-instruit des affaires d'Allemagne, regardoit comme indubitable), la reconnoissance engageât François à solliciter pour celui que le Pape lui indiqueroit ; or le Pape désiroit que le choix des électeurs tombât sur quelque prince de l'Empire, peu redoutable à l'Italie.

On a prétendu qu'il avoit espéré de le faire tomber sur Laurent de Médicis son neveu, dont la mort ne tarda point à détruire cet espoir, supposé qu'il ait été véritablement conçu, et que Léon X, plus zélé pour les intérêts de sa maison que pour ceux du Saint-Siège, eût osé démentir, en faveur de son neveu, le principe par lequel il excluait du trône impérial tous les princes d'Italie.

1519.
Guicciard,
liv. 13.

Les Vénitiens s'intéressoient sincèrement pour François I.

Le roi d'Angleterre, comme on l'a dit, sollicitoit pour lui-même, et ne put obtenir une seule voix.

Les puissances du Nord, étrangères à tout, ne sollicitoient, ni n'étoient sollicitées.

Il n'en fut pas de même des royaumes de Pologne, de Hongrie, de Bohême ni de la république des Suisses. Les deux rivaux firent tous leurs efforts pour les mettre dans leurs intérêts.

Le trône de Pologne étoit alors occupé par Sigismond, dit le Grand, de la maison de Jagellon; ceux de Hongrie et de Bohême par le jeune Louis son neveu; ces deux derniers royaumes avoient été long-temps disputés par les empereurs Autrichiens aux différens rois que les états avoient élus; de ces contestations étoient nées des guerres sanglantes qui avoient désolé tour-à-tour la Hongrie, la Bohême, et les états d'Autriche. Vers la fin du siècle précédent, l'empereur Maximilien, alors roi de Bohême, avoit terminé ces troubles par la paix de Presbourg, qui assura les trônes de Hongrie et de Bohême à Ladislas, père de Louis et à sa postérité masculine, au défaut de laquelle ces deux

1519.

royaumes devoient appartenir à Maximilien et à ses descendants.

Arnold.
Ferron. rer.
Gallicar.

François I voulut tirer avantage de ce que cette convention (dont on ne parloit plus depuis trente ans) contenoit de contraire , soit aux intérêts de Sigismond, frère de Ladislas et oncle de Louis, soit au droit d'élection qu'avoient les états de ces deux royaumes. Jean de Langeac fut envoyé en qualité d'ambassadeur extraordinaire dans les cours de Pologne et de Hongrie ; il commença par la Pologne ; il tâcha d'exciter l'indignation de Sigismond contre un arrangement qui l'excluoit lui et toute sa branche de la succession aux couronnes de Hongrie et de Bohême, il peignit des couleurs les plus odieuses l'ambition de la maison d'Autriche, il promit, au nom de son maître, que, si le roi de Pologne vouloit lui assurer la voix du roi de Bohême, son neveu, le premier soin de François I, à son avènement au trône impérial, seroit de casser le traité de Presbourg (1).

Le roi de Pologne répondit sagement qu'il n'étoit que d'une branche cadette de la maison de Jagellon, que le roi de Hongrie et de Bohême étoit le chef de la branche aînée, et beaucoup plus lésé que lui dans le traité de Presbourg, puisque, si Louis ou sa postérité masculine ne laissoit que des filles (2), elles ne seroient pas moins privées de sa succession que la

(1) Le prétexte qu'on devoit prendre étoit que, par ce traité, Maximilien avoit sacrifié les prétentions de l'Empire sur la Bohême à l'agrandissement particulier de sa maison ; mais ce prétexte n'avoit rien de favorable aux Jagellons.

(2) Les couronnes de Hongrie et de Bohême étoient moitié héréditaires, moitié électives.

branche de Pologne; que c'étoit donc la cour de Hongrie et de Bohême qu'il falloit déterminer à favoriser l'élection de François I; que, si elle y consentoit, la cour de Pologne suivroit en tout ses impressions, et que toute la maison de Jagellon se réuniroit pour écarter la maison d'Autriche du trône impérial, et faire casser le traité de Presbourg.

1519.

Langeac courut donc en Hongrie où il ne devoit pas se flatter de réussir. Une double alliance unissoit le jeune roi Louis avec la maison d'Autriche; il avoit épousé Marie, sœur du roi d'Espagne, et Anne sa sœur avoit épousé l'archiduc Ferdinand (1). Langeac répéta vainement tout ce qu'il avoit dit à Sigismond; on lui répondit que le tort qu'il alléguoit étoit bien ancien; bien excusé par les conjonctures, bien effacé par le temps, bien réparé par la double alliance récemment contractée entre les maisons d'Autriche et de Jagellon. Le roi de Hongrie ne dissimula point qu'en qualité de roi de Bohême, il donneroit sa voix à son beau-frère, et du moins on sut à quoi on devoit s'attendre de sa part.

Ferron.

Les états de Hongrie et de Bohême ne furent pas non plus assez frappés du danger, dont on les menaçoit, d'être privés par la maison d'Autriche de leur droit d'élection, pour entrer dans les vues de la France, ce

(1) Ce double mariage étoit un arrangement définitif, entre les maisons d'Autriche et de Jagellon; sur leurs contestations passées. Toute la maison de Jagellon y avoit été appelée, il avoit été arrêté à Vienne en 1515, dans une entrevue célèbre de l'empereur Maximilien, de Sigismond, roi de Pologne, de Ladislas, roi de Hongrie et de Bohême; et du Jeune Louis son fils, mais il ne se fit qu'en 1521.

1519.

danger étoit éloigné, incertain, on se flattoit de l'écar-
ter dans le temps; un danger plus présent les effrayoit,
c'étoient les Turcs, toujours prêts à les attaquer. Un
empereur Autrichien possédant des états contigus à
la Bohême, leur paroissoit un défenseur bien plus sûr
que ne seroit un roi de France qu'on appelleroit en
vain au fond de ses états patrimoniaux, d'où on ne
pourroit l'arracher par un intérêt personnel. Tel fut
le fruit de la négociation de Langeac auprès des deux
rois, placés entre l'Allemagne et la Turquie.

Belcar., l. 16.

Lamet, qui négocioit en Suisse, ne fut pas plus
heureux; il présenta en vain à cette nation modeste
les idées les plus brillantes, il la pressa en vain d'être
le nœud puissant qui unit la France, l'Allemagne et
l'Italie contre les Turcs, il lui représenta en vain
que, placée entre ces trois grandes contrées, et seule
également respectée de toutes les trois, elle pouvoit
seule consommer l'ouvrage de leur réunion, en faisant
d'abord tomber la couronne impériale sur la tête de
François I. Les Suisses ne purent être éblouis de ces
chimères, ni aveuglés sur leurs intérêts; ils sentirent
qu'ils n'étoient déjà que trop voisins des François, et
du côté de la France et du côté de l'Italie, sans le de-
venir encore en quelque sorte du côté de l'Allemagne;
ils promirent une neutralité parfaite, ils dirent qu'ils
ne vouloient gêner par aucune sollicitation les suffrages
des électeurs; s'ils dérochèrent à cette promesse, ce fut
seulement en insinuant aux électeurs et au Pape que
l'intérêt de l'Empire étoit d'exclure à la fois les rois
de France et d'Espagne.

Sleidan.
Commentar.
liv. 1.

Mém. de
Fleuranges.

Cependant les ministres de ces deux princes fai-
soient mouvoir tous les ressorts de leur politique au-

près des électeurs. Bonnivet avoit parcouru toutes leurs cours, et, s'il avoit su distribuer l'argent avec prudence et avec économie au lieu de le prodiguer avec un éclat indiscret, il est vraisemblable qu'il se fût assuré de tous leurs suffrages, il en gagna du moins plusieurs.

L'archevêque de Trèves (1) embrassa hautement les intérêts du roi de France, l'électeur Palatin (2) parut en faire autant; l'électeur de Brandebourg (3) espéra d'abord l'Empire pour lui-même, l'archevêque de Mayence (4), son frère, le flatta quelque temps de cette idée; quand il en eût reconnu l'illusion, il se livra au parti de la France, tandis que l'archevêque de Mayence se mettoit à la tête de la brigade Espagnole, et étoit appuyé par le roi de Bohême; l'archevêque de Cologne (5), incertain, irrésolu, attendoit les événemens qui naîtroient de la délibération; le sage Frédéric, électeur de Saxe, inaccessible à l'or et des Espagnols et des François, uniquement sensible aux intérêts de son pays, pesoit dans une balance égale les avantages et les inconvéniens de tous les choix proposés.

Jusques-là le plus grand nombre des électeurs, absolument déclarés, étoit pour François I; mais le choc des opinions et la continuité des brigues pouvoient tout changer dans la diète.

Avant qu'elle s'ouvrît, et tandis que tous les con-

(1) Richard de Welrad.

(2) Louis V.

(3) Joachim I.

(4) Albert.

(5) Herman de Wied.

1519.

currens cherchoient des amis et au-dedans et au-dehors de l'Allemagne, Charles et François saisirent une occasion qui se présenta de se rendre importans dans l'Europe et d'obliger le Pape, dont on croyoit que le crédit auroit une grande influence sur l'élection.

Guicciard,
liv. 13.

Des corsaires Mahométans infestoient la Méditerranée, on craignoit même qu'ils ne tentassent une descente en Italie. Le Pape avoit déjà pressé plusieurs fois le roi d'Espagne de mettre en mer une flotte qu'il équipoit pour le royaume de Naples, et de s'en servir pour donner la chasse à ces brigands. La mort de Maximilien avoit ralenti l'ardeur de ces invitations; le Pape, qui voyoit de loin dans l'avenir, prévint que le roi d'Espagne pourroit être élu Empereur, et craignit qu'alors cette flotte ne lui servit à faire valoir les droits de l'Empire sur l'Italie; il fit donc entendre à Charles que, dans la conjoncture présente, il n'étoit pas prudent de faire parade de tant de puissance. Charles profita de ce que cet avis peu sincère pouvoit avoir d'utile, mais ne voulant point perdre le mérite d'avoir délivré le Pape des inquiétudes que lui causoient les corsaires, il chargea Hugues de Moncade, viceroy de Sicile, d'armer contre eux les galères de ce royaume; Moncade les poursuivit jusques sur les côtes d'Afrique, et les chassa de toutes les retraites qu'ils s'étoient ménagées dans la Méditerranée. François I équipa dans la même vue une flotte de vingt galères et de quelques vaisseaux, dont il devoit donner le commandement à Pierre de Navarre; mais cet armement eut deux inconvéniens; le premier d'être trop formidable, l'autre de ne pouvoir être achevé avant l'élection. Charles, avec moins de faste, avoit mieux pris ses mesures. En-

fin quand la flotte tardive de Navarre se mit en mer, long-temps après l'élection, elle ne fit qu'arrêter les succès de Moncade qui craignit que cette flotte n'en voulût à la Sicile, et qui courut défendre ce royaume; alors la flotte Française, restée seule maîtresse de la Méditerranée, se chargea de contenir les corsaires que Moncade eût bien contenus sans elle.

Le collège électoral s'assembla enfin à Francfort; les ministres des deux concurrens ne pouvant y paroître, sans blesser les lois de l'Empire, se tinrent à portée d'observer tous les mouvemens de la diète; le cardinal de Gurck et le comte de Nassau restèrent à Mayence, tandis que l'archevêque de Mayence alloit plaider leur cause à Francfort. Les ambassadeurs François restèrent dans Coblents, chez l'électeur de Trèves, chef de la brigade Française; l'Amiral seul se cacha dans un château, près de Francfort, d'où il s'introduisit quelquefois dans cette ville, déguisé en valet et chargé d'une malle. S'il eût été découvert, sa vie et les affaires de son maître étoient en grand danger.

Mém. de
Fleuranges.

Georg. Sabin,
Hist. de
Coronat. Ca-
roli V.

Le 17 juin (1) l'archevêque de Mayence fit l'ouverture de la diète par un discours de style, où il s'agissoit seulement d'inviter les électeurs à un dévouement entier aux intérêts du corps Germanique, à un dépouillement absolu de tout intérêt personnel, à l'unanimité de suffrages, s'il étoit possible, du moins à une déférence sans bornes pour l'élection qui seroit faite à la pluralité des voix.

(1) Le fond de ces deux harangues est pris dans Sleidan, avec quelques changemens, additions et retranchemens. On s'est permis de choisir les idées, et sur-tout on a cru pouvoir se rendre maître de la forme de ce discours.

1519.

Le jour marqué pour commencer les conférences, le même archevêque de Mayence exposa l'objet de la délibération.

« Les deux plus grands monarques, dit-il, aspirent
« à la plus éminente dignité. Les rois de France et
« d'Espagne briguent notre suffrage. Tous deux peu-
« vent être dangereux à la liberté Germanique; tous
« deux peuvent être utiles à la défense de l'Allemagne.
« Nous devrions peut-être leur préférer quelque prince
« qui tirât toute sa grandeur et toute sa puissance
« de la seule qualité de membre de l'Empire. Eh! plutôt
« à Dieu que le collège électoral nous offrît dans
« quelqu'un de ses membres, autant de puissance pour
« procurer la sûreté de l'Empire, que tous ont de zèle
« pour défendre ses droits! Mais ces conquérans fé-
« roces de l'Asie et de l'Afrique, les Turcs ont aussi
« changé la destinée de l'Europe, ils nous ont imposé
« des devoirs onéreux autant que sacrés; c'est au saint
« empire Romain à servir de barrière aux efforts de
« ces brigands, à préserver de leur joug non-seule-
« ment l'Allemagne, mais encore tous ses vassaux,
« soit soumis, soit rebelles (1). La chrétienté entière
« attend de nous son salut. Que ne puis-je être dé-
« menti de chacun de vous, lorsque je me crois obligé
« d'avouer que cet honorable fardeau surpasse les
« forces actuelles de l'Empire, et demande un ac-
« croissement de forces étrangères! Je pense donc
« que la nécessité des conjonctures nous oblige de
« choisir entre les deux illustres concurrens qui se
« présentent. Des exploits immortels semblent parler

(1) Voir le tableau de l'empire Germanique, parmi les dissertations placées à la fin de ce volume.

« d'abord en faveur du roi de France; la bataille de
 « Marignan, la conquête du Milanès l'annoncent à
 « la chrétienté comme un digne vengeur de sa que-
 « relle, et nous ne devrions peut-être point balancer
 « à le nommer, si l'Empire n'avoit d'autre intérêt que
 « celui de sa défense contre un oppresseur étranger.
 « Mais, vous le savez, un oppresseur domestique est
 « encore plus redoutable. La liberté, que tant d'efforts
 « généreux nous ont procurée, est un trésor trop
 « cher pour que nous osions le commettre. Ce que
 « peut François et ce qu'il veut, m'alarme égale-
 « ment; je crains et son caractère et sa puissance.
 « Je crains son caractère, j'y vois éclater toutes les
 « qualités d'un conquérant, il ne respire que la
 « guerre et la victoire; je le vois, à peine monté sur
 « le trône, voler à la conquête du Milanès, d'où bien-
 « tôt l'insatiabilité ordinaire de l'ambition l'entraî-
 « noit à la conquête du royaume de Naples, si la pru-
 « dence de Léon X n'avoit suspendu sa course; je
 « vois cette ardeur martiale saisir avec avidité toutes
 « les occasions de gloire, et chercher des lauriers
 « stériles jusques dans les glaces du nord; je vois en-
 « fin l'ambition de ce jeune prince briguer aujourd'hui
 « l'Empire, auquel on n'a vu aspirer aucun de ses
 « prédécesseurs depuis l'abaissement de la race Car-
 « lovingienne (1); quelle indocile fierté, quels mou-
 « vemens d'ambition et d'orgueil, quel goût pour le
 « despotisme ne devons-nous point attendre d'un vain-

(1) Après la mort d'Albert I, en 1308, Philippe le Bel avoit bri-
 gué l'Empire, mais pour Charles de Valois, son frère; et Puf-
 fendorf se trompe, lorsqu'il dit que ce roi *tâcha de parvenir à*
l'Empire.

1519.

« queur de vingt ans, enivré de ses triomphes, jaloux
« de les accumuler, avide de toutes sortes de gloire
« et de grandeur ! Combien le despotisme militaire
« conduit aisément au despotisme civil !

« Mais je ne crains pas moins la puissance de Fran-
« çois que son caractère : cette puissance, accrue par
« ses triomphes même, s'annonce à nous avec le faste
« le plus imprudent. François nous demande au-
« jourd'hui l'Empire comme le prix de ses exploits,
« il ne tarderoit pas à l'envisager comme une con-
« quête nouvelle. La France, dont le gouvernement,
« si favorable à l'autorité monarchique, est si opposé
« à la constitution Germanique, affectera de se res-
« souvenir que l'Allemagne a été autrefois soumise
« par les armes d'un de ses rois (1), et possédée par
« les descendans de ce roi à titre héréditaire ; tous
« ces vieux droits, éteints par le temps, proscrits
« par les loix, renaîtront à la faveur de la violence
« qui les avoit établis ; la France ne cessera d'impri-
« mer à tout l'Empire le caractère de son administra-
« tion absolue ; les loix affoiblies se tairont devant les
« armes, et la liberté accablée tombera sous l'oppres-
« seur en l'admirant.

« L'élévation du roi d'Espagne ne nous menace
« point de cet avenir sinistre ; ce prince ne développe
« point, comme son rival, une ambition effrayante : la
« douceur, la prudence, l'application aux affaires,
« sont les seuls traits connus de son caractère. Plus
« jeune que François, moins illustre dans l'Europe, il
« n'en sera que plus docile à nos avis, que plus soumis

(1) Charlemagne ; voir le tableau de l'Empire parmi les disser-
tations,

« aux décisions de nos diètes. Il est puissant, peut-
« être l'est-il plus qu'il ne voudroit le paroître, mais
« cette puissance ne me semble avoir que le degré qui
« nous est nécessaire, je doute qu'elle ait celui qui
« peut nous être funeste. Il est sûr au moins que le
« roi de France, pouvant d'un seul mot rassembler
« toutes ses forces et les porter où son ambition les
« appellera, est bien plus formidable à l'Empire que le
« roi d'Espagne, dont les états, dispersés, éloignés les
« uns des autres, pour la plupart peu soumis, secon-
« deroient mal les vues d'ambition qu'il pourroit avoir.
« Tous ces états, séparés ou par des mers ou par des
« puissances ennemies, perdent une partie de l'avantage
« que leur nombre et leur étendue semblent devoir leur
« procurer. L'autorité de Charles est chancelante et ti-
« mide dans la plupart de ces états. A peine ose-t-il par-
« ler en maître aux Pays-Bas ; il craint leur rébellion
« trop souvent éprouvée, il craint leur amour opiniâtre
« pour la liberté. En Espagne le peuple murmure, les
« grands cabalent, l'archiduc Ferdinand a un parti, l'au-
« torité ne peut agir qu'avec précaution. Le royaume
« de Naples, toujours menacé par la France, a beau-
« coup de partisans de cette dernière puissance, et
« craint à tous momens une révolution ; les états héré-
« ditaires d'Autriche sont trop exposés aux regards
« de l'Empire et trop dirigés par ses mouvemens, pour
« qu'il ait rien à craindre d'eux ; ce n'est qu'au Turc
« qu'ils seroient redoutables par le grand intérêt
« qu'auroit Charles, d'employer toutes leurs forces
« contre cet ennemi du nom chrétien.

« Or cet intérêt personnel, toujours si puissant et
« sur lequel seul comptent ceux qui connoissent les

1519.

« hommes, manquera toujours à François I. Il n'a
« point parmi nous d'états à sauver de l'incursion des
« Turcs ; si la prudence de ces barbares choisit pour
« nous attaquer un moment où des vues de conquête
« occupent ailleurs l'ambition de François, pensons-
« nous que nos cris et son devoir puissent l'attirer
« jusqu'à nous, qu'il sacrifie des projets utiles à une
« expédition stérile, et que le soin de nous défendre
« l'emporte sur celui de s'agrandir ?

« Enfin chacun de nous voudroit trouver dans le
« sein de l'Empire le chef qu'il s'agit de lui donner.
« Que cherchons-nous donc encore et pourquoi nos
« yeux se tournent-ils vers un prince non-seulement
« étranger à l'Empire, mais encore son ennemi ; tan-
« dis que Charles est membre de l'Empire, que sa mai-
« son est Allemande, que ses états héréditaires sont en
« Allemagne, qu'elle vient de donner à l'Empire tant
« de chefs qui l'ont gouverné avec gloire et avec sa-
« gesse ? Nous devons à l'honneur du corps Germa-
« nique, à nos intérêts, à la mémoire de Maximilien,
« de Frédéric, des deux Alberts (1) et de Rodolphe,
« de leur donner pour successeur celui qui les repré-
« sente tous aujourd'hui. Par quel crime Charles
« a-t-il mérité que nous nous écartions pour lui seul
« de l'usage presque invariable qui conserve la cou-
« ronne dans la maison impériale, tant qu'elle a
« des rejetons dignes de la porter ? Faut-il que nous
« soyons injustes, parce que François est puissant et
« ambitieux ? »

Quand l'archevêque de Mayence eût fini de parler,

(1) Voir le tableau de l'empire Germanique.

l'assemblée témoigna qu'elle désireroit d'entendre l'archevêque de Trèves dont on connoissoit l'inclination pour le roi de France.

1519.

« J'avoue, dit cet électeur, que nous ne sommes
« plus dans ces temps heureux où l'Empire, se suffisant
« à lui-même, trouvoit dans son sein les chefs dont
« il avoit besoin, et cet aveu m'est aussi douloureux
« qu'à personne. Heureusement l'éclat de la couronne
« impériale a de quoi tenter l'ambition des plus puis-
« sans monarques de l'Europe, nous en faisons au-
« jourd'hui une expérience flatteuse. Le plus bril-
« lant, le plus généreux des guerriers s'empresse à
« nous offrir ses armes victorieuses, tandis que l'hé-
« ritier des puissantes maisons d'Espagne et d'Au-
« triche nous offre la ressource de ses nombreuses et
« riches provinces. Je n'ai point déguisé ma prédi-
« cation pour le premier, parce qu'elle est un effet
« de mon zèle pour les vrais intérêts de l'Empire.
« D'ailleurs l'héroïsme, dirigé par la vertu, embelli
« par des qualités aimables, a des droits sur tous
« les cœurs.

« On craint le caractère ambitieux, l'esprit con-
« quérant de François; on craint que l'habitude de
« commander despotiquement à des héros, ne le
« rende indocile aux lois sacrées de l'Empire. Vaines
« alarmes! Jamais l'Empire, entouré de vassaux re-
« belles (1) et de voisins usurpateurs, privé par la
« force de ses droits les plus légitimes, menacé enfin
« d'un déluge de barbares plus redoutables que celui

(1) Pour entendre tout ce que dit ici l'électeur de Trèves, il faudroit avoir vu le tableau de l'empire Germanique, sur-tout dans la partie qui traite de ses constitutions et de ses maximes.

1519.

« sous lequel a péri le premier empire Romain, n'eut
« tant besoin d'un conquérant pour chef. Puisse-t-il
« remettre l'Empire en possession de tous ses do-
« maines ! il aura beaucoup à conquérir sans être usur-
« pateur. Nous saurons toujours empêcher ce chef de
« devenir maître, et fixer à son ambition les bornes
« qu'il faudra qu'elle respecte ; mais cette inquiétude
« est trop injurieuse au généreux prince que je pro-
« pose de choisir ; il n'aspire qu'à l'honneur de nous
« défendre, et non au crime de nous opprimer ; il
« aime la gloire, mais il la veut pure et légitime ; son
« équité, sa modération égalent sa valeur et ses ta-
« lens. J'en atteste toute sa conduite. Ne l'a-t-on pas
« forcé de vaincre à Marignan ? Ne le voyoit-on pas,
« aussi avare du sang de ses sujets et de ses ennemis
« qu'il s'est montré prodigue du sien, épuiser ses fi-
« nances par un traité onéreux pour acheter la paix ?
« Ne l'a-t-on pas vu, modeste après la victoire, offrir
« aux Suisses écrasés les mêmes conditions qu'ils
« avoient acceptées et violées avant la bataille ? N'a-t-
« il pas refusé, dans l'entrevue de Bologne, ce titre fas-
« tueux d'empereur de Constantinople, dont le Pape
« crut flatter son courage ? Sont-ce là les procédés
« d'un conquérant ambitieux, ennemi du repos des
« nations, jaloux d'accumuler les titres, pour pouvoir
« les réaliser ensuite ; ardent à chercher des prétextes
« à sa turbulence ? S'il a cru pouvoir exercer sur le
« Milanès (1) des droits méconnus par l'Empire, c'est
« l'effet d'une erreur commune à toutes les nations
« qui nous entourent, et le roi d'Espagne n'a pas plus

(1) Ceci, et tout ce qui suit, suppose la lecture du tableau de l'empire Germanique.

« l'aveu de l'Empire pour la possession des royaumes
« de Naples et de Sicile. Espérons que François I, as-
« sis sur le trône impérial, mieux instruit de nos
« maximes et des droits éminens de ce trône, n'em-
« ploiera plus ses armes qu'à les soutenir, espérons
« de sa noble et généreuse franchise, qu'il préférera
« toujours son devoir à son intérêt personnel.

« Personne ne connoît encore le caractère de
« Charles. Est-ce une raison pour le préférer ? On voit
« les couronnes s'accumuler insensiblement sur sa tête
« par des dispositions où la politique a présidé. Ces
« dispositions sont-elles dues à ses intrigues ? en ce cas,
« son ambition, pour avoir agi sourdement et dans les
« ténèbres, n'en est que plus dangereuse. Sont-elles
« l'ouvrage de Ferdinand et de Maximilien seuls, sans
« aucune coopération du conseil de Charles ? Qui
« pourra nous dire en ce cas si cette inaction de la
« part du roi d'Espagne est l'effet de sa modération ou
« de son incapacité ? Encore un coup, nous ne con-
« noissons point le roi d'Espagne ; nous connoissons
« le roi de France ; nous admirons sa valeur, l'Europe
« en est éblouie ; nous avons vu sa modération, il l'a
« signalée dans des conjonctures délicates ; il réunit
« donc les qualités dont nous avons besoin ; la valeur
« nécessaire pour nous défendre, la modération né-
« cessaire pour respecter notre liberté.

« On craint la puissance de François I. La puissance
« réglée par la modération et par la justice est-elle à
« craindre ? d'ailleurs il faut à l'Empire un chef puis-
« sant, et c'est ce qui nous oblige à le chercher hors
« du collège électoral, hors du sein de l'Allemagne ; il
« s'agira d'empêcher l'abus de cette puissance, et la vi-

1519.

« gilance du corps Germanique ne s'endormira pas sur
« cet objet important. La puissance du roi d'Espagne ,
« que tantôt on exagère, et que tantôt on dégrade à
« l'excès, est ou insuffisante, si son autorité est par-
« tout aussi bornée, aussi tremblante, aussi bravée
« qu'on nous la représente, ou plus formidable en-
« core que celle de François I, si cette autorité est
« par-tout affirmée. Ses états regagnent par le
« nombre et par l'étendue ce qu'ils perdent par leur
« dispersion. Si le roi d'Espagne, devenu Empereur ,
« veut opprimer l'Allemagne, il pourra la presser à la
« fois, et du côté des Pays-Bas et du côté des états
« d'Autriche ; l'Allemagne servira elle-même de chaîne
« à ces états éloignés pour se rapprocher ; la mer
« Adriatique portera dans le sein de cette même Alle-
« magne les forces des royaumes de Naples et de Sicile,
« et peut-être celles de l'Espagne. Si tous ces états
« étoient réunis, nulle puissance en Europe ne pour-
« roit leur résister ; dispersés, ils forment encore une
« puissance supérieure à celle des François, qui n'ont
« sur elle que l'avantage qu'ils ont sur nous, celui de
« la célérité des mouvemens ; mais cet avantage, qui
« n'en est un qu'au commencement d'une guerre, cède
« à celui de la fécondité des ressources continuelles
« qu'offrent des états si vastes et si nombreux.

« Les François, dit-on encore, se souviendront
« qu'un de leurs rois a autrefois conquis l'Allemagne ;
« ils s'en souviendront comme d'un songe, où, si leur
« imagination aimé à s'égarer dans ces époques loin-
« taines et oubliées, ils se souviendront de leur an-
« cienne fraternité avec les Allemands. La sympathie
« qu'une origine commune a établie entre les carac-

« tères des deux nations, affoiblie par le temps et par
« la rivalité, mais entretenue par le voisinage, serrera
« étroitement les nœuds qui les uniront; les mêmes
« raisons d'union ne se trouvent point entre les Alle-
« mands et les Espagnols; la fierté taciturne de ceux-
« ci contrastera toujours plus que la gaieté Française
« avec la franchise Allemande; qui sait même si les
« jaloux Espagnols se résoudront à laisser sortir leur
« roi de chez eux, et si l'Empire, au mépris de l'émi-
« nence de sa couronne, ne se verra pas négligé,
« oublié, presque toujours privé de son chef? le voisi-
« nage de la France et de l'Allemagne nous met à
« l'abri de cet inconvénient, si le roi de France est
« élu.

« Mais le gouvernement François est trop contraire
« à la constitution Germanique! L'est-il plus que le
« gouvernement Espagnol ou Napolitain? Quel
« étranger pouvons-nous choisir qui ne nous apporte
« des maximes de gouvernement différentes des
« nôtres? La sagesse de nos loix nous est particulière,
« mais nous la ferons respecter à l'étranger que nous
« sommes obligés d'appeler.

« Le roi de France, dit-on, n'est pas seulement
« étranger à l'Allemagne, il en est encore ennemi.

« C'est une raison de plus pour le nommer. L'Em-
« pire ne peut trop diminuer le nombre de ses ennemis.
« N'en a-t-il pas assez des Turcs? N'en a-t-il pas souvent
« trop de ses propres membres? mais, à parler exacte-
« ment, la France n'est jusqu'à présent ennemie que
« de la maison d'Autriche, dont les intérêts se distin-
« guent encore de ceux de l'Empire.

« On demande par où le roi d'Espagne a mérité

1519.

« l'affront que nous lui ferions, en le privant d'une
« couronne que ses pères ont portée? Quoi donc! la
« couronne impériale n'est-elle plus élective? Avons-
« nous jamais prétendu la rendre héréditaire dans
« aucune maison? Que deviendrait la liberté Germa-
« nique? Que deviendrait la dignité électorale? Est-il
« vrai qu'on ait eu l'imprudence de s'assujétir cons-
« tamment à choisir dans la maison de chaque empe-
« reur le successeur qu'on vouloit lui donner (1)?
« Combien de fois la couronne n'a-t-elle point passé
« de la maison de Franconie à celle de Saxe et de
« celle de Saxe à celle de Franconie? La dynastie de
« Suabe, trop continuée sans doute, a cependant été
« interrompue par un duc de Saxe : les maisons de
« Luxembourg et de Bavière se sont interrompues ré-
« ciproquement. Mais, pour ne pas sortir de la maison
« d'Autriche, ne lui avons-nous pas déjà deux fois ôté
« la couronne? N'avons nous pas placé Adolphe de
« Nassau entre Rodolphe I et Albert II, tous deux de la
« maison d'Autriche? Enfin cette maison ne s'est-elle
« pas vue éloignée du trône impérial pendant cent
« vingt-neuf ans, depuis la mort d'Albert I jusqu'à
« l'avènement d'Albert II? si c'est un affront de ne
« point obtenir un trône où l'on n'a point de droit,
« n'est-ce pas un affront beaucoup plus grand de voir
« borner après coup une autorité dont on abusoit, et
« cet affront, le corps Germanique n'a-t-il pas été
« obligé de le faire à ses empereurs, lorsqu'une pos-
« session trop long-temps continuée dans leurs mai-
« sons, les avoit accoutumés à se regarder comme

(1) Voir sur tout cela le tableau de l'empire Germanique.

« maîtres d'une couronne dont ils n'étoient que dé-
 « positaires? Rien en effet ne seroit plus funeste à la
 « liberté, qu'un usage qui, d'élection en élection,
 « perpétuerait la succession au trône dans une maison
 « puissante; il seroit sur-tout aujourd'hui fort impru-
 « dent de déférer la couronne impériale au petit-fils
 « d'un prince qui a tenté plusieurs fois de porter at-
 « teinte à notre constitution, quoiqu'il fût beaucoup
 « moins puissant que ce petit-fils.

« Enfin, si j'envisage l'honneur de l'Empire, il de-
 « mande qu'on préfère un prince, dont la gloire et les
 « vertus sont célèbres dans toute l'Europe, à un prince
 « dont on ne connoît pas même encore le caractère;
 « si je consulte l'intérêt de l'Allemagne, elle sympati-
 « sera plus avec le génie François qu'avec le génie
 « Espagnol, elle sera mieux défendue par un chef
 « d'une valeur éprouvée, qui a déjà de l'expérience
 « dans l'art de la guerre; la cavalerie Française,
 « jointe à l'infanterie Allemande, composera des
 « armées invincibles qui contiendront le Turc, qui
 « rendront à l'Empire ses premiers droits et son an-
 « ciennesse splendeur. »

L'archevêque de Mayence ne se rendoit point; il insistoit sur ce que François I étoit étranger et ne possédoit rien dans l'Empire, tandis que Charles y possédoit les états les plus exposés aux incursions des Turcs; il est certain que cette différence étoit entièrement à l'avantage du roi d'Espagne; mais l'archevêque de Trèves, qui ne vouloit point que sa dignité d'archichancelier du Saint-Empire dans les Gaules fut un titre vain, faisoit une réponse conforme aux maximes

1519.

de la jurisprudence Germanique (1), « Si François I
« est étranger, disoit-il, ce n'est que comme le roi
« d'Espagne l'est lui-même, c'est-à-dire, par la nais-
« sance. Il possède aussi bien que le roi d'Espagne des
« terres considérables dans l'Empire. Toutes les pro-
« vines des royaumes d'Arles et de Bourgogne ne sont-
« elles pas des fiefs impériaux (2)? »

Sleidan,
Commentar.
liv. 1.

On voit par là combien difficilement l'Allemagne abandonne ses prétentions les plus frivoles.

L'électeur de Saxe, dont tous les électeurs consultèrent la sagesse sur ce débat, ne put s'empêcher de trouver un peu de subtilité dans l'interprétation de l'archevêque de Trèves, il conclut à nommer Charles, comme issu d'une maison Allemande, et comme beaucoup moins étranger (3) que François I.

Cependant les intrigues continuoient; des causes éloignées et foibles en apparence, influoient puissamment sur la délibération. Le parfait négociateur seroit celui qui sauroit calculer l'influence des moindres circonstances sur les grands évènements, mais ces combinaisons délicates se refusent aux règles fixes du calcul.

La reine douairière d'Espagne (4) s'étoit plus aisément consolée de la perte de Ferdinand son mari, que

(1) Voir sur ces maximes le tableau de l'Empire.

(2) *Ibidem.*

(3) Ce n'est pas qu'aucune constitution, passée en force de loi dans l'Empire, ait défendu d'élire un étranger, comme le dit le P. Daniel, qui est contredit sur ce point par les auteurs les mieux instruits du droit public Germanique, mais c'est qu'en effet l'honneur de l'Allemagne demandoit qu'on préférât le prince le moins étranger.

(4) Germaine de Foix.

de la difficulté de le remplacer à son gré. Quand elle rencontra l'ambassadeur de France, elle lui demanda des nouvelles de la duchesse d'Angoulême, avec une curiosité avide et un intérêt marqué; *Ne songe-t-elle pas*, disoit-elle, *à se remarier? Les femmes de notre rang sont à plaindre*, ajoutoit-elle; *trop élevées par un premier mariage, elles ne peuvent que descendre en faveur d'un second, et leur gloire en souffre.*

1519.

Elle lui parloit assez souvent du duc de Savoye et du maréchal de Lautrec, ce qui fit croire qu'elle jetoit les yeux sur eux.

Le conseil Autrichien avoit bien d'autres vues; il prétendoit qu'elle donnât tous ses biens, et qu'elle transmitt tous ses droits au nouveau roi d'Espagne. Cette proposition n'étoit point de son goût, elle trouvoit que c'étoit payer trop cher l'honneur d'avoir épousé dans sa tendre jeunesse le vieil aïeul de Charles. L'ambassadeur de France, qu'elle consulta sur cette affaire, ne manqua pas d'être de son avis; mais la France ne fit point assez d'attention au compte que rendoit cet ambassadeur des dispositions de la reine d'Espagne, et on vit dans la suite que cette bagatelle n'auroit pas dû être négligée. Le roi d'Espagne sut tirer avantage du dépit qu'eut cette princesse de se voir ainsi négligée par sa patrie, et du désir général qu'elle avoit de se remarier; il lui fit épouser Casimir, frère de l'électeur de Brandebourg et de l'archevêque de Mayence. La nièce d'un roi de France, la veuve d'un roi d'Espagne devint une marquise Allemande, et la femme d'un cadet de maison électorale. Tandis que l'électeur de Brandebourg flattoit Bonnivet de l'espérance d'attirer l'archevêque de Mayence à la brigade françoise, il fut lui-

1519.

même, en faveur de ce mariage, attiré à la brigue Espagnole par ses deux frères.

Belcar.,
liv. 16, n. 6.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Une imprudence plus forte nuisit encore plus au parti François; la cour de France venoit de désobliger deux hommes dont l'importance lui avoit sans doute échappé : c'étoient Robert de la Marck, seigneur de Sedan (1), et l'évêque de Liège (Erard de la Marck), son frère. On avoit cassé la compagnie de cent hommes d'armes du premier, à cause des excès qu'elle commettoit, et on ne lui en avoit point donné d'autre; la duchesse d'Angoulême lui faisoit mal payer ses pensions, parce qu'il avoit été attaché au parti d'Anne de Bretagne. L'évêque de Liège aspirait au cardinalat, le Roi sollicitoit pour lui avec une vivacité sincère; mais la duchesse d'Angoulême, qui s'intéressoit pour Bohier, archevêque de Bourges, frère du trésorier de l'épargne, parce qu'elle étoit, dit-on, intéressée par le trésorier, trompoit et le Roi son fils et le Pape; elle mandoit au Pape que son fils étoit d'intelligence avec elle, et qu'il ne parloit pour l'évêque de Liège, que par un respect extérieur pour des engagemens dont il ne désiroit point

(1) Il s'étoit signalé à la bataille de Novare par un trait de désespoir bien brillant et bien heureux. Il apprend qu'on a vu ses deux fils aînés renversés dans un fossé, blessés et perdant tout leur sang. On ne pouvoit pénétrer jusqu'à eux qu'à travers l'armée des Suisses vainqueurs; cet obstacle ne l'arrête pas; l'amour d'un père connoît-il des obstacles? Furieux, terrible, il perce à la tête de sa compagnie d'hommes d'armes cette armée victorieuse; il trouve ses fils mourans, il charge l'un sur son cheval, l'autre sur celui d'un de ses hommes d'armes, il passe encore, l'épée à la main, au travers des Suisses, et rejoint les François dans leur retraite. Ses deux fils lui durent la vie une seconde fois, ils guérèrent. L'aîné fut depuis le maréchal de Fleuranges. (Du Bellay, liv. 1, Fleuranges, Guicciard.)

l'exécution : le Pape la crut, et Bohier fut cardinal. Cette intrigue fut découverte ; le chancelier de Liège, le savant Aléandre, qui étoit à Rome, surpris du peu d'égard que le Pape avoit eu pour la recommandation du Roi, voulut s'en expliquer avec le secrétaire (1) du Pape. Ce secrétaire montra au chancelier de Liège la lettre de la duchesse d'Angoulême et lui permit d'en tirer copie ; le chancelier l'envoya à l'évêque, l'évêque au Roi. Le Roi la désavoua et ne fut pas cru. L'évêque de Liège, indigné, oublia qu'il devoit sa fortune à la France, il se jeta entre les bras du roi d'Espagne, y entraîna son frère ; il obtint depuis, par le crédit de l'Espagne, le chapeau de cardinal, et le roi d'Espagne n'eut point, auprès des électeurs, de ministres plus zélés ni plus intelligens que les deux La Marck.

Leur défection entraîna celle d'un autre homme dont la France avoit encore méconnu l'importance. C'étoit un aventurier allemand, qui, par ses intrigues, son éloquence, son activité, sur-tout par l'étendue de ses correspondances secrètes, devoit être regardé comme le ressort le plus puissant de l'Allemagne. Il se nommoit François de Sickinghen ; il étoit fils d'un Suivik, seigneur de Sickinghen, gentilhomme obscur, mort sur l'échafaud, Maximilien, las des troubles qu'il causoit dans l'Empire, lui ayant fait trancher la tête. Le fils, plus intrigant encore, mais avec plus d'éclat et de succès, mit dans ses intérêts la plupart des princes et des comtes de l'Empire, s'assura d'un grand nombre

(1) Ce secrétaire fut dans la suite le cardinal Bembe, si fameux par la littérature et par l'élégance de son style. Il ne fut fait cardinal qu'en 1538, par le pape Paul III ; mais Léon X avoit été le premier auteur de sa fortune.

1519.

Mém. de
Fleuranges.

de places, leva une petite armée, devint un ennemi redoutable à l'Empereur et à tous les états qui n'étoient point dans ses intérêts. Il couroit sans cesse d'un bout de l'Allemagne à l'autre, négociant avec les uns, faisant la guerre aux autres. Tantôt on le voyoit, à la tête de ses troupes, attaquer le duc de Lorraine, les habitans de Metz, le Landgrave de Hesse, brûler leurs terres, couper leurs vignes, leur imposer tribut; tantôt il dispa-roissoit entièrement, une fuite simulée le déroboit au ressentiment de l'Empereur, contre lequel il soulevoit dans le même temps, par des machines invisibles, une foule d'ennemis. Jamais Sickinghen ne paroissoit faire la guerre pour son propre compte; c'étoit toujours un prince, une ville, un allié opprimé dont il prenoit la défense; c'étoit un tort qu'il réparoit, une injustice qu'il réprimoit; il faisoit dans toute l'Allemagne le personnage que la fable attribue aux Hercule, aux Thésée, et nos vieux romans aux Paladins. Aussi étoit-il aimé ou craint et respecté par-tout; il dispo-soit à son gré de presque tous les seigneurs allemands.

Parmi les maisons puissantes dont Sickinghen rechercha l'amitié, celle de La Marck étoit une des plus utiles à ses projets, parce qu'elle pouvoit lui ménager les faveurs de la France. En effet Fleuranges l'avoit présenté au Roi, comme un homme dont il pourroit tirer de grands secours dans ses vues sur l'Empire; le Roi avoit reçu Sickinghen avec distinction, avoit paru charmé de son éloquence, de ses talens, l'avoit attaché à lui par une pension de mille écus, et l'avoit comblé de présens, ainsi que les gentilshommes de sa suite; car il affectoit d'en traîner toujours après

lui un grand nombre, dont le moindre étoit beaucoup plus noble que lui.

1519.

Quand Sickinghen quitta la cour de France, pour aller en Allemagne servir le Roi (qui, sans lui dévoiler ses desseins, l'avoit chargé vaguement de ménager à la France des amis en Allemagne), il dit à Fleuranges ces paroles remarquables, qui n'attirèrent pas toute l'attention qu'elles méritoient : « Je
« pais pénétré des bontés du Roi, et charmé de l'accueil que j'ai reçu dans sa cour. Assurez-le qu'il
« n'aura jamais de serviteur plus fidèle que moi, et
« que j'observerai le serment que je lui ai fait de
« le servir contre tous, excepté contre la maison
« de La Marck à qui je dois ses bontés. Mais il me
« connoît bien mal, s'il me croit plus sensible aux
« bienfaits qu'à la confiance. J'ai pénétré ses desseins
« que vous et lui m'avez cachés ; il en veut à l'Empire. Je lui ai demandé des troupes, il me les a
« refusées, il a cru que je les demandois pour moi,
« je ne les voulois que pour attirer à son parti un
« plus grand nombre de gentilshommes Allemands ;
« avertissez-le qu'il ne sera jamais bien servi que
« par les simples gentilshommes, tels que moi. S'il
« traite avec les grands princes, avec les électeurs,
« ils prendront son argent et le tromperont. »

Sickinghen, retourné en Allemagne, y reprit les fonctions de sa chevalerie héroïque ; quelques marchands de Milan lui parurent avoir fait tort à quelques marchands d'Allemagne, il prit la défense de ceux-ci, et saisit pour vingt-cinq mille francs d'effets appartenant aux marchands de Milan ; ceux-ci s'en plaignirent à François I leur souverain, qui fit écrire

1519:

à Sickinghen de rendre ces effets. Sickinghen répondit fièrement qu'il les rendroit quand les marchands Milanois auroient fait satisfaction aux marchands Allemands qu'il protégeoit; le conseil de France, qui n'avoit jamais bien connu quel homme étoit Sickinghen, s'indigna de sa réponse, et, pour l'en punir, supprima ses pensions. Sickinghen alors se crut libre de tout engagement à l'égard de la France; il permit à Robert de La Marck et à l'évêque de Liège, ses amis, de le comprendre dans le traité qu'ils faisoient alors avec le roi d'Espagne.

Guicciard,
liv. 13.

Enfin une modération estimable fit plus de tort encore à François I, que toutes ces fautes. Vers le temps de la mort de Maximilien, les principales villes de Suabe faisoient la guerre au duc de Wirtemberg Ulric, qui, d'abord soutenu, ensuite abandonné par les Suisses, fut dépouillé de tous ses états. Les troupes victorieuses, craignant d'être licenciées, cherchèrent un chef à qui elles pussent se donner. La circonstance de la diète leur étoit favorable. Fleuranges, (qui n'avoit pas suivi les La Mark, son père et son oncle, dans leur défection), osa donner à François I le conseil hardi de prendre ces troupes à sa solde et de les faire approcher de Francfort pour déterminer les suffrages en sa faveur. François eut assez de modération pour n'y pas consentir; il auroit bien voulu acheter les suffrages, il ne voulut pas les forcer : conduite louable en morale, blâmable en politique. Le roi d'Espagne fut moins scrupuleux; il souscrivit d'abord à la proposition que les La Marck lui firent de soudoyer ces troupes; Sickinghen se mit à leur tête avec ce Ca-

simir, marquis de Brandebourg, qui venoit d'épouser la veuve de Ferdinand.

1519.

Pendant tous ces mouvemens, Bonnivet flattoit toujours François I de l'espérance du succès ; Des Ursins en faisoit autant ; ce nonce, que le Pape avoit envoyé en Allemagne, ou avoit mal saisi l'esprit de ses instructions, ou les transgressoit par zèle pour François I, au service duquel il désiroit de s'attacher ; du moins il est certain que, sans égard aux vues de Léon X, qui ne vouloit pour empereur ni le roi de France ni le roi d'Espagne, Des Ursins agit de tout son pouvoir auprès des électeurs en faveur du roi de France.

Les divisions que tant d'intrigues et d'efforts contraires introduisoient dans la diète, lassèrent à la fin les électeurs. La vertu de l'électeur de Saxe, vue de plus près, les frappa davantage, sur-tout par la comparaison qu'ils en firent avec l'ambition des deux contendans ; ils lui déférèrent unanimement la couronne. L'électeur de Saxe, déjà si digne de la porter, s'en montra plus digne encore en la refusant. Ce refus n'étoit point l'effet d'une paresse philosophique qui préférât le repos aux devoirs laborieux qu'imposent les grandes places ; mais de la conviction assez bien fondée où étoit l'Electeur qu'il ne seroit jamais assez puissant pour acquitter les charges de l'Empire ; les électeurs, frappés de respect, le prièrent de nommer à ce trône que sa prudence magnanime laissoit vacant. Ce prince continua de nommer le roi d'Espagne, comme celui des deux contendans qui appartenoit le plus à l'Allemagne, qui auroit le plus d'intérêt à la défendre des incursions des Turcs et le moins de facilité à l'asservir ; les archevêques de Mayence et de

1519.

Cologne, le roi de Bohême et l'électeur de Brandebourg se joignirent à lui. L'archevêque de Trèves et l'électeur Palatin continuèrent encore de donner leurs voix à François I, mais l'électeur Palatin fut bientôt ramené au parti du roi d'Espagne, par la crainte de l'armée de Suabe prête à ravager le Palatinat, et par les conseils de Frédéric, son frère, qui, malgré la défense expresse de la bulle d'or, s'étoit introduit dans Francfort. L'archevêque de Trèves arrêta encore quelque temps les électeurs, en les conjurant de ne rien précipiter sur un choix si important, de continuer la délibération, de peser encore tous les motifs d'admission et d'exclusion. Enfin, voyant les électeurs fermes dans leur choix, il donna aussi sa voix, au roi d'Espagne, en gémissant et en protestant qu'il ne la donnoit que pour ne point faire de schisme dans l'Empire.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Sleidan,
Commentar.
liv. 1.

Le roi d'Espagne fut donc proclamé Empereur, le 28 juin 1519, sous le nom de Charles V (1), nous l'appellerons désormais de ce nom qu'il a rendu si célèbre.

La vertu de l'électeur de Saxe ne se démentit point. Les ambassadeurs de Charles V, sachant que leur maître lui devoit la couronne, lui offrirent, par une reconnaissance injurieuse, une somme considérable; non seulement il la refusa, mais encore il ne voulut jamais permettre qu'on en distribuât une partie à ses domestiques, noble et courageuse satire de la conduite des autres électeurs, qui n'avoit que trop justifié ce que Sickinghen avoit dit à Fleuranges.

Mém. du
Maréchal de
Fleuranges.

A la nouvelle de la proclamation de Charles V,

(1) Il étoit le premier du nom parmi les rois d'Espagne.

l'amiral de Bonnivet sortit du château qui lui servoit d'azile, et s'enfuit plein de honte à Coblents; il y retrouva d'Orval et Fleuranges, avec lesquels il attendit le retour de l'archevêque de Trèves, qui vint les joindre au bout de deux jours; ils unirent leurs regrets, s'entretenirent de leurs affaires, prirent des mesures pour l'avenir, et se séparèrent aussi contents les uns des autres qu'affligés du mauvais succès de leurs communs efforts. Sickinghen dressa des embûches aux ambassadeurs François, pour leur enlever les restes de l'argent échappé à l'avidité des électeurs, mais ce projet échoua, par le soin qu'eut l'archevêque de Trèves de les faire escorter jusqu'en Lorraine. L'amiral ne parut à la cour que plus de deux mois après; il resta en Lorraine à prendre les eaux de Plombières. (1).

1519.

Les électeurs envoyèrent une ambassade solennelle à Charles V pour lui annoncer son élévation à l'Empire. Le chef de cette ambassade fut ce même Frédéric, qui avoit procuré à Charles le suffrage de l'électeur Palatin son frère. L'empereur, transporté de joie, prépara tout pour aller jouir de sa gloire, et recevoir à Aix-la-Chapelle la couronne impériale.

Sleidan,
Commentar.
liv. 1.

Sa prudence, qui commençoit dès-lors à ne rien négliger, sut transformer en un voyage utile ce voyage nécessaire; il s'embarqua le 22 mai 1520 à la Corogne, et descendit le 26 à Douvres; il savoit que, comme les malheureux se cherchent pour s'entre-consoler et s'animer mutuellement à la vengeance, il devoit y avoir incessamment une entrevue des rois de

1520.

Pâques le 8
Avril.

Mém. de
Fleuranges.

(1) On peut voir ce que dit à ce sujet le maréchal de Fleuranges.

1520.

Sleidan.
Commentar.
liv. 2.

Mém. de
Du Bellay,
l. 1.

France et d'Angleterre; il voulut essayer de la rompre, ou s'assurer du moins qu'il n'y seroit rien arrêté de contraire à ses intérêts; il ne put la rompre, quoique sa tante Catherine d'Arragon (1) qu'il vit à Douvres avec son mari le roi d'Angleterre, y employât son foible crédit; les préparatifs étoient trop avancés, des dépenses trop somptueuses avoient préparé la solemnité de cette entrevue; mais l'Empereur et le roi d'Angleterre convinrent de se revoir ensuite. Le roi et la reine d'Angleterre, ayant passé la mer, rendirent à l'Empereur sa visite dans Gravelines, le 10 juillet, et le lendemain l'Empereur retourna les voir à Calais.

Georg. Sabin. Histor.
de Coronat.
Caroli V.
Sleidan,
Commentar.
liv. 2.

Charles V, ayant visité ses provinces des Pays-Bas que l'illustre Marguerite d'Autriche (2) gouvernoit sous son nom avec beaucoup de sagesse, passa en Allemagne, malgré la peste qui, depuis quelque temps, y faisoit de grands ravages, fit une entrée magnifique à Aix-la-Chapelle le 21 octobre, et fut couronné le 22. (3)

(1) Catherine d'Arragon étoit tante maternelle de Charles-Quint, sœur puînée de Jeanne *la Folle*, mère de cet Empereur.

(2) Marguerite d'Autriche étoit tante paternelle de Charles-Quint, fille de Maximilien I, et de Marie de Bourgogne.

(3) Brantôme, Varillas, et tous ceux qui aiment mieux les singularités historiques que la vérité, disent que Charles-Quint avoit toujours été heureux le jour de S. Mathias (24 février). Que ce jour-là il étoit né, avoit été élu Empereur, avoit reçu la couronne impériale et avoit vaincu François I à la bataille de Pavie. Cette liste est enflée du double.

Antoine de Véra dit encore que ce jour-là Charles gagna la bataille de la Bicoque. Fable de plus. Charles ne fut ni élu ni couronné empereur le jour de S. Mathias; ce jour-là seulement il naquit; est-ce un bonheur? et il vainquit, c'est

Si les harangues de l'archevêque de Trèves n'avoient pu servir à François I, elles eurent du moins la vertu de nuire à Charles-Quint. Les électeurs se souvinrent que ce prélat, en les exhortant à choisir un empereur puissant, les avoit souvent avertis de mettre un frein à sa puissance, et leur avoit prouvé que celle de Charles-Quint pouvoit être trop formidable; l'électeur de Saxe, en le nommant, avoit conseillé aussi de prendre contre lui des mesures en faveur de la liberté. Ils crurent donc devoir employer à son égard une précaution inconnue jusqu'alors; ils introduisirent l'usage des capitulations, devenu depuis invariable, afin que l'Empereur eût toujours sous les yeux les devoirs auxquels il s'engageoit et qui devenoient une condition inséparable de son élection. Le prétexte dont ils colorèrent cette espèce d'affront fut que ce prince apportoit de l'Espagne des maximes de domination contraires au gouvernement Germanique. Mais ils avoient beau vouloir empoisonner le triomphe de Charles-Quint, ils ne pouvoient en ternir l'éclat; l'Europe voyoit avec admiration cet enfant, jusqu'alors relégué, pour ainsi dire, dans les marais de la Flandre, contraint et gêné en Espagne, presque ignoré en Italie, humblement soumis à toutes les loix du plus grand ennemi de sa maison, sortir à la fois de l'enfance, de l'obscurité, de l'esclavage, par la démarche la plus imposante et la plus heureuse; déconcerter, pour son coup d'es-

quelquefois la source d'assez grands malheurs. Quant au couronnement de Charles-Quint à Rome, en 1530, il a été bien aisé de le faire tomber au jour de Saint-Mathias. D'ailleurs quelle philosophie peut autoriser cette idée de jours heureux ou malheureux?

1520.

sai, toutes les mesures de la cour la plus accréditée dans l'Europe, éclipser le héros qui éblouissoit tous les yeux, et lui enlever le plus noble objet de l'ambition politique; il est certain que cette affaire donna la plus grande considération à l'Empereur, et porta quelque atteinte à celle dont François I avoit joui; en examinant la conduite de celui-ci, on vit des ambassadeurs choisis avec peu de discernement, des sujets utiles imprudemment poussés à la défection, un homme extraordinaire méconnu et mal pénétré; des circonstances décisives absolument négligées, une présomption téméraire qui n'avoit su rien craindre ni rien prévoir; on s'accoutuma insensiblement à regarder François I comme un prince plus guerrier qu'habile, héros dans un camp, foible dans le cabinet, dont la politique, abandonnée à des courtisans plutôt que dirigée par des ministres, n'avoit eu jusque là quelques succès, qu'à la faveur de ses armes et de l'éblouissement passager que sa gloire avoit excité. La conduite de son jeune rival parut au contraire adroite, combinée, profonde; il avoit mis à profit toutes les fautes de François, il avoit dérobé à tous les yeux les échafauds qui avoient servi à élever l'édifice de sa grandeur, et la moitié de l'Europe étoit encore tentée de le croire foible, lorsqu'il étoit déjà le plus grand des potentats. L'opinion publique le mit dès-lors au moins au niveau de François I. La suite de cette histoire fera juger s'il doit être mis au-dessus.

CHAPITRE II.

Camp du drapeau d'or. Guerre de Navarre. Guerre du duché de Bouillon. Préliminaire de la grande guerre de 1521.

François sentit son humiliation plus vivement qu'il ne l'avoit cru ; le chagrin qu'il en eut doit être regardé comme le véritable principe des guerres dont on va voir presque tout ce règne agité. Il fut pourtant assez maître de son dépit pour ne pas démentir tout d'un coup la modération qu'il avoit affectée, et, quoique les prétextes de rupture ne lui manquassent pas, il ne parut point d'abord chercher à les saisir : peut-être n'attendit-il que le temps nécessaire pour faire ses préparatifs et pour trouver des conjonctures favorables.

Pendant les négociations pour l'Empire, Boissey et Chièvres étoient assésés à Montpellier pour trouver les moyens d'établir une paix solide entre les deux rivaux. Ces ministres étoient amis et désiroient sincèrement que leurs maîtres le fussent ; ils travaillèrent sans relâche et de bonne foi pendant deux mois à la discussion de tous les points litigieux ; ils arrêtèrent le mariage de Charles avec la princesse Charlotte (1), seconde fille de François I, l'aînée Louise étant morte en 1517. Ils alloient terminer leur heureux ouvrage, lorsque la pierre et la fièvre précipitèrent Boissey au

1520.

Belcar., liv.
16, n. 14.Sleidan,
Commentar.
liv. 19.
Paul. Jov.,
Histor. sui
temp. lib. 19.Le 21 sep-
tembre.

(1) Née le 23 octobre 1516.

1520.
Belcar.,
liv. 16, n. 9.

tombeau. Chièvres retourna en Espagne, la négociation fut abandonnée. La perte de Gouffier-Boisy parut irréparable; on fait l'honneur à sa mémoire de croire que s'il eût vécu, il auroit épargné le sang qui coula depuis. On regretta sur-tout cette sagesse douce et ferme qui balançoit dans le conseil la trop grande autorité de la duchesse d'Angoulême, sans la choquer ouvertement. Bonnivet, son frère, qui le remplaça dans la faveur du Roi, ne succéda ni à ses vertus, ni à sa prudence, ni à son amour pour le bien public; il fut l'esclave de la duchesse d'Angoulême et le flatteur de son maître.

Le bâtard de Savoye fut fait grand-maître de la maison du Roi à la place de Boisy.

De Piennes, gouverneur de Picardie, mourut aussi vers le même temps; son gouvernement fut donné au duc de Vendôme, et celui de l'Île de France qu'avoit le duc de Vendôme, au comte de Saint-Pol, son frère.

François, ayant perdu dans Boisy de seul ministre qui osât ou qui voulût mettre un frein à son humeur guerrière, devint encore plus ardent à venger sa querelle. Ce levain de haine et de jalousie, qui fermentoit en secret, préparoit à l'Europe un embrasement universel.

François I ne doutoit point que Henri VIII ne partageât son ressentiment; leur cause étoit commune, tous deux avoient été supplantés par un enfant; la confusion de Henri VIII devoit être plus grande encore, puisqu'il n'avoit pas même eu l'honneur de partager le collège électoral. Le désir qu'avoit François de tirer parti de ces dispositions, accéléra l'entrevue des

deux rois, qui se fit entre Ardres et Guines, la première de ces places appartenant au roi de France, la seconde au roi d'Angleterre. Cette entrevue est célèbre sous le nom *du camp du drap d'or*, qui retrace la magnificence qu'on y déploya. Les deux reines furent du voyage, elles menaient à leur suite tout ce que leur cour avoit de plus aimable. La dépense n'eut point de bornes, sur-tout de la part des François; il s'agissoit de soutenir la splendeur de la nation; *Elle fut telle*, dit Martin du Bellay, *que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules*. Les seigneurs Anglois se prêtèrent de moins bonne grace à toute cette inutile pompe (1).

Une chose peut-être assez remarquable, c'est que, dans cette occasion, les François se signalèrent par la magnificence, et les Anglois par le goût. Mais les femmes conservèrent à la France l'empire des modes; les Angloises s'avouèrent vaincues dans l'art de la parure, et prirent l'habillement François; en quoi, dit Polidore Virgile, elles perdirent du côté de la modestie plus qu'elles ne gagnèrent du côté de la grâce.

L'entrevue dura depuis le 7 jusqu'au 24 juin; une partie se passa en conférences stériles, une autre partie en fêtes galantes dont Fleuranges fait une description agréable.

Le peuple, dans ces sortes de cérémonies, observe tout avec un faux esprit de finesse; il cherche, dans les moindres circonstances, des allégories forcées qu'il

1520.

Mém. de Du
Bellay, liv. 1.Belcar.,
l. 16, n. 15,
16.Mém. du
Maréchal de
Fleuranges.

(1) Edouard, duc de Buckingham, laissa éclater son mécontentement; il lui échappa contre le cardinal Volsey, au faste duquel il attribuoit toute cette dépense, quelques paroles aigres qui lui coûtèrent la vie.

1520.

érige en présages de l'avenir ; c'est-là sa politique. On ne manqua pas de remarquer que, quand les deux rois s'abordèrent et coururent s'embrasser sans descendre de cheval, celui du roi d'Angleterre broncha sous lui ; on remarqua aussi qu'une tempête renversa pendant la nuit une magnifique tente, dans laquelle François devoit traiter le lendemain le roi d'Angleterre ; on put remarquer encore, et peut-être cela méritoit-il mieux d'être remarqué, que le roi d'Angleterre, ayant provoqué François I à la lutte, fut renversé sans jamais pouvoir prendre sa revanche.

Toutes les entrevues, soit pour les conférences, soit pour les fêtes, furent d'abord assujéties à ces précautions qui naissent de la défiance et qui produisent la gêne ; des barrières étoient posées, le nombre de la suite des deux princes réglé, les distances mesurées, les pas comptés. Si le roi d'Angleterre alloit voir la reine de France à Ardres, il falloit qu'à l'instant le roi de France allât voir la reine d'Angleterre à Guines, afin que les rois se servissent mutuellement d'ôtages ; il sembloit qu'on eût toujours devant les yeux le pont de Montereau. La franchise de François I s'impatientoit de ce cérémonial ombrageux ; il vouloit que les deux rois, que les seigneurs des deux nations s'entrevissent librement, à leur gré, en tout lieu, à toute heure, comme des amis, comme des frères, comme des gentilshommes, qui comptent sur la foi publique et particulière, sans exiger toutes ces précautions réciproquement injurieuses ; il se lève un jour de grand matin, contre sa coutume, prend avec lui deux gentilshommes et un page, parce qu'il les trouve sous sa main, monte à cheval et court à Guines ;

il rencontre sur le pont le gouverneur de Guines avec deux cens archers ; *Mes amis* , leur crie-t'il d'un ton libre et gai , *je vous fais mes prisonniers , et qu'on me mène tout à l'heure à l'appartement du roi mon frère*. Tandis que les Anglois s'étonnent , en croient à peine leurs yeux , disent en bégayant que Henri n'est point encore éveillé , François arrive à sa porte , frappe , éveille Henri , qui , surpris et charmé , lui dit : *Mon frère , vous me faites le plus agréable tour qu'on fit jamais , vous m'apprenez comment il faut vivre avec vous ; c'en est fait , je me rends votre prisonnier* (1) *et vous donne ma foi*. Il lui présenta en même temps un collier qui valoit quinze mille angelots (2) , et lui dit : *Portez le aujourd'hui , je vous prie , pour l'amour de votre prisonnier*. Le Roi le prit et lui donna un bracelet qui valoit plus de trente mille angelots. Le roi d'Angleterre voulut se lever ; *Mon frère* , lui dit François , *vous n'aurez point aujourd'hui d'autre valet-de-chambre que moi*. Il lui donna la chemise , il remonta ensuite à cheval , et rencontra sur sa route plusieurs des siens qui accouroient au-devant de lui pleins d'inquiétude. Fleuranges lui dit , de ce ton que le zèle justifie : *Mon maître , vous êtes un fol d'avoir fait ce que vous avez fait , et suis bien aise de vous revoir ici , et donne au diable celui qui vous l'a conseillé*. *Je n'ai pris conseil de personne* , dit le Roi ,

(1) Il parolt que cette plaisanterie de *prisonniers* étoit fort d'usage dans ces temps de chevalerie.

(2) Les angelots étoient une monnoie d'or , frappée sous Henri VI , roi d'Angleterre , lorsqu'il étoit maître de Paris. Le nom d'angelot venoit d'un ange représenté sur cette monnoie , tenant les écussons de France et d'angleterre. L'angelot valoit quinze sols.

1520.

parce que je savois bien que personne ne me donneroit celui que je voulois prendre. Il leur conte ensuite avec la plus grande gaieté toutes les circonstances de sa visite, dont il s'applaudissoit beaucoup. Le lendemain, le roi d'Angleterre la lui rendit de la même manière, mais le mérite de cette franchise appartenoit à celui qui en avoit donné l'exemple.

Le 6 juin
1520.

Le traité que firent les deux rois n'ajouta rien d'important à celui de la restitution de Tournay; on y jura de nouveau le mariage du Dauphin avec la princesse Marie, fille du roi d'Angleterre. Quand on arrêta les articles de ce traité, Henri qui les lisoit, ayant d'abord lu ceux de François, commença à lire les siens : *Et je, Henri, roi d'Angleterre*, il s'arrêta et dit : *J'ai pensé ajouter, ET DE FRANCE, mais puisque vous êtes ici, je ne le dirai pas, car je mentirois.* Qu'est-ce en effet qu'un titre qu'on ne réalisera jamais?

Belcar.,
l. 16, n. 14.

A l'égard des divisions prêtes à éclater entre l'Empereur et le roi de France, Henri déclara qu'il vouloit être neutre, c'est-à-dire qu'il vouloit attendre les événemens pour prendre parti. Il se piqua toujours de tenir la balance entre ces deux puissances et de la faire pencher à son gré : des médailles le représentèrent, conformément à cette idée, tenant une balance dans la main droite et un poids dans la main gauche.

Mém. de
Fleuranges.

Charles-Quint revit le roi d'Angleterre après cette entrevue, comme ils en étoient convenus, et il sut tirer parti de la neutralité que ce prince avoit promise; il le pria d'être arbitre entre lui et son rival, et de se déclarer contre celui des deux qui refuseroit de se soumettre à son arbitrage. Cette proposition flattoit trop l'orgueil de Henri pour n'être pas acceptée avec

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

joie. Charles avoit d'excellentes raisons pour la faire; il étoit en possession de tout, il avoit obtenu tout ce qu'il désiroit, son rival alloit nécessairement devenir l'agresseur et fournir à Charles un moyen facile de le représenser dans toutes les cours, et sur-tout dans celle d'Angleterre, comme le perturbateur du repos de l'Europe. Charles-Quint eut grand soin de se concilier l'amitié de l'avare et orgueilleux Volsey, mais ce fut par des honneurs plus que par de l'argent. Les politiques observèrent que Charles, simple avec adresse, avoit vu deux fois Henri VIII utilement, sans faire la moindre dépense, tandis que François, fastueux en pure perte, avoit plus dépensé pour une entrevue inutile à ses projets, qu'il n'en avoit coûté à Charles-Quint pour obtenir le trône impérial.

1520.

Au commencement de 1521, un badinage innocent mais dangereux, pensa priver la France d'un grand roi, et Charles-Quint d'un rival peut-être nécessaire à sa gloire. Les jeux du Roi retraçoient toujours quelque ombre de guerre. La cour étant à Romorentin, en Berry, et le comte de Saint-Pol donnant, le jour des Rois, un grand souper, où l'on avoit tiré un roi de la fève, François propose à toute la folle et belliqueuse jeunesse de sa cour de défier ce roi du sort, et d'aller l'assiéger dans l'hôtel du comte de Saint-Pol. Le défi fut envoyé et accepté, le comte de Saint-Pol forme à la hâte un magasin immense d'armes propres à la défense de sa place; c'étoient des pelottes de neige, des œufs et des pommes cuites. Ces munitions, après un combat opiniâtre, étant venues à manquer, au moment où les assiégeans forçoient les portes de l'hôtel, un des assiégés jeta imprudemment par la fenêtre un tison qui

1520.

tomba sur la tête du Roi. Sa blessure fut telle, qu'on désespéra de sa vie pendant plusieurs jours. Les uns publièrent qu'il étoit mort, les autres qu'il avoit perdu la vue. Le bruit de sa mort se répandit en Flandre et en Espagne, l'Empereur en sentit malgré lui une secrète joie. Le Roi s'empressa de se montrer aux ministres étrangers qui étoient dans sa cour, et de faire écrire à ses ambassadeurs dans les cours étrangères, pour dissiper tous ces bruits qui pouvoient nuire aux arrangemens politiques. Au reste, il ne voulut jamais qu'on recherchât par qui le tison avoit été jeté. *C'est moi seul qui ui tout le tort, dit-il; j'ai fait la folie, il est juste que j'en sois puni.* Tel est le récit de Martin du Bellay, et nous ne concevons pas sur quel fondement Pasquier peut dire que ce tison avoit été jeté par le capitaine Lorges Montgommery : auroit-il confondu l'accident de de François I avec celui de Henri II?

Tout le monde sentoit bien que la paix ne pouvoit durer long-temps entre les deux rivaux; leur haine étoit nourrie par trop de prétentions et d'intérêts contraires; le traité de Noyon n'avoit point été exécuté, la Navarre n'avoit point été restituée à la maison d'Albret; l'Empereur restoit en possession de tout le royaume de Naples, le duc de Gueldres imploroit à grands cris le secours de la France contre les violences de Charles-Quint. Celui-ci, de son côté, réclamait le duché de Bourgogne, comme usurpé par Louis XI sur Marie de Bourgogne son aïeule; sa nouvelle qualité d'Empereur lui donnoit aussi des prétentions sur le Milanès, pour lequel François n'avoit pas daigné prendre d'investiture; il croyoit encore avoir à se plaindre de la protection

que François I accordoit à ses ennemis, et des troubles qu'il suscitoit ou qu'il fomentoit dans ses états.

1520.

Ces troubles éclatèrent d'abord en Espagne pendant l'absence de Charles-Quint ; mais il ne paroît pas qu'on doive en imputer l'origine à François I. L'Empereur, en partant pour Aix-la-Chapelle, avoit confié l'administration de l'Espagne au cardinal Adrien Florent, flamand de naissance, qui avoit été son précepteur ; il l'avoit quelques années auparavant envoyé en Espagne, en qualité d'ambassadeur, auprès de Ferdinand, son aïeul, afin qu'il ménagât ses intérêts, et qu'à la mort de Ferdinand il prit possession en son nom des royaumes d'Espagne. Adrien l'avoit bien servi, et fut bien récompensé ; Charles le fit depuis évêque de Tortose et cardinal. Les Espagnols avoient vu avec beaucoup de jalousie les Flamands placés par leur jeune prince à la tête des affaires, et comblés de toutes les faveurs qu'ils avoient espérées pour eux-mêmes ; ils n'avoient cessé de murmurer contre l'autorité de Chièvres, contre l'élévation d'Adrien, fils d'un homme qui gagnoit sa vie à faire des barques à Utrecht, contre la grandeur de tous les étrangers admis chez eux aux premières places ; ils ne s'en tenoient pas toujours au simple murmure. La veille du jour que Charles et la reine sa mère furent proclamés rois d'Arragon à Sarragosse, le vice-chancelier, qui devoit faire la proclamation et qui étoit dans les intérêts de Charles, sortant le soir de l'hôtel-de-ville, monté sur une mule et suivi d'un seul domestique, un assassin, masqué et à cheval, s'élança sur lui l'épée à la main ; le vice-chancelier vit venir le coup et se renversa sur sa mule pour l'éviter ; il reçut cependant une grande blessure au visage : l'assassin redoubla et porta

18.

1521.

Guicciard,
liv. 13.
Ant. de
Véra, Viede
Charles V.

un coup violent qui, ayant atteint le pommeau de la selle du (1) vice-chancelier, repoussa la main de l'assassin lui-même et le renversa de cheval. Le peuple, qui accourut aux cris du vice-chancelier et de son domestique, eût pu arrêter mille fois l'assassin; mais, quand on eut vu de quoi il s'agissoit, on le laissa se relever, remonter à cheval, et s'enfuir en perçant la foule. Cette conduite annonçoit assez la disposition des esprits. Cependant la présence de leur roi les contint quelque temps dans le devoir; mais, lorsqu'ils virent le Roi absent et la régence donnée à cet Adrien, à cet étranger qu'ils méprisoient et qu'ils détestoient, ils suivirent le penchant qui les entraînoit à la révolte. Elle ne fut cependant que l'ouvrage du peuple; le parti du jeune Ferdinand n'y entra pour rien, la noblesse y prit peu de part, elle resta tranquille dans ses terres, sans éteindre le feu ni l'allumer. La sédition commença par Valladolid, et s'étendit bientôt du royaume de Léon au royaume de Grenade, et de la Galice au royaume de Valence : Burgos, Ségovie, Madrid, Tolède, Salamanque, presque toutes les grandes villes d'Espagne se liguerent et donnèrent à leur confédération le nom de la *Santa Junta*, tant les hommes sanctifient aisément leurs passions et leurs fureurs! Les rebelles mirent à leur tête Antonio d'Acugno, évêque de Zamora, homme à la fois turbulent et voluptueux; dom Pedro Giron et Padilla, hommes foibles et légers, dignes choix d'une populace effrénée. Deux femmes jouèrent le plus grand rôle dans les deux partis contraires. L'une

(1) Lettre d'un ambassadeur de France en Espagne, du 30 juillet 1516. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n. 8491. fol. 190.

fut la duchesse de Medina-Sidonia, femme du gouverneur de l'Andalousie; elle sut, par une administration sage, entretenir cette province dans la fidélité qu'elle devoit à son maître, et dans la paix qu'elle se devoit à elle-même; cette duchesse ne contribua pas peu à dissiper la *Santa-Junta*, par des démarches hardies et adroites: l'autre fut Marie de Pachéco, femme de Jean Padilla; des emportemens pleins de grandeur et une activité courageuse la rendoient propre à mettre un parti en mouvement; elle étoit l'ame de la *Santa-Junta*. Ce fut elle qui, sentant la nécessité d'appuyer son parti du secours des puissances ennemies de Charles-Quint, écrivit à François I, pour l'inviter à envoyer Henri d'Albret dans la Navarre. En effet l'occasion ne pouvoit être plus favorable; la terreur que les armes des rebelles avoient inspirée au cardinal administrateur, avoit fait dégarnir entièrement cette frontière, et rappeler toutes les forces de l'Espagne vers le centre du royaume. Les rebelles avoient fait une démarche habile; ils s'étoient emparés du château de Tordesillas, et le nom de Jeanne la Folle, mère de Charles-Quint, se trouvoit à la tête de toutes leurs délibérations; les droits de cette malheureuse princesse, à qui la couronne appartenoit si elle eût été en état de la porter, servoient de prétexte à toutes les violences du parti, comme ils avoient servi de prétexte aux Espagnols pour refuser de reconnoître Charles sous un autre titre que celui d'associé de sa mère à la couronne. Les mutins, qui bôrnoient d'abord leurs projets à faire exclure les ministres Flamands, poussèrent par degrés l'insolence jusqu'à vouloir donner à l'Espagne un nouveau roi, auquel ils auroient fait épouser Jeanne la Folle; ils

1521.

Petr. de
Angler.
Epist. 695,
721, 728.

1521.

jetèrent les yeux sur Ferdinand, fils de ce Frédéric que Louis XII et Ferdinand le Catholique avoient précipité du trône de Naples, et qui depuis étoit mort en France (1). Ferdinand, soit prudence, soit fidélité pour Charles-Quint, soit dégoût d'épouser une folle, refusa le dangereux honneur qu'on lui offroit, et s'obstina même à ne point sortir du château où Charles-Quint le tenoit enfermé. Charles-Quint l'en récompensa dans la suite, en lui faisant épouser Germaine de Foix, après la mort du marquis de Brandebourg son second mari. Il est vrai qu'elle avoit toujours paru stérile, et qu'elle commençoit à l'être nécessairement.

Cependant les rebelles pouvoient jeter les yeux sur un autre que Ferdinand; chaque jour augmentoit leurs succès; les ministres Flamands, leurs parens, leurs créatures demandoient en tremblant qu'on leur laissât leurs charges et leurs richesses, ils consentoient qu'on n'en donnât plus désormais aux étrangers; plus ils s'abaissoient, plus les matins devenoient insolens; le parti de l'Empereur étoit en déroute; les vice-rois de Castille et d'Arragon couroient en vain de province en province, avec des troupes déconcertées, sans artillerie, sans munitions; les rebelles s'étoient saisis de tout : jamais l'Espagne n'avoit éprouvé une pareille désolation, tout sembloit lui annoncer une ruine prochaine. Le moment étoit venu de reprendre la Navarre; le roi de France pouvoit aider Henri d'Albret à la reconquérir, sans violer les traités, car il s'étoit toujours expressément réservé ce droit. On se rappelle que Catherine de Foix avoit porté le royaume de Navarre en dot à Jean d'Albret, père de Henri, et que

(1) A Tours le 9 novembre 1504.

Ferdinand le Catholique le leur avoit enlevé. Ils avoient essayé d'y rentrer en 1513 avec le secours de la France, cette tentative avoit été malheureuse; en 1516, la mort de Ferdinand leur avoit semblé une occasion favorable de faire valoir leurs droits; Jean étoit rentré de nouveau dans la Navarre, et avoit formé le siège de Saint-Jean-Pied-de-Port, tandis que le fils du maréchal de Navarre, qui lui étoit dévoué, s'avançoit vers Pampelune par ce passage de Roncevaux, que l'insulte faite à Charlemagne et la mort de Roland, son neveu, avoient rendu si célèbre; l'armée de Navarre y fut défaite par Fernand de Vilalva qui commandoit les Espagnols. A cette nouvelle, le roi de Navarre avoit levé le siège de Saint-Jean-Pied-de-Port, et s'étoit enfui à Monheins en Béarn, où il étoit mort de honte et de douleur au bout de deux mois. Prince doux et bon, mais foible, sans talens et sans courage. Tout le monde sait ce mot que lui dit Catherine de Foix sa femme : *Dom Jean, si nous fussions nés, vous Catherine et moi Dom Jean, nous n'aurions jamais perdu la Navarre.* Mais puisque Dom Jean n'avoit pas le courage d'être roi de Navarre, pourquoi Catherine ne se chargeoit-elle pas de l'être, comme autrefois en Angleterre Marguerite d'Anjou s'étoit chargée d'être un grand roi et un grand capitaine, pour le foible Henri VI, son mari?

Dans les deux tentatives faites par Jean d'Albret sur la Navarre, on avoit vu que ses sujets lui étoient encore attachés, on voulut effrayer leur amour par un châtiment terrible. Le cardinal Ximénès, qui gouvernoit alors l'Espagne, prélat vertueux, ministre sublime, mais fier et sans pitié, donna ordre à Vilalva

1521.

de raser les châteaux, de démanteler les places, de ruiner les bourgades; Vilalva, qui avoit sollicité cet ordre barbare, prit plaisir à l'exécuter avec barbarie; plus de deux mille bourgs et villages furent dévorés par les flammes; on n'épargna que Pampelune, le pont de la Reine, Estelle et quelques places sur l'Ebre; tout le reste du pays, depuis Pampelune jusqu'à Sarra-
gosse, avoit été changé en une triste solitude, spectacle effrayant de désolation et de ruine, lande aride qui suffisoit à peine à la nourriture de quelques troupeaux.

*Pâques
le 31 mars.*

On a dit que Vilalva, par une juste punition de cette cruauté, étoit mort enragé, peu de jours après. Catherine de Foix avoit suivi de près le roi son mari au tombeau, laissant pour héritier des états qui lui res-
toient dans le Béarn et de ses droits sur la Navarre, Henri d'Albret, son fils, aïeul maternel de Henri IV.

C'étoit ce jeune prince qu'il s'agissoit de replacer sur le trône de Navarre, où les vœux de ses sujets l'appeloient. Les habitans de la ville d'Estelle lui écrivoient (1) : *Sire, paraissez seulement; aussitôt vous verrez jusqu'aux pierres, aux montagnes et aux arbres s'armer pour votre service.*

*Belcar.,
l. 16, n. 23.*

Ce fut Lesparre, frère de Lautrec, de Lescun et de la comtesse de Château-Briant, qui eut l'honorable commission de rétablir le roi de Navarre dans ses états. Ce choix paroissoit d'autant plus naturel, que la branche de Foix-Lautrec pouvoit hériter, sinon du royaume de Navarre, du moins des autres biens de la maison de Foix; si Henri d'Albret venoit à mourir, et qu'ainsi Lesparre sembloit faire la guerre aux Espa-

(1) Lettre du 25 juin 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n^o. 8496, fol. 140.

gnols, moins comme général François que comme parent du roi de Navarre, et l'un de ses héritiers présomptifs. Lesparre eut d'abord des succès : il est vrai que les obstacles n'étoient pas grands ; il s'empara de Saint-Jean-Pied-de-Port ; il courut à Pampelune, dont les bourgeois lui ouvrirent les portes avec empressement. Le duc de Najare, viceroy du royaume, alla en Espagne demander des troupes à une cour éperdue qui en avoit besoin elle-même ; cependant la citadelle de Pampelune, qu'il avoit laissée toute prête à se rendre comme la ville, arrêta quelque temps les François ; un jeune capitaine Espagnol, s'y étant enfermé avec le commandant et une poignée de soldats, la défendit courageusement ; c'étoit Dom Inigo ou Ignace de Loyola, qui fut depuis ce célèbre fondateur d'une célèbre société. Issu d'une des plus grandes maisons de la province de Guipuscoa, il signala dans ce siège une valeur égale à ses vertus et dignes de sa naissance. Le commandant Ferrera demandoit à capituler, Ignace l'en empêcha et l'obligea de résister ; il inspira son courage à la faible garnison de la citadelle ; il soutint pendant plusieurs jours les efforts de toute l'armée Française. Forcé enfin de prêter les mains à une capitulation, il voulut être du nombre des députés, pour s'assurer qu'on ne souscriroit à aucune condition honteuse ; celles que les François proposoient lui semblèrent si dures, qu'il rompit les conférences et retourna dans la citadelle, résolu de s'ensevelir sous ses ruines. L'artillerie des François avoit fait une grande brèche aux murailles, et déjà on se disposoit à l'assaut ; lorsqu'Ignace, qui s'offroit à tous les dangers et qui soutenoit seul les soldats par son exemple,

1521.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

1521.

eut une jambe brisée d'un boulet de canon, et l'autre blessée d'un coup de pierre; la garnison, le voyant hors de combat, perdit courage, Ferrera se hâta de capituler. Les François admirèrent et plainquirent Ignace, ils s'empressèrent à lui rendre des soins, à le combler d'honneurs, ils le firent transporter dans une litière au château de Loyola. Tout le reste du royaume eut bientôt le sort de la capitale. Quinze jours suffirent pour cette conquête.

Mais c'étoit peu de conquérir, il falloit conserver; il falloit mettre les places en état de défense, les fournir de bonnes garnisons; c'est à quoi Lesparre ne songea point. Peu content d'avoir vaincu sans péril et triomphé sans gloire, il voulut cueillir des lauriers qui se fissent plus acheter; il crut pouvoir soumettre l'Espagne entière à la faveur des troubles qui la déchiroient, il passa l'Ebre, il pénétra en Castille et forma le siège de Logrogno, démarche téméraire qui sembloit passer ses pouvoirs et qui rendoit son maître agresseur. A cette imprudence, que les conjonctures excusoient peut-être, il en joignit une autre que rien ne pouvoit excuser, ce fut de souffrir que Sainte-Colombe, son lieutenant, licenciât, par une basse avarice, la moitié des troupes, pour gagner leur montre; cette diminution de l'armée Française et la bonne conduite du gouverneur de Logrogno rendirent le siège long et difficile.

Cependant la noblesse Espagnole, qui étoit restée tranquille tant que l'Espagne n'avoit été désolée que par des ennemis domestiques, sentit qu'il étoit de sa gloire de s'armer contre un ennemi étranger; elle courut à la source du mal et commença par attaquer les

rebelles ; elle les défit en cent lieux, et coupa presque toutes les branches du parti. Il falloit encore en attracher le tronc ; les rebelles ayant rassemblé leurs forces à Villahar, furent écrasés par la noblesse, quoiqu'elle n'eût point d'infanterie. Alors tout se réunit pour la défense commune ; les restes du parti s'empressèrent d'expier leur crime en tournant leur valeur contre les François ; l'évêque de Zamora avoit péri dans la bataille, Padilla sur un échafaud, Marie de Pachéco s'étoit enfuie en Portugal, Pedro Giron avoit été gagné par la duchesse de Medina Sidonia, Tordesillas étoit entre les mains d'un lieutenant de l'Empereur, toutes les vieilles troupes et d'Espagne et de Navarre coururent à la défense de Logroño, le siège fut levé ; les François, trop inférieurs, se retirèrent précipitamment vers Pampelune, toujours poursuivis par les Espagnols. Lesparre ne put soutenir plus long-temps la honte de se voir arracher sa conquête ; il résolut de courir les risques d'une bataille, sans même attendre six mille Navarrois qui devoient bientôt le joindre ; elle se livra dans la pleine de Siqueros à une lieue de Pampelune. L'artillerie et la gendarmerie de Lesparre renversèrent d'abord quelques escadrons Espagnols ; l'amirante de Castille les rallia, le connétable (1) les soutint, le duc de Najarre (2) courut à l'artillerie et s'en rendit maître ; l'infanterie Française, trop indocile et trop indisciplinée, fut aisément mise en déroute par l'infanterie Espagnole, alors une des meilleures de l'Europe ; la gendarmerie Française, enveloppée de

Ant. de
Véra, Vie de
Charles V.

(1) Aussi de Castille.

(2) Viceroy de Navarre. Ces trois chefs commandoient ensemble l'armée d'Espagne.

1521.

toutes parts, fut enfin obligée de plier; Lesparre, soldat impétueux mais général sans conduite, ne donnoit plus d'ordres, ne veilloit plus au salut de l'armée; il n'écoutoit que son désespoir, il se précipitoit dans le péril et dans la mort; il eut le malheur de ne pouvoir mourir: il perdit plus que la vie, en perdant deux biens sans lesquels elle est à charge, la vue et la liberté; il fut aveuglé pour toujours par les coups sans nombre dont son casque fut fracassé; et il tomba au pouvoir des ennemis (1). Ce fut le prélude de tous

(1) Le P. Daniel dit: *Qu'on trouva dans les papiers de Lesparre, après sa prise, des lettres par lesquelles les Espagnols connurent que la protection que le Roi donnoit à Henri d'Albret n'étoit qu'un prétexte pour commencer la guerre contre l'Empereur; qu'il approuvoit le dessein de ce général d'entrer en Castille, l'exhortoit à y pénétrer le plus avant qu'il pourroit, et l'assuroit d'un grand renfort de troupes qu'il lui préparoit.* On a répondu au P. Daniel que la sept cent vingt-septième lettre de Pierre Martyr, qu'il cite pour garant, ne s'exprimoit pas à beaucoup près si clairement, et qu'ainsi le P. Daniel inculpoit un peu légèrement François I. On a eu tort, car voici les termes de la sept cent vingt-septième lettre de Pierre Martyr. « *Ex earum ducis primarii Asparrosi scriniis litteræ repertæ* » manifestè salentes Christianissimum regem ipsum regem suum, » à quo missæ sunt, suo non regis Joannis filiorum nomine rem » gerere, placuisseque sibi Christianissimus Rex in litteris ait impetum factum intrâ Castellæ fines, supplementaque se propediem cum » pecuniarum ingenti copiâ missurum pollicetur. Laudatque summo » moperè oppugnationem Lucronii, fore ut oppugnarent, existimans. » Le P. Daniel a donc cité juste, mais le fait rapporté par Pierre Martyr est faux; nous avons sous les yeux une lettre de François I à Lesparre, du mois de juin 1521, qui paroît avoir été inconnue et au Père Daniel et à ses censeurs. On y voit que François I n'apprit l'entrée de Lesparre en Castille et le siège de Logroño, qu'en apprenant que ce siège étoit levé, et que Lesparre avoit été forcé de se retirer dans la Navarre. Je vois bien, lui dit-il, par le contenu de votre lettre du 13 de ce mois, qu'il

les malheurs dont cette branche si brillante de la maison de Foix devoit être accablée. Avec Lesparre furent faits prisonniers Sainte-Colombe son lieutenant, les seigneurs de Tournon et de Grammont (1), deux fils du maréchal de Navarre; etc. Parmi les morts, on regretta particulièrement Moléon, Durfort, Saint-Martin, Navasquez et quelques autres gentils-hommes distingués, pour la plupart Navarrois ou Gascons. La suite de cette bataille fut la perte de toute la Navarre, à l'exception de Saint-Jean-Pied-de-Port.

L'Empereur, à son retour en Espagne, affermit son autorité par la clémence dont il usa envers les rebelles; il commença par accorder une amnistie, il récompensa d'Ayala, un de ses pages, pour avoir plutôt écouté la nature que son devoir, en vendant son cheval pour fournir de l'argent à son père, alors proscrit par le gouvernement, parce qu'il avoit été le chef du conseil de la *Santa-Junta*. Un délateur vint dire à Charles qu'un seigneur de la maison d'Avalos, qu'on avoit excepté de l'amnistie, étoit caché en Espagne dans un endroit qu'il indiqua; l'Empereur répondit : *Allez plutôt lui*

1521.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Ant. de
Véra, Hist.
de Charles-
Quint.

y a eu quelque poste perdue, car je n'ai jamais eu lettres de vous, faisant mention de l'essai que avez fait d'assiéger Logrogne et du lieu où vous êtes retiré. Plus bas il ajoute: Je vous prie vous informer de la perte de ladite poste et comme il en est allé, et m'envoyez le double desdites lettres, afin que je voye et entende ce que me mandiez, et vous me ferez plaisir. Au reste, il ne paroît ni approuver, ni blâmer cette expédition, et il est vraisemblable qu'il l'auroit approuvée, si elle eût réussi. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n°. 8469, fol. 305.

(1) Seigneur François, différent des Grammonts de Navarre, ennemis des Beaumonts.

1521.

dire que je suis ici : il a bien plus à craindre de moi que je n'ai à craindre de lui. Ces traits de bonté généreuse rendirent Charles également cher et respectable à ses sujets.

Jusque-là on ne regardoit point la paix comme rompue entre l'Empereur et le roi de France; il est vrai que l'entrée de Lesparre en Castille étoit une hostilité marquée, mais elle pouvoit passer pour une suite naturelle de l'expédition de Navarre; elle avoit été réprimée avec éclat par les Espagnols, et n'avoit point été soutenue par d'autres hostilités de la part des François; on pouvoit donc encore se rapprocher, lorsqu'un sujet en apparence bien léger, mais auquel la disposition des esprits donnoit beaucoup d'importance, rendit tout-à-coup la rupture éclatante et entière.

Belcar.,
liv. 16, n. 24.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Le prince de Chimay, de la maison de Crouy ou Croy, et le seigneur d'Emeries s'étoient disputé plusieurs années avant le temps dont il s'agit, la seigneurie de la petite ville d'Hierges, située dans les Ardennes; cette ville dépendoit du duché de Bouillon, et les pairs de ce duché avoient jugé la contestation en faveur du prince de Chimay. Le duché de Bouillon se prétendoit indépendant et de l'Empire et de toute autre puissance; il vouloit que ses jugemens fussent sans appel; Emeries, pendant plusieurs années, respecta le jugement qui l'avoit condamné; mais dans la suite, ayant prêté à Charles une somme considérable pour briguer l'Empire, et l'ayant prêtée sous le cautionnement du marquis d'Arscot, neveu de Chièvres, lorsque Charles eut obtenu l'Empire, Emeries redemanda son argent, que ni le débiteur ni la caution n'étoient en état de rendre. Emeries le savoit bien, et il fit entendre qu'il cesseroit

de poursuivre son paiement, pourvu que le marquis d'Arscot obtînt par le crédit de Chièvres que le procès pour la ville d'Hierges fût revu au conseil de l'Empereur. Il l'obtint, et on adressa une commission au chancelier de Brabant, pour connoître de cette affaire, sur l'appel d'Emeries.

Le duché de Bouillon appartenoit à ce Robert II, seigneur de Sedan, dont la défection avoit été si avantageuse à l'Empereur. Ce seigneur étoit trop jaloux des droits de sa souveraineté pour y laisser porter une telle atteinte; d'ailleurs, le prince de Chimay étoit mort, et ses enfans mineurs étoient sous la tutelle de Robert de la Marck: il représenta fortement à la cour impériale leurs droits et les siens, on ne l'écouta point; ce mépris fut un nouvel affront dont sa fierté s'irrita; il ne vit plus dans l'Empereur qu'un prince ingrat qui lui devoit la couronne impériale, et qui payoit de tels services par des affronts; le dépit le jeta entre les bras de la France qui les lui tendit avec joie, ayant appris à ses dépens ce que valoit l'alliance de La Marck; on rétablit sa compagnie d'hommes d'armes, on lui rendit toutes ses pensions, on lui fit divers présens, ainsi qu'à sa femme et à ses enfans. La duchesse d'Angoulême, qui n'avoit que trop contribué autrefois à la défection des La Marck, répara sa faute en ménageant avec mesdames de La Marck et de Fleuranges, cette réconciliation. L'Empereur, à qui les états de Sedan et de Bouillon servoient de barrière contre la France, du côté du Luxembourg, essaya, mais trop tard, de regagner La Marck par le moyen du cardinal son frère; il lui fit dire qu'on avoit déjà suspendu le procès d'Hierges, et qu'on lui donneroit toute la satisfaction qu'il pouvoit

1521.

Belcar.,
l. 16, n. 25.

désirer; mais la cour de France, qui ne respiroit que la guerre, aigrissoit trop le ressentiment de La Marck pour que celui-ci pût rien entendre; il voulut même donner à ce ressentiment un éclat qui le rendit à jamais mémorable. Ayant fait ses préparatifs, et se tenant assuré d'être soutenu par la France, il envoya défier l'Empereur à Wormes (1) au milieu même de la diète qu'il y tenoit, affectant par cette démarche, téméraire jusqu'à la folie, d'insulter à la fois et l'Empereur et tout l'Empire. C'est ainsi qu'on avoit vu, en 1388, un simple duc de Gueldres, défier le roi Charles VI, qui avoit dans sa cour vingt seigneurs plus puissans que ce foible assaillant. Le cardinal de La Marck trouva cette saillie d'audace si déraisonnable qu'il abandonna son frère et leva des troupes pour le service de l'Empereur; Sickinghen resta aussi pour lors attaché à Charles-Quint.

Mém. de
Fleuranges.

Le retour de La Marck vers la France, fut un événement heureux pour Fleuranges, qui étoit toujours attaché au Roi, et qui se voyoit déshérité par le traité que La Marck avoit fait avec l'Empereur. Ce traité portoit qu'aucun des fils de La Marck n'auroit part à sa succession et ne rentreroit dans ses états, s'il ne s'engageoit au service de Charles; Jametz et Saussey, intimidés par ces menaces, avoient suivi leur père, mais

(1) Tous les historiens le disent, et on n'a pas cru devoir s'écarter d'une opinion si généralement reçue; cependant le maréchal de Fleuranges, qui ne peut pas avoir ignoré cette anecdote brillante de sa maison, et qui joignit même son défi particulier à celui de son père, dit qu'ils furent adressés tous les deux à madame de Savoye, Marguerite d'Autriche, comme gouvernante des Pays-Bas au nom de l'Empereur, et qu'elle envoya en avertir l'Empereur à Wormes.

Fleuranges n'avoit pas cru pouvoir violer le serment de fidélité qu'il avoit prêté au Roi. Charmé de voir sa conduite justifiée par l'évènement, il se hâta de seconder le ressentiment de son père contre l'Empereur; il alla, à la tête de quinze mille hommes d'infanterie et de quinze cents chevaux, levés en France contre les défenses publiques du Roi et avec sa permission secrète, mettre le siège devant Virton, petite ville du Luxembourg, sur les confins de la Lorraine. Aussitôt deux députés de l'Empereur partent, l'un pour la France, l'autre pour l'Angleterre, le premier chargé de demander à François s'il appuyoit l'insolence du duc de Bouillon, le second chargé de se plaindre amèrement au Roi d'Angleterre des infractions perpétuelles du roi de France aux traités, et de rappeler à Henri VIII que sa qualité d'arbitre exigeoit qu'il procurât à l'Empereur une satisfaction éclatante, ou qu'il se joignît à lui pour venger son injure. Le roi d'Angleterre fait partir à l'instant pour la France un député, avec la commission de rappeler le Roi à des vues plus pacifiques; le Roi désavoua l'entreprise des La Marck et leur ordonna si fortement de licencier leurs troupes qu'ils ne purent se dispenser d'obéir. François, en même temps, envoya Montpezat (1) en Angleterre, pour déclarer à Henri VIII qu'il n'y avoit pas d'autre moyen d'entretenir la paix entre l'Empereur et la France, que d'obliger l'Empereur à exécuter le traité de Noyon, sur-tout en ce qui concernoit la restitution de la Navarre, et les conventions relatives au royaume de Naples. Sur toutes ces plaintes respectives, le roi d'An-

1521.
Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

(1) C'étoit vraisemblablement celui qui avoit été donné en otage pour la restitution de Tournay.

1521.

gleterre proposa aux deux rivaux d'envoyer leurs ministres à Calais, où, dans des conférences dont le cardinal Wolsey seroit l'arbitre, on discuteroit tous les objets de contestation, et on régleroit les droits des contendans. La proposition fut acceptée.

Cependant l'Empereur, regardant le désaveu du Roi comme un mensonge politique arraché par la crainte, profita du licenciement des troupes de La Marck pour prendre une vengeance facile de l'insulte que ce seigneur lui avoit faite; le comte de Nassau fut chargé avec Emeries, Sickinghen (1), et même le cardinal de La Marck, de mettre tout à feu et à sang dans les états de Sedan et de Bouillon. C'étoit percer son ennemi à terre. Nassau affecta de faire une guerre cruelle, il fit pendre un gentilhomme nommé Niselle, qui commandoit dans Lognes pour La Marck, et vingt soldats de la garnison de Messancourt, sous prétexte qu'ils étoient sujets de l'Empereur; le seigneur de Jamets, second fils de La Marck, ayant été pris dans Fleuranges, fut envoyé prisonnier à Namur; Lognes, Fleuranges, Messancourt, toutes les places qui se défendirent, furent rasées; Bouillon fut épargné, parce qu'il avoit été pris par intelligence. Nassau n'osa point pourtant attaquer Sedan que défendoit Robert de La Mark, ni Jamets où Fleuranges s'étoit jeté avec cinquante hommes d'armes: ce dernier battit même un corps considérable de la garnison d'Yvoix qu'il avoit attiré dans une embuscade, il eut un cheval tué sous lui dans ce combat. Son frère, le seigneur de Saussy, alla avec une compagnie

Mém. de
Fleuranges.

(1) Ainsi Sickinghen viola les deux sermens qu'il avoit faits de ne jamais porter les armes ni contre le roi de France ni contre la maison de La Marck.

de gendarmes, sur le haut d'une montagne escarpée qu'on croyoit inaccessible à la cavalerie, tailler en pièces un parti nombreux qui s'y étoit retranché. Les efforts que fit cette généreuse maison de La Marck (1), abandonnée à elle-même, firent juger de ce qu'elle auroit pu faire, si elle eût été appuyée par la France, comme elle s'y attendoit. Elle fut enfin obligée de céder, Robert de La Marck abaissa son orgueil jusqu'à demander une trêve, et il eut bien de la peine à en obtenir une de six semaines par le crédit de son ancien ami Sickinghen; encore cette trêve (dans laquelle Fleuranges refusa d'être compris) fut-elle employée à renforcer l'armée de Nassau, à s'emparer des postes les plus avantageux, à préparer la ruine entière de la maison de La Marck, et l'invasion des frontières de la France.

Le Roi s'indignoit de voir opprimer ainsi son allié qu'il avoit lui-même aidé à désarmer; il voyoit bien

(1) C'étoit pourtant de cette même maison que le maréchal de Châtillon écrivoit au Roi vers ce tems: *Je voudrais être plus faible de cent hommes d'armes, et si en ai bien affaire, et qu'il n'y eust pièce de leur race ne de leurs serviteurs jusques à cent lieues d'icî, et suis seheur qu'il n'y a homme de bien en ceste compagnie qui n'en voudrist autant.* (Lettre du 1 septembre 1521. Manuscrits de Béthune, volume coté 8492. fol. 32.) Le motif de cette injuste satire se trouve dévoilé dans les mémoires du maréchal de Fleuranges, où l'on voit qu'il avoit eu une grande querelle avec le maréchal de Châtillon.

Dans une autre lettre le maréchal de Châtillon dit: *Que si les Impériaux attaquent jamais les frontières de la France, ce ne sera qu'à la sollicitation de messieurs de La Marck.* C'est toujours la même injustice et qui provient du même motif; en général, toutes les lettres du maréchal de Châtillon, au sujet de la maison de La Marck, sont des satires violentes contre cette illustre maison.

1521. — que c'étoit à la France que l'Empereur en vouloit, et qu'il n'exerçoit ainsi ses forces contre un si foible ennemi que pour les déployer ensuite contr'elle avec plus d'avantage; il se plaignoit en vain au roi d'Angleterre des violences de l'Empereur; cet arbitre partial se contentoit de renvoyer tout à la conférence qui devoit se tenir à Calais; il trouvoit juste d'ailleurs que La Marck fût puni de son insolence, et il répondoit que l'Empereur ne pouvoit être accusé de rien tant qu'il n'attaquoit point les terres de la France.

Mém. de Du
Bellay, l. 1.

Il les attaqua enfin, du moins il les fit attaquer; un seigneur de la province de Hainault, nommé De Liques, sous prétexte d'une querelle particulière avec le cardinal de Bourbon, abbé de Saint-Amand, s'empara de Saint-Amand et de Mortagne, mais l'Empereur se hâta de le désavouer, et il fit bien, pour n'être point chargé du procédé indigne des gens de De Liques, qui, ayant accordé aux François enfermés dans Mortagne l'honneur qu'ils demandoient d'en sortir avec armes et bagages, violèrent cette capitulation, poursuivirent les François dans leur retraite, les dépouillèrent, et s'abstinrent à peine de les passer au fil de l'épée.

Vers le même temps des soldats de la garnison de Damviller, petite place appartenant à l'Empereur, et située vers les confins du Luxembourg et du Pays-Messin, avoient enlevé deux bourgeois de Mouzon, avec une grande provision de bled qu'ils conduisoient; Montmaur, gouverneur de Mouzon pour le Roi, avoit réclamé les hommes et le bled; le commandant de Damviller avoit répondu que le tout étoit de bonne prise, parce que c'étoit un convoi qu'on menoit aux La Mark,

et en effet cela pouvoit bien être (1); Montmaur s'adressa au comte de Nassau, qui donna ordre au commandant de Damviller de rendre et le bled et les hommes, et qui assura Montmaur que l'Empereur vouloit observer inviolablement les traités.

1521.

Cette place de Mouzon étoit la plus exposée aux incursions des Impériaux, qui, après l'avoir alarmée chaque jour par des mouvemens menaçans, vinrent camper à Douzy, bourg dépendant en partie du Duché de Bouillon et en partie du domaine de Mouzon. Douzy n'est séparé des terres de Mouzon que par le Chers, petite rivière qui se décharge dans la Meuse au-dessus d'Yvoix. Cette situation équivoque pouvoit exciter les plaintes des François, mais elle ménageoit aux Impériaux une réponse spécieuse. Il arrivoit souvent à ceux-ci de passer la rivière et de venir faire le dégât jusqu'aux portes de Mouzon; Montmorenci (2), qui s'étoit enfermé dans cette place avec des capitaines distingués et des troupes d'élite, envoya demander au comte de Nassau s'il autorisoit ces infractions de la paix, et s'il avoit ordre d'insulter la France. Nassau répondit qu'il ne prétendoit nullement faire la guerre aux François; que, si l'amour du butin attiroit quelquefois ses soldats sur les terres de France, à la faveur du voisinage, il trouvoit bon qu'ils en fussent sévèrement punis par les François; qu'il n'avoit ni ordre ni dessein d'attaquer la France, et qu'il n'avoit choisi le poste de Douzy

(1) Lettre du 1 juin 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n° 8467.

(2) Anne de Montmorenci, depuis connétable de France.

1521.

que parce qu'il s'y trouvoit plus à portée de continuer la guerre contre les La Mark à l'expiration de la trêve.

Ces protestations furent bientôt démenties par une démarche qui ne recevoit ni interprétation ni excuse; le comte de Nassau passa le Chers et s'avança pour surprendre Mouzon; en même temps le seigneur de Fiennes, de la maison de Luxembourg, qui commandoit en Flandre un corps de troupes Impériales, alla investir Tournay. C'étoit - là le moment attendu et désiré; les François sortirent de l'incertitude où ils avoient flotté si long-temps, ils ne songèrent plus qu'à la guerre; cette vive étincelle embrasa bientôt les quatre parties de l'Europe; on se battit à la fois au Nord, au Levant, au Midi, au Couchant; dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, en Navarre.

Sleidan
Commentar.
liv. 3.

Si maintenant on s'étonnoit de trouver la conduite de l'Empereur si contradictoire, de voir le désaveu authentique d'hostilités foibles et indirectes si promptement suivi des hostilités les plus caractérisées, il faut se souvenir que toutes les guerres commencent ainsi par des insultes que la haine hasarde, et que la politique désavoue, parce que tout peuple disposé à entrer en guerre, veut prévenir son adversaire, et cependant éviter le personnage d'agresseur. Sans s'arrêter donc aux raisons étalées dans les manifestes, raisons qui ne font illusion qu'aux contemporains à la faveur des intérêts qui les agitent, il faut reconnoître que François I et Charles V furent également agresseurs. Tous deux vouloient la guerre, tous deux depuis près de deux ans y rapportoient toutes leurs démarches; François I vouloit faire rougir les électeurs de la préférence qu'ils

avoient accordée à son rival ; Charles V vouloit justifier ce choix et faire avouer à l'Europe , que , déjà supérieur à son rival dans les intrigues du cabinet , il étoit encore au moins son égal dans l'art de la guerre. Mais l'apparence de la modération étoit nécessaire à leurs vues. Indépendamment des autres puissances neutres qui ne pouvoient être attirées qu'au parti qui s'annonceroit comme le plus juste , les deux rivaux s'étoient donné dans Henri III un juge qu'il étoit important de séduire. Ce juge , qui ne pouvoit être séduit que par celui qui paroîtroit lui déférer davantage , désiroit que la paix fût entretenue ; il falloit donc paroître ne faire la guerre que malgré soi , et que pour une légitime défense. Voilà pourquoi François I n'entre en Navarre qu'en alléguant les traités qui l'y autorisent , qui l'y obligent même ; voilà pourquoi il n'avoue jamais hautement l'entrée de Lesparre en Castille ; voilà pourquoi il désarme le duc de Bouillon qu'il avoit peut-être armé lui-même ; voilà pourquoi l'Empereur , de son côté , ne restitue point la Navarre , ne rend point justice à François I sur le royaume de Naples , afin que cette inexécution du traité de Noyon attire dans ses états les armes de son ennemi ; voilà pourquoi il désespère les La Mark , arme et désavoue De Liques , fait rendre au gouverneur de Mouzon les deux bourgeois et le bled qu'il réclame , et prie les François de faire pendre les soldats Impériaux qui s'écarteront sur les terres de France ; il ne s'agissoit que de respecter publiquement les traités , et de se tendre en secret des pièges qui déterminassent le plus impatient à l'agression. Enfin l'Empereur croit avoir trouvé l'occasion de surprendre Mouzon , il la saisit , il lève le masque d'un

1521.

main et le retient encore de l'autre , en se plaignant amèrement de mille hostilités antérieures commises par le Roi ; ces plaintes paroissent frivoles aux François, solides aux Impériaux , on s'accuse de part et d'autre de mauvaise foi , et c'est de tres-bonne foi que chacun croit combattre pour la cause la plus juste.

CHAPITRE III.

Commencement de la grande guerre de 1521. Hostilités du côté des Pays-Bas et de l'Espagne pendant les années 1521, 1522, jusqu'au commencement de 1523. Conférences de Calais.

FRANÇOIS I donne le commandement général des troupes de Champagne au duc d'Alençon ; de Picardie au duc de Vendôme ; de Guyenne à l'Amiral de Bonnivet ; du Milanès au maréchal de Lautrec, satisfaisant ainsi à la fois les princes de son sang, en employant Alençon et Vendôme, son inclination en employant Bonnivet, et sa maîtresse en employant Lautrec. Il négocie auprès du Pape, auprès des Suisses, auprès du Roi d'Angleterre ; il pourvoit à la défense et à l'approvisionnement des places, il rassemble les vieilles bandes, il lève de nouvelles troupes, il convoque le ban et l'arrière-ban de Champagne, la noblesse signale son zèle ordinaire, tout est en mouvement, tout ne respire que la guerre : *Qu'on nous donne*, écrivoit gaïement le gouverneur d'une place

de Champagne assez négligée, *qu'on nous donne des armes et du bled, si nous n'avons du vin, nous buvrons de l'eau.* (1)

1521.

Mouzon a'loit être surpris, si Montmaur, qui veilloit à sa sûreté, voyant l'armée de Nassau passer la rivière (2), n'eût envoyé promptement Philippe, lieutenant de sa compagnie, et le capitaine Lassigny avec quelques troupes pour empêcher ce passage, ils arrivèrent trop tard, la rivière étoit passée; mais ils arrêrèrent avec leur poignée de soldats, toute l'armée Impériale, comme les trois cens Spartiates arrêrèrent au détroit des Thermopyles la multitude des Perses, et avec plus de bonheur encore, puisque Lassigny, après avoir long-temps fatigué les Impériaux, après avoir donné à la garnison le temps de fermer les portes et de lever les ponts, repassa le fossé à la faveur d'un chevron qu'on lui jeta du haut des murs, et rentra, percé de coups, dans la place qu'il avoit sauvée, tandis que Philippe y rentroit par une autre porte sans avoir perdu un seul homme. Le gouverneur, sommé de se rendre, répondit en homme de courage; mais sa garnison, composée de soldats de nouvelle levée, ne put soutenir le feu continu de deux batteries qui foudroyoient la place, elle obligea le gouverneur de conclure précipitamment une capitulation honteuse.

Mém. de
Du Bellay,
liv. 1.

Belcar.,
l. 16, n. 31.

Cette conquête étoit importante pour les Impériaux; elle leur ouvroit la frontière de Champagne, il falloit

(1) Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n° 8496, fol. 55.

(2) C'étoit le Chers et non la Meuse, comme le disent le P. Daniel et Mézerai.

1521.

pourtant encore prendre Mézières. Cette place étoit à peine en état de défense, ses fortifications tomboient en ruine; armes, vivres, soldats, tout y manquoit, mais Bayard en étoit gouverneur. *Je voudrois qu'il y eût dans la place deux mille hommes de guerre davantage, et sa personne n'y fût point*, disoit le capitaine Grand-Jean Picart (1) au comte de Nassau et à Sickinghen. La confiance que ce grand homme inspiroit attira sous ses drapeaux plusieurs capitaines distingués, dignes de vaincre ou de périr avec lui. Le jeune Montmorenci, impatient d'égaliser la gloire de tant de héros de son nom, et de servir avec éclat un maître sous lequel il devoit un jour être si grand, se jeta dans la place; Annebaut, Lucé, Villeclair l'y suivirent; Boucar du Refuge et le baron de Montmoreau y introduisirent chacun mille hommes d'infanterie, la compagnie des gendarmes du duc de Lorraine, dont Bayard avoit la modestie de n'être que lieutenant, étoit aussi dans Mézières. Nassau prêt à l'attaquer avec une armée de trente-cinq mille hommes, envoya sommer Bayard de se rendre, celui-ci répondit au trompette : *Dites à celui qui vous envoie, qu'avant que j'abandonne une place que mon maître a bien voulu confier à ma foi, j'aurai fait, des corps de ses ennemis entassés, le seul pont par où il me soit permis d'en sortir.*

Cette fière réponse ne pouvoit être une fanfaronnade dans la bouche de Bayard, et l'évènement le fit bien voir.

Abrégé
Chronologi-
que, Vie de
François I.

Mézerai, avec son style dur mais quelquefois pitto-

(1) Ce capitaine Picart, après avoir long-temps servi le Roi, avoit passé au service de l'Empereur.

resque, donne une idée forte de l'attaque et de la défense de cette place.

1521.

« Ce n'étoient, dit-il, de dehors, que canonnades, que bombes, que boulets enflammés; de dedans il pleuvoit des lances et des cercles à feu, de l'huile bouillante, des fascines goudronnées, des fusées qui mettoient le feu à des fracassées et à des fougades. »

Martin du
Bellay, *Mém.*
liv. 1.

Hist. du
chevalier
Bayard.

L'artillerie des Impériaux ayant renversé une tour et un pan de muraille, le courage de la garnison fut ébranlé; les compagnies de Du Refuge et de Montmoreau sortirent de la place; leurs capitaines, qui restèrent, ne purent les retenir; les uns s'enfuyoient avec effroi par la brèche, les autres par les portes, d'autres, plus effrayés, se précipitoient du haut des murs dans le fossé; Bayard seul n'étoit point ému; il fit fermer les portes et réparer la brèche, il rassemble le peu de soldats qui lui restoient. « Mes amis, leur dit-il, nous sommes trop heureux d'être délivrés de ces lâches dont la timidité ne fait que gêner notre valeur; ils ne partageront plus des lauriers qui n'étoient dus qu'à nous. » Ses discours, son exemple, ranimèrent sa faible garnison; les sorties, qu'il faisoit toujours à propos et toujours avec avantage, la promptitude avec laquelle il réparoit les brèches que faisoit le canon, l'espèce de magie qui multiplioit ses soldats, en les portant, pour ainsi dire, par-tout dans un même moment, arrêterent les efforts des Impériaux; il donna le spectacle singulier d'une place presque démantelée, défendue, pendant six semaines, avec moins de mille hommes contre une armée de trente-cinq mille hommes secondée par une forte artillerie. Tel est le caractère

1521.

des exploits de Bayard ; toujours incroyables, la fable n'auroit osé les imaginer ; l'histoire oblige de les croire.

La nature concouroit un peu à la défense de Mézières ; cette ville est une espèce de presqu'île que la Meuse embrasse et rend inaccessible vers le Nord, le Couchant et le Midi ; on ne pouvoit l'entamer qu'à l'Orient, du côté des Ardennes. C'étoit de ce côté que l'attaque se faisoit ; mais Sickinghen, passant la Meuse avec quinze mille hommes détachés de l'armée de Nassau, alla poser des batteries sur une éminence qui commandoit la ville vers le Sud-Ouest. La place, battue ainsi en deux sens contraires, fut bientôt ouverte de tous côtés ; la nature ni l'art ne faisoient plus rien pour elle ; mais le devoir, chez Bayard, étoit inébranlable ; il imagina tant de ressources, qu'il donna le temps à l'armée que rassembloient le duc d'Alençon, le connétable de Bourbon et le duc de Vendôme, de s'avancer vers les frontières de la Picardie et de la Champagne.

Le comte de Kifoulket, détaché du camp Impérial pour mettre à contribution le pays d'en-deçà de la Meuse, pénétra jusqu'à Attigny, le pilla et ravagea le Réthelois ; chargé d'un butin immense, il reprenoit la route du camp, et croyoit les François fort éloignés, lorsque le comte de Silly, bailli de Caen, lieutenant de la compagnie du duc d'Alençon, arriva aux portes de Réthel. Il trouva les troupes de Kifoulket dispersées dans la campagne, occupées à faire le dégât, il les attaqua, les tailla en pièces, reprit le butin qu'elles avoient fait, et fit le comte de Kifoulket prisonnier.

Cependant d'un côté les vivres commençoient à

manquer absolument dans Mézières, de l'autre, la dysenterie faisoit des ravages affreux dans cette garnison déjà si foible; on doutoit encore si la place pourroit tenir jusqu'à l'arrivée de l'armée Française, qui s'avançoit en rafraîchissant sur la route les places de la rivière d'Aine. Bayard, pour se donner le temps de l'attendre, employa un stratagème heureux. Toujours informé de tout ce qui se passoit chez les ennemis, il sut qu'il y avoit quelque mésintelligence entre le comte de Nassau et Sickinghen, il voulut l'augmenter en leur inspirant une défiance mutuelle; il écrivit à La Marck une lettre qui ne devoit point être remise à son adresse.

1521.

« Le comte de Nassau, lui disoit-il, m'a fait part du
« dessein qu'il a pris de quitter le service de l'Empe-
« reur pour celui du Roi; vous êtes l'ami du comte de
« Nassau, vous êtes le mien; avertissez-le de terminer
« cette affaire avant l'affront qu'on lui prépare. Douze
« mille Suisses avec huit cens hommes d'armes arri-
« vent ce soir à trois lieues du camp de Sickinghen,
« demain ils l'attaqueront et sa perte est infaillible;
« en même temps je dois fondre à la tête de ma gar-
« nison sur le camp du comte de Nassau; c'est cet
« affront qu'il faut qu'il prévienne en consommant
« son ouvrage. »

Bayard charge un paysan de cette lettre, lui dit de passer à travers le camp de Sickinghen, et de s'y cacher de manière qu'il soit vu et pris. Il le fut, Sickinghen lut la lettre et trembla. Cette défection du comte de Nassau, dont il crut avoir surpris la preuve et que sa haine pour Nassau lui fit d'abord regarder comme indubitable, la défaite de Kifoulket, l'arrivée

1521.

prétendue des Suisses, l'approche plus réelle de l'armée Française, la résistance opiniâtre de la place, tout lui persuada que Nassau avoit juré sa perte, et que, s'il restoit dans son poste, il alloit se trouver serré entre la place et deux corps d'armée supérieurs au sien. Il prit le parti de repasser la Meuse et d'aller se poster près du comte de Nassau pour observer sa conduite. Nassau, surpris de ce mouvement, envoya demander à Sickinghen ce qu'il signifioit. *Il signifie*, répondit Sickinghen avec colère, *que le comte de Nassau n'en est pas encore où il pense, qu'il n'aura pas le plaisir de me voir périr avec mon armée, et que peut-être sa trahison lui coûtera cher.* En même-temps il rangea son armée en bataille, et, par cette démarche, il obligea le comte de Nassau, qui n'entendoit rien à cette bizarre énigme, d'y ranger aussi la sienne. A la faveur de ce tumulte, le paysan porteur de la lettre, se sauva et courut rendre compte à Bayard du succès de son artifice. Celui-ci, voyant ses deux ennemis près d'en venir aux mains, s'écria : *donnons le signal de la bataille*, et il fit faire une décharge d'artillerie qui emporta plusieurs files des troupes de Nassau. Celui-ci craignit à son tour d'être pressé à la fois et par la garnison et par Sickinghen qu'il soupçonnoit d'intelligence avec Bayard; il étoit possible que dans ce cahos de défiance et d'incertitudes, les deux généraux de Charles-Quint se détruisissent imprudemment, mais ils s'expliquèrent, et l'évasion du paysan put les aider à deviner la vérité. Cependant Bayard tira un avantage réel de son artifice; il l'avoit communiqué au Roi qui s'étoit avancé jusqu'à Reims pour se mettre à la tête de son armée et pour livrer bataille aux ennemis; il lui avoit fait sentir

la nécessité et la facilité de ravitailler la place, au moyen du décampement de Sickinghen qui laissoit libre le passage de la Meuse. En effet de Lorges (1) fut chargé de jeter dans la place un grand convoi et un corps de troupes considérable, ce qui réussit, et le duc d'Alençon s'avança jusqu'à deux lieues de Mézières avec le gros de l'armée. Alors le comte de Nassau désespéra de prendre cette place que tous les François, excepté Bayard, avoient désespéré de pouvoir garder, et qu'ils n'avoient essayé de défendre que pour arrêter un instant l'ennemi; les Impériaux confus voulurent du moins ennoblir leur retraite, et diminuer par des avantages particuliers l'affront général que recevoit l'armée. Un trompette vint annoncer aux assiégés que, si quelqu'un d'entre eux vouloit se trouver dans une île voisine de Mézières un jour qu'il indiqua, il y trouveroit le comte d'Egmont prêt à le recevoir la lance à la main : ces défis s'offrent en foule dans l'histoire des nations belliqueuses et indisciplinées. Montmorenci s'empressa d'accepter celui du comte d'Egmont; les François disent que l'avantage du combat resta au premier, parce qu'il ne reçut aucun coup et qu'il brisa sa lance contre la cuirasse du comte d'Egmont.

De Lorges, qui venoit de ravitailler Mézières, proposa un autre combat à pied et à la pique, qui fut accepté, pour les Impériaux, par un seigneur du nom de Vaudrei, issu de ces Vaudrei qui avoient autrefois si bien servi Marie de Bourgogne contre Louis XI. Aucun des deux tenans n'eut d'avantage marqué.

Les Impériaux cherchoient encore à douter que la

(1) François de Montgomeri, seigneur de Lorges.

1521.

Belcar., l. 16.
n. 33.

place eût reçu autant de vivres qu'on le publioit ; pour s'en éclaircir, le capitaine Picart envoya un tambour demander de sa part une bouteille de vin à De Lorges son ancien ami. On démêla aisément un pareil artifice. De Lorges envoya deux bouteilles, une de vin vieux, une de vin nouveau, et mena le tambour dans une cave garnie d'une multitude de tonneaux, mais dont la plupart n'étoient remplis que d'eau.

Alors les Impériaux perdant toute espérance d'affamer comme de forcer Mézières, leverent le siège sans oser attendre le Roi et son armée. François annonça cet heureux évènement à la duchesse d'Angoulême par une lettre qu'on ne rapportera point ici, parce qu'elle est partout, et dans laquelle il dit qu'en cette occasion *Dieu avoit bien montré qu'il étoit bon François.*

Martin Du
Bellay, l. 1.
Hist. du
Chevalier
Bayard.

On songea ensuite à Bayard ; on eut honte de laisser simple lieutenant de gendarmerie un homme dont on n'eût pas trop dignement payé les services par les plus grands honneurs ; le Roi lui donna le collier de Saint-Michel (1), et une compagnie de cent hommes d'armes (2).

Les Impériaux voulurent essayer s'ils seroient plus heureux en Picardie qu'en Champagne ; ils gagnèrent Mauberfontaine et Aubenton pour s'avancer jusqu'à Vervin et à Guise ; ils exercèrent sur leur route les plus lâches violences ; ils brûlèrent tous les bourgs et les villages, ils massacrèrent le peuple désarmé sans distinction d'âge, d'état ni de sexe ; ils se rendirent odieux

(1) Alors l'ordre du Roi.

(2) *Telles compagnies de ce temps ne se donnoient par faveur, dit Brantôme.*

sans se rendre formidables. Le Roi, gémissant de cette barbarie, les fit suivre pour arrêter et réparer, autant qu'il se pourroit, tout ce désordre.

1521.

Pendant d'un autre côté le duc d'Alençon (1) reprenoit Mouzon; de l'autre, le duc de Vendôme, pénétrant dans l'Artois et dans le Haynault, prenait et démanteloit Bapaume et Landreci (2). Cette dernière place fut prise par une témérité heureuse. On arrive aux portes une heure ou deux avant le coucher du soleil; quatre ou cinq porte-enseignes des bandes de Picardie, jaloux de se signaler, s'avancent le soir même, sans échelles, sans artillerie; deux d'entre eux grimpent au haut du pont-levis, tous deux sont renversés dans le fossé; l'un d'eux est tué, mais les bourgeois et sept ou huit cens Lansquenets qui composoient la garnison, ne doutant point que le lendemain matin ils ne soient obligés de soutenir un assaut, s'effraient, quittent la place pendant la nuit, après y avoir mis le feu, traversent la Sambre et courent se cacher dans la forêt de Mormaux où personne ne les suivit.

Les Impériaux, ayant passé l'Oise, fuyoient entre la

(1) Une lettre du Roi, écrite aux députés pour les conférences de Calais, le 4 octobre 1521, et tirée des manuscrits de Béthune, n°. 8467, nous apprend que ce fut le duc d'Alençon qui reprit Mouzon, et non pas le comte de S. Pol, comme le P. Daniel le dit d'après Martin du Bellay. Cette faute est peu importante.

Le Roi, dans la même lettre, parle des cruautés qu'exerçoient les Impériaux: *ils brûlent et pillent quelques petites villes despourvues de gens et sans force, et tuent tout ce qu'ils y trouvent, prêtres, femmes, et jusque aux petits enfans dedans les berts (berceaux) qui sont exploits desplaisans à Dieu, et dont le sang crie vengeance contr'eux.*

(2) On Landrecies.

1521.

Sambre et l'Escaut, toujours suivis par le gros de l'armée Française; ils gagnèrent ainsi Valenciennes où l'Empereur vint les recevoir en personne, avec un renfort considérable; les électeurs et les cercles de l'Empire lui avoient offert des troupes pour la défense des Pays-Bas et il les avoit refusées, soit qu'il ne voulût pas commencer par leur être à charge, soit qu'il se crût assez fort sans leur secours; il les pria seulement de tenir ces troupes prêtes pour la défense de l'Allemagne, si elle étoit attaquée.

Le Roi, ayant appris l'arrivée de l'Empereur, rassembla toutes ses forces, et fit jeter un pont sur l'Escaut, entre Bouchain et Valenciennes, pour aller lui livrer bataille.

L'Empereur envoie le comte de Nassau avec douze mille Lansquenets et quatre mille chevaux pour empêcher le passage de l'Escaut. Le comte de S. Pol avoit déjà passé, et, avec son infanterie bien retranchée dans des marais et rangée en bataille du côté de Valenciennes, couvroit le gros de l'armée qui passoit alors sur le pont qu'on venoit de jeter. Tandis que Nassau délibère s'il attaquera le comte de S. Pol, toute l'armée passe, se développe, se range en bataille, et déjà Nassau n'est plus même en état de se défendre; il se retire, il traverse en tremblant trois grandes lieues qui le séparoient du camp de l'Empereur; un brouillard épais favorise sa fuite, et, cachant le nombre de ses troupes aux François, met ceux-ci dans la plus grande incertitude; les uns croient que l'Empereur est là en personne avec toute son armée, et qu'il seroit téméraire de risquer dans les ténèbres une affaire générale; les autres soutiennent que ce n'est qu'un dé-

tachement qui se retire en désordre et qu'on détruira aisément si on l'attaque. Ce dernier avis étoit celui du connétable de Bourbon, de Louis de la Tremoille, du maréchal de Chabannes, des capitaines les plus expérimentés. Le premier avis, appuyé par le duc d'Alençon et par le maréchal de Châtillon, prévalut par les intrigues qui divisoient alors l'armée. La duchesse d'Angoulême avoit chargé le maréchal de Châtillon d'empêcher que le Roi ne s'exposât trop, et d'ouvrir ou d'appuyer tous les conseils prudents. D'ailleurs elle vouloit se venger du Connétable qui l'avoit méprisée, et le Roi son fils servoit sa colère; il désobliga sensiblement le Connétable dans ce passage de l'Escant. Le Connétable regardoit comme un droit de sa place de conduire l'avant garde; le Roi en donna la conduite au duc d'Alençon. Ce fut encore au désir de contredire et de mortifier le Connétable, que le Roi sacrifia le désir qu'il avoit de combattre. En vain la Tremoille, Chabannes et Bayard demandoient qu'on leur permit de poursuivre les Impériaux à la tête de leurs compagnies d'hommes d'armes, et promettoient de les défaire avec ce petit nombre de troupes; l'armée passa toute la nuit dans l'inaction; on se contenta de détacher un peloton de cavalerie qui fit quelques prisonniers et tua quelques soldats de l'arrière-garde Impériale. L'Empereur fut si frappé du danger que son armée avoit couru, qu'il s'enfuit dès cette nuit même dans la Flandre avec cent chevaux. Ainsi François I eut l'honneur de voir l'Empereur fuir devant lui, mais il auroit pu avoir la gloire de le battre, et il ne trouva plus depuis cette occasion si précieuse qu'il avoit laissé échapper; *il sembla*, dit Mézerai, *qu'en dépit de se*

Mém. de
Martin Du
Bellay, l. 1.

1521.
Abrégé
Chronolog.
Histoire de
François I.

qu'il ne l'avoit pas embrassée à l'heure qu'elle lui tendoit les bras, elle eût juré de le fuir toujours et de ne se présenter jamais à lui. Il se procura en passant le foible dédommagement de prendre Bouchain, puis il s'avança vers Marchiennes pour passer la Scarpe et aller dégager Tournay, que le gouverneur de Flandres et le seigneur De Liques tenoient assiégé depuis trois ou quatre mois. Leurs partis faisoient des courses continuelles en Flandres, en Artois, en Picardie; un parent de Baurein, chambellan de l'Empereur, traversant un village du Boulenois pour le piller, son cheval s'abattit et le renversa aux pieds d'une fille de vingt ans, qui, saisissant l'occasion, le prit à la gorge; soit qu'il ne pût ou qu'il ne voulût pas se défendre (1), elle le désarma, et lui donna tant de coups qu'il en mourut le lendemain.

Nous trouvons dans une lettre du 12 juin 1521 (2), adressée à François I, quelques traces d'une proposition (3) d'inonder le Brabant en rompant une digue; nous ignorons si le Roi, aussi ennemi de la destruction qu'amoureux de la gloire, eut le courage de rejeter ce projet. Les histoires imprimées ni les manuscrits ne nous apprennent point qu'il ait eu aucune suite; mais nous n'avons pas cru devoir priver le public de cette anecdote, toute imparfaite qu'elle est.

Les succès que la France avoit alors du côté des Pays-Bas ne se démentoient pas du côté de l'Espagne.

(1) Lettre de La Fayette au Roi, écrite de Boulogne, le 4 octobre 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n° 8469, fol. 160.

(2) Manuscrits de Béthune, n° 8488, fol. 75.

(3) L'auteur de la proposition et de la lettre n'est pas nommé.

Si la défaite et la prise de Lesparre avoient d'abord répandu la consternation dans le parti des François, elle fut peu à peu dissipée par des efforts plus heureux. D'Estissac, qui, en l'absence de Bonnivet, commandoit dans tous les pays d'au delà de la Garonne, fit fortifier promptement Bayonne et Saint-Jean de Luz, rassembla toutes les troupes de la Guyenne et de la Gascogne, convoqua le ban et l'arrière-ban de ces provinces. Le jeune roi de Navarre, ne voulant point rester oisif pendant qu'on mouroit pour lui, levoit de nouvelles troupes, jetoit du secours dans quelques places, donnoit le temps à Bonnivet d'arriver avec une armée composée de six mille lansquenets commandés par ce brave comte de Guise et de quatre cens hommes d'armes. Bonnivet, employé jusqu'alors dans les négociations avec des succès divers, entroit dans une carrière nouvelle. Ce général, dont le nom ne présente plus aujourd'hui que l'idée d'un courtisan gâté par la faveur, n'étoit pas absolument sans mérite, il avoit au moins un grand courage; mais la France a trop souffert de ses fautes pour pouvoir les lui pardonner en faveur de quelques vertus.

Du Bellay,
liv. 1.

Deux femmes régnoient alors sur le cœur du Roi; l'une étoit la duchesse d'Angoulême sa mère, l'autre la comtesse de Château-Briant. L'empire de cette dernière croissoit, dit-on, de jour en jour; la vertueuse Claude feignoit de l'ignorer, elle souffroit et gémissoit en silence, mais la duchesse d'Angoulême jugeoit que c'étoit à elle qu'on donnoit une rivale; la comtesse de Château-Briant mettoit ses frères à la tête des armées, la duchesse d'Angoulême leur opposoit Bonnivet, qui s'étoit vendu à tous ses caprices et

1521.

pour qui elle connoissoit l'inclination du Roi. Cette inclination et la reconnaissance que le Roi devoit à la mémoire du grand-maître de Boisy, pouvoient rendre le crédit de Bonnivet indépendant de la duchesse d'Angoulême, mais elle eut l'adresse d'en faire sa créature, et lui de vouloir l'être. Ce fut par elle que Bonnivet obtint d'être nommé pour réparer les fautes et les malheurs de Lesparre. Il s'empare d'abord de quelques châteaux situés dans les montagnes, il menace ensuite Pampelune, et, par une marche habile, tourne tout à coup vers Fontarabie; il passe la rivière d'Andaye à la vue d'un grand corps de troupes Espagnoles, dont l'intrépidité du comte de Guise et de ses Lansquenets sembla enchaîner la valeur. Les Lansquenets, ayant gagné l'autre rive, la baisèrent avec transport, suivant un usage qui leur est familier, lorsqu'ils vont au combat; ils courent aux ennemis qui, malgré l'avantage du nombre, prennent la fuite et se retirent dans Fontarabie. Cependant le château de Béhaubie, que les Espagnols occupoient encore entre Fontarabie et Andaye, dominoit sur le seul chemin par où les vivres pouvoient arriver au camp des François; il fallut d'abord s'en emparer. L'Amiral disposa si heureusement ses batteries, qu'un grand coup de canon, ayant enfilé une canonnière des ennemis, fit éclater une des meilleures pièces de leur artillerie et tua le canonnier avec deux ou trois soldats. La frayeur saisit alors les assiégés qui obligèrent le commandant de se rendre à discrétion. Bonnivet, ayant ainsi assuré la route des vivres, s'occupa tout entier du siège de Fontarabie.

Cette place, une des plus importantes clefs de l'Es-

pagne, avoit jusqu'alors passé pour imprenable; la nature avoit pourvu de toutes parts à sa défense. Elle avoit au Levant la rivière d'Andaye, à l'embouchure de laquelle elle étoit située; une chaîne de montagnes la rendoit inaccessible par le Midi et le Couchant, la mer qu'elle avoit au Nord pouvoit lui fournir des rafraîchissemens continuels, car la marine d'Espagne, moins négligée alors que celle de France, dominoit sans rivale sur la mer de Biscaye et de Gascogne, et venoit insulter impunément les navires François jusque dans la Gironde. Mais une partie de ces obstacles étoit déjà levée, l'Andaye étoit passée, les François étoient campés sous les murs de Fontarabie, l'artillerie eut bientôt fait brèche, on livra un assaut qui ne réussit point, où Saint-Bonnet, Curton et Duras, firent en vain des efforts incroyables avec les Gascons et les Basques du roi de Navarre. Le lendemain les assiégés, voyant l'Amiral dresser une batterie sur une hauteur qui dominoit les remparts, se hâtèrent de prévenir un second assaut par une capitulation.

1521.

Belcar.,
l. 16, n. 37

Au milieu de toutes ces hostilités, les conférences pour la paix étoient ouvertes à Calais. Le roi d'Angleterre vouloit absolument être l'arbitre de l'Europe, il ne cessoit de menacer celle des deux puissances qui résisteroit à ses décisions, de se déclarer contre elle. Wolsey, dépositaire de son autorité, ne se bornoit plus à l'exercer sur des sujets, dans le sein de l'Angleterre; le fils d'un boucher d'Ipswich jugeoit à Calais les Empereurs et les Rois; il s'étoit rendu dans cette ville, suivi d'une cour nombreuse et de presque tout le conseil d'Angleterre. Charles et François y avoient envoyé des plénipotentiaires, à la tête desquels étoient les chap-

1521.

celiers de France et d'Espagne, qui devoient discuter les plus grandes questions de droit public.

Les plénipotentiaires François, outre Duprat, étoient le P. président de Selve, le maréchal de Chabannes et Robert Gédoyen (1). Les Espagnols (2), outre le chancelier Gattinara, étoient De Bergues, l'abbé de Saint Bertin son frère, un Toulousain, homme de loi, nommé Josse, un Arragonnois, nommé May.

Trois grands objets devoient principalement être agités dans les conférences; la restitution de la Navarre, la restitution du royaume de Naples, les droits sur la Bourgogne; nous sommes obligés d'en renvoyer la discussion à une dissertation particulière qui sera placée à la fin de ce volume.

Le résultat général fut que les rois d'Espagne ne pouvoient se laver du crime de l'usurpation à l'égard de la Navarre et du royaume de Naples. Mais le juge étoit prévenu, Volsey donnoit à tout moment des marques de la plus grande partialité. Charles-Quint lui avoit, dit-on, promis d'employer tout son crédit pour le faire élire pape à la première vacance; d'ailleurs Volsey n'aimoit point le chancelier Duprat dont il craignoit légénie transcendant; il avoit témoigné des répugnances assez fortes à négocier avec lui, il auroit mieux aimé qu'on eût envoyé à Calais l'amiral de Bonnivet (3), avec lequel il avoit traité autrefois de la restitution de

(1) Nommés suivant cet ordre dans le pouvoir du 18 juillet 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n°. 8492, fol. 122.

(2) Lettre d'Olivier de la Vernade au Roi, du 2 août 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n°. 8491, fol. 168.

(3) Lettre d'Olivier de la Vernade, du 2 août 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n°. 8491, fol. 135.

Tournay. On avoit proposé une suspension d'armes pendant les conférences de Calais; au mépris de cette proposition, l'Empereur commettoit toute sorte d'hostilités, et excitoit sous main des troubles dans le Milanès et ailleurs; quand les ambassadeurs de France s'en plaignoient, Volsey répondoit en souriant : *Il est piqué des pertes qu'il a faites , il cherche à s'en venger , mais ses intentions sont bonnes , et ne tendent qu'à la paix.* 1521.

Pendant ces mêmes conférences, on eut lieu de soupçonner les Impériaux d'avoir formé une entreprise sur Ardres; Duprat en parla au Cardinal qui lui répondit : *Ils n'ont garde d'y toucher.* Cependant l'entreprise éclata; les Impériaux vinrent pour surprendre la ville pendant la nuit, il furent repoussés avec honte, grâce à la vigilance et au courage des François, parmi lesquels on vit une vieille femme arracher la hallebarde d'un soldat ennemi et lui en porter au visage un coup dont il mourut sur le champ; tous ceux des Impériaux qui avoient pénétré jusque sur les remparts, furent précipités dans le fossé, les autres prirent la fuite. Duprat se plaignit au Cardinal de cette infidélité; le Cardinal se contenta de répondre froidement : *Ils n'y retourneront plus* (1). Quelques jours après Ardres fut pris et rasé par les Impériaux, beaucoup d'Anglois eurent part à cette expédition. Théroouanne pensa aussi être surpris, sans que tant d'infractions de la trêve proposée parussent émouvoir Volsey.

Quelquefois les Anglois laissoient éclater des dé-

(1) Lettre écrite au Roi par ses plénipotentiaires à Calais, le 7 septembre 1521, manuscrits de Béthune, vol. coté 8492, fol. 56.

1521.

fiances injurieuses pour les François. Un jour le cardinal Volsey dit aux plénipotentiaires François, de l'air d'un homme qui annonce une nouvelle considérable : « On
« a cru devoir arrêter un homme qu'on a trouvé sur
« les murailles, muni d'un plomb et d'une corde avec
« lesquels il les niveloit et les mesuroit. Il seroit af-
« freux que, tandis que nous sommes ici occupés à dé-
« fendre vos intérêts, à concilier vos différens, vous
« eussiez l'ingratitude de former des entreprises contre
« une place qui appartient au roi d'Angleterre. Je
« n'ai garde de vous en croire capables, mais enfin
« l'homme qu'on a arrêté est un domestique de M. de
« la Bastie. »

La Bastie étoit l'ambassadeur de France en Angleterre, qui avoit suivi le cardinal Volsey à Calais. Il répondit avec la plus grande ingénuité : « Il est vrai, cet
« homme est à moi, mais il n'y est que depuis huit
« jours, je ne le connois point, je sais seulement qu'il
« est Irlandois, et qu'il m'a été donné par un gentil-
« homme du roi d'Angleterre; mais puisqu'il est entre
« vos mains, je ne le réclame point, je vous prie, au
« contraire, de le faire mettre à la question, pour
« qu'on sache si c'est moi qui lui ai ordonné de mesurer
« vos murailles. »

Cependant les têtes Angloises s'échauffoient, le bruit se répandoit dans toute la ville que les François avoient voulu surprendre Calais; enfin, quand on eut bien approfondi l'affaire, on trouva que cet homme s'amusoit par désœuvrement à pêcher à la ligne (1). et

(1) Lettres des députés pour les conférences de Calais, au Roi, du 5 août 1521, manuscrits de Béthune, n°. 3491, fol. 8.

qu'il avoit mis un petit morceau de plomb au bout de sa ficelle pour faire entrer l'hameçon dans l'eau.

1521.

On voit, par une lettre du chancelier Duprat au Roi (1), de combien de petites circonstances pouvoit dépendre le succès des négociations de Calais : « Sire, « écrivoit Duprat, le Cardinal (Volsey), en allant à la « Messe, tiroit peine sur sa mule, et ma dict qu'il étoit « grevé en façon que ne pouvoit endurer le cheval. « Si m'a demandé si avoyé une lictière. J'eusse voulu « en avoir une, et qu'il m'eust cousté deux fois autant « qu'elle pourroit valoir; Sire, vous lui ferez chose fort « agréable, si votre plaisir étoit de lui en envoyer « une, *vous congnoissez le personnaige et voyez le « temps qui court, elle ne seroit pas perdue*, et d'autant que a Madame (2) en grande vénération, quand « le don se feroit au nom d'elle, m'a semblé, soubz « correction, que n'y auroit que biens et que l'en « trouveroit meilleure, car scet que vous n'en usez « point, et penseroit que seroit de celles de mad. « Dame. »

« Il n'est possible (3), écrivoit un homme de la suite « des plénipotentiaires François, de mieux suivre le « vouloir et intention du Roi que mond. Sr. le chancelier a fait en captant la grâce du Cardinal par bons « et gracieux moyens, led. cardinal lui demanda hier « du vin de France, Monsr. le Chancelier a envoyé par-

(1) De Calais, le 1 septembre 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n°. 8491, fol. 29.

(2) C'est ainsi qu'on nommoit la duchesse d'Angoulême.

(3) Lettre de Denis Poillot au trésorier Robertet du 1 septembre 1521, Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n°. 8492 fol. 129.

1521.

« tout pour en recouvrer du bon pour lui bailler. »

La discussion des droits litigieux n'ayant fait qu'éloigner les esprits au lieu de les rapprocher, le cardinal arbitre proposa de laisser toutes ces questions indécises et de faire une trêve de six, de sept, de huit, de dix ans. (1) Cette proposition captieuse, suggérée peut-être par les ministres Espagnols, tendoit évidemment à laisser l'Empereur en possession des royaumes de Navarre et de Naples, et à lui faire acquérir sur ces états, par le laps de temps, une espèce de droit qu'il n'avoit point encore; elle fut rejetée hautement par les ministres François.

Si l'on veut savoir au reste quel étoit le ton de la dispute, dans ces conférences, en voici un exemple assez singulier : le chancelier de France avoit dit qu'il consentoit de perdre la tête, si on lui faisoit voir que le Roi, son maître, eût secouru Robert de La Mark dans son expédition contre l'Empereur. Le chancelier de l'Empereur dit : je demande la tête du chancelier de France, car j'ai ici des lettres qui prouvent la connivence de François I avec Robert de La Mark. Vous n'aurez point ma tête, répondit Duprat, car j'ai ici les originaux des lettres dont vous parlez, et elles ne signifient point du tout ce que vous dites. *Quand on m'adjugeroit votre tête,* repliqua le chancelier Impérial (2), *je n'en voudrois point, j'aimerois mieux en*

(1) Lettres des députés pour les conférences de Calais, au Roi, du 9 août 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n^o. 8491, fol. 17.

(2) Manuscrits de Béthune, vol. coté 8179. Ce volume contient un procès-verbal des conférences de Calais, d'où est tiré en partie ce qu'on vient de rapporter.

la place une tête de cochon, elle seroit meilleure à manger. C'est ainsi que les deux plus grands ministres des deux plus grands monarques de l'Europe traitoient les plus grands intérêts. 1521.

Le Cardinal, décidé à remporter dans son île la couronne d'olivier, imagina de traiter avec François I directement et sans l'entremise de ses plénipotentiaires; il dépêcha le lord Grand-Chambellan et le lord S. Jean pour lui proposer la paix aux conditions suivantes : que les Impériaux leveroient le siège de Tournay, qu'ils retireroient leurs troupes du Milanès, que les François de leur côté rappelleroient celles qu'ils avoient dans les Pays-Bas et sur les frontières d'Espagne; que les autres différens qui restoient entre les deux monarques seroient toujours soumis à l'arbitrage du roi d'Angleterre, qui rendroit sa décision quand il pourroit, quand il voudroit. C'étoit toujours laisser l'Empereur en possession des royaumes contestés. Cette proposition n'étoit que la première mal déguisée; c'étoit une trêve indéfinie à laquelle on donnoit le nom de paix; mais une paix, pour être solide, doit régler les droits litigieux, et celle-ci ne régloit rien.

Tandis que le Roi délibéroit sur les offres du Cardinal, il reçut la nouvelle de la prise de Fontarabie que le présomptueux Bonnavet promettoit de faire suivre bientôt de celle de Saint-Sebastien; il s'étoit fait une si haute idée de l'importance de ces deux places, qu'il croyoit que l'Empereur seroit forcé de restituer la Navarre pour les recouvrer; il inspira une partie de cette idée à la cour, la duchesse d'An-

Mém. de Du
Bellay, l. 1.

Belcar.,
l. 16, n. 36.

1521.

goulême l'appuya , François I, qui d'ailleurs étoit peu porté à la paix, voulut conserver Fontarabie , l'Empereur exigea qu'on lui rendît cette place ; le roi d'Angleterre demanda qu'elle fût mise en séquestre entre ses mains, François I la garda, la paix ne se fit point, on fit seulement un traité pour la liberté de la pêche.

Mézerai accuse le seul Bonnivet d'avoir fait refuser la paix, et prend de là occasion d'attaquer durement sa mémoire. *C'est ainsi, dit-il, qu'un ministre visionnaire et ambitieux jeta son Roi et sa patrie dans une suite infinie de calamités.* Il nous semble que Mézerai se livre un peu trop ici à son zèle amer contre les favoris ; du moins il est sûr que Bonnivet ne fut point le seul qui n'approuva pas la trêve dangereuse qu'on proposoit à François I sous le nom de paix. Les plénipotentiaires François, qui négocioient à Calais, lui mandèrent expressément : *Nous ne serons jamais assez malheureux pour vous conseiller d'y souscrire* (1).

Abrégé
Chronolog.

Mézerai se sert contre Bonnivet du grand nom du comte de Guise ; il prétend que ce héros, prévoyant qu'on ne pourroit garder Fontarabie, ou que, si l'on s'obstinoit à garder cette place, elle seroit un obstacle à la paix, vouloit qu'elle fût démantelée, et que les matériaux fussent employés à construire une Forteresse à Andaye, ville située à la droite de la rivière du même nom, du côté de la France ; par ce moyen l'on eût ruiné un boulevard de l'Espagne,

(1) Lettre des députés pour les Conférences de Calais, au Roi, du 9 août 1521. Bibliothèque du Roi, manuscrits de Béthune, n°. 8491, fol. 17.

on eût assuré davantage la frontière de la France, on eût évité l'embarras de restituer ou de garder Fontarabie ; mais Bonnivet , enivré de sa conquête et croyant qu'elle l'égalait aux plus grands généraux, rejeta l'avis du comte de Guise. Il fit plus , selon Mézerai , il s'endormit à l'ombre d'un si beau laurier et négligea de s'assurer de plusieurs places qu'il pouvoit prendre en très-peu de jours sans aucun danger.

Au reste Fontarabie fut conservée avec encore plus de gloire qu'elle n'avoit été conquise, mais cette gloire est étrangère à Bonnivet; ce fut le brave Daillon Du Lude , d'une valeur long-temps exercée dans les guerres d'Italie sous Louis XII , qui fut nommé gouverneur de cette place ; il justifia bien ce choix par le courage persévérant avec lequel il la défendit pendant treize mois entiers contre toute l'armée d'Espagne ; il soutint quantité d'assauts , il soutint surtout les horreurs d'une de ces famines, dont les exemples sont même rares dans l'histoire des malheurs et des fureurs des hommes ; il y avoit long-temps que tous les animaux domestiques étoient dévorés , que les alimens les plus immondes , les plus dégoûtans , manquoient à la faim enragée de la garnison ; qu'on s'arrachoit des cuirs grillés , des parchemins bouillis , et Du Lude ne parloit point de se rendre , quoiqu'il ne recût aucun secours. Bonnivet depuis long-temps étoit retourné à la cour , et ne songeoit plus à Fontarabie que pour exagérer la gloire qu'il avoit eue de s'en rendre maître ; la cour , occupée de tant d'autres objets , étoit forcée de perdre de vue celui-là. Cependant la belle défense de Du Lude fit ouvrir les

1521.

Mém. de
Du Bellay.
liv. 1.

Belcar.,
l. 17, n. 16.

1521.

Le 24 août
1522.

yeux, on ne voulut point en perdre le fruit, on envoya le maréchal de Châtillon avec une armée pour faire lever le siège de Fontarabie, tandis qu'une flotte commandée par Lartigue, amiral de Bretagne, devoit porter à cette place les rafraîchissemens dont elle avoit un si pressant besoin. Le maréchal de Châtillon ne put arriver que jusqu'à Dax où la mort l'arrêta (1). Le maréchal de Chabannes prit le commandement de son armée; il s'avança jusqu'à la rivière d'Andaye, où il attendit la flotte de Lartigue qui devoit le seconder; mais Lartigue se faisant trop attendre, Chabannes plein d'une généreuse impatience, passa l'Andaye à la vue des ennemis, dont l'armée, déjà supérieure à la sienne, venoit encore de recevoir un renfort de six mille lansquenets commandés par le comte de Furstemberg. Chabannes les attaqua dans leurs lignes, les força, entra triomphant dans Fontarabie qu'il ravitailla, tandis que les Espagnols et les Allemands effrayés se cachèrent honteusement dans les montagnes de la Biscaye. Du Lude, après des travaux si longs et si pénibles, avoit besoin de repos; il revint à la cour, où les embrassemens de son maître et les applaudissemens du public furent sa plus flatteuse récompense; on ne l'appeloit que *le Rempart de Fontarabie*. On mit en sa place le capitaine Fraugé, lieutenant de la compagnie de Châtillon, dont on croyoit le courage égal à l'expérience.

Dans les Pays-Bas, les négociations pour la paix avoient retenu l'armée Française immobile entre la

(1) Anne de Montmorency, son beau-frère, fut fait maréchal de France à sa place.

Scarpe et l'Escaut vers Marchiennes. Cependant Tournay, toujours pressé par les Impériaux, ne recevoit point de secours; la saison s'avançoit, des pluies abondantes enfloient les rivières, et bientôt on vit qu'il n'étoit plus possible de passer la Scarpe à Marchiennes pour secourir Tournay; il fallut revenir du côté de la Picardie pour y prendre des quartiers d'hiver. Dans cette marche, l'armée Française fut exposée à un assez grand danger qu'elle évita heureusement. Il avoit fallu passer la petite rivière de Ry, qui tire sa source des étangs d'Oisy, et qui se décharge dans l'Escaut près de Bouchain: l'avant-garde, le corps de bataille, une partie même de l'arrière-garde avoient passé sans difficulté, lorsque divers ponts construits sur la chaussée s'étant rompus, et plusieurs chariots du bagage ayant été renversés dans les marais, la confusion se mit dans l'armée, la marche fut interrompue, la partie de l'arrière-garde qui étoit encore au delà de la rivière, fut obligée d'y rester, et de passer la nuit dans un endroit où l'armée n'étoit pas à portée de la secourir. Au point du jour, un détachement considérable, sorti de Douay, s'avança pour reconnoître les François; mais leur cavalerie, présentant un front formidable, couvrit par des mouvemens si habiles tout le désordre de la chaussée, que les ennemis n'en aperçurent rien; si l'on en eût été instruit, et que les garnisons de Douay et de Valenciennes se fussent unies pour en profiter, le moindre malheur qui eût pu arriver aux François, auroit été de perdre leur arrière-garde et une grande partie du bagage. A peine avoit-on échappé à ce péril, qu'on apprit que la ville de Hesdin étoit

1521.

Du Bellay,
liv. 1.Belcar., liv.
16, n. 56.

sans garnison, et que le lendemain on y célébroit les noces de la fille unique du receveur général de l'Artois ; les fêtes que ces noces entraînoient, et la négligence qui devoit en être la suite, firent naître le projet de surprendre cette place. Le Connétable à la tête de l'avant-garde, le comte de S. Pol avec six mille hommes de pied, le duc de Vendôme avec l'arrière-garde, partirent sur-le champ, firent une marche forcée en traversant l'Artois dans presque toute sa largeur ; ils arrivèrent aux portes de Hesdin, tandis qu'on les croyoit encore aux environs de Bouchain ; ils prirent Hesdin d'emblée, et firent dans cette ville opulente, l'ancienne demeure des ducs de Bourgogne, comtes de Flandre, un butin propre à les dédommager de la perte de Tournay, qui, n'étant point secouru, fut obligé de se rendre après six mois de siège. Le roi avoit quitté l'armée avant la prise de Hesdin et la perte de Tournay.

1522.

Presque tout l'hiver se passa en escarmouches et en surprises ; au commencement du printemps, les Impériaux prétendirent faire le siège de Dourlens, qu'ils levèrent avec une promptitude ridicule, avant l'arrivée des garnisons voisines, qui se rassembloient pour secourir cette place. Mais bientôt le parti Impérial sembla se fortifier d'un appui formidable ; les Anglois se déclarèrent contre la France, en prenant pour prétexte le refus que François I avoit fait de souscrire à la paix proposée par le cardinal Volsey, et de mettre Fontarabie en séquestre entre leurs mains, mais ils avoient d'autres sujets de rupture.

La France, qui connoissoit les mauvaises intentions du roi d'Angleterre, avoit interrompu le paiement

de quelques sommes qu'elle lui devoit; elle continuoit d'ailleurs plus que jamais ses correspondances avec l'Ecosse, et entretenoit ce royaume dans la haine qu'il avoit vouée à l'Angleterre (1).

1522.

L'Empereur, voyant que Henri VIII et Volsey lui étoient favorables, passa encore en Angleterre pour tirer parti de leurs dispositions. Alors fut conclu entre l'Empereur et le roi d'Angleterre le traité de Vindsor, par lequel l'Empereur s'engageoit à entrer en France du côté de l'Espagne, et Henri VIII du côté de la Picardie, chacun avec une armée de quarante mille hommes d'infanterie et de dix mille de cavalerie. L'Empereur devoit aussi aider Henri VIII à subjuguier l'Ecosse, et Henri VIII devoit l'aider à recouvrer la Gueldre et la Frise. Le Pape, les Vé-

Du Bellay,
l. 2.Sleidan,
Commentar.
liv. 3.

(1) Outre le témoignage de l'histoire sur ces correspondances avec l'Ecosse, nous avons sous les yeux deux pièces manuscrites qui méritent quelque considération. L'une est une ordonnance du 29 mai 1521, pour payer 190 liv. à Nicolas de Croismare qui avoit porté en Ecosse 500000 écus au sieur d'Aubigny (c'étoit vraisemblablement le maréchal Robert Stuart d'Aubigny) et à un sieur Jean de Planis, *pour être employés, dit le Roi, à nos secrètes affaires*. L'autre est une lettre du conseil de la régence d'Ecosse à François I, du 19 juillet 1521, par laquelle on le prie de renvoyer en Ecosse ce duc d'Albanie qui avoit obtenu la tutelle du jeune roi, au préjudice de la Reine Mère, sœur de Henri VIII. (Bib. du Roi, manus. de Béthune, n°. 8493, fol. 35.)

Il est vrai que, par des lettres du Roi et de la duchesse d'Angoulême, on voit la répugnance qu'ils avoient à laisser partir le duc d'Albanie qui vouloit partir malgré eux. (Manus. de Béthune, vol. coté 8503, fol. 1 et 12.)

Quant aux temps postérieurs à la rupture de l'Angleterre avec la France, mille lettres prouvent l'intelligence de la France avec l'Ecosse, et elle n'est pas contestée; nous avertissons seulement qu'on en trouve les détails dans ces lettres.

1522.

nitien, les Suisses étoient invités à entrer dans cette alliance. L'Empereur promettoit de payer à Henri VIII les sommes que François I lui devoit, afin que cette Ligue ne lui fit rien perdre, et à Volsey qui ne vouloit rien perdre non plus, douze mille livres de pension que François I lui avoit données sur l'évêché de Tournay (1). Enfin l'Empereur devoit épouser la princesse Marie, fille de Henri VIII. Il est vrai qu'elle étoit promise depuis long-temps au Dauphin, et que Charles V avoit promis d'épouser la princesse Charlotte, mais les deux Souverains commençoient par déclarer qu'ils se croyoient quittes de tout engagement envers la France. D'ailleurs, on l'a déjà dit, à qui Charles V ne s'étoit-il pas promis? l'empereur Maximilien ne signoit aucun traité sans toucher une somme d'argent; Charles V n'en signoit presque point qui ne contiennent une promesse de mariage. Henri VIII, qui le savoit, voulut l'enchaîner par un dédit de quatre cent mille écus; on verra dans la suite les contestations que ce traité fit naître.

Henri VIII parut d'abord vouloir l'exécuter de bonne foi, il envoya déclarer solennellement la guerre à François I par un héraut, pendant que l'Empereur étoit encore en Angleterre. Le poids de cette guerre tomba d'abord sur les commerçans des deux nations, dont les effets furent saisis et confisqués de part et d'autre. Thomas Havard, viceroy d'Irlande, fit une descente en Bretagne, et pilla Morlaix, ville alors fort riche, où les marchands Anglois avoient beaucoup d'effets que l'avarice du soldat ne respecta pas

(1) On a déjà dit qu'il lui avoit refusé cet évêché que Volsey désiroit ardemment, et sur lequel il avoit compté.

plus que ceux des François. Les Anglois firent aussi une descente près de Cherbourg dont ils ravagèrent les environs (1); en même temps une autre armée Angloise, commandée par ce duc de Suffolk, beau-frère du roi d'Angleterre, qui avoit été ambassadeur en France sous Louis XII, descendit à Calais; elle tenta d'abord sans succès de surprendre Boulogne (2), puis elle alla se joindre aux troupes que commandoit le comte de Bure, lieutenant-général pour l'Empereur dans les Pays-Bas. La Picardie paroissoit en danger, les François ne pouvoient plus songer à tenir la campagne, il falloit qu'ils se renfermassent dans les places, au hasard de ne pouvoir les défendre. Cependant la sage conduite du duc de Vendôme, gouverneur de Picardie, auquel se joignit la Tremoille, gouverneur de Bourgogne; la valeur, la bonne intelligence, la capacité des principaux capitaines qui servoient sous le duc de Vendôme, tels que le comte de S. Pol son frère, le comte de Guise, Pontdormy, l'honneur du nom de Créquy, de Lorges, etc. l'attention qu'on eut de rassembler à propos les garnisons, de les distribuer avec une sage économie dans les places menacées, de faire des sorties fréquentes et toujours avec succès, sans s'écarter trop des retranchemens; de harceler sans cesse l'ennemi, de lui couper les vivres, de le miner en détail, de profiter de tous les avantages; toutes ces ressources du génie, de la prudence et de l'activité, suppléant à la force, continrent à la fois

(1) Lettre au roi d'Angleterre, du mois de juin 1522.

(2) Lettre du comte de Surrey aux seigneurs du conseil du roi d'Angleterre, du 27 mai 1522.

1522.

et les Anglois et les Impériaux, et firent échouer presque toutes leurs entreprises.

Le véritable duc de Suffolk, de la branche d'York⁽¹⁾, voyant la guerre allumée entre la France et l'Angleterre, ne manqua pas de sortir de sa retraite d'Allemagne, et de venir, avec un corps considérable de Lansquenets, partager la gloire de cette campagne.

Avant que les Impériaux fussent joints avec les Anglois, le comte de S. Pol et le comte de Guise, ayant pris et brûlé Bapaume et voulant aller faire le dégât dans la partie du pays ennemi située entre la Scarpe et l'Escant, écrasèrent en passant un corps considérable des Impériaux posté à l'Ecluse, dans le même endroit où, l'année précédente, l'armée Française avoit passé avec tant de péril la petite rivière de Ry. Le jeune François de Lorraine⁽²⁾, auquel étoit réservé l'honneur de rendre un jour Calais à la France et de chasser entièrement les Anglois des terres Françaises, étoit alors âgé de seize à dix-sept ans; il faisoit ses premières armes sous le comte de Guise son père, il donna dans cette action des marques de ce qu'il devoit être un jour. Il vit sept ou huit cavaliers ennemis qui se retiroient dans un bois, il courut à eux, résolu de les combattre et presumant de les vaincre seul, saillie vraiment Française et admirable à un âge qui permet la témérité. Il alloit succomber glorieusement sous le nombre, lorsque Martin Du Bellay accourut à son secours avec dix ou douze cavaliers, et le dégagea.

(1) Voir l'introduct. chap. 3. art. Angleterre.

(2) On l'appeloit alors le comte d'Aumale, et nous l'appellerons ainsi dans le cours de cette histoire. C'étoit le fils de Claude, comte et depuis duc de Guise.

Martin du Bellay, qui raconte ce fait dans ses mémoires, rend au jeune prince le témoignage « que 1522.
« s'il n'eut pas la gloire de vaincre seul, il eut celle
« d'avoir attaqué le premier, et de ne s'être retiré qu'a-
« près que les ennemis eurent été taillés en pièces. »
Les François firent dans cette occasion un butin immense; ils portèrent le ravage et l'épouvante jusqu'aux portes d'Arras, de Douay, et de Valenciennes.

Il étoit impossible de traverser la jonction des Anglois avec les Impériaux, on ne l'essaya point. Leurs troupes combinées vinrent former le siège de Hesdin, pendant le cours duquel le comte de Guise et Pontdormy leur firent dévorer mille affronts, leur taillèrent en pièces quantité de détachemens, un entr'autres qui étoit sorti pour aller brûler une maison appartenant au frère de Pontdormy : Pontdormy traita cette affaire comme une querelle domestique; il voulut attaquer seul ce détachement avec sa compagnie, inférieure en nombre de près de moitié, et il le tailla en pièces. Enfin, au bout de neuf mois, les alliés, voyant leur armée diminuer tous les jours par les sorties des assiégés et par les ravages de la dyssenterie, voyant d'ailleurs que des pluies continuelles ruinoient ou ralentissoient leurs travaux, levèrent le siège et se retirèrent.

Leur retraite fut fort troublée par les troupes que le duc de Vendôme envoya contre eux, ils n'osèrent faire aucun dégât de peur de perdre tous les détachemens qui s'écarteroient du corps de l'armée. Ils voulurent aller mettre le siège devant Corbie; ils y trouvèrent le comte de Saint-Pol qui, ayant deviné leur projet, venoit de s'y jeter avec de bonnes troupes; ils

1522.

s'amusèrent à brûler Dourlens que le comte de Saint-Pol venoit d'abandonner comme incapable de soutenir un siège. Les comtes de Saint-Pol et de Guise eurent encore un avantage considérable sur les Anglois au bourg de Pas en Artois, il en resta cinq ou six cens sur la place : après cet échec, les Anglois repassèrent la mer.

1523.

Au commencement de la campagne suivante, et avant que les Anglois revinssent en France, le duc d'Arscot (1), qui commandoit les Impériaux dans les Pays-Bas, voulut tenter la fidélité de Longueval (2), gouverneur de Guise, qui s'en vengea en lui tendant un piège ; il voulut bien paroître traître pour mieux servir sa patrie. Il envoya au duc d'Arscot, un soldat de confiance, nommé Livet, pour l'assurer que Guise seroit livré aux Impériaux dès qu'ils paroîtroient ; il avoit eu soin d'avertir le Roi et le duc de Vendôme, et, suivant un projet concerté entre eux, Fleuranges, qui étoit aux environs des Ardennes, devoit venir avec un corps considérable se poster entre Avesnes et Guise, au levant de cette dernière place, tandis que le duc de Vendôme, s'avanceroit du côté de la Picardie et prendroit son poste au couchant de Guise. Lorsque le duc d'Arscot paroîtroit, ces deux corps devoient se rapprocher, et le presser de manière que, soit qu'il prît le parti de la retraite, soit qu'il se déterminât à livrer bataille, il seroit exposé à un double feu, sans compter celui de la garnison de Guise, la-

(1) De la maison de Crouy, neveu de Chièvres, nommé ci-devant le marquis d'Arscot, parce qu'il n'avoit pas encore été créé duc.

(2) De la maison de Bossu. On prétend qu'il fut traître en effet dans la suite; voir ci-après à l'année 1544.

quelle ne manqueroit pas d'ailleurs de faire une sortie pour prêter la main à Vendôme et à Fleuranges. D'après ces arrangemens, on s'attendoit à une affaire générale, car, puisque la retraite devoit être au moins aussi dangereuse pour le duc d'Arscot qu'une bataille, il étoit naturel qu'il courût les risques de la bataille. Le Roi en jugea ainsi, et, sortant de l'inaction où il avoit passé toute l'année 1522, il partit de Chambord, en poste, pour cueillir les lauriers que des mesures si bien prises sembloient lui promettre (1). Il arrive à minuit à Genlis près de Chauny, la veille du jour marqué pour l'exécution de l'entreprise. Le duc d'Arscot, croyant toujours être de concert avec Longueval, feignoit d'assiéger Théroouanne pour mieux déguiser l'entreprise formée sur Guise; mais une marche aussi longue que celle du Roi n'avoit pu être secrète; le duc d'Arscot, l'ayant apprise, conçut de justes soupçons: il fit mettre Livet à la question, sans pouvoir arracher de la bouche de ce généreux soldat aucun aveu du projet de Longueval; celui-ci usa de représailles sur les otages que le duc d'Arscot lui avoit donnés. Enfin le duc d'Arscot, s'étant assuré que son projet étoit éventé, s'en tint à faire le siège de Théroouanne, et le Roi ne passa pas outre. Le duc de Vendôme seulement s'avança pour faire lever le siège. A son approche les Impériaux s'éloignèrent, le duc de Vendôme les suivit et leur présenta la bataille aux

(1) Beaucaire, à ce sujet, traite le Roi avec assez peu de ménagement; il dit qu'il étoit plus propre à l'ostentation qu'à l'action. *Ostentandis potius quam rebus gerendis idoneus*. Il faut du moins accorder à Beaucaire que cette marche du Roi rompit toutes les mesures de Longueval.

1523.

environs de S. Omer ; mais les Flamands, qui étoient en grand nombre dans l'armée du duc d'Arscot, saisis d'une terreur soudaine, s'enfuirent avec tant de précipitation que plusieurs se noyèrent dans la petite rivière des Cordes ; la cavalerie Impériale eut bien de la peine à couvrir la retraite de l'armée, et Théroutanne ravitaillé n'eut plus de siège à craindre. Une circonstance contribua beaucoup au salut de l'armée Impériale. Lorsqu'on alloit la charger, le jeune Brion, un des favoris du Roi, arriva au camp des François et déclara au duc de Vendôme que le Roi ne vouloit point qu'on livrât bataille. Les lecteurs ont déjà pu remarquer en plus d'une occasion que le Roi n'aimoit pas qu'on voulût combattre sans lui, c'est une tache à sa gloire ; il étoit grand sans doute de vouloir se trouver à toutes les batailles, mais il étoit petit, et il pouvoit être dangereux d'arrêter les succès auxquels il ne pouvoit avoir part.

Au reste les Impériaux n'étoient pas tellement éloignés qu'ils ne pussent profiter de la négligence des François, s'ils s'en permettoient quelqueune ; on l'éprouva bientôt : l'armée Française, campée au village d'Andinton, à quelques lieues de Théroutanne, fit la faute de se couper et de mettre la Lis entre l'avant-garde et le corps de bataille. Les Impériaux, en étant avertis, vinrent pendant la nuit pour surprendre ces deux corps séparés ; ils attaquoient déjà le corps de bataille avec avantage, et le désordre alloit devenir très-grand, si un homme d'armes de la compagnie de Montmorenci, nommé Tignerette, n'eût eu assez de courage pour donner l'alarme, quoiqu'il fût entre les mains des ennemis qui menaçoient de le

tuer. Les Impériaux, se voyant découverts, se retirèrent promptement, avant que les deux corps pussent se rejoindre, et les François apprirent par cette leçon à ne plus se séparer. 1523.

Tel étoit le succès des armes Françaises dans les Pays-Bas et dans l'Espagne pendant les années 1521, 1522 et au commencement de 1523 ; mais il s'en falloit bien qu'il fût le même en Allemagne et en Italie.

DISSERTATIONS

SUR DIVERS POINTS DE L'HISTOIRE DE FRANÇOIS PREMIER.

PREMIERE DISSERTATION.

(*Introduction, Chapitre 1, Page 10.*)

SUR LA DEVISE DE FRANÇOIS I.

C'EST peut-être des Italiens que la France a pris l'usage des devises ; il semble du moins que cet usage devint commun en France vers le temps de l'expédition de Naples, sous Charles VIII. Louis XII paroît avoir été le premier des rois de France qui ait pris une devise ; c'étoit une porc-épic avec ces mots : *Cominus et eminus. De près et de loin.*

Cette devise est aisée à entendre. Louis XII menace ses ennemis de leur faire sentir sa puissance de loin comme de près. L'emblème est juste, puisqu'on prétend que le porc-épic, indépendamment de ses pointes fixes qui se font sentir à ceux qui s'en approchent de trop près, a encore d'autres piquans nommés *fuseaux ou flèches* qu'il détache et qu'il lance au loin contre les chiens et les chasseurs qui le poursuivent.

La devise de François I est aussi obscure que celle de Louis XII est claire. C'est une salamandre dans le feu avec ces mots : *Nutrisco et extinguo* ou *estingo*. *Je nourris et j'éteins*, ou *je m'en nourris et je l'éteins*.

Qu'il soit reconnu aujourd'hui que la salamandre ne puisse ni vivre dans le feu ni l'éteindre, cela est indifférent ici. Une idée fausse, pourvu qu'elle ait été reçue, peut servir d'emblème. N'insistons pas non plus sur ce qu'on ne sait trop à quelle langue appartient le mot *Nutrisco*, qui ne paroît pas être latin. Parmi les médailles du règne de François I, conservées à la bibliothèque du Roi, et qui sont toutes gravées dans la grande histoire de Mézerai, on en trouve une qui représente une salamandre couronnée au milieu des flammes, et dont la légende plus latine, est : *Extinguo, nutrior*. Supposons donc qu'il n'y ait aucune difficulté sur le sens littéral.

À l'égard du sens allégorique, la preuve qu'il n'est pas clair, c'est que chaque auteur l'interprète à sa manière.

Le Père Bouhours (entretiens d'Ariste et d'Eugène) dit « que François I voulut, par cette devise, montrer « son courage ou plutôt son amour. *Nutrisco*, dit-il, « montre qu'il se faisoit un plaisir de sa passion, mais « *extinguo*, peut signifier qu'il en étoit le maître, et « qu'il pouvoit l'éteindre, quand il vouloit. »

Son courage, ou son amour! Voilà deux interprétations. Quelle est la bonne? Si la devise les reçoit toutes deux également, elle est mauvaise, elle manque de propriété, de convenance essentielle et exclusive, à moins qu'il ne s'agisse du courage en amour, de ce courage qui sait vaincre l'amour quand il le faut, courage

que n'eut jamais François I et que les plus grands hommes ont si rarement eu.

L'idée générale du courage, sans cette restriction, seroit confirmée par une médaille où, autour d'une salamandre toujours dans les flammes, on lit ces deux vers :

*Discutit hæc flammam, Franciscus robore mentis
Omnia pervicit, rerum immersabilis undis.*

Le Père Bouhours dit que François I fit lui-même sa devise, en quoi il n'est d'accord ni avec Guichenon, qui dit que cette devise avoit été celle de Louise de Savoye, sa mère, ni avec Paradin qui dit que c'étoit celle du comte d'Angoulême, son père, ni avec Mézerai, qui dit que ce fut Artus de Gouffier-Boisy, gouverneur de François I, qui lui choisit cette devise.

Chacun de ces auteurs donne à la devise un sens particulier.

Selon Guichenon, elle signifioit que Louise de Sa-

Guichen.,
Hist. Génée-
log. de la
maison de
Savoye.
Parad. chro.
de Savoye.
Mézerai,
grande hist.

voye ; *maintenoit les gens de bien ; en ruinant les méchans.*

Nudrisco il buono, e spengo il reo:

Il y a en effet une des médailles de François I où l'on trouve en Espagnol une légende toute pareille.

Pour Mézerai, il dit « qu'Artus de Gouffier vou-
« lant faire connoître à son élève qu'il devoit appli-
« quer la vivacité de son génie aux bonnes choses,

« non pas à la vanité ni à la violence, il lui choisit
« cette devise. »

Le P. Daniel, beaucoup plus sage qu'eux tous, convient qu'il ne l'entend point, et c'est à cela qu'il faut s'en tenir.

Au reste, cette devise se trouve sur tous les édifices et sur les monumens de toute espèce, qui nous restent de François I. Si donc elle a été portée avant lui par le comte d'Angoulême ou par Louise de Savoie, il est certain au moins qu'elle a été adoptée par François I et qu'elle est beaucoup plus connue pour avoir été la sienne que celle de son père ou de sa mère.

Les deux femmes de François I eurent aussi chacune leur devise : celle de la simple et vertueuse Claude étoit une pleine lune, avec ces mots : *Candida candidis*, qui signifie, dit Mézerai, qu'elle étoit *Candide* et bienfaisante *aux ames candides*. « Cet astre, ajoute-t-il, réjouit ceux qui n'ont point de mauvais des-
« seins, et qui ne cherchent point les ténèbres pour
« cacher leurs mauvaises actions. »

Cette glose suffit pour faire entendre la devise et pour prouver qu'elle n'est pas claire.

Celle d'Eléonor étoit un phœnix avec ces mots : *Unica semper avis*. *Oiseau toujours unique* : Devise très-claire, mais bien fastueuse pour l'obscur Eléonor.

SECONDE DISSERTATION.

Livre I, Chapitre I, page 166 et suivantes.

LETTRE DE FRANÇOIS I A LA DUCHESSE D'ANGOULÊME,
SUR LA BATAILLE DE MARGNAN.

MADAME,

« AFIN que vous soyez bien informée du fait de
« notre bataille, je vous avise que hier à heure d'une
« heure après - midi, notre guet, qui étoit sur les
« portes de Milan, nous avertit comme les Suisses se
« jetoient hors de la ville pour nous venir combattre ;
« laquelle chose entendue, jetâmes nos lansquenets en
« ordre, c'est à savoir en trois troupes, les deux de
« neuf mille hommes, et la tierce d'environ quatre
« mille hommes, que l'on appelle les enfans perdus de
« Pierre de Navarre, sur le côté des avenues avec les
« gens de pied de France et aventuriers ; et parce que
« l'avenue par où venoient lesdits Suisses, étoit un peu
« serrée, et ne fut si bien possible de mettre nos gen-
« darmes de l'avant-garde, comme ce étoit en plain
« pays, qui nous cuida mettre en grand désordre, et
« de ma bataille j'étois à un trait d'arc en deux troupes
« de ma gendarmerie, et à mon dos mon frère d'Alen-
« çon avec le demeurant de son arrière-garde, et
« notre artillerie sur les avenues. Et au regard des
« Suisses, ils étoient en trois troupes, la première de dix

« mille, la seconde de huit mille hommes et la tierce
« de dix mille hommes; vous assurant qu'ils venoient
« pour châtier un prince, s'il n'eût été bien accom-
« pagné; car d'entrée de table qu'ils sentirent notre
« artillerie tirer, ils prindrent le pays couvert, ainsi
« que le soleil se commençoit à coucher, de sorte que
« nous ne leur fismes pas grand mal pour l'heure de
« notre artillerie, et vous assure qu'il n'est pas pos-
« sible de venir en plus grande fureur ni plus ardem-
« ment: ils trouvèrent les gens de cheval de l'avant-
« garde par le côté; et combien que lesdits hommes
« d'armes chargeassent bien et gaillardement, le Con-
« nétable, le maréchal de Chabannes, Ymbereourt,
« Telligny, Pont de Remy et autres qui étoient là,
« si furent-ils reboutez sur leurs gens de pied, de
« sorte avec grande poussière que l'on ne se pouvoit
« voir, aussi bien que la nuit venoit; il y eut quel-
« que peu de désordre; mais Dieu me fit la grâce de
« venir sur le côté de ceux qui les chassoient un peu
« chaudement, me sembla bon de les charger, et le
« furent de sorte, et vous promets, Madame, si bien
« accompagnés et quelques gentils galans qu'ils soient,
« deux cens hommes d'armes que nous étions, en dé-
« fismes bien quatre mille Suisses, et les repoussâmes
« assez rudement, leur faisant jeter leurs piques, et
« crier *France*. Laquelle chose donna haleine à nos
« gens de la plupart de notre bande, et ceux qui me
« purent suivre, allâmes trouver une autre bande de
« huit mille hommes, laquelle à l'approcher cuidions
« qui fussent lansquenets, car la nuit étoit déjà bien
« noire. Toutefois, quand ce vint à crier *France*, je
« vous assure qu'ils nous jetèrent cinq à six cens

« piqués au nez, nous montrant qu'ils n'étoient point
« nos amis. Nonobstant cela si furent-ils chargés et
« remis au-dedans de leurs tentes, en telle sorte,
« qu'ils laissèrent de suivre les lansquenets, et nous
« voyant la nuit noire, et n'eût été la lune qui aidait,
« nous eussions bien été empêchés à connoître l'un
« l'autre; et m'en allai jeter dans l'artillerie, et là
« rallier cinq ou six mille lansquenets, et quelques
« trois cens hommes d'armes, de telle sorte que je
« tins ferme à la grosse bande des Suisses. Et cepen-
« dant mon frère le Connétable rallia tous les piétons
« François et quelque nombre de gendarmerie, leur
« fit une charge si rude, qu'il en tailla cinq ou six mille
« en pièces, et jeta cette bande dehors: et nous par
« l'autre côté leur fîmes jeter une volée d'artillerie
« à l'autre bande, et quand et quand les chargeâmes
« de sorte que les emportâmes, leur fîmes passer un
« gué qu'ils avoient passé sur nous. Cela fait, ralliâmes
« tous nos gens et retournâmes à l'artillerie; et mon
« frère le Connétable sur l'autre coin du camp, car les
« Suisses se logèrent bien près de nous, si près que n'y
« avoit qu'un fossé entre deux; toute la nuit demeu-
« râmes le cul sur la selle, la lance au poing, l'armet
« à la tête, et nos lansquenets en ordre pour combattre;
« et pour ce que j'étois le plus près de nos ennemis, m'a
« fallu faire le guet, de sorte qu'ils ne nous ont point
« surpris au matin, et faut que vous entendiez que le
« combat du soir dura depuis les trois heures après
« midi jusques entre onze et douze heures que la lune
« nous faillit, et y fut fait une trentaine de belles charges.
« La nuit nous départit, et même la paille pour recom-
« mencer au matin, et croyez, Madame, que nous avons

« été vingt-huit heures à cheval, l'armet à la tête, sans
« boire ni manger. Au matin une heure avant jour prins
« place autre que la nôtre, laquelle sembla bonne aux
« capitaines des lansquenets, et l'ai mandé à mon frère
« le Connétable pour soi tenir par l'autre avenue, et
« pareillement l'ai mandé à mon frère d'Alençon, qui
« au soir n'étoit pu venir, et dès le point du jour que
« pûmes voir, me jetai hors du fort avec les deux
« gentilshommes, qui m'étoient demeurés du reste du
« combat, et ai envoyé quérir le Grand-Maître, qui
« se vint joindre avec moi, avec environ cent hommes
« d'armes; et cela fait, messieurs les Suisses se sont
« jetés en leurs ordres, et délibérés d'essayer encore
« la fortune du combat: et comme ils marchaient hors
« de leur logis, leur fis dresser une douzaine de coups
« de canon qui prindrent au pied, de sorte que le
« grand trot retournèrent en leur logis, se mirent en
« deux bandes, et pour ce que leur logis étoit fort et
« que ne les pouvions chasser, ils me laissèrent à mon
« nez huit mille hommes, et toute leur artillerie, et
« les autres deux bandes les envoyèrent aux deux coins
« du camp; l'une à mon frère le Connétable, et l'autre
« à mon frère d'Alençon. La première fut au Conné-
« table, qui fut vertueusement reculée par les aven-
« turiers François de Petre de Navarre. Ils furent re-
« poussés et taillés outre grand nombre des leurs, et
« se rallièrent cinq ou six mille, lesquels cinq ou six
« mille aventuriers défirent avec l'aide du Connétable
« qui se mêla parmi eux, avec quelque nombre de sa
« gendarmerie. L'autre bande qui vint à mon frère
« fut très-bien recueillie, et à cette heure-là arriva
« Barthélemy Delvian avec la bande des Vénitiens,

« gens de cheval, qui tous ensemble les taillèrent en
« pièces, et moi étois vis-à-vis les lansquenets de la
« grosse troupe qui bombardions l'un et l'autre, et
« étoit à qui se délogeroit, et avons tenu bute huit
« heures à toute l'artillerie des Suisses, que je vous as-
« sure qu'elle a fait baisser beaucoup de têtes. A la fin
« de cette grosse bande, qui étoit vis-à-vis de moi
« envoyèrent cinq mille hommes, lesquels renversè-
« rent quelque peu de nos gendarmes, qui chassoient
« ceux que mon frère d'Alençon avoit rompus, lesquels
« vinrent jusques aux lansquenets, qui furent si bien
« recueillis de coups de haches, butes, de lances et
« de canon, qu'il n'en réchappa la queue d'un, car
« tout le camp vint à la huée sur ceux-là, et se ral-
« lièrent sur eux; et sur cela fismes semblant de mar-
« cher aux autres, lesquels se mirent en désordre, et
« laissèrent leur artillerie, et s'enfuirent à Milan; et
« de vingt-huit mille hommes, qui là étoient venus,
« n'en réchappa que trois mille, qu'ils ne fussent tous
« morts ou pris; et des nôtres, j'ai fait faire revue, et
« n'en trouve à dire qu'environ quatre mille. Le tout,
« je prends tant d'un côté que d'autre à trente mille
« hommes. La bataille a été longue, et dura depuis
« hier les trois heures après-midi, jusques aujourd'hui
« deux heures, sans savoir qui l'avoit perdue ou ga-
« gnée, sans cesser de combattre, ou de tirer l'artil-
« lerie jour et nuit; et vous assure, Madame, que j'ai
« vu les lansquenets mesurer la pique aux Suisses, la
« lance aux gendarmes; et ne dira-t-on plus que les
« gendarmes sont lièvres armés, car sans point de
« faute, ce sont eux qui ont fait l'exécution, et ne pen-
« serois point mentir que par cinq cens, et par cinq

« cens, il n'ait été fait trente belles charges avant que
« la bataille fût gagnée. Et tout bien débattu depuis
« deux mille ans en ça, n'a point été vue une si fière
« ni si cruelle bataille, ainsi que disent ceux de Ra-
« vennes, que ce ne fût au prix qu'un tiercelet. Ma-
« dame, le sénéchal d'Armagnac avec son artillerie,
« ose bien dire qu'il a été cause en partie du gain de
« la bataille, car jamais homme n'en servit mieux. Et
« Dieu merci tout fait bonne chère, je commencerai
« par moi et par mon frère le connétable, par M. de
« Vendôme, par M. de Saint-Pol, M. de Guise, le ma-
« réchal de Chabannes, le Grand-Maitre, M. de Lon-
« gueville. Il n'est mort de gens de renom qu'Ymber-
« court et Bussy qui est à l'extrémité, et est grand
« dommage de ces deux personnages. Il est mort quel-
« ques gentilshommes de ma maison, que vous saurez
« bien sans que vous le récrive. Le prince de Talmond
« est fort blessé, et vous veux encore assurer que mon
« frère le Connétable et M. de Saint-Pol ont aussi bien
« rompu bois, que gentilshommes de la compagnie
« quels qu'ils soient, et de ce j'en parle comme celui
« qui l'a vu, car ils ne s'épargnoient non plus que san-
« gliers échauffés. Au demeurant, Madame, faites bien
« remercier Dieu par-tout le royaume de la victoire
« qu'ils lui a plu nous donner. Madame, vous vous
« moquerez de messieurs de Lautrec et de Lescun qui
« ne se sont point trouvés à la bataille, et se sont amu-
« sés à l'appointement des Suisses qui se sont moqués
« d'eux; nous faisons ici grand doute du comte de San-
« xerre, pour ce que ne le trouvons point.

« Madame, je supplie le Créateur vous donner très-
« bonne vie et longue; écrit au camp de Sainte-Bri-

« gide, le Vendredy, quatorzième jour de septembre
« mil cinq cent quinze. »

En rapprochant cette lettre de la relation que j'ai donnée de la bataille de Marignan, il sera aisé de voir que j'ai pris le plan et les dispositions générales de cette bataille dans le récit du Roi lui-même, mais que je me suis écarté de ce récit dans quelques détails. J'ai dû en effet combiner cette lettre avec le récit des historiens contemporains les plus exacts, tels que Du Bellay et Guichardin. Cette lettre, écrite le jour même de la bataille, dans le tumulte d'un camp, dans l'ivresse de la joie, se ressent, à quelques égards, de la précipitation avec laquelle elle a été écrite. Les particularités n'étoient pas encore bien connues; le nombre total des morts y est exagéré, celui des morts célèbres parmi les François étoit encore ignoré; mais le désordre et le fracas de cette terrible bataille sont bien peints dans cette lettre, et l'on y voit respirer, en quelques endroits, l'ame humaine et sensible de François I.

TROISIÈME DISSERTATION.

Livre 2, Chapitre 1, page 232.

TABLEAU DE L'EMPIRE GERMANIQUE.

POUR se former une idée juste de la constitution de l'Empire, de ses loix, de ses forces, de l'autorité de son chef et de ses membres au temps de la concur-

rence de Charles-Quint et de François I, il faut jeter un coup d'œil sur les principales révolutions arrivées en Germanie depuis Charlemagne jusqu'à la mort de Maximilien I, et diviser cet espace de temps en un certain nombre de périodes à travers lesquelles on puisse suivre la naissance, les progrès et le développement du droit public d'Allemagne.

On peut distinguer six de ces périodes : la Carlovingienne, la Saxonne, la Franconienne, celle de Suabe, celle de Hasbourg, Luxembourg et Bavière (ces trois n'en font qu'une) et enfin celle d'Autriche.

1°. PÉRIODE CARLOVINGIENNE.

Ce fut l'an 800 que Charlemagne, roi de France, ayant conquis la Germanie et l'Italie, renouvela l'empire d'Occident, détruit en 476 sous le jeune Augustule, par Odoacre, roi de Hérules. Cette cérémonie se fit à Rome, où Charles paroissoit alors en vainqueur, en maître, en bienfaiteur; le peuple le proclama, le Pape le couronna, et Charles parut tenir de leur libéralité ce qu'il ne devoit qu'à ses armes.

Le nouvel Empire put donc alors paroître composé de la France, de la Germanie, de l'Italie, et, si l'on veut, d'une partie de l'Espagne que Charles avoit enlevée aux Sarrasins; mais qu'est-ce que c'étoit que cet Empire? Étoit-ce en effet l'empire Romain qui sortoit de ses ruines? Il semble qu'en ce cas Charlemagne eût dû fixer son séjour à Rome, et que la France et la Germanie devoient n'être que des provinces de cet empire. Étoit-ce l'empire des François étendu par conquête à la Germanie et à l'Italie? Les Romains ne l'entendoient pas ainsi, cette idée étoit pourtant assea

Rer. Germanicar. scriptores passim.
Eccardi corpus historic.
Medii ævi.
Puffendorff.
chap. 8 de l'empire d'Allemagne.

naturelle, puisque la France étoit la patrie et le patrimoine de Charlemagne. Étoit-ce enfin un Empire absolument nouveau et inconnu jusqu'alors qui s'établissoit en Germanie, qui embrassoit, comme sa principale province, cette même Italie, autrefois le centre de l'Empire, et qui s'unissoit comme égal et comme frère à la monarchie Française, aux armes de laquelle il devoit sa naissance? Cette idée, qui n'étoit vraisemblablement ni celle de Charlemagne ni celle des Romains, fut cependant celle qui prévalut dans la suite à la faveur des conjonctures : Charlemagne n'y contribua pas peu en fixant son séjour à Aix-la-Chapelle qu'il avoit fait bâtir avec beaucoup de magnificence, pour être plus au centre de ses états, et donner la main à la France et à l'Allemagne.

Ses enfans firent de ses états divers partages qui attachèrent le titre d'Empereur, tantôt à la possession de l'Italie, tantôt à celle des deux Frances orientale et occidentale : la France orientale étoit la Germanie, ou du moins cette partie de la Germanie, connue aujourd'hui sous le nom de *Franconie*. Louis de Débonnaire, qui réunissoit toute la succession de Charlemagne, à la réserve de l'Italie, étoit Empereur ; Louis II, son petit-fils, le fut aussi, quoiqu'il ne possédât que l'Italie ; Louis *le Germanique*, ainsi nommé parce que la Germanie fut son lot, n'eut jamais le titre d'Empereur ; mais le traité de Verdun, selon les uns, de Thionville, selon les autres, qui, en 843, lui assigna la Germanie détachée de l'Italie et de la France occidentale ou France proprement dite, est la première époque du droit public de l'Allemagne.

A travers tous les troubles qui intervertissent l'ordre des successions dans la race Carlovingienne, on aper-

coit que la dignité Impériale étoit d'abord héréditaire, puisque les princes Carlovingiens en dispoisoient entre eux par des Traités de partage, sans consulter les peuples; mais vers l'an 875 Charles-le-Chaûve, ayant enlevé l'Italie à Carloman, son neveu, se fit élire empereur par les Italiens assemblés à Pavie, et couronner par le pape Jean VIII. En 880, l'empire étant vacant, le même pape Jean VIII convoque une assemblée des états d'Italie pour élire un nouvel empereur, et, dans la formule de convocation, il déclare que c'est à lui et aux états qu'appartient le droit de conférer la dignité Impériale. Ils élurent Charles *le Gros*, un des fils de Louis *le Germanique*. Ce prince, après avoir réuni la France, la Germanie et l'Italie, fut déposé en 887 par les états de ces trois royaumes.

Depuis cette déposition, l'on ne voit plus qu'un chaos de violences, d'usurpations, d'élections forcées et tumultueuses dont il ne résulte aucun droit certain. On ne sait ni quel est le siège de l'Empire, ni quelle est sa constitution; on voit seulement la maison Carlovingienne, avilie et affoiblie par ses divisions, laisser tomber de ses mains tous les sceptres que la valeur de Charlemagne avoit accumulés; on voit la puissance usurpée des seigneurs s'élever peu à peu pendant toute cette période sur les ruines de l'autorité monarchique, et, pour ne point sortir de la Germanie, on avoit vu dès l'an 860 Louis le Germanique s'engager, par une loi fondamentale, à ne rien faire dans son royaume que de concert avec les états.

L'empire Romain avoit été détruit en occident sous un enfant, ce fut aussi par un enfant que finit la dynastie Carlovingienne en Germanie.

II. PÉRIODE SAXONNE.

La mort de Louis IV (c'étoit cet enfant) arrivée en 911, donna lieu à une translation de souveraineté mémorable dans l'histoire d'Allemagne. Des trois branches qu'avoient formées les enfans de Louis le Débonnaire, il ne restoit que celle de Charles-le-Chauve, dont le chef étoit alors Charles-le-Simple, prince foible et méprisé, que les Germains dédaignèrent de prendre pour roi; ils voulurent en choisir un de leur nation, ils offrirent leur couronne à Othon le Grand, duc de Saxe, qui eut la générosité de la refuser. Il proposa Conrad, comte de Franconie, qui, par reconnaissance, recommanda en mourant aux états d'Allemagne de lui donner pour successeur Henri, duc de Saxe, fils d'Othon; c'est ce Henri qui fut nommé *l'Oiseleur*, parce que les députés qui vinrent lui annoncer son élection, le trouvèrent occupé à la chasse des oiseaux. C'est à lui proprement que commence la période Saxonne, qui comprend un peu plus d'un siècle, on la fait cependant commencer à Conrad. Depuis ce temps la couronne Germanique ou Impériale, n'a point cessé d'être élective.

Cette révolution fut favorable à la puissance des états de l'Empire. Maîtres de disposer de la couronne, ils firent leurs conditions, ils se stipulèrent des droits et des privilèges excessifs, ils observoient cependant assez religieusement de ne point porter la couronne dans une maison étrangère, tant qu'il y avoit des rejetons de la maison régnante, et c'est ce qui donne la facilité de distinguer par dynasties les diverses périodes de l'Empire, mais ils ne s'engageoient à rien sur cet article; toujours prêts à prendre le parti qui

assureroit le mieux leur élévation et leur indépendance. Toutes leurs démarches tendoient à ce but.

Tandis que les empereurs Saxons étoient réduits par les états à la seule présidence d'une assemblée de souverains, ils faisoient trembler leurs voisins ; Othon I soumettoit l'Italie, un concile, tenu à Rome en 964, réunissoit le royaume d'Italie au royaume d'Allemagne, établissoit d'une manière éclatante la souveraineté des empereurs sur les papes, accordoit à perpétuité à Othon et à tous ses successeurs le droit de nommer au S. Siège, ainsi qu'à tous les archevêchés et évêchés de leurs royaumes.

III°. PÉRIODE FRANCONIENNE.

Puffendorff,
ch. 8, n. 24.

L'empereur Henri II étant mort sans enfans en 1024, l'Empire fut porté dans la maison de Franconie, où il resta pendant un siècle. La période précédente avoit vu l'élévation des princes séculiers, celle-ci vit l'agrandissement du Clergé. Cet agrandissement fut l'ouvrage de la politique autant que de la piété des Empereurs, mais ni leur piété ni leur politique ne furent assez éclairées. Désespérant d'abaisser par eux-mêmes la puissance des ducs et des comtes, ils crurent devoir lui donner pour contrepoids la puissance des évêques ; ils conférèrent à ceux-ci des duchés et des comtés avec la même autorité que les princes séculiers y exerçoient ; mais, voulant retenir toujours l'église dans la dépendance, ils établirent des avoués pour gouverner conjointement avec les prélats ; ces avoués, ainsi que les prélats, étoient à la nomination des empereurs. Dans la suite, les évêques ayant paru moins sensibles aux bienfaits dont les empereurs les avoient comblés qu'à la contrainte que les avoués leur imposaient, les

empereurs poussèrent leur pieuse imprudence jusqu'à réunir les avoueries aux églises même, jusqu'à prodiguer aux évêchés et aux abbayes les plus beaux droits régaliens. Les évêques, devenus puissans, furent ingrats; ils voulurent rendre la succession dans leurs sièges indépendante des empereurs. Les ducs, qui avoient pénétré le motif qu'avoient eu les empereurs en enrichissant le Clergé, se joignirent à lui, dès qu'il voulut secouer le joug des empereurs; les papes, qui vouloient détruire le pouvoir des empereurs en Italie, appuyèrent la ligue des princes et des évêques. Grégoire VII envenime et augmente ces divisions, il soutient l'indépendance du Saint-Siège, il s'érige en juge et en maître des empereurs, il défend à Henri IV de nommer aux évêchés et d'investir les évêques *par la crosse et l'an-neau*, il excommunie l'Empereur, il est déposé par lui, il le dépose à son tour, il l'oblige de venir à ses pieds subir une pénitence rigoureuse, infamante, et demander un pardon payé par les sacrifices les plus honteux. Henri IV veut se venger, mais trop tard; il assiège le Pape dans le château Saint-Ange, il crée des anti-papes, il remplit l'Italie de troubles par représailles, mais il ne peut calmer ceux de l'empire; Rome et les évêques d'Allemagne lui disputèrent toujours, ainsi qu'à son fils, le droit de nommer aux évêchés et aux abbayes, la fin de cette querelle fut une renonciation solennelle faite par Henri V en 1122 à ce droit de nomination, et l'affranchissement absolu des terres du S.-Siège.

Ainsi les mesures prises par les empereurs pour le rétablissement de leur puissance en Allemagne et pour le maintien de leur puissance en Italie, tournèrent contre eux. C'étoit en vain que Henri III, plein de ce

dernier objet, avoit cru le remplir en plaçant sur le S.-Siège des prélats Allemands; cette préférence accordée aux Transalpins, n'avoit servi qu'à soulever contre les empereurs le clergé d'Italie, et qu'à le faire entrer avec plus de zèle dans les vues de Grégoire VII. Ce fut vainement encore que les empereurs crurent acquérir des alliés utiles dans l'Italie, en permettant aux Normands de chasser les Sarrasins de la Sicile, de la Pouille et de la Calabre; les Normands, plus dangereux pour l'Empire que les Sarrasins, ayant élevé sur la ruine de ceux-ci un état libre et presque indépendant, crurent qu'il étoit de leur intérêt de s'unir avec les papes, trop foibles alors pour leur nuire, contre les empereurs dont la puissance étoit la seule qu'ils eussent à craindre. Cette union rendit les papes plus entreprenans, parce qu'ils voyoient à leur porte des défenseurs et un asyle ouvert contre la vengeance des empereurs.

La période Franconienne finit par un empereur Saxon, comme la période Saxonne avoit commencé par un empereur Franconien.

IV°. PÉRIODE DE SUABE.

La période de Suabe (en joignant aux empereurs de cette maison un empereur Franconien qui commence cette période et deux empereurs étrangers qui la terminent) s'étend depuis 1138 jusqu'en 1271. Elle vit continuer et redoubler les querelles du Sacerdoce et de l'Empire, et naître de leur sein les fureurs des Gibelins et des Guelphes. Les empereurs, toujours occupés au dehors, perdent toujours de leur autorité au dedans. Le système d'élever les évêques pour abaisser les ducs ayant mal réussi, donnoit aux empereurs deux enne-

mis, les évêques, et les ducs à abaisser. Pour y parvenir, ils tentèrent un moyen qui réussissoit en France, ce fut d'exempter les villes du pouvoir des ducs et des évêques; ils créèrent aussi au milieu des duchés quelques principautés séculières, qui ne dépendoient que d'eux, ils firent divers démembrements des provinces trop vastes; tous ces coups d'autorité parurent soutenir la dignité impériale sous le règne de Frédéric I, dit *Barberousse*, mais ce qui donna le plus d'éclat à ce règne, c'est que Frédéric étoit un grand homme. Frédéric II, son petit-fils, eut aussi un règne illustre, mais très-agité; il parut vouloir transporter en Italie le siège de l'Empire, les papes en frémissèrent, et lui suscitèrent mille obstacles, il leur fait une guerre opiniâtre et inutile à la faveur de laquelle les peuples d'Italie se mettent insensiblement en liberté, on y voit naître de toutes parts de petits états et se former des républiques nouvelles. On peut regarder ce règne comme le terme fatal de l'autorité impériale en Italie. La maison de Suabe tarda peu à s'éteindre: le royaume de Naples et de Sicile qui lui appartenait passa à la maison d'Aragon, concurremment avec la maison d'Anjou, comme nous l'avons expliqué dans l'introduction.

Puffendorf,
c. 8, n. 24.

Les troubles qui suivirent la mort de Frédéric II, et un interrègne de deux ans qui précéda l'avènement de Rodolphe de Hasbourg, sont comme le berceau du droit public Germanique. Les états d'Allemagne achèvent de s'arroger les droits de souveraineté qui leur manquoient, et d'envahir les domaines de la couronne. Tous les tributaires, tous les vassaux secouent le joug, la dignité impériale s'avilit de jour en jour, et son autorité s'éclipse entièrement. Il ne se tenoit presque point de diètes, les causes des seigneurs ne se jugeoient

point, ils se faisoient justice eux-mêmes; de là des guerres civiles, des brigandages, des ravages continuels. Ces désordres donnèrent lieu à divers établissemens.

Les états conclurent en 1255 à Wormes et à Mayence une alliance perpétuelle pour le maintien de la paix publique et pour l'abolition des nouveaux péages que mille tyrans établissoient à main armée dans leurs terres. On nomma cette confédération : *la ligue du Rhin*. L'empereur Guillaume la signa pour en être le chef. Les autres nobles, qui ne purent ou ne voulurent pas entrer dans cette association générale, en formèrent de particulières, nommées *Ganerbinats*. L'objet des Ganerbinats étoit de fortifier et de défendre à frais communs quelque château pour arrêter les brigands et procurer la sûreté de certains cantons. Comme c'étoit le défaut de justice qui avoit produit les violences qu'on vouloit réprimer, le président de chacune de ces ligues devoit juger toutes les causes des confédérés.

Les villes commerçantes suivirent l'exemple de la noblesse, elles s'unirent pour les intérêts de leur commerce trop interrompu par les discordes publiques, elles formèrent la célèbre ligue Hanséatique, ainsi nommée du vieux mot *Hansa*, communauté ou ligue; cette ligue, accrue par le temps et par ses succès, embrassa bientôt jusqu'à quatre-vingt villes, les plus riches et les plus puissantes de l'Allemagne. Elles se distribuèrent en quatre classes. Lubeck étoit à la tête de la première (et de toute la ligue en général), Cologne de la seconde, Brunswick de la troisième, Danzick de la quatrième. Leur commerce s'étendit par toute l'Europe, elles firent trembler la Suède et le Danemarck; leurs principaux comptoirs étoient à

Londres, à Bruges, à Berghen en Norwège, à Novogorod.

Les tentatives des empereurs pour reprendre quelques portions de l'autorité souveraine étoient toujours malheureuses. Les villes qu'ils avoient affranchies du joug des seigneurs pour leur en imposer un plus légitime et plus doux n'eurent pas plus de reconnaissance que n'en avoient eu les évêques, la liberté seule put les flatter; le degré de puissance où elles parvinrent leur donna même de plus hautes prétentions; elles voulurent partager avec les princes et les évêques le gouvernement général de l'Empire, elles aspirèrent à la dignité d'états qu'il fallut bien leur accorder.

Cette période de Suabe vit le collège électoral se former et exclure les autres princes de l'Empire des assemblées qui se tenoient pour l'élection des empereurs. Les grands officiers de la couronne, non contents d'avoir rendu leurs offices héréditaires, d'avoir acquis la souveraineté dans leurs domaines, et de partager l'autorité impériale, voulurent encore être distingués par des droits exclusifs. Dès le temps des empereurs Franconiens, ceux des ducs qui exerçoient les grandes charges de la couronne, jouissoient avec les trois primats de Mayence, de Cologne et de Trèves, d'un droit appelé *Jus prætaxandi* ou droit de première élection, c'est-à-dire, qu'avant de conférer avec le corps entier des états sur le choix d'un empereur, ils convenoient entre eux de ce choix. Cette prérogative pouvoit être illusoire, puisque la délibération de leur assemblée particulière pouvoit être cassée à la diète générale, mais les conjonctures les servirent bien. Les guerres civiles, les brigandages publics ayant

fait dégénérer en corvée le droit d'assister aux diètes, par la nécessité qu'ils imposaient de se faire escorter pour le moindre voyage, les seigneurs peu puissans s'accoutumèrent à regarder comme un privilège précieux la dispense de venir aux diètes, mais les grands officiers, plus particulièrement obligés par le devoir de leurs charges d'assister aux diètes, surtout aux diètes d'élection, flattés d'ailleurs d'y paroître avec l'appareil de la puissance, attirèrent insensiblement à eux seuls le droit d'élire l'Empereur. Les autres états ne furent exclus d'abord que par le fait, sans aucune loi. L'empereur Richard n'eut pour électeurs en 1256, parmi les ecclésiastiques, que l'archevêque de Mayence, comme archi-chancelier d'Allemagne, l'archevêque de Cologne, comme archi-chancelier d'Italie, l'archevêque de Trèves, comme archi-chancelier du royaume d'Arles, et, parmi les séculiers, que le roi de Bohême (1), comme grand échanson, le duc de Bavière, comte Palatin, comme grand sénéchal ou grand-juge de la couronne, le duc de Saxe, comme grand maréchal, et le margrave de Brandebourg, comme grand chambellan. Tels ont été depuis les sept électeurs. L'archevêque de Mayence, comme seul archi-chancelier de (2) l'Empire, convoquoit les diètes électORALES, à son défaut, c'étoit le comte Palatin, comme grand-juge de la couronne; l'élection se faisoit dès-lors à Francfort, le couronnement à Aix-la-Chapelle.

(1) Les empereurs avoient érigé la Bohême en royaume vers le commencement du treizième siècle.

(2) Les archi-chanceliers d'Italie et du royaume d'Arles, n'avoient qu'un titre autrefois réel, alors illusoire.

V°. PÉRIODE DE HASBOURG, LUXEMBOURG
ET BAVIÈRE.

Cette période, qui s'étend depuis 1273 jusqu'en 1437, est mêlée d'empereurs de diverses maisons, tous nommés par les seuls électeurs. La maison de Hasbourg n'est autre, comme on sait, que la célèbre maison d'Autriche; mais, cette période ne comptant que deux empereurs de la maison de Hasbourg, qui même ne se succédèrent pas immédiatement, on ne les rapporte point à cette dynastie non-interrompue d'empereurs Autrichiens, qui ont occupé le trône depuis 1437 jusqu'à nos jours, et qui forment la sixième et dernière période.

Id. ibid.
n. 26 et suiv.

Pendant la cinquième dont il s'agit ici, les électeurs continuèrent de se séparer des autres états, de former un collège particulier, auquel étoit réservée la nomination des empereurs, et d'attirer à eux seuls la plupart des affaires. En 1338 les diètes de Rensée et de Francfort confirmèrent leurs prérogatives. Mais c'est dans les diètes de Nuremberg et de Metz, tenues en 1356 par l'empereur Charles IV, de la maison de Luxembourg, que ces prérogatives ont reçu leur plénitude par la fameuse bulle d'or, devenue une des lois fondamentales de l'Empire.

La bulle *d'or*, ainsi nommée, non à cause de l'excellence des réglemens qu'elle contient, mais à cause du sceau d'or en forme de petite bouteille, dont elle fut scellée, consiste en 30 chapitres, dont les 23 premiers ont été publiés dans la diète de Nuremberg, le 10 janvier 1359, et les 7 autres dans la diète de Metz, le jour de Noël de la même année : nous n'en rapporte-

rons que les principales dispositions, sans égard à l'ordre très-peu méthodique des articles.

1°. Elle fixe le nombre des électeurs à sept, *per quos velut septem* (1) *candelabra lucentia in unitate spiritûs septiformis sacrum illuminari debet Imperium.*

2°. Elle assigne à chacun d'eux un des grands offices de la couronne, qu'elle attache à l'électorat.

3°. Elle règle le cérémonial de l'élection et du couronnement. L'élection doit se faire à Francfort, à la pluralité des voix recueillies par l'archevêque de Mayence dans cet ordre : l'archevêque de Trèves, l'archevêque de Cologne, le roi de Bohême (2), le comte Palatin du Rhin, le duc de Saxe, le marquis de Brandebourg. Le couronnement doit être fait à Aix-la-Chapelle par les mains de l'électeur de Cologne.

4°. Autrefois tous les princes de maison électorale prétendoient participer au droit d'élire les empereurs; la bulle d'or borne ce droit à la personne des électeurs, règle leurs successions conformément au droit de primogéniture établi dans toutes les monarchies, et déclare les électors indivisibles.

5°. La bulle d'or confirme aux électeurs tous les droits de la supériorité territoriale, déclare leur personne sacrée, punit comme criminels de lèse-majesté ceux qui auront attenté à leur vie, assure aux élec-

(1) On ne se souvint pas de cette excellente raison, lorsque, vers le milieu du dernier siècle, on créa un huitième électorat dans la maison Palatine, et, vers la fin du même siècle, un neuvième dans la maison de Brunswick.

(2) La Bulle d'or met le roi de Bohême à la tête des électeurs Laïcs, et accorde à cet électorat divers privilèges, parce que Charles IV étoit lui-même roi de Bohême.

teurs la prééminence sur tous les princes de l'Empire.

6°. Elle établit deux vicaires de l'Empire, le duc de Saxe et le comte Palatin, qui, pendant la vacance du trône impérial, exerceront, chacun dans leur district, presque tous les droits dont jouissent les empereurs. Le vicariat de Saxe s'étend sur toutes les terres où le droit Saxon est observé, ce qui comprend la Westphalie, le Holstein, la Poméranie, le Brandebourg, la Haute et Basse Saxe; la Thuringe, la Misnie, la Lusace, la Moravie. Le vicariat Palatin embrasse le Haut et le Bas-Rhin, la Frafconie et la Suabe. Le duc de Saxe et le comte Palatin jouissoient de ce droit de vicariat et d'administration de l'Empire pendant la vacance avant la bulle d'or, qui confirme plutôt qu'elle ne confère ce droit.

Le reste né fait que régler des cérémonies et des préséances.

Le ton qui règne dans ce décret, l'esprit qui semble en avoir dicté tous les articles, méritent quelque attention; jamais despote Asiatique n'eut une étiquette plus fière. L'Empereur fait tout de sa pleine puissance et autorité impériale, il mande à tous les états de l'Empire ses volontés suprêmes, il enjoint, il menace, il confirme, il abroge, il inflige des peines, il accorde des grâces, il confère des titres et des droits, il dicte des lois à ses sujets, et ces sujets sont des souverains : s'il élève les électeurs jusqu'à lui, c'est toujours en paroissant s'abaisser jusqu'à eux, c'est en leur tendant une main protectrice; leur grandeur et leur puissance semblent des dons de sa bonté généreuse. Si leur personne est sacrée, c'est, dit l'Empereur, parce qu'ils sont partie de notre corps, *nam et ipsi pars corporis*

nostrî suht. S'il les appelle les bases solides et les colonnes immobiles du Saint-Empire, ils n'obtiennent ces qualifications glorieuses qu'à cause de l'honneur qu'ils ont d'exercer un office dans le palais de l'Empereur. Son autorité, moitié despotique, moitié paternelle, pousse ses attentions supérieures jusqu'à leur ordonner de faire apprendre à leurs fils le Latin, l'Italien et le Sclavon.

C'est par une suite du même esprit qu'il s'attache à mettre un grand intervalle entre les électeurs et les autres princes de l'Empire, qu'il traite de conspirations les associations des villes, qu'il les défend pour l'avenir sous des peines rigoureuses, qu'il ne fait que tolérer celles qu'il trouve établies, et qu'il paroît se promettre de les détruire dans la suite.

On peut envisager la bulle d'or comme une tentative nouvelle pour relever l'autorité impériale, tentative pareille à celles que les empereurs avoient faites plusieurs fois, tantôt en opposant le clergé aux princes séculiers, tantôt en affranchissant les villes du pouvoir des princes tant séculiers qu'ecclésiastiques. Charles IV tâchoit de concentrer toute l'autorité dans le corps électoral, espérant la retirer plus aisément des mains de sept princes que des charges particulières, réunies à leur dignités, attachoient à sa personne, qu'il ne l'eût pu faire des mains d'une multitude de princes et de villes. Mais comment les états, si jaloux de leur liberté, purent-ils appuyer de leur consentement un diplôme où tout respiroit le despotisme? C'est que ce diplôme ne leur enlevait ni le droit d'assistance aux diètes, ni celui de souveraineté chez eux, et qu'après avoir dépouillé l'Empereur des prérogatives réelles de

la royauté, ils ne lui envioient point la prérogative chimérique de parler en maître.

Les électeurs abusèrent bientôt, contre l'empereur Venceslas, des droits que Charles IV, son père, leur avoit confirmés ; ils le déposèrent en 1400. Ainsi la tentative d'élever les électeurs pour abaisser tous les autres états, tourna encore au détriment de l'autorité impériale.

Cette cinquième période vit les accroissemens d'une autre puissance qui s'établissoit depuis long-temps dans la Franconie, dans la Suabe et sur le Rhin, et qui servit encore de moyen aux empereurs pour tenter une diversion en faveur de leur autorité. Je veux parler de ce qu'on appelle la noblesse immédiate de l'Empire. L'extinction des maisons impériales de Franconie et de Suabe, dont aucun prince n'héritait, ayant mis les fiefs de ces provinces dans la mouvance directe de l'Empire, les nobles qui les possédoient s'unirent pour conserver la liberté ; ils formèrent un corps particulier, indépendant de l'Empereur et des Princes, et soumis immédiatement à l'Empire. Les empereurs les souffrirent d'abord, les protégèrent ensuite, et, redoublant cette protection à mesure que la puissance des états devenoit plus redoutable, ils accordèrent à la noblesse immédiate tant de privilèges que les états en murmurèrent ; la noblesse immédiate eut avec eux des contestations très-vives, dans lesquelles les empereurs lui témoignèrent une faveur marquée. Cette faveur même empêcha la noblesse immédiate d'être introduite aux diètes, les états ne voulant point l'admettre parmi eux, et les empereurs n'étant point fâchés d'avoir à pro-

téger contre les états un corps qui puisse au moins leur donner de l'inquiétude.

VI. PERIODE AUTRICHIENNE.

Id. ibid.
n. 37 et suiv. Enfin l'année 1437 vit la maison d'Autriche remonter sur le trône impérial pour ne le plus quitter. Nous n'avons à examiner de cette dernière époque que la partie qui s'étend jusqu'à la mort de Maximilien I en 1519. Cet espace de temps voit naître ou se perfectionner des établissemens considérables, on sent assez que de tant de partages de l'autorité devoit naître un choc violent, toujours funeste à la tranquillité publique. En effet l'Allemagne n'avoit peut-être jamais été plus cruellement déchirée que sous le règne, d'ailleurs assez brillant, de Sigismond, dernier empereur de la maison de Luxembourg. L'empereur Albert d'Autriche s'occupa des moyens d'assurer la paix de l'Empire. Il renouvela une distribution que Sigismond avoit déjà faite des états en un certain nombre de cercles, dont chacun devoit avoir un chef ou directeur chargé de veiller au maintien de la paix dans son département. Albert fit d'abord sa distribution en quatre cercles, puis en six; mais cet établissement ne fut porté à sa perfection que par Maximilien, qui, en 1500 dans la diète d'Ausbourg, divisa d'abord l'Allemagne en six cercles, et qui, en 1512 dans la diète de Cologne, étendit cette division jusqu'à dix. Ces dix cercles sont ceux d'Autriche, de Bavière, de Suabe, de Franconie, de haute et de basse Saxe, de Westphalie, du haut et du bas Rhin, enfin celui de Bourgogne, qui comprend les Pays-Bas et la Franche-Comté. La politique de Maximilien fit com-

prendre ces états, quoiqu'étrangers à l'Allemagne, dans la division des cercles, pour engager l'Empire à les protéger contre la France. La Bohême et la Prusse refusèrent d'entrer dans aucun cercle, craignant qu'on ne leur imposât des taxes dont elles avoient été jusqu'alors exemptes.

L'effet naturel de cette division de l'Allemagne en dix cercles, fut de contenir plus aisément les princes dont les querelles auroient pu troubler la paix publique, de mettre plus de correspondance dans le gouvernement des différentes contrées de l'Allemagne, de faciliter le recouvrement des deniers publics, de fixer avec plus de connoissance les contingens de chaque état. On nomma pour directeurs des cercles les princes les plus puissans de chaque cercle.

Cette distribution favorisa l'établissement de la paix publique, dont le même empereur Maximilien avoit jeté les fondemens à la diète de Wormes, en 1495. Tous les efforts de ses prédécesseurs n'avoient pu faire cesser l'anarchie qui désoloit l'Allemagne; la négligence de Frédéric III, père de Maximilien, avoit encore redoublé la licence; électeurs, princes, gentilshommes, villes municipales, paysans, tout s'armoit, tout faisoit la guerre, et croyoit avoir droit de la faire, pourvu qu'elle fût précédée d'un défi. Les boulangers du Palatinat défioient les villes voisines. Le comte de Solms étoit défié par son cuisinier et par son marmiton. La France avoit aussi éprouvé autrefois les mêmes horreurs, mais elle avoit su s'en délivrer plutôt. En général le gouvernement François, sorti du même berceau que le gouvernement Germanique, c'est-à-dire de la domination Carlovingienne, fut long-temps en proie

aux mêmes abus ; toute la différence ne consiste que dans les moyens tentés de part et d'autre pour parvenir à les corriger. L'évènement a fait voir, que la France avoit pris la voie la plus sûre, en réunissant toute l'autorité sur la tête de ses rois, tandis que l'Allemagne, partageant et diminuant sans cesse l'autorité de ses chefs, n'a fait qu'irriter ses maux par les remèdes même qu'elle employoit pour les guérir. On a vu combien d'associations et de ligues le projet de rétablir la paix publique avoit fait naître ; toutes ces ligues, nécessairement jalouses et ennemies, troublaient sans cesse la paix qu'elles prétendoient établir ; tout le monde pouvoit faire du mal et tout le monde en faisoit. Les lois osoient à peine faire entendre leur voix impuissante et méprisée. Toutes les ordonnances pour le maintien de la paix publique, n'avoient jamais été portées que pour un temps fort court ; on s'estimoit trop heureux quand on pouvoit les faire observer pendant quelques années ; le Clergé de son côté, en publiant la *trêve du Seigneur*, n'osoit rien enjoindre ni rien défendre, de peur de révolter des hommes indociles et violens, il se contentoit d'exhorter avec douceur les brigands à modérer leurs excès ; on usoit de ménagement avec le crime, et le crime plus insolent se prévaloit de cette foiblesse.

Enfin le vœu de tous les états de l'Empire avoit produit sous Maximilien ce recès de la diète de Wormes confirmé depuis par tant d'autres recès, et qui est connu parmi les lois de l'Empire, sous le nom de la *paix publique* ou de la *paix profane*.

Puffendorff.
ch. 8, l. 39.

Par ce recès, les défis particuliers furent abrogés et différentes peines prononcées contre les infracteurs ;

on ôta même tout prétexte à l'infraction ; un tribunal suprême fut érigé pour juger les différens qui naistroient entre les états ; c'est ce tribunal qu'on nomme la *chambre Impériale*.

Dans cette même diète de Wormes, l'Empereur fit un acte de foiblesse bien mémorable, en promettant de ne contracter aucune alliance au nom de l'Empire, sans le consentement des états. C'étoit la première fois que les empereurs, dépouillés de tant de droits, rassasiés de tant d'outrages, avoient vu leur liberté restreinte à cet égard par une loi publique, depuis que l'Empire étoit sorti de la maison Carlovingienne.

Les états voulurent encore faire un autre affront à leur chef, celui d'établir au milieu même de sa cour un conseil perpétuel de régence, qui fût autorisé à faire tous les réglemens convenables au bien de l'Allemagne ; après beaucoup d'oppositions de la part de l'Empereur et beaucoup d'instances de la part des états, on supprima le nom et on établit la chose ; on nomma huit conseillers, chargés de suivre la cour Impériale et d'y veiller aux intérêts de l'Empire, c'est ce qu'on appela le *conseil aulique*. C'étoient huit espions donnés à l'Empereur, huit censeurs de sa conduite, huit juges de ses actions ; mais la cour fit sur eux son effet ordinaire, de séduire et de corrompre. Les Empereurs surent tourner à leur avantage et mettre dans leur dépendance cet établissement injurieux et gênant qui s'étoit formé malgré eux. Ils l'ont même opposé avec succès à la chambre Impériale, et la concurrence qui s'est élevée entre ces deux tribunaux a rendu quelque juridiction aux empereurs ; mais en prenant le conseil aulique dans le temps que nous con-

sidérons, c'est-à-dire à la mort de Maximilien, ce n'étoit qu'un nouveau monument de la tyrannie exercée par les états sur les empereurs.

RÉCAPITULATION.

En résumant tout ce qui vient d'être remarqué sur les différentes périodes du gouvernement Germanique, on voit que, depuis la décadence des princes Carliens et la translation de l'Empire en Allemagne, jusqu'à la mort de Maximilien, la puissance des états n'a presque point cessé de s'élever, ni celle des empereurs de s'abaisser. Ce n'est pas que, pendant un si long intervalle, l'une et l'autre puissance ait toujours marché d'un pas égal l'une vers sa grandeur, l'autre vers sa ruine; les évènements ont été tour à tour favorables et contraires à l'une et à l'autre, les conjonctures ont changé mille fois, de grands empereurs ont quelquefois régné en vrais monarques, et leur gloire personnelle a servi leur autorité; mais les fruits de leurs travaux ont été séchés dans leur fleur par des successeurs peu dignes d'eux. Charles IV paroît le législateur et le souverain de la Germanie: quatre électeurs déposent Venceslas, son fils. C'est ainsi que l'autorité Impériale a eu son flux et son reflux; mais les digues puissantes qu'on lui a opposées d'abord de loin en loin, ensuite de proche en proche, l'ont enfin resserrée dans le canal le plus étroit. La période Saxonne a vu l'agrandissement des princes séculiers; la période Franconienne, celui des prélats; la période de Suabe, celui des villes; la période de Hasbourg, Luxembourg et Bavière, a mis le sceau à la prééminence des élec-

teurs, et à l'indépendance de la noblesse immédiate de Franconie, de Suabe et du Rhin. Enfin la période Autrichienne a donné naissance à divers établissemens et réglemens, où l'on ne perd jamais de vue le double objet : 1°. De fermer les plaies causées par l'anarchie. 2°. De borner et presque d'anéantir l'autorité Impériale.

Telle est (autant qu'on peut rapporter la foule des évènements à des idées et à des époques précises) la gradation par laquelle le corps Germanique est parvenu à cette complication d'intérêts et de droits contraires, balancés, combattus, respectés cependant les uns par les autres, et qui forment cette constitution singulière, qu'aucun autre état peut-être ne pourroit supporter.

DROITS RESPECTIFS.

Le corps Germanique s'étoit assuré tous les droits réels, et n'avoit laissé à son chef que les droits honorifiques.

Mais, pour détailler ces droits respectifs :

Les empereurs conféroient les titres et les dignités, excepté celle d'état de l'Empire, parce que celle-ci entraînoit un pouvoir réel; ils accorderoient les dispenses d'âge, le droit de foires, celui de battre monnaie; ils convoquoient les diètes, ils y présidoient, ils conféroient les petits fiefs vacans, et donnoient relativement à ces fiefs des expectatives; enfin, pour enfler la liste des droits de leur éminente et foible couronne, on est obligé de compter pour quelque chose le droit de *premières prières*, dont ils jouissoient dans les chapitres et maisons religieuses, et celui de recevoir les

Puffendorf,
ch. 8, 49.

trop modiques revenus d'un domaine presque réduit à rien.

Les électeurs jouissoient du droit exclusif d'élire l'Empereur. Ils décidoient seuls de la nécessité d'élire un roi des Romains ; ils prétendoient aussi avoir seuls le droit de déposer l'Empereur. Mais les autres états prétendoient devoir y participer. Les électeurs formoient un collège particulier dans les diètes ; ils attiroient à eux seuls toutes les affaires , autant qu'ils pouvoient , ils concouroient à la collation des électorats vacans , ils jouissoient dans leurs états d'une pleine souveraineté ; il leur étoit seulement défendu , par égard pour la liberté publique , d'établir de nouveaux péages.

Les états , princes , prélats et villes assemblés dans les diètes générales , avoient seuls les droits vraiment régaliens , ces droits qui distinguent les souverains des particuliers puissans , celui de faire la guerre , la paix , des alliances , d'envoyer des ministres publics au nom de l'Empire , de porter des lois générales , d'établir des tribunaux , d'en nommer les membres ou d'en attribuer la nomination , de juger des causes civiles ou criminelles des princes , de concourir à la collation des grands fiefs et de la qualité d'état et prince de l'Empire , d'exercer la haute-police de l'église Germanique , de s'opposer à toute aliénation du domaine de l'Empire. D'ailleurs , les états exerçoient chacun chez eux tous les droits de la souveraineté , excepté celui d'établir de nouveaux péages.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Maximes féodales de l'Empire.

Tel étoit alors l'état de l'Allemagne, considérée dans sa constitution et dans son administration intérieure. Si on l'envisage dans ses rapports extérieurs, on la voit bornée au nord par le Danemarck et les autres puissances qui s'étendent, soit sur la mer du nord, soit sur la mer baltique; à l'est par les royaumes de Pologne et de Hongrie; au sud - est par la Turquie; au sud par l'Italie; au couchant par la France et la Suisse. Mais les prétentions de l'Empire s'étendoient si fort au delà de ces limites, qu'elles sembloient devoir soulever contre lui tous ses voisins. Les publicistes Impérialistes avoient formé une jurisprudence à la faveur de laquelle l'Empire, élevé sur des fondemens éternels, n'avoit rien à craindre des révolutions les plus funestes; ils remontoient jusqu'au temps de Charlemagne, examinoient quelle étoit alors l'étendue de la domination Impériale, et, supposant que depuis ce temps l'autorité des empereurs n'avoit pas cessé d'être, du moins tacitement, renfermée dans les mêmes bornes que du temps de Maximilien, ils en concluoient que ces empereurs, toujours chefs, jamais maîtres de l'Empire, avoient bien pu en accroître l'étendue par des conquêtes, mais non la diminuer par des aliénations.

En développant cette proposition, ils distinguoient le domaine direct ou suprême, du domaine utile ou de la souveraineté immédiate. L'Empire avoit possédé

des pays qu'il ne possédoit plus ; d'autres états qu'il n'avoit point possédés , mais qui avoient relevé de lui , étoient devenus indépendans. Or, les droits, soit de domaine direct , soit de domaine utile , une fois acquis à l'Empire , n'ont pu , disoient les jurisconsultes Allemands , être perdus que par prescription ou par aliénation. La prescription n'a pu avoir lieu à l'égard du domaine direct, il est imprescriptible de sa nature, du moins de la part du vassal. L'aliénation que quelques empereurs peuvent avoir faite du domaine suprême de l'Empire , est essentiellement nulle , si elle n'a été confirmée par les suffrages du corps Germanique assemblé en diète , et cette nullité n'a pu être couverte par la prescription postérieurement acquise, suivant la maxime : *Quod initio non valet , tractu temporis non potest convalescere*. Et qu'on ne dise pas que , le domaine suprême n'étant en quelque sorte qu'un droit honorifique , les empereurs ont pu en disposer ; il suffit que ce droit emporte ceux de réunion, de confiscation , etc. , pour qu'on doive l'envisager comme un droit utile , dont le corps Germanique (auquel seul il appartenoit) n'a pas dû être privé par le fait d'un administrateur infidèle.

On alléguoit , pour appuyer ces raisons , le serment même que les empereurs avoient de tout temps prêté à leur élection , serment qui leur lioit les mains pour toute aliénation , et qui les obligeoit de travailler sans cesse à la conservation et au recouvrement de tous les droits appartenant à l'Empire.

A l'égard du domaine utile , si les empereurs n'ont jamais pu aliéner irrévocablement les terres de l'Empire , ils ont pu , depuis Charlemagne jusqu'à Maxi-

milien I les concéder en fief, parce que la prohibition de ces sortes d'inféodations a une époque certaine et postérieure à ce temps-là. L'Empire n'a pas cru devoir déclarer nulles les inféodations faites par les empereurs seuls, et sans l'intervention du corps Germanique. 1°. Parce que les investis étoient toujours obligés de servir l'Empire et de reconnoître son domaine suprême. 2°. Parce que la clause de réversion au défaut d'héritiers, insérée dans ces investitures, empêchoit qu'on ne les confondît avec de véritables aliénations. Ainsi l'Empire regardoit comme légitimes possesseurs de ses fiefs, ceux à qui les empereurs les avoient concédés sous la mouvance de l'Empire.

Mais la plupart de ces fiefs avoient passé dans des mains étrangères, par vente, par donation, par échange, par conquête. Ces nouveaux possesseurs ne tenoient point leur droit de l'Empire ; ils le tenoient ou de leur épée, titre violent et injuste, ou de vassaux qui n'avoient point le droit d'aliéner, et qui n'avoient pu s'arroger ce droit sans encourir la commise par leur félonie ; l'Empire regardoit donc le domaine utile de ces fiefs concédés par les empereurs, et sortis par la suite des mains des concessionnaires, comme réuni et consolidé au domaine direct, soit par l'extinction de la postérité des concessionnaires, soit par la félonie de ces vassaux ingrats et usurpateurs, qui avoient prétendu dépouiller l'Empire leur bienfaiteur, de son domaine direct, en faisant passer ses fiefs sans son aveu dans des mains étrangères. Les détenteurs étrangers de ces fiefs n'ont jamais joui qu'en vertu d'un titre essentiellement nul, puisqu'il n'étoit émané ni de l'Empire, ni de l'Empereur, et le laps de temps n'a pu légitimer ce titre :

1°. Parce qu'il ne valide point ce qui est vicieux dans son origine. 2°. Parce que le domaine utile de ces fiefs ayant été réuni de droit au domaine direct, dès le temps de la vacance ou de la commise, et le droit de domaine direct n'ayant pas pu être prescrit, le domaine utile n'a pas pu l'être davantage.

Si les détenteurs étrangers, pour justifier le droit de conquête, alléguoient de la part des feudataires de l'Empire des excès qui eussent autorisé leurs voisins et leurs ennemis à les dépouiller, les Impérialistes répondoient qu'il n'avoit appartenu qu'à l'Empire de faire justice de ses feudataires, et d'en recueillir la confiscation ; mais que les crimes des vassaux ne pouvoient porter préjudice aux droits du seigneur suzerain ; qu'enfin on n'avoit pu, sous ce prétexte, envahir ni le domaine direct, ni le domaine utile des fiefs Impériaux.

D'après cette jurisprudence, l'Allemagne ne voyoit autour d'elle que des usurpateurs ; elle prétendoit, mais cela étoit très-contesté, que la Pologne avoit été un fief de l'Empire, du moins la Mazovie et la Silésie l'avoient été incontestablement. L'Allemagne avoit les mêmes prétentions sur la Hongrie ; elle alléguoit l'inféodation faite par l'Empereur Henri II à S. Etienne, roi de Hongrie, au commencement du onzième siècle, et la suzeraineté de l'Empire reconnue vers le milieu du même siècle, par les rois Pierre et André ; mais les Hongrois interprétoient cette inféodation et ces reconnaissances. L'Italie presque entière étoit réclamée par l'Empire, soit quant au domaine suprême, soit quant au domaine utile. En France, toutes les Provinces qui avoient formé autrefois les royaumes de Bourgogne et d'Arles étoient autant de fiefs de l'Empire, puisque

ces royaumes avoient été possédés par les empereurs, depuis Henri III jusqu'à Frédéric II. L'Allemagne regardoit le Danemarck comme un de ses fiefs, prétention très-contestée par les Danois; elle avoit sans doute la même prétention sur la Suède, s'il est vrai, comme le dit Puffendorff, que Maximilien I ait ordonné aux états de Suède d'obéir à un arrêt du sénat de Danemarck, et qu'il les ait menacés, sur leur refus, de procéder contre eux, selon les lois de l'Empire.

En général, tous les voisins de l'Allemagne opposoient à ses vastes prétentions, des raisons peut-être assez solides. Ceux qui avoient conquis leurs provinces sur des vassaux de l'Empire, disoient que, si l'Empire vouloit empêcher qu'on n'occupât ses fiefs, il falloit qu'il empêchât ses vassaux de provoquer leurs voisins par des outrages, ou qu'il en fit justice lui-même; que, l'Empire n'étant point intervenu dans les querelles dont le fruit avoit été la conquête de ses fiefs, il devoit être censé avoir renoncé à son domaine direct; que la politique de l'Empire seroit trop cruelle et trop artificieuse, si, voyant ses vassaux injustement armés contre leurs voisins, au lieu d'arracher aux premiers ces armes dont ils abusoient, il attendoit que le sort eût puni leur audace, en les privant de leurs domaines, pour venir ensuite redemander au parti victorieux, des domaines devenus le prix de son sang et de ses travaux; que le droit des gens autorisât toute puissance à retenir le bien d'un injuste agresseur, soit à titre de conquête, soit à titre de sûreté, soit à titre d'indemnité pour les frais de la guerre; et que, quand ces titres étoient confirmés par une possession plus

que centenaire, on ne pouvoit entreprendre d'y porter la moindre atteinte, sans vouloir renverser toutes les barrières de la sûreté et de la tranquillité publiques.

Ceux qui avoient acquis les fiefs de l'Empire par des voies plus douces que la conquête, n'en avoient que plus de facilité à faire valoir leurs titres; mais tous indistinctement, quelle que fut l'origine de leur possession, appeloient à leur secours le plus puissant, le plus universel de tous les droits, qui les supplée et les confond tous, la prescription.

Toutes les nations, disoient-ils, ont des prétentions les unes contre les autres; peu de puissances ont commencé par un titre irréprochable, le temps a seul légitimé presque tous les titres aujourd'hui respectés, le droit des gens n'a point de loi plus sacrée que la prescription, parce qu'il n'en a point de plus propre à maintenir la tranquillité publique. L'univers seroit le théâtre éternel du brigandage et de la violence, si la prescription n'étoit plus un mur d'airain contre des prétentions vieilles et abandonnées. On allègue en vain certaines bornes que le droit civil a mises à l'usage de la prescription entre les particuliers, ces bornes sont inconnues dans le droit des gens; celui-ci est d'un ordre bien plus éminent, les intérêts qu'il règle, ont une influence bien plus forte et bien plus vaste sur la félicité publique. Il n'y a point d'inconvénient à défendre, dans certains cas, la prescription entre particuliers, parce que la possession de tout citoyen doit naturellement être fondée sur des titres que les lois puissent avouer, au lieu que le droit de la guerre, établi entre les nations, ayant donné aux titres de presque toutes les puissances, une origine violente,

la prescription seule a pu les légitimer et couper la racine des guerres. C'est encore bien vainement qu'on allègue la nature des lois féodales d'Allemagne, qui rendent imprescriptibles les droits de la couronne impériale, malgré la négligence des empereurs à les réclamer, malgré les conventions par lesquelles ils ont paru les sacrifier, malgré la durée enfin de toute possession contraire; ces lois bizarres ne sont point la règle des nations, elles peuvent être exécutées dans l'intérieur de l'Empire, mais de quel droit peut-on les opposer à des souverains étrangers? Les contestations qui s'élèvent entre deux peuples se décident-elles jamais par la jurisprudence propre à l'un des deux? N'est-ce pas dans les lois universelles et invariables du droit des gens qu'il faut en chercher la décision? et le droit des gens connoît-il des titres plus augustes que la prescription et les traités? Enfin ces mêmes Allemands, qui prétendent rejeter la prescription, lorsqu'elle leur est contraire, ont-ils moins d'intérêt que les autres nations à la faire valoir? Sur quel autre titre peuvent-ils fonder l'origine de leur puissance? Qu'elle autre raison opposeroient-ils aux François, si ceux-ci prétendoient revendiquer l'Empire et tous les domaines acquis par Charlemagne, s'ils disoient que ces acquisitions, faites aux dépens du sang françois, avoient été annexées à la couronne principale de Charlemagne, et n'avoient pu, suivant les lois de la monarchie françoise, en être valablement démembrées? N'étoit-il pas bien singulier, par exemple, que les Allemands osassent redemander aux François les royaumes d'Arles et de Bourgogne, usurpés sur les rois Carlovingiens, l'un en 879, par Boson; l'autre en 888, par

Rodolphe, fils de Conrad, comte de Paris, transmis à l'Empire en 1023, par le successeur de ces usurpateurs, et recouvrés depuis plusieurs siècles par les rois de France, comme si l'usurpation de Boson et de Rodolphe avoit plus mérité d'être confirmée par la prescription, que le recouvrement, fait par les rois de France, de ces anciens domaines de leur couronne, ou comme si l'Empire avoit, à l'exclusion de tout autre état, le privilège éminent de légitimer les droits qu'il acquéroit, d'en purifier la source et d'y imprimer, pour l'avenir, le sceau de l'imprescriptibilité? Les Allemands étoient-ils donc une nation si singulièrement favorisée du ciel, que le laps de temps put toujours lui acquérir des droits, sans pouvoir jamais lui en faire perdre? Enfin ou les lois féodales alléguées par l'Empire, contre la prescription, étoient particulières à l'Allemagne, ou elles étoient communes à toute l'Europe; si elles étoient particulières à l'Allemagne, il étoit ridicule de les opposer à des nations qui ne les reconnoissoient point; si elles étoient communes à toute l'Europe, les droits de l'Allemagne n'avoient jamais pu s'étendre hors de son enceinte, et les avantages qu'elle avoit eus en différens temps sur ses voisins ne lui avoient jamais acquis ni domaine suprême, ni domaine immédiat.

Au reste, si l'Empire n'abandonnoit aucune de ses prétentions, il savoit ne les réclamer qu'à propos; et cet intérêt général de recouvrer tous ses anciens domaines étoit trop éloigné pour ne pas céder à d'autres intérêts plus pressans. La jurisprudence impériale n'arroit donc point toujours l'Allemagne contre ses voisins, ni ses voisins contre elle, comme il semble qu'elle eût

L'Abbé Du
Bos. Hist. de
la Ligue de
Cambrai.

dû le faire. Cette nation, plus estimée que redoutée, avoit elle-même peu de chose à craindre des puissances du nord, trop occupées alors entre elles pour troubler la paix de l'Empire, l'intérêt d'une juste défense la réunissoit souvent avec la Pologne, la Hongrie et même l'Italie, contre le Turc, leur ennemi commun; l'Empire étoit content des Suisses, qui ne s'étoient point encore soustraits à son domaine suprême; la France étoit, après le Turc, la puissance la plus ennemie de l'Empire, soit parce que les limites de ces deux états n'étoient point parfaitement fixées, soit parce que Maximilien avoit eu l'adresse de mettre sous la sauve-garde de l'Empire, les provinces et les droits litigieux qu'il tenoit de la succession de Bourgogne. La France étoit plus redoutable à l'Empire que les Turcs même; les Sultans pouvoient à la vérité mettre en campagne des armées plus nombreuses et tirer plus de revenus de leurs vastes provinces, mais ils ne pouvoient que très-difficilement porter la guerre en Europe, parce qu'ils étoient obligés de faire venir de l'Asie et leurs troupes et les munitions nécessaires, et de laisser ainsi du côté de l'Orient leurs états en proie aux invasions des Persans, ou aux révoltes des Bassas. D'ailleurs, ils ne peuvent faire subsister leurs armées pendant l'hiver, en Allemagne, tant à cause du froid auquel ils ne sont point endurcis, qu'à cause de la pauvreté des provinces d'Allemagne, voisines de la Turquie d'Europe.

FORCES DE L'ALLEMAGNE.

L'Allemagne étoit très-belliqueuse; et si féconde en soldats, qu'elle en fournissoit à presque toutes les autres nations. Cette vente du sang des Allemands aux étrangers, étoit même la seule source de rivalité qu'il y eût entre cette nation et les Suisses. L'état militaire de l'Allemagne venoit de prendre, sous Maximilien, une forme nouvelle et plus avantageuse. La cavalerie pesamment armée, quoique fort inférieure à la gendarmerie françoise, avoit fait jusqu'alors la principale force des Allemands; l'infanterie allemande, comme autrefois l'infanterie françoise, n'étant enrôlée que pour une seule campagne, n'avoit jamais eue le temps de prendre l'esprit guerrier; jusqu'au règne de Sigismond, chaque état ne fournissoit qu'un nombre indéterminé de troupes; Sigismond, par les taxes matriculaires qu'il introduisit à la diète de Neubourg, fixa ce nombre, ainsi que les pièces d'artillerie et les sommes que chaque état devoit fournir. Frédéric III demanda, par avarice, de l'argent au lieu de troupes, les états y consentirent par imprudence; Maximilien préféra aussi les subsides en argent, mais du moins il en employa une partie à l'entretien d'un corps de troupes réglées et enrégimentées; c'est ce corps fameux connu sous le nom de *Lantzknecht*, Lansquenets (1). Ces soldats, n'ayant d'autre métier que la guerre, prirent l'habitude du

(1) Ce nom, selon les uns, signifie des hommes armés de lances ou de piques; selon d'autres, il signifie plutôt des hommes du pays, des soldats levés dans leur pays, par opposition avec les troupes étrangères.

courage et de la discipline ; ils devinrent propres à braver les dangers et sur-tout à soutenir les fatigues ; ce dernier avantage les distingua dans l'Europe. Au reste, comme Maximilien les payoit assez mal, principalement lorsqu'il ne les employoit pas, ils s'enrôloient à leur gré sous les drapeaux des puissances étrangères ; de sorte qu'en formant ce corps , ce fut moins à l'Empire qu'à l'Europe entière que Maximilien fournit des troupes réglées.

Si l'Allemagne avoit su contenir dans son sein cette pépinière de guerriers ; si d'ailleurs la multitude et la désunion de ses membres, la foiblesse de son chef, la rivalité de ses collègues, n'eussent rendu les délibérations de ses diètes trop incertaines, et l'exécution de ses recès trop lente, elle eût pu devenir très-redoutable à ses voisins ; mais la difficulté de rassembler les contingens de chaque état, de presser les mouvemens toujours embarrassés de ce corps pesant et mal proportionné, la rendoient presque incapable d'attaquer ; aussi ses grandes prétentions, plus répandues dans les livres de ses jurisconsultes que soutenues par les armes de ses guerriers, n'ont-elles jamais alarmé l'Europe.

QUATRIÈME DISSERTATION.

(*Livre 2, Chapitre 3, Page 312 et suivantes.*)

CONFÉRENCE DE CALAIS EN 1521.

DANS cette conférence, on agita trois grands objets : la restitution de la Navarre, la restitution du royaume de Naples, les droits sur la Bourgogne.

La couronne de Navarre avoit passé successivement par des femmes de la maison de Bigorre dans celle des comtes de Champagne, dans la branche régnante de la maison de France, puis dans la branche d'Evreux, dans la maison d'Arragon; enfin dans celle de Foix, d'où elle avoit été portée en 1484 dans celle d'Albret, par le mariage de Catherine de Foix avec Jean d'Albret.

La situation de la Navarre la rend très-importante pour les rois de France et d'Espagne. La Navarre est en partie, à l'égard des Pyrénées, ce que les états du duc de Savoye sont à l'égard des Alpes; elle est une clef de l'Espagne, comme la Savoye et le Piémont sont des clefs d'Italie. Elle semble sur-tout être naturellement une province de la monarchie espagnole. Aussi lorsque Ferdinand le Catholique et Isabelle eurent réuni les diverses portions de cette monarchie, ils ne perdirent pas un moment de vue le projet d'envahir la Navarre; ils ne manquoient jamais de prétextes pour demander

tantôt des places voisines de l'Arragon, tantôt des contrées entières. Jean d'Albret ne pouvoit qu'implorer contre eux le secours de la France. Il falloit lui rendre ce secours dangereux et même funeste.

En 1512, Ferdinand profita des violentes querelles qui s'étoient élevées entre Louis XII et le pape Jules II, pour s'emparer des états de Jean d'Albret. Il prévoyoit que ce prince, pour lui résister, se mettroit sous la protection de la France, et c'étoit ce qu'il désiroit.

Au moyen de cette alliance, les apparences de schisme que la haine du Saint-Siège répandoit sur la France alloient s'étendre jusques sur le roi de Navarre, et fournir des couleurs favorables à l'usurpation. A la faveur de cette politique, Ferdinand conquit toute la Navarre jusqu'aux Pyrénées; la maison d'Albret ne conserva que le Béarn; elle fit jusqu'en 1521, des tentatives toujours malheureuses, pour remonter sur le trône de Navarre.

Lorsque Jean d'Albret avoit demandé raison de cette usurpation, on lui avoit répondu qu'il étoit excommunié pour son adhésion au schisme de Louis XII, et qu'en conséquence le pape avoit donné la Navarre au roi d'Espagne.

Cette raison, tirée de l'excommunication, fut même long-temps la seule qu'allégua l'Espagne, parce qu'en effet elle suffisoit avec la force.

Dupuy,
Traité des
droits du Roi.

Lorsqu'en 1515 Ferdinand, par un acte solennel, unit irrévocablement la Navarre à la couronne de Castille, il ne manqua pas de rappeler l'excommunication de Jean d'Albret, et la donation de Jules II; il répéta la même raison dans son testament, par lequel il donna

la Navarre à Jeanne sa fille, reine de Castille, et au prince Charles, son petit-fils.

Sandoval, Vida de Carlos V, v. I. Lorsqu'en 1518 ce dernier prit possession des royaumes d'Espagne, les états assemblés à Valladolid le supplièrent de conserver le royaume de Navarre acquis, dirent-ils, à la couronne d'Espagne, par le schisme de Jean d'Albret.

Mais, dans la conférence de Montpellier, qui fut rompue par la mort du grand-maître de Boisv, on agita de bonne foi la restitution de la Navarre. Les plénipotentiaires Espagnols parurent eux-mêmes faire moins de cas qu'ils n'avoient fait jusqu'alors de la raison du schisme; elle ne fut alléguée que par un docteur Espagnol nommé Carvajal; mais comme on ne pouvoit taxer Jean d'Albret de schisme, sans en taxer encore plus Louis XII, son allié, qui avoit été l'ennemi direct de Jules II, l'évêque de Paris, Étienne Poncher et le président Olivier, qui assistoient avec Boisv, à la conférence, rejetèrent cette raison avec beaucoup de vivacité, soutinrent que Louis XII avoit toujours été catholique, et déclarèrent qu'ils ne souffriroient point qu'on fit à sa mémoire l'affront de la flétrir d'un reproche de schisme. Le chancelier d'Espagne, voyant la colère de Poncher et d'Olivier, dit lui-même à Carvajal : « Seigneur docteur, votre zèle est indiscret, « on ne vous avoit point chargé de dire cela. »

A la conférence de Calais, les Espagnols alléguèrent cinq raisons principales pour éluder la restitution de la Navarre :

1°. Comme ils avoient pour juge un homme qui, aspirant à la papauté, se croyoit d'avance intéressé au maintien des prétentions du Saint-Siège, ils reprodui-

sirent avec confiance la grande raison du schisme; ils citèrent comme le titre le plus authentique la bulle d'excommunication lancée par Jules II, contre le roi de Navarre, et le transport fait de ses états au roi d'Espagne.

Le chancelier Duprat, qui n'aspiroit pas moins au chapeau, que Volsey à la thiare, eut pourtant le courage d'opposer à cette objection, les maximes solides de l'indépendance des couronnes.

On peut ajouter à ce que dit alors Duprat, qu'il n'est pas même bien sûr que la bulle d'excommunication contre le roi de Navarre ait jamais existé; qu'on ne la trouve ni dans les bullaires, ni dans les histoires générales; qu'elle est seulement citée par quelques historiens Espagnols, qui ne s'accordent point sur sa date, les uns la plaçant au 18 février 1512, les autres au premier mars de la même année; que d'ailleurs ces deux dates sont évidemment fausses, puisqu'au rapport de ces mêmes historiens, la bulle avoit pour motif le traité conclu par le roi de Navarre avec Louis XII, et que ce traité n'est que du 17 juillet de la même année. Avant ce traité, le roi de France et le roi de Navarre avoient été, pendant quelque temps, plutôt ennemis qu'alliés, parce que le roi de France soutenoit Gaston de Foix, son neveu, (tué le 11 avril de cette année, à la bataille de Ravenne,) contre le roi de Navarre, auquel Gaston redemandoit quelques terres de la maison de Foix.

Zurita.
Mariana.
Sandoval,
Vida di Carlos V.

De plus, l'invasion de la Navarre par Ferdinand est antérieure au traité de Jean d'Albret avec Louis XII. Comment donc auroit-elle été faite en vertu d'une bulle qui eût eu pour motif l'alliance de ces deux rois?

2°. Pour entendre la seconde objection des Espagnols, il faut se rappeler que Blanche, reine de Navarre, héritière de la branche d'Évreux, porta la couronne de Navarre dans la maison d'Arragon, par son mariage avec Jean II, roi d'Arragon. De ce mariage naquirent trois enfans, Charles, prince de Viane et deux filles; l'aînée nommée Blanche, comme sa mère, et la cadette Éléonore. Le roi d'Arragon épousa en seconde noces, Jeanne, fille de Frédéric, Amirante de Castille, dont il eut Ferdinand le Catholique. Le prince de Viane, long-temps persécuté par sa marâtre, mourut ou de douleur ou de poison, sans laisser d'enfans. La couronne de Navarre fut dévolue à la princesse Blanche, qui épousa Henri IV, roi de Castille, dit l'*Impuissant*. Ce surnom annonce assez qu'elle n'en eut point d'enfans; la couronne de Navarre passa donc à Éléonore, qui la porta dans la maison de Foix, par son mariage avec un seigneur de cette maison, nommé Gaston.

Pour donner à Ferdinand le Catholique un droit sur la Navarre, le chancelier d'Espagne prétendoit que Blanche, reine de Castille, avoit cédé à Jean II, roi d'Arragon, son père et père de Ferdinand, tous les droits qu'elle avoit au royaume de Navarre; d'autres disent qu'elle les avoit cédés à Henri l'Impuissant, son mari, dont la sœur et l'héritière Isabelle étoit la femme de Ferdinand. Ainsi Ferdinand auroit eu droit à la Navarre, ou de son chef, comme fils de Jean II, roi d'Arragon, ou du chef de sa femme, héritière de de Henri IV, roi de Castille.

L'une et l'autre cession, répondoient les plénipotentiaires François, est chimérique. Ce qui a pu donner

lieu d'imaginer celle qu'on prétend avoir été faite à Jean II par sa fille, est la jouissance que ce monarque a conservée pendant sa vie, du royaume de Navarre, en vertu de son contrat de mariage avec l'héritière de la maison d'Evreux. Jean, depuis la mort de sa femme, ne regarda jamais son administration que comme précaire, il traita toujours sa fille Eléonore en véritable reine de Navarre; elle-même se souvint plus d'une fois qu'elle l'étoit, elle veilla en personne intéressée sur l'administration de son père, elle se plaignit à lui et aux grands du royaume, de ses négligences. Jean II, par son testament, reconnut le droit de sa fille au royaume de Navarre, et, en laissant tous ses autres états à Ferdinand, son fils du second lit, il en détacha la Navarre, qu'il déclara ne lui point appartenir. Ferdinand et Isabelle eux-mêmes ont rendu hommage en plusieurs occasions aux droits de la maison de Foix.

Zurita, cap.
24, lib. 20.

Mariana,
c. 19, l. 24.

En 1493 ils furent nommés arbitres avec Charles VIII roi de France, entre diverses branches de cette maison, qui se disputoient la couronne de Navarre, et ils prononcèrent en faveur de cette même Catherine de Foix, femme de Jean d'Albret, que Ferdinand dépouilla depuis.

En 1494 ils envoyèrent leurs ambassadeurs à Pampelune, pour assister au couronnement de cette Catherine de Foix.

En 1497, 1499, 1504, 1510 Catherine de Foix et Jean d'Albret redemandèrent à Ferdinand diverses places qu'il avoit usurpées sur la Navarre. A ces demandes réitérées, il ne répondit jamais qu'il eût droit à la Navarre, soit de son chef, soit du chef d'Isabelle; il alléguâ diverses défaites, toutes de mauvaise foi, mais

le système de la cession faite par Blanche, femme du roi de Castille, n'étoit pas encore imaginé.

3°. La troisième objection des Espagnols se tire de la généalogie de la maison de Foix. Du mariage d'Eléonore d'Arragon avec Gaston de Foix, étoient nés deux fils; Gaston, vicomte de Castelbon, et Jean, vicomte de Narbonne. Gaston épousa Madeleine de France, sœur de Louis XI, dont il eut un fils, François Phœbus qui mourut sans enfans, et une fille, Catherine de Foix, celle-là même qui depuis épousa Jean d'Albret; le vicomte de Narbonne eut de Marie d'Orléans, sœur de Louis XII ce célèbre Gaston de Foix, duc de Nemours, tué en 1512 à la bataille de Ravenne (et qui n'eut point d'enfans), et Germaine de Foix, qui fut depuis la seconde femme de Ferdinand le catholique. Le vicomte de Castelbon, fils aîné de Gaston de Foix et d'Eléonore d'Arragon, étoit mort avant ses père et mère, laissant pour héritier présomptif de la couronne de Navarre François Phœbus, son fils. Mais les Espagnols ne l'entendoient pas ainsi; ils prétendoient que le vicomte de Narbonne, quoiqu'il ne fût que le puîné des fils d'Eléonore d'Arragon, reine de Navarre, devoit exclure François Phœbus, son neveu, quoique fils de l'aîné, parce que, au temps de la mort d'Eléonore d'Arragon, à laquelle il s'agissoit de succéder, le père de François étoit mort, et que le vicomte de Narbonne étoit plus proche d'un degré que son neveu. Les droits du vicomte de Narbonne avoient passé au duc de Nemours, son fils, puis à Germaine de Foix qui les avoit cédés, disoient les plénipotentiaires Espagnols, à Ferdinand, son mari, mais qui, suivant les lettres d'un ambassadeur de France en Espagne, les avoit cédés à

Charles-Quint, petit-fils de Ferdinand, ce qui-pro-duisoit le même effet.

On répondit que la représentation en ligne directe étoit de droit commun, et qu'on ne connoissoit dans la Navarre ni usage ni loi particulière qui dérogeât à cette loi presque universelle. On rapporta d'ailleurs des faits éclatans, qui prouvoient que ce droit de représentation avoit été reconnu par toute la maison de Foix, et par le vicomte de Narbonne lui-même.

En 1472 Madeleine de France, long-temps avant la mort du vicomte de Castelbon son mari, et immédiatement après celle de Gaston de Foix, roi de Navarre, son beau-père, présenta une requête à Louis XI pour le prier de donner un tuteur à ses enfans, François Phœbus et Catherine, *héritiers légitimes par représentation de Gaston leur aïeul, roi de Navarre*. Le vicomte de Narbonne lui-même signa cette requête. Le conseil du Roi, en présence du vicomte de Narbonne, déclara Madeleine, tutrice de ses enfans; Madeleine prêta serment en présence et du consentement du vicomte de Narbonne. Elle rendit hommage à Louis XI des terres de la maison de Foix, qui relevoient de la couronne de France, toujours en présence du vicomte de Narbonne, qui ne fit aucune protestation. En 1479 Eléonore d'Arragon, reine de Navarre, institua par son testament François Phœbus son petit-fils, héritier du royaume de Navarre, et se contenta de faire un legs particulier au vicomte de Narbonne.

4°. Mais, disoient les plénipotentiaires Espagnols, et c'étoit la quatrième objection, s'il faut reconnoître le droit de représentation, en faveur de François Phœbus de Foix, du moins après la mort de celui-ci le vi-

comte de Narbonne a dû exclure, a titre de masculinité, Catherine de Foix, sœur de François Phœbus. Le vicomte de Narbonne a connu et réclamé ce droit que lui donnoit son sexe, et les évènements n'ont pu le lui ravir.

Le droit de masculinité, répondit le chancelier Duprat, ne l'emporte point en Navarre, sur le droit d'aïnesse. La loi salique ne gouverne point ce royaume ; la Navarre est évidemment une couronne patrimoniale et féminine, puisqu'elle a passé par les femmes, dans tant de maisons étrangères.

A cette loi générale se joint encore une loi particulière, tirée du contrat de mariage de Madeleine de France avec le vicomte de Castelbon. Louis XI en donnant sa sœur au vicomte de Castelbon, avoit fait stipuler expressément que les enfans qui naîtroient de ce mariage, de quelque sexe qu'ils fussent, succéderaient au royaume de Navarre, au préjudice de la branche de Narbonne. Aussi du vivant de Louis XI ces enfans n'éprouvèrent-ils aucune contradiction de la part du vicomte de Narbonne, qui les reconnut même, comme on l'a vu plus haut, pour légitimes héritiers du royaume de Navarre.

Il est vrai que sous le regne de Charles VIII ce même vicomte de Narbonne disputa la Navarre à Catherine sa nièce ; mais il perdit son procès à l'arbitrage de Charles VIII et de ce même Ferdinand, qui, suivant les Espagnols, avoit depuis exercé les droits du vicomte de Narbonne.

Enfin le vicomte de Narbonne, jugeant lui-même ses droits chimériques, les sacrifia en 1498 par une transaction qu'il fit avec Catherine, et qui contenoit

une renonciation formelle au royaume de Navarre et de Béarn, sans aucun intérêt, et de plus, une renonciation aux autres biens de la maison de Foix, moyennant quatre mille livres de rente. Gaston de Foix, duc de Nemours, fils du vicomte de Narbonne, se voyant appuyé de toute la faveur de Louis XII son oncle, attaqua cette transaction, mais seulement en ce qui concernoit les biens de la maison de Foix, autres que la Navarre. Ce jeune héros, si propre à donner de l'éclat à ses prétentions, n'osa jamais les porter jusqu'au royaume de Navarre. Il mourut à 24 ans, sans avoir pu faire juger son procès, qui fut repris par Germaine sa sœur, seconde femme de Ferdinand le catholique, et perdu par elle en 1517.

Ainsi la branche de Narbonne avoit contre elle et la loi générale et la loi particulière, et ses propres reconnoissances et l'autorité de la chose jugée.

5°. Enfin les plénipotentiaires Espagnols n'eurent pas honte d'alléguer une cinquième raison, qui se détruisoit d'elle-même par son propre ridicule. Ils parloient de je ne sais quels traités passés entre les rois d'Espagne et de Navarre, par lesquels les rois de Navarre avoient consenti à une espèce de confiscation de leurs états, au profit des rois d'Espagne, s'ils appeloient les François à leur secours.

On répondit, 1°. Que ces traités n'existoient point. 2°. Que quand ils existeroient, ils ne pouvoient engager à rien, parce qu'aucun homme, à plus forte raison aucun souverain, ne pouvoit renoncer au droit d'une légitime défense.

2°. NAPLES.

Ce qui concerne le royaume de Naples a été traité dans l'introduction, tom. 1. chap. 2. depuis la pag. 42 jusqu'à la pag. 59.

3°. DROITS SUR LA BOURGOGNE.

Il s'agit ici du duché de Bourgogne, qu'il ne faut confondre, ni avec les deux royaumes de Bourgogne, dont l'étendue étoit beaucoup plus vaste, ni avec le comté de Bourgogne ou Franche comté, qui s'étoit formé des débris du second royaume de Bourgogne.

Si les principes de la loi Salique avoient influé sur la succession au royaume de Naples, s'ils s'étendoient tous les jours à des états étrangers, combien leur influence ne devoit-elle pas être plus forte sur les provinces Françaises?

Le grand objet de la loi Salique est d'empêcher que le Royaume ne passe à des étrangers. Ce principe général pour tout le Royaume, s'applique en particulier à chaque province; c'est ce principe qui a dicté la loi, par laquelle les apanages ont été restreints aux seuls mâles, parce que les femmes, si elles pouvoient les posséder, pourroient les porter dans des maisons étrangères.

Tel est le droit public en France; quelques faits contraires, amenés par ces conjonctures singulières, par ces révolutions qui font taire toutes les loix, ne prouvent rien contre l'existence de ce droit; l'usage qui, en admettant la distinction des fiefs masculins et

des fiefs féminins, a quelquefois rangé parmi les fiefs féminins, de grandes provinces de l'empire François, pourroit bien n'être qu'un abus. Au reste, la Bourgogne n'étoit point dans ce cas-là, on n'avoit point d'exemple qu'elle eût jamais été possédée par une femme.

Mais lorsque la branche aînée de la première maison de Bourgogne, issue du roi Robert, s'éteignit en 1361, sous le roi Jean, trois concurrens se présentèrent pour recueillir le duché, tous trois descendoient de la maison de Bourgogne par des femmes, par trois sœurs. Le roi de Navarre descendoit de l'aînée, le roi Jean de la seconde, le duc de Bar de la troisième. Mais le roi Jean étoit plus proche d'un degré que ses deux compétiteurs, parce qu'il y avoit eu dans sa ligne une génération de moins, et cette proximité fut le seul titre qu'on fit valoir en sa faveur. Il ne fut question ni de la loi Salique, puisque chacun des trois contendans tiroit son droit d'une femme, ni du droit de réversion des apanages, faute d'héritiers mâles. Les écrivains du droit public de France, surtout Dupuy, blâment les officiers du roi Jean, de n'avoir point réclamé le droit de réversion. Mais n'y avoit-il pas un obstacle à cette réclamation? Il restoit deux branches masculines de la maison de Bourgogne (la branche de Montagu-Sombernon et la branche de Couches), ces deux branches descendoient du premier apanage, elles étoient par conséquent comprises dans la concession faite à ce premier apanage. La loi Salique les eût préférées aux descendans des femmes, quoique plus proches, et le droit de réversion ne pouvoit avoir lieu tant que ces branches existoient. Pour exercer le droit

de réversion, il eût fallu traiter des droits de ces deux branches avec leurs chefs ou représentans : l'histoire ne nous apprend point qu'on l'ait fait.

Quoi qu'il en soit, cette succession du roi Jean au duché de Bourgogne à titre de plus proche héritier par les femmes, est le premier exemple contraire à la loi Salique, qu'offre l'histoire du duché de Bourgogne.

Le roi Jean réunit la Bourgogne à la couronne, mais ce ne fut pas pour long-temps. Le 6 Septembre 1363 Philippe le Hardy, le quatrième de ses fils, fut fait duc de Bourgogne, *pour tenir ce duché par lui et ses héritiers légitimes.*

Le roi Jean, par le même acte, donna au duché de Bourgogne le titre de première pairie de France.

La postérité masculine de Philippe le Hardy posséda ce duché jusqu'en 1477 que Charles le téméraire mourut, ne laissant qu'une fille, Marie de Bourgogne.

Louis XI alors prétendit exclure Marie de la succession de son père, alléguant le droit de réversion à la couronne, faute d'héritiers mâles.

Ce droit de réversion ne pouvoit pourtant pas encore avoir lieu, car le comte de Nevers Jean vivoit alors, et il descendoit de Philippe le Hardy, premier apanagé, mais comme on ne voit point paroître de comte de Nevers dans cette affaire, il est à présumer que Louis XI avoit acquis ses droits.

On traita donc l'affaire sur le pied de l'extinction de tous les mâles issus de Philippe le Hardy.

La question se réduisoit à savoir si la Bourgogne étoit essentiellement un fief masculin, ou si elle pouvoit être regardée comme un fief féminin.

Pour prouver que c'étoit un fief féminin, Marie de

Bourgogne et après elle Charles-Quint son petit-fils, alléguoient l'exemple du roi Jean, qui n'avoit hérité de la Bourgogne que par représentation d'une femme. Ils disoient de plus, que l'investiture donnée à Philippe le Hardy, comprenoit tous ses héritiers légitimes, sans exclusion des femmes; ils fortifioient ces raisons par des inductions tirées du traité d'Arras entre Charles VII, roi de France, et Philippe le bon, duc de Bourgogne, et du traité de Péronne entre Louis XI et Charles le téméraire. Par ces traités on avoit cédé à toute la descendance des ducs de Bourgogne, *mâle et femelle*, les comtés de Mâcon, d'Auxerre, Saint-Gengoul, Saint-Laurent, Bar-sur-Seine, enfin tout ce qui formoit l'arrondissement du duché de Bourgogne, et qui sembloit en devoir suivre le sort. On ne doutoit donc point alors, disoit Charles-Quint, que les femmes issues de Philippe le bon et de Charles le téméraire ne dussent hériter de ce duché. Si l'investiture accordée à Philippe le Hardy avoit besoin d'interprétation, elle en trouvoit une toute naturelle dans les traités d'Arras et de Péronne.

Louis XI et après lui François I alléguoient au contraire la loi Salique, cette loi si chère aux François, et dont les dispositions deviendroient illusoires, si par la transmission des apanages aux filles, la France étoit livrée en détail aux étrangers; ils soutenoient que, quand on vouloit appeler les filles à la succession des apanages, il falloit l'exprimer nommément dans l'investiture. Eh! comment pouvoit-on croire que le roi Jean eût voulu faire de la Bourgogne un fief fémi-

nin, lorsque d'un côté il venoit d'unir (1) cette province à la couronne, lorsque d'un autre côté l'investiture n'appelloit point les femmes, enfin lorsque cette même investiture assuroit à la Bourgogne le titre de première pairie de France? Quoi! en lui donnant ce titre éminent, on se proposoit de la rendre la proie des étrangers!

Quant aux inductions tirées des traités d'Arras et de Péronne, Louis XI et François I en tiroient une autre. Ces traités, disoient-ils, appellent nommément les femmes, parce qu'on vouloit alors les appeler. L'investiture donnée par le roi Jean ne les appelle point, parce qu'il vouloit les exclure.

Au reste, Louis XI et François I protestoient contre les traités d'Arras et de Péronne; c'étoit, selon eux, l'ouvrage de l'injustice et de la violence.

Quoi qu'on puisse penser des raisons alléguées de part et d'autre, et très-solidement discutées par Dupuy, dans son traité des droits du roi, on ne pourra s'empêcher de juger qu'il eût fallu prévenir ces contestations, et réunir la Bourgogne à la France, comme on y a depuis réuni la Bretagne, c'est-à-dire, par un mariage, mais c'est ce qu'on n'avoit point fait.

(1) Cette union n'étoit pas sensée détruite par la concession de la Bourgogne en apanage; elle l'eût été, si la Bourgogne devenue fief féminin, eût pu passer aux étrangers.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE PREMIER VOLUME.

AVERTISSEMENT.

Page v

PRÉFACE.

ix

INTRODUCTION.

CHAPITRE I. *Généalogie , Naissance , Éducation ,
Mariage , Premières Campagnes de François
Premier, etc. , jusqu'à son avènement au trône.* 1

Généalogie. *ibid.*

Branche d'Orléans. 2

Branche d'Angoulême. 5

+ *Naissance de François.* 7

+ *Éducation de François.* *ibid.*

+ *Négociations pour le Mariage de François.* 12

*Premières Campagnes de François , etc. , jusqu'à
la mort de Louis XII.* 25

CHAPITRE II. *Objets de guerre. Droits sur Naples.*

Droits sur le Milanès et sur Gènes. 42

1°. *Naples.* *ibid.*

Droits de la Maison d'Arragon. 56

Droits de la Couronne de France. 57

Droits de la Maison de Lorraine. *ibid.*

Droits de la Maison de la Tremoille. 58

2°. *Milan.* 59

+ *Prétentions des Sforces.* 68

Prétentions de la Maison d'Arragon. *ibid.*

+ *Prétentions de la Maison d'Orléans.* *ibid.*

I.

26

Gênes.	Page 71
CHAPITRE III. Intérêts, Vues, Dispositions des diverses Puissances de l'Europe. Caractère des principaux Souverains.	
Italie.	75
Florence et Rome.	76
Venise.	78
Savoie.	80
Allemagne.	83
Corps Helvétique.	84
Espagne.	89
Pays-Bas.	93
Portugal.	100
Angleterre.	101
Écosse.	<i>ibid.</i>
États du Nord.	104
Pologne, Bohême et Hongrie.	106
Turquie.	<i>ibid.</i>
Récapitulation.	<i>ibid.</i>
CHAPITRE IV. Constitution et ressources intérieures	
de la France.	108
Princes du sang.	109
Maison d'Alençon.	112
Maison de Bourbon.	<i>ibid.</i>
Branche de Montpensier.	113
Branche de Vendôme.	<i>ibid.</i>
Branche de Carencei.	114
Maison légitimée d'Orléans de Longueville.	115

HISTOIRE.

I^{re}. PARTIE. Histoire Civile, Politique et Militaire. 119

LIVRE PREMIER.

Contenant tout ce qui s'est passé depuis l'avènement de François I, jusqu'à la concurrence à l'Empire. Page 119

CHAPITRE I^{er}. *Distribution de grâces et d'emplois à la cour. Négociations. Campagne de 1515. Bataille de Marignan. Conquête du Milanès.* *ibid.*

CHAPITRE II. *Traité de Pavie. Entrevue de Bologne. Traité avec les Suisses. Mort du roi d'Espagne Ferdinand le Catholique.* 173

CHAPITRE III. *Campagne de 1516. Expédition de l'Empereur dans le Milanès. Traité de Noyon.* 185

CHAPITRE IV. *Affermissement de la paix. Traité de Fribourg ou Paix perpétuelle. Nouvelle Alliance avec le Pape. Paix d'Urbain. Troubles intérieurs du Milanès.* 198

CHAPITRE V. *Traité avec l'Angleterre. Projet avorté d'une Croisade contre les Turcs. Projet chimérique de l'Empereur. Guerre du Danemarck.* 212

LIVRE SECOND.

Qui s'étend depuis la concurrence à l'Empire jusqu'à la paix de Cambrai, dite des Dames, et comprend toute la guerre de 1521. 223

CHAPITRE I^{er}. *Démarches pour la succession à l'Empire. Mort de Maximilien I. Concurrence des rois de France et d'Espagne.* *ibid.*

CHAPITRE II. *Camp du Drapeau d'Or. Guerre de Navarre. Guerre du Duché de Bouillon. Préliminaire de la Grande Guerre de 1521.* 267

CHAPITRE III. *Commencement de la Grande Guerre de 1521. Hostilités du côté des Pays-Bas et de l'Espagne pendant les années 1521 et 1522, jusqu'au commencement de 1523. Conférence de Calais.*

Page 296

DISSERTATIONS SUR DIVERS POINTS DE L'HISTOIRE DE FRANÇOIS I.

* PREMIÈRE DISSERTATION. <i>Sur la devise de François I.</i>	333
SECONDE DISSERTATION. <i>Lettre de François I à la Duchesse d'Angoulême sur la bataille de Marignan.</i>	337
TROISIÈME DISSERTATION. <i>Tableau de l'Empire Germanique.</i>	343
1°. Période Carlovingienne.	344
2°. Période Saxonne.	347
3°. Période Franconienne.	348
4°. Période de Suabe.	350
5°. Période de Hasbourg, Luxembourg et Bavière.	355
6°. Période Autrichienne.	360
<i>Récapitulation.</i>	364
<i>Droits respectifs des Empereurs, des Électeurs et des États.</i>	365
<i>Politique extérieure. Maximes féodales de l'Empire.</i>	367
<i>Forces de l'Allemagne.</i>	376
QUATRIÈME DISSERTATION. <i>Conférence de Calais.</i>	378
1°. Navarre.	<i>ibid.</i>
2°. Naples.	388
3°. Droits sur la Bourgogne.	<i>ibid.</i>

FIN DU PREMIER VOLUME.





